





- DIMANCHE 28 FÉVRIER - LUNDI 1= MARS 1993

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MERY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

La «fatigue» de M. Castro

CINQUANTIÈME ANNÉE - Nº 14958 7 F

ES résultats des élections législatives et provinciales qui unt eu lleu mercredi 24 février à Cuba semblent appertenir à un autre âge. Les candidats uniques présentés par la régima ont obtenu officiellement 95 % des volx, et le taux de participation a été supérieur à 42 %. Les Cubains n'avaient à 99 %. Les Cubains n'avaient à leur disposition que les bulletins blancs ou nuis pour contester la pouvoir en place. Us ne e'en sont pae privés dans les bureaux de vote de la Havane, euxquels avaient accès les observateurs étrangers, où les blanes et nule ont dépassé 10 %, ce qui jette pour l'ensemble du pays.

Ces compilations invérifiables n'ont de toute façon pas plus de signification que celles que pro-dusalent jadis à intervalles régu-liers l'URSS et ses setellites. La victoire massive de candidets uniques peut difficilement être présentée comme le signe de l'edhésion de la population à s. s dirigeants. Celle-ci manifeste au contraire régulièrement ses véritables sentiments en a'efforçant de quitter l'île au prix de mille

LS ont été cent mille à fuir ainsi en 1980 par le port de Combien seralent-ils si l'occasion se présentait à nouvseu? Comme l'écrit un des biographes de leur chef, « curieusement. Cuba semble exporter sa popula-tion plutôt que sa révolution ».

Le destin de M. Castro ellmente davantage les préoccupa-tions et conversations des Cubains que le rôle d'une essembiée dont ils savent bien qu'elle ne détient sucun pouvoir réel. La combat solitaire qu'il mêne contre les États-Unis depuis plus de trente ans ne manque pas d'ellure, même s'il s'est traduit per une pénurie des blens de première nécessité en raison de l'embargo américain, qui, loin de se relâcher, n'a cessé de se renforcer au fil du temps.

Tout propos, public ou privé, du « commendent en chef s concernant ses intentions personnelles est l'objet de commen-teires sens fin. La murt de l'URSS e encore ajzuté du piment à ces spéculations. Combien de temps le dirigeant cubeln résistera-t-il eu flot qui e amporté la quasi-totalité de ses homologues au sein de ce qu'on eppelait naguère le camp socia-liste?

CASTRO e provoqué le Vineurprise en parelssant envisager son propre départ, « Le temps passe et les marathoniens se fatiguent. La course aura été longue, trop longue s, e-t-il déclaré jeudi. A un journaliste qui lui demandait e'il comptait encore être président lors de la procheine échéance électorale formelle, en 1998, il a répondu qu'il espérait que « cela ne serait pas nécessaire ».

Nul doute que le dirigeant cubain ne se sente, comme il le reconnaît lui-mêms, «fatigué». Maie il feut prendre evec una pincée de sel ces confidences inhabituelles, M. Castro se considère comme un « esclave de la révolution » et décidera tout seul, comme il l'e toujours fait, de la suite de son étonnante carrière. Cuba lui doit sans conteste une notoriété mondiale due é son interminable duel avec les Etats-Unis. Beaucoup de Cubains se passeraient volontiers de cette pose héroïque qui profite surtout à l'ego de M. Castro. Ils sont probablement plus fetigués encore que leur insmovible diri-



La réunion des ministres des finances du G7

Le président Clinton plaide pour la liberté du commerce

La montée du chômege dens les peys industrialisés, le stagnation en Allemagne, l'excédent commercial japonais sont au centre de la réunion informelle des ministres des finances du groupe des sept principeux peys industrialisés, semedi 27 février à Londres. A la veille de cette réunion du G7, le président eméricain s'est prononcé pour la liberté du commerce international, modérant ses critiques à l'égard de l'Europe. Il a préconisé una coopération renforcée et appelé l'Allemagne et le Japon à contribuer à la croissance mondiale,

de notre correspondant

L'économie d'ebord, le reste ensuite, avait averti M. Bill Clin-ton avant son investiture. Depuis son entrée à la Maison Blanche, le président américain s'est efforcé de conserver le même ordre de priorités assignées à son administration, sans trop se soucier des attentes de l'étranger.

Ainsi, le 17 février, à l'occasion de son discours sur l'état de l'Union, il n'avait consacré que deux minutes eux questions interiales, nota eiales, alors qu'il avoit exposé pendant plus d'une heure d'antenne le contenu de son pro-gramme économique. Par la suite. en guise de signaux destinés aux

partenaires des Etats-Unis sur se intentions en matière de libre échange, le président américain s'était empressé d'avaliser les dispositions protectionnistes prises par la nouvelle administration dans physicurs domaines (importations d'acier, marchés publics, télécommunications) quand il ne descendait pas lui-même dans Tarène pour dénoncer les subventions accordées an consortium,

européen Airbus. La Maison Blanche a sans doute jugé l'avertissement suffisant, à vingt-quatre heures de la des finances des sept pays les plus industrialisés.

SERGE MARTI

Plusieurs morts et des centaines de blessés

L'explosion de New-York serait due à un attentat

La Maison Blanche et d'autres bâtiments officiels de Washington ont fait l'objet de mesures de sécurité renforcées, vandredi 26 février, après l'explosion d'une bombe placée dans les sous-sols du World Trade Center, à New-York, qui a fait, indiquait-on samedi, cinq morts et quelque trois cents blessés. Le FBI et la police, qui ont reçu plusieurs appels téléphoniques ravendiquent la responsabilité da l'explosion, dont certains émenant de groupes se disent serbes ou croates, penchent pour l'hypothèse d'un acte terroriste.

NEW-YORK

de notre correspondant

Une gigantesque explosion s'est produite vendredi 26 février à 12 b 18, heure locale, au deuxième étage du parking com-mun aux tours jumelles du World Trade Center, les plus hauts gratte-ciel de Manhattan, situés dans le quartier financier de la ville de New-York.

La déflagration a creusé un eratère profond de plusieurs mêtres dans les sous-sols du bâtiment, haut de 110 étages, et fond de la gare de banlieue située sous le parking, quasi déserte à cette heure de la journée. L'explosion a été d'une telle vinlence Lite la soite page 13 | qu'elle e fait trembler l'édifice.

L'onde de choc a été ressentie dans l'ensemble du quartier et jusque sur l'autre rive de la rivière Hudson, qui longe le bâtiment et constitue la frontière

evec l'Etat voisin du New-Jersey.

Un incendie que les pompiers out mis trois heures à maîtriser s'est oussitôt déclaré, et une épaisse fumée s'est propagée dans presque tous les étages du bâtiment, plongés dans l'ubscurité totele en raison d'une coupure volontaire d'électricité.

Les quelque deux cents ascenseurs desservant les deux tours se entraîné l'effondrement du pla- sont oussitôt immobilisés, pié geant leurs occupants.

> S. M. Lire la suite et nos informations page 5

Les séropositifs pris en charge à 100 %

Parmi différentee mesures sécurité transfusionnelle et la prévention du sida et de l'hépatite C, M. Bernard Kauchner, ministre de la santé, a annoncé que toutes lee personnes séropositives paurrant être prisee en charge à 100 % par la Sécu-

M. Mitterrand et les DOM-TOM

Dialoguant avec les habiants de l'outre-mer, vendredi 26 février, sur RFO, M. Mitterrand e plaidé pour le maintien des liens emre les DOM-TOM et la République. «La France sans l'outre-mer, c'est moins que la Frances, e-t-il notamment déclaré. page 6

Un premier bilan de la chaîne ARTE

Dans l'entretien qu'il nous a eccorde, le président d'ARTE, M. Jérôme Clément, fait le point sur la chaîne franco-allemende en répondant aux critiques que celle-cl suscite et en soulinent qu'elle a permis de regardait plus la télévision s.

Lire notre supplément « Radio-Télévision »

Les dessins sans vie des enfants bosniaques

En Croatie, l'intégration des réfugiés commence à l'école où s'expriment les traumatismes de la guerre

SPLIT

de notre envoyé spécial ·

Lentement, une larme s coulé sur la joue de Nijaza, la direc-trice. Devant elle, le cadeau des élèves croates aux enfants bosniaques réfugiés et scolarisés dans leur école : un long cortège de statuettes en terre cuite collées sur deux planches de contrepla-qué. Il y e là, en rang par deux, beeneonp de femmes. Toutes sont voilées et tiennent un enfant dans leurs bras. Au milieu des silhouettes courbées, les enfants unt rajouté une vache et un

Ce cortège figé, Nijaza Mula-becikovic, Musulmane de Tesanj en Bosnie, le revoit périodique-ment s'animer. L'été dernier, elle

aussi e dû fuir sa ville et marcher des kilomètres evec sa fille de quinze jours dans les bras. Ingénieur en minéralogie, elle est oujourd'hui directrice d'un petit groupe scolaire de deux cents enfants bosniaques hébergés dans l'école primaire Filip-Lukas de Kastela, à 10 kilomètres de Split.

A Kastela, qui compte 35 000 habitants et 12 000 réfugiés, la scolarisation des enfants réfugiés et déplaces est très vite devenue une question essentielle. Devant l'afflux massif de ces réfugiés (la Croatie – 4,5 millions d'habitants - accueille 450 000 réfugiés de Bosnie et 300 000 personnes déplacées de Croatie), il e falla augmenter les effectifs des classes existantes. Aujnurd'hni, la fréquentation moyenne est de cin-

quante élèves par classe. A Filip-Lukas, qui compte mille élèves, nn a einsi, non sans peine, accueilli deux cent quinze dèves supplémentaires dans les classes

Mais cela n's pas suffi. Les classes de Split et de Trogir ayant vite été débordées, les enfants en quête d'une école sont venus de plus en plus numbreux. Afin d'absorber deux cents élèves supplémentaires, la directrice de l'école croate a done décidé, voilà un mois, de crécr une petite école bosniaque au sein de son établissement, dont la direction a été confiée à Nijaza. Vingt-deux pro-fesseurs, tous réfugiés et bénévoies, out été recrutés.

JEAN-MICHEL DUMAY Lire in suite page 3

Stabilité du chômage en janvier



=(Publicité)= FONDATION DE CULTURE INTERNATIONALE ARMANDO VERDIGLIONE

DATES

Il y a soixante ans, l'incendie du Reichstag.

page 2

HEURES LOCALES

Petites annonces rurales Canal + offre chaque semaine son écran aux maires en quête de repreneurs pour leurs commerces abandonnés.

Vesoul: comme toujours

Voyage en Haute-Saône, dans une préfecture troublée par affaire de promotion immobilière. Avec les pages « Régions » et « lle-de-France », le dos-

sier, les informations pratiques et les livres.

M. Pierre Bérégovoy invité du « Grand Jury RTL-le Monde »

M. Pierre Bérégovoy, premier ministre, invité de l'émission hebdomadaire le « Grand jury RTL-le Monde » dimanche 28 février à 18 h 30.

Le ciel d'Europe

Congrès de la deuxième renaissance

Paris, 4-5-6 mars 1993

Maison de la Chimie - 28, rue Saint-Dominique, Paris - 7º

La Russie dans l'Europe - La Méditerranée et l'Europe - l'Italie - Les médics dans l'invention de l'Europe - Aris et inventions de la deuxième renaissance L'intellectuel et la République - La nouvelle langue diplomatique - Nation ou balisme ? - La cité planétaire - Sarajevo - Inventer la politique, l'ethique et l'Europe La charie européenne de la tolérance - Les temmes, l'écriture, la société - Science finance - L'image de l'Europe du troisième millénaire - L'antisémitisme aujourd'hit La conjuration des idiots

Tél.: 1-49270961 - Fox: 1-49270930

A L'ETRANGER : Algéte, 4,50 DA; Merce, 6 DH; Turiele, 850 m ; Alexague, 2,50 DM; Ausfete, 25 ATS; Belgique, 45 FR; Carein, 2,25 S CAN; Antileu/Héurion, 9 F; Côte-d'Noire, 486 F CFA; Damemark, 14 KFD; Espagne, 180 FTA; G.B., 85 p. Grice, 250 DR; briande, 1,20 I; Italie, 2 200 L; Luxembourg, 45 FL; Norvège, 14 KRN; Pays-Bas, 2,75 FL; Portugal, 190 ESC; Sensigal, 450 F CFA; Subde, 15 KRS; Suissa, 1,80 FS; USA (NY), 2 S : USA (others), 2,50 S.

Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL 15, RUE-FALGUIÈRE, 76501 PARIS CEDEX 15 TÉL: (1| 40-65-25-25 Télécopieur: (1) 40-65-25-99 Télex: 206.806 F

ADMINISTRATION :

ADMINIS (HA 110N : 1. PLACE HUBERT-BELIVE-MÉRY 94862 IVRY-SUR-SEINE CEDEX Tél. : [1] 40-65-25-25 Télécopieur : [1] 49-60-30-10 Télex : 261.311 F

Edité par la SARL le Monde

Durée de la société ;

cent ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société :

Société civile

« Les Rédacteurs du Monde ».

«Association Hubert-Beuvé-Méry»

Société anonyme des lecteurs du Monde. Le Monde-Entreprises.

M. Jacques Lesourne, gérant.

Le Monde

PUBLICITE

Président directeur général : Jacques Lesourne Directeur général : Michel Cros

KL Pomme qui a ouvert à la volée la porte du commissariat de la porte de Brandebours, à Berlin, donnant l'alerte, ne sera jamais identifié. Les policiers se pré-cipitent, prenant tout de même le temps de noter l'heure: 2t h t5, le 27 février 1933. Au même moment, 27 tevrier 1933. Au meme moment, les pompiers, appelés par un correspondant anonyme, sautent dans leur camion. Mal orientés par un témoin (dont on ne retrouvera pas la trace), ils perdent quatre minutes à tourner autour de l'énorme bâtiment à la recherche du feu, puis à casser une vitre pour entrer. Le lieutenant de police Emil Lateit, plus chanceux, a rencontré l'inspecteur chargé de la police Emil Lateit, plus chanceux, a rencontré l'inspecteur chargé de la surveillance du Parlement allemand, qui possède les clefs. En courant dans les couloirs plongés dans l'obscurité, ils voient quelques petits foyers (des rideaux qui brûlent) qu'ils éteignent sans peine. A 21 h 21, ils débouchent dans la selle des séances – surmontée d'une coupole haute de 75 mètres qui fait dire aux Berlinois que le Reichstag est la plus grande cloche à fromage du monde – où ils découvrent une série de hautes flammes régulières, distinctes, brûlant sans fumée.

Les pompiers ont fait un autre

L'arrestation de Marinus Van der Lubbe

L'incendie du Reichstag est le point de départ de deux histoires symétriques. A l'intérieur de l'Allemagne, celle de la mise en place de l'Etat nazi - Hitler prend prétexte de l'attentat pour écraser les communistes et pour supprimer les libertés constitutionnelles; à l'extérieur, celle du développement de l'antifascisme – la procédure judiciaire truffée d'invraisemblances et d'irrégularités fait de l'affaire du Reichstag un instru-ment inespéré de contre-propagande pour les opposants au nazisme

mains noircies. On trouve sur lui une carte d'identité hollandaise an nom de Marinus Van der Lubbe, vingt-quatre ans. Il n'oppose pas de résis-tance, et, interrogé, dit avoir mis le seu «pour protester». Mais mis le seu à quoi? A quelques rideaux, à des linges pris au restaurant de l'Assem-blée – par la fenêtre duquel il s'est introduit juste après 9 heures, – à sa chemise, à un fauteuil, le tout avec des allume-feu des plus rustiques.
Que cet exalté à tendances pyromanes ait allumé, non sans peine, les petits foyers que les premiers policiers sur les lieux ont éteint rien qu'en les piétinant, cela semble établi. Mais qu'en moins d'un quart d'heure dans ce bétiment ou crusse. d'heure, dans ce bâtiment qui couvre plus d'un hectare et qu'il ne conn pas, il ait provoqué avec ses miséra-bles allume-feu l'immense brasier de la salle des séances (la seule partie de l'édifice détruite), les techniciens l'excluent catégoriquement, au moment des faits et depuis lors. Van der Lubbe ne peut pas avoir agi seul. Bien sûr, clame Goering, ministre de l'intérieur de Prusse et président du Reichstag, accouru sur les heux le premier : c'est un complot commupremier: Cest un complot commu-niste. Des députés nazis affirment avoir vu Van der Lubbe en compa-gule d'Erust Torgier, président du groupe parlementaire communiste, qui a été le dernier à quitter le Rei-chstag ce soir-là, vers 20 h 30. Hitler arrive avec Goebbels, chez qui il dinait. On n'a jamais expliqué de façon convaincante pourquoi, sur façon convaincante pourquoi, sur leurs agendas chargés de campagne électorale où ils enchaînent meeting

le début de l'insurrection commu niste! Il n'y a pas une minute à perdre. (...) Il faut pendre les députés communistes cette mût même. » Le chancelier réunit séance tenante le cahinet - dont trois membres seulement sont des nationaux-socialistes et obtient son aval pour lancer immédiatement la répression. Entre t heure et 4 heures du matin, près de trente mille hommes – policiers et supplétifs nazis – arrêtent dans leur lit mille deux cents «suspects» à Ber-lin et quatre mille deux cents dans lin et quatre mille deux cents dans tout le pays : communistes surtout, mais aussi sociaux-démocrates et libéraux. De nombreux députés sont emprisonnés en dépit de l'immunité parlementaire. L'historien américain Wiliam L. Shirer décrit l'atmosphère de ces heures dans son livre le Troisième Reich : « C'était la première expérience qu'avalent les Allemands de la terreur nazie soutenue par le gouvernement. De pleins camions de troupes d'assant fonçaient à travers les rues dans toute l'Allemagne, et les nazis envahissaient les domiciles, rassemblaient les victimes et les emmenaient au casernement SA où ils étaient battus et torturés.»

ne seront jamais publiés, ni retrou-vés. Pas plus que la carte de membre du PC hollandais que Van der Lubbe possédait, selon Goering. Qu'im-porte, toute la machine de propa-gande inventée par Goebbels répergande inventée par Goebbels répercute ce thème. Exemple d'affiche
électorale: « Le Reichstag en
flammes! Incendié par les communistes. Voilà à quoi ressemblerait
notre pays tout entier si le communisme et son alliée la social-démocratie venaient au pouvoir, ne serait-ce
que quelques mois. Des citopens
honnètes collés au mur, les granges
des paysans incendiées! » Hitter, le
28, février dans l'après-midi, se gend
chez Hindenburg' muni d'une ordonnance qui suspend « la liberté des
personnes, l'inviolabilité du domicile,
le secret postal, la liberté d'opinion, la
liberté de réunion, le droit d'association et le droit de propriété » et institue la peine de mort pour incendie
volontaire de bâtiments publics. Le
vieux maréchal, qui avait juré de
défendre la Constitution de la Répuhique, signe ces deux textes qui fondent légalement la dictature nazie.

Le 5 mars, le Parti nazi remporte Le 5 mars, le Parti nazi remporte 44 % des voix aux élections, devenant le premier parti d'Allemagne; malgré la terreur, une majorité d'Allemands a voté – inutilement – contre Hitler. La loi des pleins pouvoirs que le nouveau Parlement réuni à l'Opéra Kroll, temple berlinois de l'opérate, votera le 23 mars ne fera qu'enterrer une République déjà motte.

L'autre histoire de l'incendie du



Couverture de la revue communiste « AIZ » (« Arbeiter Illustrierte Zeitung »), septembre 1933 : « Goering, le bourreau du III• Reich. »

exceptionnelle. Le cerveau de cette mobilisation s'appelle Willi Münzen-berg. Ex-député communiste, ancien tement exécuter Van der Lubbe et le député communiste Torgler (qui s'était constitué prisonnier des le len collaborateur de Lénine et créateur demain de l'incendie). Mais à quoi d'un groupe de presse populaire à bon chercher à préserver à l'intérieur grande diffusion, il a réussi à échaples formes de la légalité pour per à la faille de la nuit du 27 au apparaître, à l'étranger, comme des 28 février et s'est réfugé en France, bourreaux? On aunonce donc la où il organise l'opposition au tenue d'un procès. Le 9 mars ont été arrêtés trois communistes bulgares:

nazisme (on réfugiés allemands en nombre des réfugiés en Gueorgni (Georges) Dimitrov, Vassil
Tanev et Blagoï Popov. Les deux
denniers sont arrivés de fraîche date
de Moscou. Dimitrov, qui a fui la
Bulgarie après une tentative avortée
d'insurrection communiste en 1923,
est en Allemagne deruis 1929. «On est en Allemagne depuis 1929. « On n'ignore pas, à Berlin, qu'il est mem-bre de l'Internationale communiste, sations communistes camouflées pou-vait exhiber fièrement une enseigne avec une liste de personnalités mais ni la police ni les juges ne semblent avoir su qu'ils avaient devant eux le chef du Bureau du Komintern extrêmement estimables - des duchesses anglaises, des éditorialistes pour l'Europe occidentale », écrit l'his-torien Gilbert Badia. Apparemment, américains et des savants français.» La parodie de justice que les nazis mettent en place pour juger les ces Bulgares ont été choisis pour accréditer l'idée d'un complet bolchéincendiaires présumés fournit à cet organisateur hors pair d'innomhra-bles arguments. Il fait rédiger par une équipe de journalistes allemands en vique international, passant par Tor-gler et Van der Lubbe. Ils vont se révéler, pour l'accusation, particuliè-

duits dans le Reichstag par un sou-terrain qui relie le Parlement au palais du président, résidence de Goering, signant ainsi l'attentat. Il est très largement repris par la presse de très largement repris par la presse de tous les pays et exaspère les autorités nazies : on peut y lire, noir sur blanc, ele morphinomane Goering a mis le feu au Reichstag ». Ce Livre brun, d'ailleurs, n'est pas irréprochable. Comme Goering et consorts accusent Van der Lubbe d'avoir partie liée avec les communistes, il tente de prouver que le jeune Hollandais est un homosexuel manipulé par les nazis (1). Le 21 septembre s'ouvre le procès de Leipzig. Les détenus ont vécu de Leipzig. Les détenus ont vècu menottes aux mains pendant des mois. Van der Lubbe est hébété, comme drogué. Tancv a fait une tentative de suicide. Dimitrov, en revanche, est au mieux de sa forme, Il assure seul sa défense, démontant un à un les faux témoignages grossiers produits par l'accusation. Son altercation avec Goering, entendu comme témoin, est profés célèbres le

antercation avec Goering, entendu comme témoin, est restée célèbre; le ministre, poussé à la faute, finit per hurler: «Je ne suis pas venu à la barre pour me laisser accuser par vous! (...) C'est vous qui aurez peur quand je mettrai la main sur vous une fois que vous serer sorti de ce une fois que vous serez sorti de ce tribunal, espèce de voyou!» Le procès est marqué par les témoignages embarrassants des techniciens, comme le chef des pompiers Gempp, qui a été limogé et qui, poursuivi par la rancune des nazis, prouvera une fin tragique comme d'ailleurs toutes les personnes liées de près ou de loin à l'incendie. durante fact fact from the

exil un Livre brun sur l'incendie du

Reichstag. S'appuyant, d'une part, sur les sources officielles allemandes - en elles-mêmes suffisamment riches en contradictions - et, d'autre part,

sur des témoignages, cet ouvrage est destiné à ouvrir les yeux de l'opinion publique sur la nature du régime qui vient de s'installer en Allemagne. Le Livre brun est publié en allemand en

août 1933 et, des septembre, en

quinze langues. Sa thèse se résume à ceci : les incendiaires se sont intro-

Le verdict du 23 décembre

Le verdict tombe le 23 décembre 1933. La participation «directe» des trois Bulgares et de Torgler n'a pu être établie. Ils sont donc acquittés... mais retournent en prison. C'est, semble-t-il, la pression internationale, entretenne par les intellectuels antifascistes – comme Gide et Malraux, venus à Berlin le 4 janvier 1934 pour réclamer leur libération – qui finit par décider. Cogring à repulse se haine : le 27 février, un an jour pour ionr après l'incendie du Reichstag. les trois Bulgares sont mis dans un avion pour Moscou. Dimitrov refera surface dans l'Histoire co devenant le premier chef de la Bulgarie communiste en 1944 : il se montrera alors aussi impitoyable que Goering envers ses opposants.

Torgler, lui, restera en prison jus-qu'en 1936. Exclu du PC en 1935, il est devenn après la guerre membre du Parti social-démocrate.

Le seul condamné de Leipzig est le jeune Van der Lubbe. Contre toutes les règles du droit, il est condamné à mort en vertu d'une loi votée un mois après l'incendie. «On m'a trompé... la vérité! Les autres, les autres/», aurait-il crié avant d'être décapité d'un coup de hache. En 1967, son frère Johannes Marcus obtient que le jugement soit cassé par un tribunal de Berlin, qui condamne post morten Van der Lubbe à huit post morten van der Luode a mut ans de prison. En 1980, en appel, le pauvre Marinus est acquitté... mais l'avocat général fait appel et le Kam-mergericht de Berlin déclare cette fois irrecevable la requête en révi-

Qui a mis le feu au Reichstag? Cette question reste sans réponse súre. Goering - accusé par d'innom-brables indices et quelques témoins a nié jusqu'au bout devant le tri-bunal de Nuremberg. A quoi a servi l'incendie du Reichstag? Là, pas de doute : à imposer en vingt-quatre heures la terreur nazie.

(1) Le Comité d'aide aux victimes du fascisme (président d'honneur Albert Einstein) organise à Londres un «conreprocès» avec tous les témoignages disponibles : le «verdict» innocentant les cinq accusés tombe le 20 septembre 1933, la maille de l'autuent de procès de Leise veille de l'ouverture du procès de Leip-

A LIRE

En français, l'ouvrage le plus com-plet est celui de Gibert Badie, Feu au Reichstag. – L'Acte de naissance du régime nazi, Messidor/Editions sociales, 1983.

Le Livre brun a été récemment réédité en fac-similé par les Editions Tristan Mage, 55, place Saint-Char-les, 75015 Paris.



Directeur general: Michel Cros
Membres du comité de direction:
Jacques Guiu, Philippe Dupuis
Isabelle Tsaldi
15-17, ran du Colonel-Pierre-Avin
75902 PARIS CEDEX 15
Tél: (1) 46-62-72-72
Télex MONDPUB 634 128 F
Télén: 46-62-73. - Société finle
de la SALL le Mondre de Média et Régies Europe SA tensions as secure to legis surjections of a Monde »

12, r. M.-Gonsbourg
94852 IVRY Cedex
Commission paritaire des journaux
et publications, nº 57 437
ISSN: 0395-2037
PRINTED IN FRANCE « Incendié par les communistes» Le matin du 28 février – cinq jours avant les élections, – les journaux annoncent l'incendie et publient un communiqué officiel : des documents ont été saisis au siège du Particommuniste qui prouvent que «l'incendie du Reichstag devait être le signal de la guerre civile. A Berlin, les plllages devaient commencer à 4 heures du matin». Ces documents ne seront jamais publiés, ni retron-Les pompiers ont fait un autre Les pompiers ont fait un autre parcours – dans un bâtiment qui par le style et les dimensions tient à la fois du Grand Palais et de l'Opéra de Paris : les premiers arrivés par une fenêtre du premier étage tombent sur plusieurs hommes en uniforme d'agent de police qui braquent sur eux des revolvers et affirment qu'il n'y a pas de feu au rez-de-chaussée (l'identité de ces agents restera mystècieuse). A 21 h 27, une explosion retentit et l'amplithéâtre s'embrase : il s'est écoulé moins d'une demienseignements aur les microfilms e ndex du Monde au (1) 40-65-29-33 Reproduction Interdite de tout article, sauf accord avec l'administration TÉLÉMATIQUE Composez 36-15 - Tapez LEMONDE ou 36-15 - Tapez LM **ABONNEMENTS** il s'est écoulé moins d'une demi-heure depuis le moment où deux passants ont entendu un hruit de t, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX. Tél : (1) 49-60-32-90 (de 8 heures à 17 h 30) vitre brisée et aperçu la lueur d'une torche à l'intérieur du Reichstag. Reichstag se poursuit, si l'on peut SUESSE dire, de façon autonome. Hitler et cier d'une mobilisation internationale Goering ont hésité à faire immédia-exceptionnelle. Le cerveau de cette TARIF FRANCE BELGIQUE LUXEMB. PAYS-BAS CEE

torche à l'intérieur du Reichstag.

Quelle est l'utilité d'un minutage aussi précis pour raconter l'incendie d'un bâtiment public berlinois il y a soixante ans? Premièrement, l'incendie du Reichstag est un de ces «polars» que l'Histoire n'a pas entièrement élucidés et qui continuent à susciter interprétations et polémiques. Deuxièmement, et surtout, la plupart des historieris voient dans ce feu symbolique, moins d'un mois après que le président Hindenburg eut appelé pour former le gouvernement un «caporal autrichien» nommé Adolf thiter, le véntable acte de naissance du régime nazi.

par voie aérienne tanif sur demande, pour vour abonuer remoyez ce hulletid accompagné de votre réglement à l'adresse é-dessus

LE MONDE a (USPS = pending) is published daily in 892 per year by a LE MONDE » I, place Hubert-Beave 66y = 94852 ivyy-sur-Seine = France, Semand chast pan the published Champlain M. V. M. and additional medica-pendid at Champlain M. V. M. and additional medicalage paid at Champitan N.Y., US, and additional mathing offices. POSTPASTER: Some Address changes to IMS of NY – Box L518, Champian N.Y. 12919 – 1518. Pour les aboraconeurs gusterist aux USA INTERNATIONAL MEDIA SERVICE, Les 3330 Pacific Avenue Suite 404 Vaginia Beach, VA 23451 – 2913 USA

· 573·F

t 123 F

t 890 F 2086 F 2960 F

ÉTRANGER :

t 038 F

Changements d'adresse définitifs on provisoires: nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indi-quant leur numéro d'abonné.

BULLETIN D'ABONNEMENT DURÉE CHOISIE Nom : Prénom Adresse Localité : _

Venullez avoir l'obligeance d'écrire tout le 301 MON 01

Le Monde Edité per la SARL Le Monde Comité de direction : Jeoques Lescume : gérant directeur de la publication Bruno Frappat directeur de la rédection Jacques Guitu

Rédacteurs en chef

Yees Agnès Jecques Amairic Thomas Ferenczi Philippe Herreman

Daniel Vernet

bert Beurs-Méry (1944-1969) Jacques Fauvet (1969-1982) André Leurens (1982-1985) André Fontaine (1985-1991)

la dessins sans Benfants bosi

CROATI

553

arren i Marie a - 14

m*\ 445'4

in in Est 1 1 2 2 10 2 12 Consess

g a graph Section of the section of

122 -

Le parachutage de secours au dessus de la Bosnie-Herzégovine L'OTAN confirme son soutien sans participation à l'opération humanitaire américaine

naire du Conseil atlantique autour dn nouveau secrétaire d'Etat américain, M. Warren Christopher, ven-dredi 26 février à Bruxelles, les membres de l'OTAN ont exprimé leur sontien de principe au projet des Etats-Unis de parachutage de vivres et de médicaments en Bosnie, sous la surveillance des AWACS de correspondant, Jean de la Guérivière, ils ne se sont pas engagés à s'associer tout de suite à l'entreprise, ce que d'ailleurs le secrétaire d'Etat américain ne leur demandait pas. Rendant compte de sa récente rencontre avec M. Andrei Kozyrev (le Monde du 26 février), M. Christopher a déclaré que son homologue russe s'était « montré ouvert en offrant un soutien politique pour notre parachutage humanitaire et n'avait pas exclu une éventuelle par-

En dehors de cette opération, M. Christopher e évoqué la possi-bilité d'un concours des Etats-Unis à me s'agit pas de délèguer à un ensem-

e préservant la Bosnie comme Etats, tout en exprimant l'espoir e que l'Europe, qui est la plus directement concernée, jouera un rôle majeur et redoublera ses efforts de concertation». « Cela inclut la possibilité d'une participation militaire des Elais-Unis, a précisé M. Christopher. Avec ses capacités spéciales et sa structure de compnandement, l'OTAN peut jouer un rôle clef à cet égard, en combinaison avec des contributions de pays n'appartenant par à l'Al-liance.» Pour sa part, le ministre français des affaires étrangères, M. Roland Dumas, a estimé qu'il « serait prémainé de vouloir arrêter dès maintenant les détaits de ce que pourrait être le rôle de l'OTAN». M. Dumas, dont c'était sans donte la dernière prestation an siège de l'OTAN, a tenn à edéfinir quelques principes» pour la mise en œuvre du plan Owen-Vance. L'un d'eux cest que l'action entreprise restera bien

une organisation de défense [en l'oc-currence, l'OTAN], le pouvoir d'agir au nom des Nations unies.» M. Dumas a exprimé le souhait qu'une chause personnalité, de préférence européennes, soit investic de l'autorité des Nations unies pour assumer « la responsabilité générale des opérations civiles et militaires dans la zone».

Apprehension et reconnaissance du HCR

D'antre part, notre correspon-dante à Genève, Isabelle Vichniac, souligne que c'est avec une évidente appréhension – crainte d'accidents et de provocations militaires, rappel des drames survenus au Kurdistan lors de la précédente opération de secours aéroportés – que le Hant Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) perçoit ces parachutages américains, Mais c'est aussi avec reconnaissance qu'il les accepte, certains de ses responsables manifestant même leurs regrets que

cette initiative n'ait pas été prise plus tôt

Le HCR a, d'ailleurs, déjà com-mencé à collaborer à la préparation de ces opérations. Son rôle, tel qu'il a été précisé à notre correspondante par Me Christiane Berthianme, porte-parole de Hant Commissariat consiste principalement à désigner les sites où les vivres et les médicaments sont le plus nécessaires et à identifier ces besoins, afin que les secours parviennent de la manière la plus rationnelle. Des inspections sont également prévues sor la base américaine de Francfort-sur-le-Main avant le chargement des conteneurs à bord d'avions gros porteurs C 130, afin de s'assurer qu'aucune arme ne sera parachutée. Les modalités et la fréquence des parachutages, qui pourraient débuter evant dimanche si les conditions atmosphériques le permettent, ont été étudiées, ven-dredi 26 février à Genève an siège du HCR, par des responsables mili-taires américains et les spécialistes

blèmes d'argent, pour payer le maté-riel, le mobilier et les professeurs.»

Appuyés notamment par l'Institut européen pour le développement des potentialités des enfants (IEDPE), qui regroupe deux cent cinquante spécialistes européens en éducation, et soutenus par diverses associations d'aide humanitaire, les responsables croates de l'éducation proposent par-fois des projets « clef en main » aux bailleurs de fonds. Ainsi, dans l'agglomération de Split, à Stobrec, où campent - sous des lentes et dans des caravanes - environ 500 refugiés dont 300 enfants, un projet d'école devrait bientôt voir le jour grâce au tien : celui-ci paierait le matériel et le mobilier scolaire ainsi que des professeurs recrutés parmi les enseignants crostes au chômage.

«Nous tenions de nous organiser, explique M= Ruzic, sachantique nous ne pouvons tout résoudre.
Comme nous avons parmi les réfugiés fon nombre d'éristignants, 'il';
nous paraît bon de multiplier les écoles spécifiquement bosniaques.» Qu'adviendra-t-il, alors, du brassage maintenu par la première vague de scolarisation? « N'est-il pas déjà fait? répond M= Ruzic. Ce qui compte, de toute façon, c'est que tous les enfants puissent aller à l'école.»

ITALIE: les suites de l'enquête « Mains propres »

L'industriel Raul Gardini dans la tempête

de notre correspondante

Gros temps pour M. Reul Gar-dini I L'industriel italien, un des anciens condottlere de l'Itelie triomphante, qui, en 1992, avait fait vibret d'enthousiasme des millions de téléspectateurs à travers le monde lorsqu'il faillir. gegner, avec son voiller Moro di Venezia, la Coupe da l'America, se prépare à affronter une nouvella tempâte : après tant d'autres, M. Gardini a reçu, vendredi 26 février, un avis d'ouverture d'enquête judiciaire le concer-

L'industriel eura à répondre d'une éventuelle violation de l'article 2629 du Code civil pour esurévaluation exagérée de contains bians et actions de société», qui aurait pu léser des petits ectionnaires lors de la naissance, en 1989, de l'Enimont, cette joint-venture ratée lancée par M. Gardini, alors à la tête du groupe Ferruzzi-Montedison, pour a'assurer un quasimonopole dans le domaine de la chimie, pat le bleis d'une allience entre les hydrocarbures d'Etat, l'ENI, et la Montedison. L'eventure a'était achevée, fin 1990, par le aclution inverse : le rachet des parts de la Monte-dison par l'ENI. Feisant remarquer qu'il ne s'agit, cette fois, ni de « corruption, ni de concus-sion, ni de violation sur la loi de financement des partis», l'ex-petron de la Montedison s'est

Vers an compromis

dit « à la disposition de la jus-

M. Raul Gardini n'en est plus, à soixante ens, à une tempête près : celui que l'on surnomme aussi il contedino, «le paysan», ce sell-made man au caractère entier, qui, nenti d'un diplôme d'ingénieur egricole, après avoir été le pais procilé collaborateur de Serafino Ferruzzi, épousa une de ses filles et finit par prendre en maina le groupe, s'eat déjà trouvé dans la tourmente en juin 1991 : le famille Ferruzzi l'écarta alors de ses effeires, après plus de dix ens d'une direction audacieuse qui lui avait

fait prendre le contrôle, entre

autres, de Beghin-Say en 1981 et de Montedison cinq ans plus tard. Avec son associé français M. Jeen-Marc Vernes, M. Gardini, largement «dédommagé» de san divorce avec Ferruzzi, a'était lancé dans une nouvelle eventure agroalimentaire internationale, obtenant, à la tête de Gardini et associés, le contrôle de Cacen Barry, Sogaviandes and Vitel et aurtout Sucres et denrées (Sucden),

Comme par un fait exprès, le jour même où l'apéretion « Mains propres », eprès Fiat et lea Chemins de fer italiens – dont un des plus heuta dirigeanta, M. Lorenzo Necci, est aussi sous enquête - touchait à M. Gardini, un des industriels «pheres» les plus «aymboliques» du pays, le président de la République, M. Oscar Luigi Scalfaro, en visite à Pavie, tians le nord du peya, e'exprimeit pour la première fois, evec force et précision, aur la crise morale traversée par le pays et illustrée de menière si dévastatrice par l'enquête milensise. Trouver une issue, explique le président, est une urgence ebsolue. La solution? Une sorte de compromis, suggère-t-il, qui pénaliserait les hommes politiques ayent encalssé de l'ergent pour les partis, en les obligeent à le rendre, et e renoncer à toute fonction politique. En contrepartie, leur serait évitée « la honte d'al-

MARIE-CLAUDE DECAMPS

D Mandat d'arrêt contre M. Giuseppe Garofano, ancien président en Montedison. - Le parquet de Milan a délivré, ven-dredi 26 février, un mandat d'arrêt à l'encontre de M. Ginseppe Garofano, ancien présidant de Mantedison, Actuel conseiller du groupe Ferruzzi et vice-président de sa société financière Ferfin, a t-on-appris de source judiciaire. M. Gerofano est recherché pour une affaire de pots-de-vin versés à la Démocratie chrétienne pour une campagne électorale en 1990. alors qu'il était à la tête de Montedison. De bonne source à Milan, on indique qu'il se serait réfugié à Paris. - (AFP.)

Les dessins sans vie des enfants bosniaques

Les boraires out été aménagés. Libérées de 11 heures à 14 heures, les salles sont désormais occupées par les classes bosniaques. Pour gagner du temps, les cours ont été réduits à une demi-heure. Et comme les livres manquent, ce sont les enseignants eux-mêmes qui ont mis ou point les programmes, bosnia-

> Aucun être vivant

nue une priorité. Tant bien que mal, dans les camps, des maternelles de fortune ont été installées. A Split, à

ADRIATIQUE

100 km

l'hôtel Marjan, entièrement peuplé

de réfugiés, c'est l'ancienne salle de restaurant qui fait office de mater-

remercie tous les enfants du monde remetuse tous les entants du monde pour l'aide – papier, crayons, pein-ture, glaise – qu'ils veulent bien leur apporter. A l'hôtel Resnik, sur la côte, où 1 700 personnes out trouvé

refuge dans de petits bungalows, l'encienna salle de télévision, sans

fenêtre, accueille sur moins de

On compte vingt et une chaises. Le restaurant voisin e volé en éclats en octobre 1991 sous les obus des navires de la marine fédérale. Ana,

□ Un «casque bleu» égyptien tné

en Bosnie. - Un « casque bleu » fgyptien, åge de vingt-deux ans, a

šté tué, jeudi 25 février, par un

ireur embusque près de Sarajevo, e innoncé vendredi la Force de pro-ection de l'ONU (FORPRONU)

Jens un communiqué. Le soldat scortait un convoi d'aide humani-

aire de Sarajevo à Rajlovac, locainé tenue par les Serbes et située à ouest de la capitale. Sa mont porte trente le nombre des « casques

leus» victimes de tirs d'artillerie,

le tireurs embusqués, d'explosions

e mines ou d'accidents depuis le

ébut du déploiement de la FOR-

RONU dans l'ex-Yougoslavie en

urs 1992. - (Reuter.)

20 mètres carrés près de soixante

l'éducatrice, une fille solide de Kastels, y joue de mille et une assuces pour faire sortir des vieux papiers et des cartons les rêves de cent vingt

Ici, comme dans tous les camps, les dessins se ressemblent. Pen de dessins d'hommes en armes, mais une foule de maisons. Toujours la incendie. De grosses taches pour marquer les impacts des obus. Les

tenfants les impacs dessinent, avant tout, leur maison. Les plus opti-mistes y ont ajouté un soleil ou des fileurs. Toujours les mêmes fileurs, de la plus petité à la plus grande, comme pour suggérer une famille. CROATIE

De temps en temps, une ou deux

Au Resnik on au Marjan, les éch-

cateurs l'ont tous remarqué ; les des-

sins des enfants bosniaques ne com-portent ancun être vivant. Ni hommes, ni femmes, ni enfants; pas 'même un chat ou un chien.

«Comme si la vie avait disparu», dis un professeur de dessin. «Ils sont imprégnés de la guerre, explique Nijaza, même s'ils en parlent peu.» Sur les cahiers que tendent Dzenana

et Adi, six ans, sur lesquels sont alignés de parfaites lignes d'écriture, ce sont des pommes, des oranges, des citrons qui sont dessinés. « Tout ce dont ils ont envie », insiste leur

□ Le pape hostile à l'evortement

des femmes violées en Bosnie. -Dans unn lettre adressée à

l'archevêque de Serajevo,

Mgr Vinko Pnljik, publiće ven

dredi 26 février en Vatican, Jean-

Poul II e demandé aux femmes

violées en Bosnie-Herzégovine de

ne pas avorter. Celles-ci « doivent

être aldées à distinguer entre l'hor-

rible acte de violence subi de la pari

d'hommes égarés dans la raison et

dans la conscience, et la réalité des

nouveaux êtres humains nu début

de leur vien. Le pape sonhaite que

ces femmes soient aidées à « trans-

former l'acte de violence » infligé en

un cacte d'amour et d'accueil». -

fleurs sont coupées, fauchées.

«Il a fallo improviser »

professeur; tandis que dans les rues de Split, vers le marché, des mères de famille hésitent entre le simple

pistolet à Déchettes et le jouet der-

nier cri : le combattant qui rampe en tenue camouflée, avec mitraillette

Loin de la côte dalmate, à Karlovac (50 km an sud-ooest de Zagreb), dans le camp de transit placé sous la protection du Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés, une petite salle de classe a été amé-nagée pour les enfants qui out retrouvé leur père sorti des camps de détoution serbes en Bosnie. Un professeur a été chargé d'organiser,

dans ce camp qui compte encore
2 000 réfugiés, les cours evec une
poignée de bénévoles. Lui-même rescapé des camps de Keraterm et de l'
Truopolje, il enseigne eux enfants
des radiments d'informations sur les
pays qui accueilleront les familles. e Au dèna, se souvient M= Nada Ruzic, chargée des questions d'édu-cation à Spirt, il n falla improviser. Tout le monde en Croatie a mis du sien, surtout les enseignants, pour accueillir ces enfants. Aujourd'hui, nous n'aurions pas réellement de pro-blèmes de locque, ces pour pourrions blèmes de locaix, car nous pourrions reconvertir d'anciennes casernes, par exemple, si nous n'avions pas de pro-

JEAN-MICHEL DUMAY

HONGRIE: tout en craignant une victoire des anciens communistes

Le Parlement a donné son feu vert aux premières élections intersyndicales démocratiques

Après l'adoption d'une nouvelle loi par les députés, mardi 23 février, les Hongrois éliront, au mois de mei, pour le pre-mière fois, des délégués à le caisse de sécurité sociale et aux comités d'entreprise. Le syndicat néocommuniste a de fortes chances de remporter ce scru-

BUDAPEST

de notre correspondant Trois ans après le changement de régime, la Hongrie assiste à un regime, ta rungite social». Long-temps absent du devant de la scène, le monde du travail redre progressivement la tête au fur et à mesure que la facture de la transition économique commence à se faire sentir. La classe politique, largement dominée par des intellectuels, an point que le pays a été surnommé la «république des professeurs », a souvent entretenn une méliance instinctive envers les revendications sociales et les syndicats, perçus comme des vestiges de l'ordre ancien.

Mais un tournant important a été franchi mardi 23 février lorsque le Parlement a adopté une loi sur l'organisation des premières élections intersyndicales démocratiques à l'échelle nationale. Le seru-tin se déroulers en deux étapes : le .21 mai. l'ensemble des buit millions d'électeurs bongrois seront appelés aux urnes pour élire des délégués syndicaux aux caisses de la sécurité sociale et de la retraite, qui seront cogérées avec des mem-bres nommés par les organisations patronales et les associations de retraités. Parallèlement, entre le 21

et le 28 mai, les salariés éliront, la aussi pour la première fois, des représentants aux comités d'entre-

Cette nouvelle loi, qui consacre le rôle des «partenaires sociaux», est l'aboutissement de deux ans de est laboutissement de deux ans de négociations ardues entre le gon-vernement conscrvateur et les syn-dicats. Mais le dialogue était telle-ment dans l'impasse que ce sont finalement les syndicats entre eux qui ont accouché de ce projet en septembre dernier. « C'est la neurille foir ette le Recharge et en septembre dernier. a Cest la première jois que le Parlement adopte un contrat civique», se léticite M. Casha Ory, président de la Ligue démocratique des syndicats indépendants, le deuxième syndicat libre à voir le jour en Europe de l'Est après Solidarnose.

> Un test politique

Ces élections du mais de mai auroot également valeur de test politique à un en des prochaines législatives en raison des affinités des trois principaux candidats. La MSOSZ (ancienne centrale unique) est l'alliée déclarée du Parti socialiste (ex-communiste), la Ligue est plutôt proche de l'opposition, alors que le président des conseils ouvriers est un député du Forum démocratique, la principale forma-tion de la coalition au pouvoir.

Uo autre enjeu de la loi, adoptée mardi dernier, a été de mettre un terme à la polémique entourant la division du vaste petrimoine immobilier de la Confédération des syndicats hoogrois (MSOSZ), I'héritière de la centrale communiste. Contrairement à l'ex-PC, dont les biens ont été répartis, la MSOSZ est demeurée le dernier bastion de l'ancien régime à préserver ses privilèges. Le Parlement a entériné pendant l'été 1991 le principe du démantélement des avoirs du MSOSZ, mais depuis, les caciques du syndicalisme ont résisté dur comme fer en agitant à intervalles réguliers la menace de grève géné-

Effrayé par la perspective d'un chantage à la paix sociale, le gouvernement a longtemps hésité sur la marche à suivre, alternant la carotte et le bâton. Mais après ses trois années de résistance passive, la MSOSZ tire finalement son épingle du jeu. Aux termes de l'ac-cord syndical de septembre, spirouvé mardi par les députés, les anciens communistes préservent 40 % de leur patrimoine central dont la valeur totale est évalnée à 4,5 milliards de forints. Les biens des puissantes fédérations, notamment celles des mineurs et de le chimie, ne seront divisés qu'à par-tir de 1995. Dans l'immédiat, seule une trentaine de bâtiments vont être cédés, dont un hôtel en bord du lac Baleton, donze appartements situés dans le quartier juif de la colline des roses de Budapest, einsi que le siège de la défunte association des Amities hungarosoviétiques. Antre concession, et nnn des moindres : le quotidien Népszava (la Voix du peuple) est désormais propriété de l'ensemble des syndicats.

> Le «syndrome lituanien »

Ce compromis, patiemment éla-boré, a tontesois failli voler en éclats à la veille du vote au Parlement. Estimant que le projet fait la part trop belle à l'ex-syndicat communiste, les députés du MDF, le parti du premier ministre, suivis

FIDESZ, sont entrés en rébellion contre le gouvernement. Terrorisés par in «syndrome lituanien», ils craignent à juste titre une victoire de MSOSZ aux élections de mai. Le syndicat serait non seulement légitime, mais il bénéficierait également d'un pouvoir économique énorme en contrôlant, grâce au santien des organisations patronales (elles aussi ex-communistes), la sécurité sociale et son budget de 600 milliards de forints, qui repré-sente presqua la moitié du budget

Pour tenter de limiter les dégâts d'une victoire prévisible de la MSOSZ, les députés unt, in extremis, rajouté un amendement stipulant que les élections ne seront valides que si la participation dépasse les 25 %. Dans le cas contraire, le scrutin sera reporté à la fin de 1994, c'est-à-dire oprès les législatives. Vu la désaffection des électeurs bongrois, ce seuil des 25 % sera très difficile à franchir. En témoignent les élections par-tielles de l'année dernière, majoritairement remportées par le Parti socialiste où ce quorum n'a jamais été atteint au premier tour.

Si cette «astuce» juridique complique encore la tâche du MSOSZ, elle fragilise aussi la situation de l'ensemble des syndicats. Tons accusent le pouvoir de jouer avec le seu en prenant le risque de sacri-tier le « dialogue social » si les élections de mai sont invalidées. Quel que soit le cas de figure, l'ancien syndicat communiste, de loin le plus important, n'a pas encore dit

son dernier mot. YVES-MICHEL RIOLS



chstag

CAMBODGE: déçu par l'impuissance de l'ONU

Les prisonniers politiques dénoncent la dégradation de leurs conditions de détention

Les détenus politiques marocains multiplient depuis quelque temps les grèves de la faim et les appels à l'opinion publique nationale et internationale pour protester con-tre « la détérioration de leurs condi-

Qu'ils eient été errêtés pour appartenance à des neganisations d'extrême gauche interdites, à la mouvance islamiste nu simplement pour des activités syndicales, tous dénoncent, dans les communiqués qu'ils ont fait parvenir à la presse, l'attitude du nnuveau directeur général de l'administration péniten-tiaire, M. Mohamed Ledidi.

Ils n'omettent jamais de rappeler que ce dernier présidait, en avril 1992, le tribunal qui jugea à Rabat le secrétaire général de la Confédératinn démocratique du travail, M. Noubir Amaoui. Ce dernier fut alors condamné à deux ans de prison pour propos diffamatnires envers le gnuvernement. A M. Ledidi, et à ses subordnnnés, les prisonniers reprochent de

remettre en cause les « acquis » qu'ils avaient obtenus à la suite de clongues années de souffrance ». Ainsi, les visites sont à nouveau strictement réglementées et les contacts directs interdits. La visite des enfents n'est plus admise, les soins médicaux sont très insuffisants, et la nourriture est aussi mauvaise que les prisons sont sales. Enfin, les détenus réclament le droit de poursuivre des études.

Vendredi 26 février à Rabat, des

familles de prisonniers out déploré, au cours d'une rencontre avec la presse, cette « dégradation de la situotion », et exprimé leur «crainte que les détenus ne soient victimes d'occidents graves de santé». Au début de février, le ministère de la justice, auquel est rattachée l'administration péniten-tiaire, avait rejeté ces accusations, et affirmé que M. Ledidi était en train de «procéder à une réorgani-sation ofin d'améliorer les conditions de vie en prison oussi bien pour la nourriture que pour l'es-

Il y a quelques jours, l'Organisa-tion marocaine des droits de

l'homme (OMDH, indépendante) demandait aux autorités de libérer rapidement, e pour des raisons d'ordre humanitaire», M. Abderrahim Sawab détenn à la prison Okacha de Casabianca, et condamné, après les événements de juin 1981 à Casabianca, à quinze années de prison. Il avait alors dix-sept ans. Selon l'OMDH, il est «dans un état de santé critique, atteint de tuberculose, paralysé des membres inférieurs et présente des troubles mentaux graves ».

En juin 1990, rOMDH estimait à trois cents le nombre de détenus politiques au Maroc. Vendredi, les families présentes et des membres de l'Association marocaine des droits de l'homme (AMDH, oppo-sition de gauche) ont évoqué le chiffre de sept cent cinquante pri-sonniers politiques, y compris des islamistes. Les autorités marocaines rejettent, pour leur part, la distinction entre prisonniers de «droit commun» et détenus «poli-

MOUNA EL BANNA

ZAÏRE

Le chef d'état-major des Forces armées lance un avertissement à la classe politique

beures de siège, les militaires ont finalement libéré, dans l'après-midi du vendredi 26 février, les accès du Palais du peuple, à Kinshasa, où étaient réunis les trois cents memhres du Haut Conseil de la Répu-blique (HCR, Parlement provi-soire). Le soulagement qui a suivi l'annonce du retrait des militaires n'a malheureusement pas duré. En fin d'après-midi, les échos d'une fusillade étaient entendus autour de la résidence du président du HCR, Mgr Lanrent Mosengwo, située dans le quartier de la Gombé, dans le centre de la capitale.

Joint par téléphone, le prélat jusque-là considéré comme une per-sonnalité intouchable – a raconté que les tirs avaient commencé au moment où des membres du HCR venaient d'arriver chez lui. Un groupe de militaires a pris position autour du centre interdiocésain, où réside Mgr Mosengwo, tirant « des coups de feu » et lançant « des grenades locrymogènes ». Le calme n'est revenu qu'en début de soirée.

Au même moment, dans une déclaration télévisée, le chef d'étatmajor des Forces armées zaïroises (FAZ), le général Eluki Monga, a fait savoir que les FAZ e prendront leurs responsabilités » si la prochaine rencontre entre le président Mobutu et les délégués du HCR, qualifiée de e conclave de la dernière chances, n'aboutit pas.

Cette rencontre, dont la date n'est toujours pas fixée, est censée permettre de trouver une solution à la crise politique, et, en particulier, au conflit entre le chef de l'Etat et le premier ministre de transition, Etienne Tshisekedi - dont M. Mobutu soubaite le départ.

En France, le gouvernement devrait donner, eu début de la semaine prochaine, une « orientation définitives à sa politique à l'égard du Zaïre, a indiqué le ministre belge des affaires étrangères, M. Willy Claes, qui s'est entretenu, vendredi à Bruxelles, avec son homologue français, M. Roland Dumas, et le secrétaire d'Etat amé ricain, M. Warren Christopher.

A Berne, le gouvernement suisse a précisé qu'il étudiait « toutes les options» que pourrait prendre la communauté internationale pour accroître sa pression à l'encontre du président Mobutu. Ce dernier possède une villa à Lausanne, ainsi que plusieurs comptes bancaires dans des banques belvétiques. Le chef de l'Etat zaïrois, en « séjour privé » en France, doit regagner son pays dans les prochains jours. - (AFP, Reuter.)

OCEAN INDIEN

MADAGASCAR

Le professeur Albert Zafy a été proclamé président

Le professeur Albert Zafy, chef de file de l'opdredi 26 février à Tananerive, vainqueur de l'élecsortant, l'amiral Didier Ratsiraka.

Selon les derniers résultats électoraux publiés position, regroupée eu sein du mouvement des par le ministère de l'intérieur, M. Zafy a recueilli Forces vives, a été officiellement proclamé, ven- 66,62 % des suffrages, contre 33,38 % à M. Ratsiraka. Celui-ci, ont assuré ses proches, se soumettion présidentielle à deux tours qui l'avait opposé, tra au « vœu démocratique du peuple ». Le nouveau le 25 novembre puis le 10 février, au chef de l'Etat présidant malgacha devrait prêter serment, le 12 mars, devent la Haute Cour.

Un médecin au chevet de la Grande Ile

Ambilobe, dans la région d'Ant-sarinana (ex-Diego-Suarez), M. Albert Zafy, soixante-cinq ans, marié et père de trois enfants, n'a pas le profil d'un politicien ordi-naire. Cette «grosse tète» a un tem-pérament de bûcheur et la passion des sciences exactes. Quittant Madagascar en 1954, il fit toutes ses études à Mnntpellier, en France. Licencié de mathématiques et de physique, il obtint l'agrégation de médecine et se spécialisa en chirur-gie thoracique. Il fut l'un des assistants du professeur Christian Cabrol, lors de la première opération à cœur ouvert réalisée en

Ce n'est qu'en 1971 que «Zaf», comme l'appellent aujourd'hui ses fidéles, revient définitivement au pays, ses titres de professeur en poche. Il est ministre de la santé et des affaires sociales, de 1972 à 1975, dans le gouvernement du général Gabriel Ramannitsoa, avant que M. Ratsiraka n'accède au pouvoir. Au référendum constitu-tionnel de décembre 1975, il fait campagne pour le « non ».

Dédaignant les querelles de chapelle, cet autodidacte de la politique attendra 1988 pour ercer l'Union nationale pour le développement et la démocratie (UNDD), un parti

ouvert aux thèses écologistes. A l'is-sue de la deuxième « Concertation nationale », organisée, en décembre 1990, sous l'égide du Conseil des Eglises chrétiennes de Madagascar (FFKM), M. Zafy est nommé prési-dent du Comité national des Forces vives, creuset de la contestation. Son franc-parler et son indépen-dance d'esprit font de ce fervent catholique, aux allures débonnaires, une des personnalités les plus popu-laires parmi les jeunes npposants. Nnmmé premier ministre du gou-vernement de transition, le 16 juli-let 1991, il traverse avec sang-froid les tempètes politiques que soulève, parmi les partisans du chef de l'Etat, la mise en place de ce « sou-vernement bis».

> « Notre histoire sera heureuse!»

Trois semaines plus tard, lors de la fameuse «marche de la liberté», violemment réprimée par les forces de l'ordre, deux de ses gardes du corps, qui se sout jetés devant lui

pour le protéger, sont tués sous ses yeux. Le massacre du 10 août, s'il a brisé le rêve d'une transition rapide et pacifique, achève d'isoler le président Ratsiraka - que n'hésite pas à désavouer une partie de l'armée. L'opposition saura en tirer avan-

tage : la création d'une Haute Autorité de l'État, en octobre 1991, puis la désignation d'un « gouverne de consensus», en décembre, confirment la lente mais sûre ascension des Forces vives... et de son chef. Les obstacles et les provocations ne manquent pourtant pas : prises d'otages, attentais, tentative de putsch, agitation «fédéraliste» à Tamatave et dans d'antres villes de province, etc. Rien n'y fait. En 1992, les électeurs malgaches.

après avoir approuvé, en août, le projet de la nouvelle Constintion, infligent, en novembre, lors du pre-mier tour de l'élection présidentielle, un sérieux avertissement au locataire din palais d'Iavinola. L'amiral Ratsiraka obtient laborieu-sement 29 % des suffrages, contre 48 % au professeur Zafy. Celui-ci, désormais sur de sa victoire, aborde la dernière ligne droite evec on flegme souriant. « Après le 10 fevrier, notre histoire sera heu-reuse!», lançait-il à la foule de ses supporters, deux jours avant le second tour. Celui que l'on a surnommé « l'homme au chapeau de pailles devra souquer ferme pour tenir ses promesses et redresser le gouvernail d'une Grande IIe en plein naufrage économique.

CATHERINE SIMON

SOMALIE

La bataille de Kisimavo aurait fait une centaine de morts

Une centaine de Somaliens ont été tués et quatre-vingt-onze autres blessés par balles, au cours de quatre jours d'affrontements entre factions rivales, dans la ville portuaire de Kisimayo (sud), ont annoncé, vendredi 26 février, les responsa-bles belges de Médecins sans fron-tières (MSF). Il a'agit du bilan « le plus lourd depuis l'intervention des forces dillière me décembres à a conforces alliées, en décembre », a sou-ligné MSF. La bataille de Kisimayo - où sont présents quelque neuf cents militaires belges et améri-cains — oppose depuis plusieurs semaines les troupes du colonel Omar Jess et celles du général

Par ailleurs, au Kenya, des sources proches des autorités por-tuaires de Mombasa ont affirmé, vandredi soir, que le cargo grec Bana-l, sonpçonné de transporter vers le Somalie des armes en pro-venance de Serbie (le Monde du 25 février), avait rebroussé chemin et se dirigeait vers l'Europe. — (AFP, Reuter.)

GUINÉE-ÉQUATORIALE

Un opposant met en cause l'attitude de la France

Un dirigeant de l'opposition, M. Severo Moto, président du Parti pour le progrès de Guinée-Equatoriale (PPG), a dénoncé l'at-titude de la France, vendredi 26 février, à Madrid (Espagne), l'accesant notamment de partici-per, eavec le Maroc», à la forma-tion d'a escadrons de la mort», au sein des forces de sécurité du président Teodoro Obiang, Selon M. Moto, le Maroc, mais aussi le Gabon et le Cameroun, serviraient de esers de lance » à la France, pour s'implanter en Guinée Équa-

M. Moto a cité l'exemple de la récente « annexion » par le Gabon de deux îles guinéennes, Embane et Cocoteros - dont les sous-sols, selon lui, seraient riches en pétrole. Il a également évoqué la présence de efonctionnaires camerounais », controlant les douanes de plusieurs villes gninéennes: - (AFP.)

O ANGOLA: les pourparlers de paix à Addis-Abeba différés. - La deuxième session des pourpariers de paix en Angola, qui aurait du s'ou-vrir vendredi 26 levrier à Addis-Abeba, a été différée en l'absence de la délégation des rebelles de l'UNITA. Celle-ci a fait valoir que les combats étaient trop violents dans la région de Huambo dans la region de Huamoo, ou se trouve son quartier général, pour qu'elle puisse songer à entamer ces discussions. Les diplomates en poste à Luanda sont dans l'ensemble plutôt pessimistes quant aux chances de réussite de ces pourpariers. -

o ÉTHIOPIE: seize mille prison-niers oromos ont été libérés. — Le gouvernement de transition a libéré, jeudi 26 février, quelque seize mille prisonniers, membres de la tribu des Oromos et supposés appartenir au Front de libération oromo (FLO), que l'armée gouvernementale déte-nait dans des camps, depuis plu-sieurs mois. De bonne source, on estime à cinq mille le nombre d'Oromos encore détenus. – (AFP.)

n RÉPUBLIQUE CENTRAFRI-CAINE: M. Lakoué premier minis-tre. — Le président centrafricain. M. André Kolingba, a nommé ven-dredi 26 février, au poste de premier ministre, M. Enoch Derant Lakoué. Président du parti social-démocrate (PSD, opposition), M. Lakoué est candidat à la prochaine élection pré-sidentielle tout comme le président sortant qui vient de le nommer. Il remplace à la tête du gouvernement. remplace à la tête du gouvernement M. Malendoma, limogé par le prési-dent Kolingba pour avoir voulu « bloquer le processus démocratique ». — (AFP.)

O SÉNÉGAL: le dépositiement des votes pour l'élection présidentielle dans l'impasse. — La Commission nationale de recencement des votes chargée de proclamer les résultats de l'élection présidentielle au Sénégal, a suspendu ses travaux sur un «constat d'échec», selon l'expression de sa présidente, Mª Vaz. Une divergence d'analyse des textes oppose les adversaires du président Diouf et le Parti socialiste au pouvoir. Les premiers, qui accusent le PS de fraudes, estiment que la Com-mission doit «entériner, modifier ou annuler» les résultats avant leur transmission au Conseil constitutionnel, tandis que les seconds consi-dérent que la Commission, n'étant pas une juridiction, doit se contenter de tansmettre au CC les résultats avec «ses remarques sur les points de désaccord». - (Reuter, AFP.)

Le responsable civil de l'APRONUC le Français Gérard Porcell va abandonner ses fonctions

Le chef de l'administration civile de l'Autorité pravisoire des Nations unies au Cambodge (APRONUC), le Français Gérard Porcell, a annoncé qu'il quittera ses fonctions à partir du le avril prochain, avant l'expiration du mandat de l'ONU, pour marquer sa déception devant l'impuissance de l'organisation internationale, a déclaré, vendredi 26 février, un responsable nnusien à Phnom-Penh. Chargé de prendre le contrôle de l'administration cambodgienne pendant la période de cinq ministères-clés du régime de Phnom-Penh prèvus par les accords de Paris, - M. Porcell a estimé, selon un de ses collègues, que l'APRONUC n'avait pas été assez ferme avec les Khmers rouges et n'avait pas tenu bon face au gouvernement de M. Hun Sen.

Un certain nombre de responsa-bles de l'APRONUC éprouvent la même frustration devant la mollesse de leur organisation. Rares sont ceux qui l'expriment ouvertement, comme l'avait fait, par exemple, l'an dernier le général

français Michel Loridon, ancien numéro deux de la composante militaire de l'APRONUC; ce dernier considérait que l'APRONUC devait faire preuve de fermeté et non pas reculer face aux violations des accords par les Khmers rouges.

Ancien président de section au tribunal administratif de Peris, énarque, M. Porcell avait pris très au sérieux sa mission au Cambodge. Plus important responsable francophone dans une APRONUC largement dominée par les anglophones - en dépit du rôle traditionnel de la langue française au Cambodge, - il s'était trouvé confronté à la fois à l'intransigeance des Khmers rouges, à celle des ex-communistes de Phnom-Penh, prêts à tout pour remporter des élections qui paraissent plus favorables aux partisans du prince Sihanouk, et à la faiblesse persis-tante du chef de l'APRONUC, le Japonais Yasushi Akashi, M. Porcell paraît en avoir tiré les conse-

THOSE CAPITALES

- Com - 1440

on organize profit

3 (474.4

INDE: les conflits entre hindous et musulmans

Un complexe éducatif en panne à Bombay

parti hindoulete fascisant Shlv Sena, largament responsable des masseres de muaulmana an janvier demier à Bombay (le Monde du 25 février), un complexe éducatif en construction dapuis six ana par una fondation chite dans la banlieue da la métropole indienne risque de ne jamais voir le jour.

Selon la Fondation Al-KhoT du nom du grand ayatolish About Classem Al Khot, la plus heute autorité chirta, décédé an août damiar en Irak, - las extremistes hindous, principalement le Shiv Sena et le BJP (le Parti du peuple), axant leur campagne sur des questions architecturales, ont réussi à obtenir l'arrêt des travaux depuis le 20 janvier. Ils veulent faire démolir la dôme central du complexe, parce qu'il est conçu à l'image du Taj Mahal, et ont locales des problèmes d'infraction aux plans erchitecturaux initiaux. Le tribunal qui davait sa D'une valaur da 30 millions

da dollars, la complexe, qui s'étend sur 60 000 mètres carrés à Dahisar, à 20 kilomètres à l'est de Bombay, est destiné à accuelilir quelqua 3 000 élàves at étudiants, une petite partie des batiments seulement devant ebriter des cours de théologia. Il inclut également un orphelinat et un höpital, Salon la Fondation, il n'était pas uniquement destiné à la communauté chilta (estimée de source chilte, entre 20 at 25 millione de pareonnee), al aux eeuls musul-

Société de hienfaisance hasée à Londres, la Fondation, dont la chef sera le successaur de l'ayatoliah el-Khoï, par fois qu'il aura été désigné par les écoles et les chefs religieux chiltea, travallle en association evec la Centra intarnational de rechercha technique, qui collabore avec l'UNESCO.

TAIWAN: affaiblissant la position des conservateurs

Le remaniement du gouvernement consolide l'autorité du président Lee Teng-hui

Le comité central du Parti nationaliste (Kuomintang, KMT) a approuvé, vendredi 26 février, l'important remaniement ministériel décidé par le nouveau premier ministre de Taïwan, M. Lien Chan. Six des principaux portefeuilles changent de titulaire. Seuls demeurent de l'ancienne équipe conservatrice du général Hau Pei-tsun les ministres de l'intérieur (M. Wu Po-hsiung) et des affaires étrangères (M. Frederick Chien). Des présidents d'université sont nommés à la défense et aux transports et communications tandis que le secrétaire général adjoint du KMT, M. Hsu Li-teh, devient vice-premier ministre.

Ce remaniement, décidé par le premier chef du gouvernement de Taïwan qui ne soit pas originaire du continent chinois, marque à la fois nn rajeunissement du cabinet, nù entrent des technocrates, et un renforcement de la présence de Tarwanais de souche proches du président Lee Teng-bui. Par nilleurs, M. James Soong, secrétaire général da KMT, a été nommé gouverneur de l'île, en remplacement de M. Lien Chan.

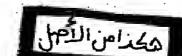
Voici la liste des principaux ministres : finances, M. Lin Chen-kuo, qui dirigeait les finances de la province de Taiwan; éducation, M. Kuo Wei-fan, président du Conseil de planification et de développement eulturel: économie, M. P. Kl. Chiang.

vice-ministre sortant; justice, M. Ma Ying-jeou, vice-président du Conscil des affaires du continent, architecte de la stratégie de relations avec Pékin et ancien dirigeant du KMT; défense. M. Sun Chen, président de l'Université nationale de Taïwan; transports et communications. M. Liu Chao-shiuan, président de l'Université Tsing Hua. Ancien ministre de l'économie, M. Vin-cent Siew prend la tête du Conseil de planification et de développement économique.

Enfin, M. John Chang, vice-ministre des affaires étrangères et qui passe pour être le fils naturel de l'ancien président Chiang Ching-kuo, est nommé président de la Commission des affaires des Chinois d'outre-mer.

CHINE : encore deux étudiants dissidents en prison. - Le ministère chinois de la justice a confirmé, vendredi 26 février, que deux dissi-dents figurant sur la liste des dirigeants dn « printemps de Pékin » en 1989 étaient toujours derrière les barreaux, alors que Pékin avait affirmé récemment que tous les étudiants avaient été libérés. MM. Liu Gang, trente et un ans, et Zhai Weimin, vingt-quatre ans, respectivement troisième et sixième sur la liste des vingt et un dirigeants étudiants les plus recherchés après les manifestations pour la démocratie de 1989 - sont toujours en prison, e reconnu un res-ponsable du ministère. - (Reuter.)

avec LC



PROCHE-ORIENT

ÉGYPTE

Quatre tués dont trois touristes dans un attentat au centre du Caire

LE CAIRE

de notre correspondant

Trois touristes et uo Egyptien ont été tués et dix-huit eutres per-sonnes ont été blessées, dont six étrangers, vendredi 26 février, par l'explosion d'une bombe à retarde-ment de forte puissance, dans un café de la place Tahrir, au centre dn Caire.

La défingration a eu lieu à 20 h 45 à le porte du café Wedi el Nil (La Vallée du Nil); les trois touristes thés sont un Suédois, na Turc et un Somalien, et parmi les blessés – dont trois sont dans un état grave – se trouvent deux Américains, une Canadienne, un Suédois et uo Somalien. Le casé o été complètement détruit par la défla-

C'est sur la place Tahrir, la plus grande de la capitale, que se trou-vent le musée du Caire, l'hôtel Nile Hilton, le siège de la Ligue arabe, le ministère des affaires étrangères ristes y étaient d'autant plus com-breux nu moment de l'explosion

de pointe, après l'ifiar, le repas de rupture du jeune du ramadan.

Samedi matin, l'attentat n'avait pas encore été revendiqué; mais il est probable qu'il s'inscrit dans la série d'egressions perpétrées, depuis l'été, par les extrémistes musulmans contre les touristes. Ces attentats – quatorze selon les sources officielles – ont fait un mort et une douzaine de blessés parmi les touristes. Le gouvernement e réagi par une vaste campagne d'arrestations dans les milieux extrémistes musulmans.

L'attentnt de vendredi semble démontrer que si les islamistes sont affaiblis, ils ne sont pas pour autant neutralisés. La faible reprise qui s'amorçait dans l'industrie du tourisme – lequelle accuse une baisse de fréquentation de 40 % – en souffrira sans doute. Or le tourisme fait vivre une dizaine de millions d'Egyptiens; il nvaît rapporté, l'année dernière, près de 3 mil-liards de dollars à l'Egypte.

DIPLOMATIE

Le calendrier diplomatique de M. Clinton

M. Mitterrand en visite officielle aux Etats-Unis le 9 mars

A l'invitation du président Bill Clinton, M. François Mitterrand se rendra en visite officielle à Washington le 9 mars prochain. Le chef de l'Etat fera l'aller-retnur dans la journée. Le président fran-çais précédera de quelques jours le chancelier allemand Helmut Koht, qui sera aux Etats-Unis les 25 et 26 mars. M. Clinton a, quant à lui, été iuvité par M. Mitterrand à venir en France l'année prochaine, à l'occasion du cinquantième anni-versaire du débarquement allié en Normandie, le 6 juin 1944.

Outre MM. Mitterrand et Kohl, Outre MM. Mitterrand et Kohl, le président américain — qui a déjà reçu, cette semaioe, M. Major — rencontrera le premier ministre israélien, M. Vitzkah Rabin, et le Père Aristide, qui vit aux Etats-Unis depuis le coup d'Etat militaire de 1991 qui lui a fait perdre le pouvoir en Halli. Le séjour du président égyptien, M. Hosni Moubarak, est prévu le 6 nvril, deux jours uprès la tenue du premier sommet uméricano-russe depuis l'arrivée de la nouvelle administration américaine an pouvoir. D'autres entretiens diplomatiques ALEXANDRE BUCCIANTI tres entretiens diplomatiques

nuront également lien avec le pre-mier ministre irlandais, M. Albert Reynolds, et le secrétaire général de l'OTAN, M. Manfred Wörner.

La Mnison Blanche n'a pas encore confirmé in venne à pas encore confirmé in venne à Washington, en avril, du premier ministre japonais, pourtant annoncée par l'agence de presse japonaise Jiji, mais elle n précisé que d'antres visites officielles seront annoncées « dans les prochaines emaines »

a Le chasceller Kohl au Japon. -Le chanceller allemand Helmnt Kohl est arrivé, vendredi Japon, quatrième étape de sa tour-née dans cinq pays d'Asie. Lors de son séjour de quatre jours, il devait rencontrer le premier ministre, M. Kiichi Miyazawa, et demander à Tokyo d'nider économiquement la Russic sans attendre le règle-ment de lenr conflit sur les îles Kouriles. Le chancelier Kobl s'est déjà rendu en Inde, à Singapour et eo Indonésie, et doit clore son voyage par la Corée du Sud. -(Reuter.)

OCÉANIE

LOIN DES CAPITALES

Les précieuses fleurs de Tasmanie

ULVERSTONE

Bien des Australiene parlent de la Tasmanie avec une pointe de dérision, considérant ce petit Etat comme un peu « retardé ». Pour d'eutres, la vie y conserve un charme surenné : « C'est un peu comme si on retournait cinquante ans en arrière», commente le journaliste Philip Knightly.

Grande commer la République d'Irlande, cette îin ne représente pan même 1 % du territoire eustralien. En raison de son laolement et de se faible population (450 000 habitants), elle n'e pes connu le même développement que les eutres Etata. «Même aujourd'hui on nous oublie, dit une restaura-trice. Il est fréquent qu'on ne figure pas sur la carte du pays, comme en 1988 lors de la

Rien d'étonnent done ni, à propos de la Tasmanie, on n'évoque en général que deux épisodes du passé : le souvenir de Port-Arthur, le begne le plue névère établi par les Britanniques en 1830; et la batailin contre la construction du barrage sur la rivière Fran-klin, qui e abouti à la défaite des conservateurs aux élections fédérales de 1983, quelques mois après que les écologistes eurent obtenu que le site solt inscrit au patrimoine mondial par l'UNESCO. On y trouve en effet les demières forêts vierges en zone tempérée avec des arbres uniques, âgés de deux mille ens, les pins d'Huon, du nom du navigateur français Huon de Kermadec.

Mais cette Tasmanle qui fait si peu parler d'elle est aussi, depuis trola ene, le premier producteur de morphine à usage légal : BO tonnes en 1992, noit 40 % de la production mondiale. C'est précisément perch qu'elle ent faiblement peuplée, et en quelque sorte coupée du monde, que l'île n obtenu en 1972 du gouvernement fédéral l'exclusivité de la culture du pavot. En dehors de la floraiaon qui, pendent quelques jours, colore la campagne de taches mauvee ou blanches, le voyageur non averti pourrait ne rien remarquer ni ce n'est de grandes pancartes interdisant l'accès aux enclos : «Keep out - Arsa prohibited ». Mais gare au cuneux qui penserait une main entre les barbelée pour cueillir une fleur : it risque 3 000 dollars d'emende et la prison n'il n'agit d'un récidiviste.

«La surveillance est d'abord effectuée par les sept cent cinquente cultivateurs », explique M. Wayne Smith, président de l'Assoeintlon den cultiveteurs de pevot, dont la propriété se situe à quelques kilomètres d'Ulveretone, dans le Nord-Ouest, région la plus téconde en papaver somniferum, « Cha-cun de nous dispose d'une liste de numéros HIX ILI DOM nt de contacter la no immédiatement. Les voisins nous renseignent aussi. Aucun étranger ne passe ine-

Les cultivateurs doivent avoir un canier judicigira vierge evant d'être agréés per le ministère de la senté, après recommendation du Poppy Advinory and Control Boerd (PACB) - chargé de la réglementation de la production - puin ils sont recrutés par les



deux compagnies qui contrôlant toute le récolte de Tasmanie : la britannique Glaxo et le Tasmenien Alceloïds Pty Ltd., filiale de Johnson & Johnson, le géant phinmaceuti-

Patrovilles 1 4 1 dans les champs

«L'ansamencement se fait som surveillance et la récolte est effectuée mécaniquement par des employés des deux compa-gnies, explique M. Brian Hartnett, directeur den ventes de Teemanian Alceloids. Nous négocions annuellement avec chaque cultivateur le nombre de graînes qui lui seront livrées. » Celui-ci doit compter nen pevots. Len champe nont réculièrement patrouillés par la police, les egente du PCAS et des deux compagnies, et les fieure recomptées dès que queiques têtes semblent manquer. «On a beau evoir un système de sécurité eussi sophistiqué que celui d'une banque, il y eure toujours des vole», commente M. Smith, Mais les diverses nutorités affir-

ment que les pertes sont infimes. C'ent justement parce que la Tesmenie contrôle rigoureusement sa production que les cultivateurs a insurgent contre la décision prise en 1981 par les Etats-Unie de privilégier l'inde et la Turquie en leur réservent l'accès de 80 % de leur marché, pour tente d'enrayer le commerce illicite, florissant dans ces deux pays (1). « Cette rècle ne fait qu'encourager la culture des pevots en inde nt. par là même, favorise le trafic de l'opium. Un paysan indien peut obtenir dix fois plus eu marché noir que ca que lui versent les com-pagaies », affirme M. Smith, qui s'est rendu à Washington pour faire pression sur le Congrès. Les compagnies indiennes estiment? le futur rendement da chaque champ en fonction de la surface, explique-t-on nu PACB, maie lorsque la récolte est supérieure eux prévisions il est facile eu paysan d'en détourner une partie.

« Nous ne savons pas encore quelle sera la position de la nouvelle administration améri-caine, indique M. Allan Smith, président du PACB. Mais les démocretes que nous evons rencontrée noue ont donné inur appul et nous evons l'intention de continuer à faire pression pour que in règie des 80 % soit changée.» On comprend l'enjeu lorsque l'on sait qu'une tonne de pavot rapporte 1 500 dollars, dix fois plus qu'une tonne de blé.

Mais la surface cultivée - 8 000 hectares - n'est pee extensible à souheit. Chaqun nnnée, les pays signataires de la convention sur les narcotiques perticipent à Vienne à la Board. La tâche essentielle de cette organi-sation est de faire correspondre l'offre à la demande des compagnies pharmaceutiques et d'ineiter les payn producteurs à na pes dépasser les limites qui leur sont conseillée Les gouvernements transmettent celles-ci à leurs compagnies. C'est einsi que Glaxo at Teamenien Alcaloïda définiesent chaque année le surface qui sera cultivée. « Nous 'n 'nvonn pas de eurplue s. indique M. Hert-

e Mais il faut être réalietes. Même si le règle des 80 % était abolie, les compagnies pharmaceutiques continueraient à acheter à des pays qui produisent à bas prixa, estima M. Allan Smith. La vertu est bien mal récom-pensée et, même si faire respecter le légalité coûte cher, au moins est-on fier du résultat.

SYLVIE LEPAGE

(1) Depuis deux ans, la Turquie a mécanisé sa colture grâce à l'aide américaine, et le commerce illi-cite a dispare. Mais elle continue à bénéficier de cet accord pour des raisons politiques, notamment à cause de son appui pendant la guerre du Golfe, estime-t-on ici.

AMÉRIQUES

L'explosion de New-York

Selon le dernier bilan, l'explo-sion, qui serait due à une bombe d'une centaine de kilos, et l'incen-die qui e suivi ont fait cinq morts et environ 300 blessés.

Les premiers secours sont arri-Les premiers secours sont arrivés en quelques minutes, et leur efficacité a permis de limiter le nombre des victimes. Au total, plus de 400 pompiers, la moitié des effectifs des casernes de New-York, antant de policiers, des hélicoptères et des bateaux-pompes ont été mobilisés pour porter secours aux blessés et évacuer les 50 000 personnes travaillant dans chacune des deux tours.

Il a fallu ettendre près de dix heures avant que soient déga-gés les derniers employés bloqués dans les ascenseurs ou retrouvés à demi apphyxiés dans les bureaux. Dans l'après-midi, les outorités ont craint un moment nne autre catastrophe après une alerte à la bombe dans un autre gratte-ciel new-yorkais, le célèbre Empire State Building, mnis les milliers d'occupants de cet édifice, évacués en toute hâte, ont pu regagner ultérieurement leurs bureaux après cette fausse alerte.

Il faudra sans doute plusieurs jours nyant que les enquêteurs puissent déterminer les conditions et les raisons exactes de l'explo-

sion. Mais, en fin de soirée, s'appuyant sur les premières indica-tions des autorités, M. Mario Cuomo, le gouverneur de l'Etat de New-York, affirmait à la télévi-sion qu'une bombe placée dans le parking était bien à l'origine de la déflagration.

« Jusqu'à présent, nous étions invuinérables, aucun groupe étranget n'avait commis un acte de cette nature », a souligné M. Cuomo en faisant nilusion au fait que la ville de New-York n'evait jusqu'alors connu nucun attentat terroriste, même au plus fort de la guerre du Golfe. D'nprès les enquêteurs, l'engin autait pu être placé à l'in-térieur d'une voiture garée en deuxième sous-sol, un emplacement occessible aux particuliers mais réservé pour l'essentiel aux véhicules des services secrets.

C'est notamment là qu'est garée la voiture du président des États-Unis lorsque celui-ci effectue une au Palais des Nations unies, Inter-rogée ultérieurement à Wasbington sur cette coincidence, M= Dec Dee Myers, ettachée de presse à la Maison Blanche, a refusé d'établir un lien entre le lieu choisi par les poseurs de la bombe et la présence

SERGE MARTI

Vision d'apocalypse au World Trade Center

«J'el senti le secousse, c'était comme un tremblement de terre. Je suis vraiment heureux d'être toujours en vies, e confié, en état de choc, Carlease Lee Price, qui donnait un cours de comptabilité au quatreringt-quatorziéme étege de la tour, au moment da l'explosion. € Tout de suite eprès le défiagration, une énaisse fumée noire s'est répandue dans les étages», a expliqué Merk Sedensky, un îngénieur travaillant pour les autorités portuaires de New-York, évacué par les pompiers du 'dix-neuvlème étage. Robert Ashlev attendait son train quend il fut à demi ensevali sous len débrie tombant du plafond et des murs de la gare. «Je ne salo, vreiment pas comment j'ai fait pour m'en sortira, e-t-ii dit eux sauveteurs qui l'ont sorti dee décombren sur un brancard.

Troie heurea eprès l'exploeion, des centeines de per-sonnes étaient toujours blo-quées denn les étages, trop effrayées pour se lencer dans les escaliers. Les ascenseurs ne fonctionnaient plus et l'épaisse

tour. «C'était une vision d'apocalypse. Les rues étaient jonchées de personnes intoxiquées euxquelles les secouristes feisalent inhaler de l'oxygènn », e raconté Jacqueline Sullivan, qui sait à retoumer travailler dans l'une des deux tours du World Trade Center, deux gratte-ciel culminant à 410 mètres, les deuxiàme et troleième plun hauta immeublea du monde après la tour Sears de Chicago (Minois), heute de 443 mètres.

Fleuron de l'erchitecture newyorkaise, le World Trade Center e été construit en 1972, pour 37 millions da dollers, d'après un projet de l'erchitecte jeponeis Minuro Yemeeeki. Les-Twins (jumellen), comme les New-Yorkeis eppellent effectueusement les deux tours, ont chacune 110 étages et 21 BOO fenêtres qui ne s'ouvrent pas pour d'évidentes raisons de sécurité. Elles ebritent plus de cinq cents sociétés et organismes einel que les douanes des Etats de New-York fumée continueit d'envahir la et du New-Jersey. - (AFP, AP.)

D Selon un rapport du Congrès des Etats-Unis la menace des armes chimiques est mundiale. - Le monde entier est sous la menace chimique et bactériologique, les pays du tiers-monde disposant désormais de ces nrmes autrefois réservées aux deux grandes pnissances, selon un rapport du Congrès américain, rendu public a dénoncé, lundi 22 février, devant jeudi 25 février. Les auteurs de ce une commission du Congrès, l'exisrapport s'interrogent également sur la menace potentielle que fait planer l'arsenal de l'ex-Union soviétique (signataire en janvier 1993 du traité prohibent l'arme chimique) et sur la capacité des nouvelles autorités à procéder à leur destruction selon le calendrier prévu. -

G CANADA: M- Kim Campbell favorite pour succéder à M. Brian Mutroney, selon un sondage. - Le ministre de la défense, M= Kim Campbell, part favorite pour succéder au premier ministre Brian Mulroney, si l'on en croit un sondage

Gellup, réelisé euprès de l 153 personnes et publié vendredi 26 février par le Toronto Star. -(Reuter.)

O NICARAGUA : le chef de l'armée dénonce un plan visant à déstabiliser le gouvernement. - Le chef des forces armées nicaraguayennes une commission du Congrès, l'existence d'un plan de l'opposition de droite visant à déstabiliser le gonvernement. Le général Humberto Ortega a accusé MM, Alfredo Cesar, ancien président de l'Assemblée nationale, et Virgilio Godoy, officiellement vice-président du Nicaragua mais en fait privé de tout pouvoir, d'être responsables de ce plan. Le général Ortega e également accusé MM. Cesar et Godoy d'être aidés daos leurs menées antigouvernementales par le sénateur américain ultra-conservateur Jesse Helms. - (AFP. UPL)

SPECIAL "PETIT DEJEUNER" FRANCE INTER

avec Laurent Fabius



ÉCOUTEZ, ÇA N'A RIEN À VOIR.



L'intervention du président de la République sur RFO

«La France sans l'outre-mer c'est moins que la France»

déclare M. François Mitterrand

M. François Mitterrand e dialoqué, vendredi 26 février, de 20 h 30 à 22 heures, en direct. par l'intermédieire des différentes stations de RFO, avec les électeurs des départements et territoires d'outre-mer. Le président de la République e particulièrement insisté sur le bilan de le politique de décentralization conduite per les socialistes depuie 1981 et sur les progrès accomplis dans le sens de l'égalité sociele entre les habitants de l'outre-mer et ceux de la

métropole.

« L'égalité sociale, c'est la bataille principale qu'en qualité de président de la République française j'ai engagée depuis bientot douze ans, a souligné M. Mitterrand. Nous avons fait des progrès constidérables, même si je n'ignore rien de tout ce qui reste à faire et qui est immense. (...) Nous ne sommes qu'au milieu de la route et il faut continuer. J'espère que les responsables français continueront sur cette voie au cours tles mois prochoins. »

Au passage, le président de la République a indiqué que les cré-dits pour le développement de la lutte contre les bidonvilles avaient « quadruple » et que les moyens financiers pour le développement de l'habitat social évaient « dou-blè».

Nouvelle-Calédonie : « Tout est contractuel »

Interrogé sur les effets pervers du RMI, considérés par certains du RMI, considérés par certains comme un cocouragement au chômage, M. Mitterrand a répondu: ell faudrait quand même s'entendre, Le RMI, chez vous, est dèjà 20 % moins important qu'en métropole (...) Est-ce que le RMI est Inutile? Me demandez-vous so construction? Cela negnet quand suppression? Cela permet quand même d'assurer le minimum pour neme à dessurer le minimum pour se nourrir, pour se vêtir, pour se loger, à des familles d'exclus. J'estime que c'est une des grandes réformes réalisées depuis ces douze dernières années. Moi, je suis absolument pour le maintien du RMI. Si le SMIC se trouvait trop proche Si le Soit. Se trouvau urop procue du RMI et si l'augmentation du SMIC nvisalt au developpement économique, faudrait-il établir en règle qu'il ne peut pas y avoir de

progrès social sans progrès écono-mique? Je ne suis pas de ceux qui croient à cette fatalité.

Iovité par un Calédonien à dire si les accords de Matignon, signés en juin 1988, doivent être « respec-tés à la lettre » ou s'ils doivent « évoluer vers un processus consen-suel à long terme », le chef de l'Etat a affirmé : « Les accords de Matia attitue: « Les decoras de mais-gnon ont été une grande réussite pulsqu'ils ont fait succéder la paix civile à une sorte de guérilla, le cas échéant mortelle. L'état d'esprit des echeani mortele. L'étal d'esprit des populations a changé, on s'entend on discute. on fraternise là où naguère, il n'y a pas si longtemps, on s'entretvolt. Donc, c'est une grande réussite (...) Ces accords de Matignon ont fixé les délais pour un référendum sur le statut de l'in-dépendance ou pas de la Nouvelle-Calédonie. Tout est contractuel. Si les différentes porties en cause, avi les différentes parties en cause, qui sont aujourd'hui élues à la tête des trois provinces (...), souhaitaient plus de flexibilité dans la décision. plus de flexibilité dans la décision, moi je serais tout à fait disposé à recevoir leurs avis. Si telle n'est pas la situation, si de part et d'autre on souhaite que les accords de Matignon solent appliqués strictement, ulors c'est un devoir puisqu'on s'y est engagé. Alors je me retourne, moi, vers vos élus (...), qui représentent des populations d'origines différentes: sont-ils prêts à assouplir les accords de Matignon d'un commun accord et de bonne volonté? Alors là, le problème peut être examiné. Ne le veulent-ils pas, la route est déjà fixée, il faudra respecter les accords engagés.»

Sur l'avenir des liens entre le

Sur l'avenir des liens entre le territoire et la France, M. Mitterrand a ajouté : «(...) Je conseillerai à nos compatriotes et amis de Nou-velle-Calédonie d'adopter une attitude plus sage, de ne pas déchirer une communauté qui vient de démontrer depuis quatre à cinq ans qu'elle peut vivre très bien ensem-ble. Si vous me demandez mon avis (...) je vous he répèle : je suis un patriote français et je tiens beau-coup à ce que nous maintenions nos llens avec la Nouvelle-Calédonie, »

Corruption : - « Il-faut que la justice frappe!»

M. Mitterrand a évoqué « la grande bataille de la décentralisa-tion » à propos d'une question sur l'endettement de la plupart des col-lectivités locales, qui contribue à la baisse des activités éconumiques ;

«Le rôle de l'Etat, a-t-il dit, n'est pas de se substituer aux collectivités locales. (...) L'Etat ne va pas les laisser tomber mais il ne peut pas constamment boucher les trous parce que la contribution du gouvernement est déjà importante. (...) 11 faut que cette réforme réussisse; elle est la seule façon de maintenir des liens très forts entre la métropole et les départements d'outre-mer. > Une de ses interlocutrices evant parlé de « corruption », le chef de l'Etat a

réagi en déclarant : «S'il y a cor-

ruption, il faut que la justice

A propos des conclusions du comité consultatif, présidé par M. Georges Vedel, qui ouvre notamment le voie à l'institution d'une assemblée unique dans chaque DOM, le président de la République a déclaré: «Le projet de réforme ou de révision constitutionnelle qui est actuellement soumis au gouvernement et qui le sera dans quarante-huit heures, si ce n'est dėja fait, au Consell d'Etat, fera l'objet d'une discussion au conseil des ministres, je pense, le 10 mars, ce qui permettra de saisir le Sénat tout aussitor C'est donc une révision très actuelle comportant l'insti-tution possible, si c'est adopté ainsi, de l'assemblée unique, car il nous a semblé que, dans ces territoires qui ne sont pas vastes, où la population est variable naturellement - 300 000, 400 000, 500 000, - avoir une superposition d'un conseil géné-

M. Mitterrand a poursnivi: «L'assemblée unique n'a pas pour mission de décréter l'indépendance, elle n'en a pas la compétence. C'est simplement une réforme institutionnelle qui simplifiera le maniement des choses, qui réduira les circuits et qui sera donc plus efficace dans l'intéret économique et social des départements en question. En plus, je ne sais pas si ce projet sera retenu. Simplement, je l'ai proposé bien qu'il ait été écarté dans un passé récent. Est-ce que cela conduira à l'indépendance, ou une autonomie plus large qui conduiralt à l'Indépendance? C'est un autre sujet. L'assemblée unique, à mon

ral et d'un conseil régional pourrait justifier la création d'une assemblée

avis. ne fovorisera pas cette

En cooclusion, M. Mitterrand a'est adressé aux populations des DOM-TOM en affirmant notamment: « Je suis très respectueux du désir des peuples, qui ont le droit de se gérer eux-mêmes, mals nos intérêts, nos origines, nos cultures sont tellement imbriqués, désur-mais, que nous formons une communauté. Une communauté si sympothlque, si prometteuse - à condition de respecter tous les modes de culture et d'identité de chaque département et de chaque territoire, - si passionnante... Je souhaite de toutes mes forces qu'elle soit prèservée, mointenue, qu'elle dure (...) C'est la France modifiée dans son sein par la présence de centaines de milliers d'habitants d'outre-mer qui lui apportent quel-que chose de plus. Donc, la France, sans cela, sans l'outre-mer, c'est moins que la France. (...)

« Nous sommes une seule communanté»

» Je crois que l'outre-mer besoin de la France, a poursnivi le chef de l'Etat; je crois que la France a tout autant besoin de l'ou-tre-mer. Ce qui nous unit est fort. Il y a aussi de graves manquements, il faudrait que nous fassions toujours plus pour servir mieux l'égalité, la production, le travail, la joie de vivre... Si vous êtes convaincus que nous le voulons, que ce que nous avons foit depuis quelques années va toujours dans ce sens, si vous comprenez qu'il fallait des étapes, parce que cela représente une charge enorme et que nous n'avions pas toujours le moyen, eh bien! je suis sur que vous en conclurez que la France a besoin de vous et que vous avez besoin de la France. Nous

O M. Jacques Laffeur (RPR) « totalement scié...». - M. Jacques Lafleur, député RPR et président Laneur, depute RFR et président du Rassemblement pour la Calédonie dans la République (RPCR, anti-indépendantiste), s'est déclaré, samedi 27 février, «totalement scié» par le souhait exprimé par M. Mitterrand de voir mainteous les liens unissant la France à la Nouvelle-Calédonie.

ANDRÉ LAURENS

sommes une seule communauté. »

Aggiornamento

par Frédéric Babin et Alain Rollat

C'ÉTAIT la première fois, vendredi epatriote français » et ne parle plus de décolorisation.

Cela est même vrai pour la Nouvision, en direct, avec les habitants des quatre départements (Guadeloupe, Guyane, Martinique, la Réu-nion), des trois territoires (Nouvelle-Calédonie, Polynésie, Wellis-et-Futune) et des deux collectivités territoriales (Mayotte, Saint-Pierre-et-Miquelon) d'outre-mer. L'exercice était difficile, l'entreprise, périlleuse. Com-ment échapper à un inventaire à la

M. François Mitterrand n'y e pas coupé. Il e plusieurs fois été obligé d'égrener des banalitée, faute de pouvoir répondre avec précision aux inévitables questions sur la pêche à la monue, la riguerre de la bananex, les carances de l'éducation nationale à Mayotte, etc. Il e même frôlé une certaine légèreté quand il a démontré qu'on pouvait conduire les affaires de la République depuis douze ene sans savoir qu'on appelle «Mique-lonnais» les habitants de Miquelon et «Futuniens» ceux de Futuna... Il a ainsi pris le risque d'apparaître très éloigné des soucis quotidiens de ceux dont II e'est dit shonorés d'être l'interlocuteur.

Le président de la République a'est montré plus convaincant, en revanche, dans le défense de son bilen outre-mer. Qu'il a'agisse de la mise en œuvre de la décentralisation ou de la recherche de l'égalité sociale entre les anciennes colonies et la métropole, il ne manquait pes d'arguments. Il les e soutenus evec ardeur en montrant que, dans son esprit, ces acquis constituent la meilleure garantie da l'arrimage des DOM-TOM à la République.

Quel contraste evec le militant socialiste qui devait assumer, en 1972, l'inscription de la question de l'outre-mer au chapitre de la politique étrangère du « programme commun de gouvernement » de la gauche l Quelle rupture avec l'élu de 1981 qui s'était exposé, par ses ambiguités, au procès an: «largage» instruit par

Affranchi des pressions sépara-tistes qui semblalent alors hypothéquer l'avenir de l'outre-mer français, M. Mitterrand exprime aujourd'hui sans fard ses convictions intimes : les DOM-TOM font pertie intégrante de l'identité de la France . Privée de l'outre-mer, la France serait emoins que la France ». Il se proclame Cela est même vrai pour la Nou-

A Side recondu

velle-Calédonie. Si eles différentes parties en cause» en étaient d'accord, il n'emettrait aucune objection à une solution contractuelle qui pourrait faire l'économie du référendum d'autodétermination prévu en 1998 au cas où cette échéance menacerait de «déchirer» à nouveau la territoire. Loin du volontarisme affiché ces der-nières ennées, il a en remet à la volonté consensuelle manifestée par les représentants des communautés locales depuis la egrande réussite » des accords de Matignon.

Cela est vrai eussi pour la Polynásia française, en crise áconomique et sociale aggravée dapuis la suspension des essais nucléaires sur la site d'axpérimentation de Mururoa. M. Mitterrand balaie d'un revers de la main la revendication indépendantiste, e jusqu'à nouvel ordre trèe minoritaires. «Je n'ai pas de raison, moi, dit-il, de rechercher une indépendance que la population ne souhaite pas. a

M. Mitterrand e donc enterré les querelles théologiques sur l'autremer. Il e procédé à son aggiornamento. Détail révélateur : il n'e, à eucun moment, cherché à polémiquer avec l'opposition.

Sa vision dee DOM-TOM n'en comporte pae moina plusieurs conflits potentiele avec la future majorité. Le RPR e déjà répété qu'il continuera de e'opposer à l'institu-tion – qualifiée de echimère» – d'une assemblée unique dans chacun des départements d'outre-mer, Si le projet de révision de la Constitution, qui dolt être présenté le 10 mars au conseil des ministres, inclut cette suggestion du comité consultatif, l'affrontement entre l'Elysée et le mouvement chiraquien sera difficile à éviter. De même, les réserves du RPR sur la gestion de l'égalité sociale autorisent à douter que M. Mittefraind voie son vœu exeucé lorsqu'il espère qu'au lendemain du 28 mars eles responsables français a continueront sur sa voie.

Si aes risques eont réels, la seconde cohabitation e'annonce malgré tout moins tumultueuse que la première sur cet imprévisible terrain de l'outre-mer où la confrontation entre M. Mitterrand et M. Chirec avait connu son paroxysme.

LIVRES POLITIQUES

PROFESSION PRÉSIDENTIABLE par Jacques Asline. Plon. 382 p., 125 F. PETIT MANUEL

DE CAMPAGNE ÉLECTORALE par Quintus Cicéron, traduit par J.-Y. Boriaud Arléa, 93 p., 85 F. LE MANUEL

POLITICO-POLITICIEN par Guy Boret. J.-C. Lattès 220 p., 110 F.

Le politique, nous en sommes tous convaincue, n'est pas un travail d'amateur. D'où la tentation de la tenir comme une profession, caractérisée par aes lois, ses techniques, ses instruments et son efficecité et de l'examiner sous ce seul jour. Tous ceux qui entrent dene la carrière n'y réussiesent pas pereillement, tandis que d'eutres e'y maintiennent evec une capaché de rebondir qui ne cesse paa d'étonner : la métier semble leur coller à la peau et ila an connaissent tous les tours et détours. Cele suppose, au minimum, un apprentiaaege, une formetion, des coneeils, la maîtrise d'un savoir et d'une pretique, toutes choses ausceptibles d'atre enseignées et epprises.

C'est par ce biais, plua particulièrement par celui du dévoilement des techniques da communication (dans les deus sene, vers le public et en provenance de lui), que Jacques Asline e'intéresse à une espèce rare de la corporation politique, celle des candidats potentiels à l'élection présidentielle. L'auteur est un réalisateur connu de télévision, pasitian qui lui a permis de vnir, eu plus près et sous toutes ses facettes, la politique-spectacle. Son ouvrage, Profession présidentiable, découle de

Un métier, une carrière

petit monde politico-médiatique, qui e nourri une réflexion sur les moyens et méthodee mis en œuvre pour gagner le faveur de l'opinion.

Jacques Asline décrit les changements intervenus dans le paysage politico-médietique et les modes de fonctionnement du systàme. Pour en evoir connu lea coulisses et fréquenté les acteurs, l'auteur est en mesure de livrer une multitude de témoignages, de feits, d'observatione, de confidences et d'anecdotes qui servent sa démonstration. Car il théoriae le politique-spectacle pour en tirer lee lois qui le commendent. «Celle-ci, écrit-il, est née en 1962 et s'est développée grâce à la professionnalisation de la politique, due à l'introduction des sondages, au développement du etarsystem issu de la télévision et à l'introduction du marketing et de la publicité dans la course présidentielle, imposé par le retour de l'opinion. Elle se décline en trois temps : l'instant politique, dominé per les sondages, le moment médiatique, dominé par la télévision et le cycle électoral, dominé par la présidentielle. »

A partir de là, les présidentiablee doivent ee distinguer, chacun à sa façon, maie en vaillant à na commettre eucune erreur à chaque phase du proceseus et en tenant compte du climat et de la mode. Il y e eu, par exemple, le vase clos de la politique idéologique, jusqu'au début de la V. République, puis l'avenement du règne de l'image, avec Veléry Giscard d'Estaing, et, maintenant, l'emprise de la démocratia consuméce long regard sur les acteurs du l'riste; eu titre de la mode, l'auteur

cite celle du e parler rara », introduite par Michel Rocard, le comble du raffinement dans l'univers de la communication. Muni de ce viatique, les candidats à l'élection présidentielle diaposersient, einon d'une recette garantissant la victoire (il n'y en a pae), du moine e de règles simples pour éviter les catastrophes a. Jacquee Aeline ajoute : «L'idéal, naturellement, est d'être en adéquation avec son temps, son époque, ses électeurs et de proposer la politique qu'ils plébiscitent. Giscard en 1974 et Mitterrand en 1981 ont réussi ce cocktails. Caux qui ne se satisferont pas de ces conseils pourront méditer cet autre avis sur la prochaine élection : eNi droite ni gauche, ni libéralisme ni socialisme semble être le cri da l'opinion publique. Alors on peut conclure que les Français désirent l'elternance, un changement d'hommes et de politique mais sans risques. Le changement dans une continuité politique qui s'autorise de larges réformes. Une sorte de edroite de geuche». Ce qui apparaît clairement dans les programmes, les idées et les images que proposent les présidantie-

Nul doute, et cat ouvrage la prouve a'il en était besoin, que le monde politico-médiatique e sea contraintea, elnon ees lois, ses recettee, sinon ses règles. Jecques Asline en fait le tour et les décortique eoignausement. Nui doute aussi que cat univers se plie à la double logique de l'élection présidentielle au suffrage universel et du développement de la communication. Il n'empêche que, pour une grande part, le système

qui associe aussi întimement le politique et les médias secrète un mode de fonctionnement qui lui est propre, sans doute plus sous l'affet de la pression médiatique que sous celui de l'exigence politique. Faut-il prendre cette réalité autarcique, subjective et narcissique pour toute la réalité? Il peut arriver à la politique-spectacle ce qui se produit dene d'autres champa da la communication interactive, où le succès médiatique parvient parfois à e imposer autrement, en dehors, en dépit ou à l'encontre des circults balieés qui ont, ou pensent avoir, la compétence et le pouvoir d'en décider. La limita de la politique spectacla apparaît brusquement lorsque la politique a'échappa de ce carcan pour vivre discrètement sa via eilleurs en refusant de se laisser récupérer. On n'an eet peut-être pas loin.

Le métier politique est, eussi, l'un das plue visux du monda, comma en témoigna le Petit menuel de campagne électorale que Quintue Cicéron sdraesait, sous forme de lettre, à son frère Marcus Tullius, candidat du consulat de Rome en 64. Jean-Yves Boriaud a traduit ca bréviaire du clientélisme dont on soulignera la charmante opportunité an cette période électorale. Guy Baret propose, da son côté, le Manuel politico-politicien, ouvrage à vocation pédagogique. C'est fait le plue sérieusement du monde evec des questions de cours, des tests de connaissance, des exercices pratiques, des exemples prie dans l'ac-tualité. Faut-il déplorer la partialité de l'auteur, qui s'est délibérément placé sous l'égida du Parti d'an rire? Non, on se contantera d'en sourire, puisque l'occasion nous en est si malicieusement donnée.

Répondant à huit de ses colistiers | Déposée par un conseiller municipa

Le maire de Nice « entend poursuivre sa mission»

de notre correspondant régional

Le maire de Nice, M. Honoré Bailet, sénateur (apparenté RPR) des Alpes-Maritimes, ne donnera pas sa démission. Tout au moins, pas dans l'immédiat. Dans un commaniqué diffusé veodredi 27 février, son cabinet indique que e le sénateur-maire tient à préciser que le drame familial qui vient de le frapper [l'arrestation du beau-fils de M. Bailet dans une affaire de meurtre] et dont nul n'est à l'abri, ne dolt pas générer un problème politique pour la ville de Nice».

« Il considère que, dans cette campagne électoraie, (...) Il n'est pas opportun de prendre quelque décision que ce soit, dont les conséquences seraient, en tout étot de cause, préjudiciables pour la séré-nité de la ville, ejoute le communiqué. Fort du soutien de la grande majorité des élus (...), M. le séna-teur-maire entend poursuivre so mission et préparer le conseil muni-cipal du 29 mars, au cours duquel sera voté le budget de la ville.

M. Bailet répond ainsi à la déclaration publiée la veille (le Monde du 27 février) par huit élus de la municipalité, dont trois adjoints, se déclarant « prêts » à se démettre de leur mandat. Son communiqué est rédigé dens des termes évasifs, qui laissent entier le problème de son maintien dans ses fonctions après les élections législa-

La plainte contre le maire (RPR) de La Grande-Motte est jugée irrecevable

MONTPELLIER

de notre correspondant

Le tribunsi edministratif de Mootpellier e jugé irrecevable, jeudi 25 février, la pleinte contre jeudi 25 février, la pleinte contre X... déposée par un conseiller municipal de La Grande-Motte, M. René Eymard, élu sur la liste du maire, pour ingérence, trafic d'influence et corruption, contre la gestion de la commune dirigée par M. René Couveinhes, député (RPR) de l'Hérault (le Monde du 24 décembre 1992).

Consulté lorsque la gestion d'une ville est mise en cause, le tribunai e considéré que la plainte vise plus la gestion de la SADH (société d'économie miste chargée, notamment, de l'améoagement de La Grande-Motte) que le commune elle-même, et que la demande du plaignent en repose pas sur des motifs suffisomment établis pour que l'action qu'il engage présente des chances sérieuses de succès».

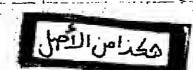
des chances sérieuses de succès».

Cette décision ne met pas forcément un point final eu contentieux, M. Eymerd n'ayant pas, pour l'instant, renoncé à reformuler sa plainte. Elle vient à point nomme, cependant, conforter le maire de La Grande-Motte, en campagne électorale pour sa réclection à l'Assemblée nationale. Son rival eu sein du RPR, M. Jeao-Pierre Grand, maire de Castelmus Pierre Grand, maire de Castelnaule-Lez, qui, après le dépôt de la plainte, avait envisagé de se présenter face à lui, vient d'y renoncer au nom de la discipline de parti.

Apolessionnalisation r

prendrait au moins ci

Le Monde PUBLICITÉ FINANCIÈRE Renseignements: 46-62-72-67



M. Sudre reconduit son alliance avec le PC réunionnais

SAINT-DENIS DE LA RÉUNION de notre correspondant

M. Camille Sudre, président du conseil régional et président de la radio-télévision Free-DOM, sera can-didat aux élections législatives dans la cinquième circonscription de la Réunion contre le député centriste sortant, M. Jean-Paul Virapoullé.

Après avoir longtemps hésité entre Après avoir longtemps hésité entre la première circonscription (Saint-Denis) et la cinquième (Est), M. Sudre a finalement choisi d'affronter M. Virapoullé « pour la beauté du combat». Il accuse le député d'avoir donné son accord pour la saisie des émetteurs de Télé Free-DOM en février 1991 – opération qui avait plongé le quartier dn Chaudron, à Saint-Denis, dans plusieurs jours de graves émeutes – et, surtout, d'être un adversaire acharné de la politique mise en œuvre au conseil régional. mise en œuvre au conseil régional, depuis mars 1992, par un « direc-mire» composé de MM. Camille Sudre, Paul Vergès, secrétaire général du PC réunionnais, et Pierre Lagour-

Les juges Bruguière et Jean-Pierre sont réprimandés par la chancellerie pour avoir participé à des réunions électorales

La chancellerie n indiqué, ven-La chancellerie n indiqué, ven-dredi 26 février, que deux magis-trats, les juges Bruguière et Jean-Pierre, « qui avalent, en leur qua-lité, pris part à des démonstrations de nature politique, ont été infor-més qu'ils feraient l'objet d'une saisine du Canseil superieur de la magistrature (...) au cas où ils continueralent à ne pas respecter Louis Bruguière, juge d'instruction à Paris, est chargé de dossiers ter-roristes. M. Thierry Jean-Pierre, le juge d'instruction du Mans qui fut notamment en charge d'enquêtes sur le financement occulte du PS, s'était récemment intéressé au prêt privé accordé par Roger-Patrice Pelat à M. Pierre Bérégovoy.

Le juge Jean-Pierre avait soutenu, le 19 février à Port-de-Boue (Bouches-du-Rhône), le eandidat UPF-UDF, M. Olivier Darrason, Le juge Bruguière s'était déplacé à Limoges (Haute-Vienne) pour soutenir son collègue, M. Alain Marsaud, ex-magistrat spécialisé dans les dossiers terroristes, aujourd'hui en disponibilité, qui se présente aux élections sous l'étiquette du

Convoqués par les présidents de leurs tribunnax respectifs, MM. Bruguière et Jean-Pierre ont été avertis du contenu d'une circu-lnire snr le devoir de réserve récemment envoyée par la chancel-lerie dans les juridictions. Signé du directeur des services judieinires. directeur des services judicinires, ce texte rappelle que les magistrats peuvent se présenter aux élections, pourvu que ce ne soit pas dans leur juridiction, en avisant leur hiérarchie et en obtenant une autorisation spéciale d'absence ou une dispouibilité pnur ennvenance personnelle. Les antres magistrats ne peuvent participer à des manifestations de neture politique « 1/1 festations de nature politique. « Il importe que chacun, par son attitude, se montre soucieux de ne pas faire douter de la neutralité de la magistrature, condition nécessaire de la confionce des citoyens en la justice », indique la circulaire.

gue, sensteur (Union centriste).

Le duel entre le président du conseil régional et M. Jean-Paul Virapoullé s'annonce particulièrement serré. M. Sudre aura pour suppléant M. Claude Hoaran, maire de Saint-Louis, considéré comme le numéro trois du PC rénnionnais, mais cet attelage n'est pas du goût de nombreux militants communistes. Ceux-ci ont manifesté, ces derniers jours, leur hostilité à une candidature commune Free-DOM-PCR, préférant une primaire entre M. Sudre et M. Hoarau. Les communistes de la région est de l'île ne comprennent pas, en effet, que M. Sudre vienne tirer profit d'un travail de longue haleine mené sur le terrain par M. Claude Hoarau. Ce dernier s'était déjà esacrifie », en 1986, toujours face à M. Virapoullé, en faveur de M. Laurent Vergès (ancien député, décédé en 1988), fils du secrétaire général du PCR.

ancien président de la région.

MM. Jean-Louis Debré et Roger-Gérard Schwartzenberg (MRG) sont condamnés pour «affichage sauvage»

Le tribunal d'Evreux a

enndamné, jendi 25 février, M. Jeao-Louis Debré, député (RPR) sortant de la première circonscription de l'Eure et candidat aux élections législalives, à retirer les affiches électorales apposées par son mouvement hors des enpolecements. mouvement hors des emplacements autorisés en application de la loi du 15 janvier 1990 sur le financement interdit tout affichage dans les trois interdit tout affichage dans les trois mois précédant le scrutin. M. Debré était assigné par M. Daniel Guérin, caudidnt (MRG) défendu par M' Jean-Louis Debré, avocat inscrit au barreau d'Evreux et son homotyme parfait. Le tribunal, constitué en formation de réfère, a prévu une astreinte de 500 franca par infraction constatée si les affiches ne sonl pas ôtées dans un délai de vingt-quatre heures.

Le même jour, la première cham-bre civile du tribunal de grande instance de Créleil a condamné M. Roger-Gérard Schwartzenberg député sortant (MRG) et candidat dans la troisième circonscription du Val-de-Marne, à verser 5 000 francs à son adversaire UDF, M. Jean-Marie Poirier, qui l'avait assigné en justice pour affichage sauvage. Cette somme ne constitue pas une Cette somme se constitue pas une amende, mais est destinée à indemniser le plaignant de ses frais d'huissier et d'avocat, en application de l'article 700 du nonveau code de procèdure pénale. Le tribunal a estimé qu'il n'y avait pas lieu à référé, M. Schwartzenberg ayant finit recouvrir les affiches incriminées avant le jugement.

B RECTIFICATIF. - Dans la carte accompagnant la présentation des élections législatives dans la région Rhône-Alpes (le Monde du 27 février), les noms des départements de la Savoie et de la Haute-Savoie ont été malencontreusement inversés. Nous prions nos lecteurs de nous en excuser.

Selon le RPR

La professionnalisation des armées prendrait au moins cinq ans

armées françaises, pour « des raisons à la fois militaires, financières et sociales», prendra « nu moins cinq ans», estime le RPR dans le dernier numero de son hebdomadaire la Lettre de la Nation Magazine. Favorable à cette transformation vers une armée de métier, le RPR «entend procèder avec beaucoup de pragmatisme», précise le délégué général du RPR à la défense, M. François Filma, député de la Sarthe et ancien résident de la commission de la président de la commission de le défense à l'Assemblée nationale.

« La marine est déjà professionna-lisée et l'armée de l'air l'est assez largement. Il s'agit donc de faire évo-tuer l'armée de terre, à cchéance de cinq ans, vers un effectif de 185 000 lionnies coinposé de professionnels bien équipés », affirme le RPR. Le gouvernement n prévu de faire passer cette armée de terre de 280 000 à 225 000 hommes d'ici à 1997 et il vient de répéter (le Monde du

La professionnalisation des 26 février) qu'il entendait maintenir la conscription, c'est-à-dire le service militnire proprement dit et des formes civiles de service national.

> Soulignant que l'universalité n'est plus respectée au sein de la conscription - a le système est devenu inéga-litaire et il est ressenti comme injuste» — le RPR « propose de réduire progressivement la durée du service miliaire jusqu'o trois mois». Il envisage « de nouvelles formes de service national: coopération et aide au développement dans le tiers-monde et en Europe de l'Est, actions en faveur de la protection de l'envi-ronnement et du patrimoine, renfor-cement de la sécurité au sein de la police, de la gendarmerie ou dans une garde nationales à créer. A l'image de ce qui existe aux Etats-Unis ou en Grande-Bretagne, un système de réserves, composé d'an-ciens professionnels et de volontalres, médecius et spécialistes, complétera le dispositif, selon le RPR

ses amendements, ont expliqué les porte-parole du PS et du PCF.

Les budgets régionaux

Nord-Pas-de-Calais: M^{me} Blandin (Verts) l'emporte grâce à la division de la droite et du centre

Le budget de la région Nord-Pas-de-Calaia, présenté par sa présidente, M- Marie-Christina Blandin (Verts), a été adopté en saconde lecture, vendredi 26 février, par quarante voix (PS, Varts, Génération Ecologie) contre dix-sept (Front national et chassaurs), avec vingt nauf abstentions (PCF, groupe Borloo at non-inscrit). Les vingt-sept élus du groupe UPF, divisés devant les conséquences d'un nouveau blocage du fonctionnement da l'institution régionala, avaiant décidé da quitter la

de notre envoyé spécial

Il y a quelques jours encore, M- Marie-Christine Blandin s'inmante-Christine Blandin s'in-terrogeait secrètement sur la date de sa prochaine démissinn, qu'elle jugeait de plus en plus inévitable. Ce n'était pas le signe d'un quel-conque découragement, mais, si la présidente du conseil régional Nord-Pas-de-Calais ne parvenait pas à faire adopter son budget - le

premier depuis son élection-surprise, le 31 mars 1992, à ce poste, - il lui faudrait bien, pensait-elle, placer ses apposants face à leurs responsabilités, quitte à provoquer de nouvelles élections. Vendredi, au contraire, à peine descendue de an contaire, a peine descendre de sa tribune, elle a reçu, en signe de victoire, une brassée de fleurs, nfferte par ses amis écologistes, avant de déclarer, épuisée mois ravie: «Le « big bang », ça ne se du pas, ça se fait. »

Entre-temps, un scénario véritablement improvisé avait fonctionné à merveille, au profit de cette sorte d'«intouchables» que sont devenus les «écolos» dans le contexte poli-tique actuel. Lors d'une conférence de presse, organisée le 22 février dans un grand hôtel parisien, Me Blandin avait elle-même lancé un appel contre le blocage du conseil régional qu'elle préside, en soulignant one, dans plusienrs autres régions, ses amis avaient favorisé le jeu des majorités relatives issues du scrutin du 22 mars 1992. Au même moment, le maire de Roubaix, deuxième ville du Nord, M. André Diligent (CDS), invitait ses collègues de l'UPF « à voter, sans nouveau délai, le budget régional » (le Monde du 24 février).

M= Voynet, MM. Waechter et Lalonde sur place

Au siège des Verts, enfin, M= Dominique Voynet, porte-pa-role nationale, proposait de venir apporter son sontien à ses amis do Nord-Pas-de-Calais, en compagnie de MM. Antoine Waechter et Brice Laionde. A l'heure dite, les trois principaux responsables de la mouvance écologiste ont done expliqué, vendredi, au siège de la Commu-nauté urbaine de Lille, dans une salle contigue à celle qui abritait les travaux du conseil régional, que « les Français attendent des pratiques politiques nouvelles ». «La proportiannelle permet d'auvrir le débat et de renouveler la démocraties, a affirmé M. Waechter, Très réservé, depuis le début, sur l'alliance «roses, rouges, verts» amor-cée dans le Nnrd-Pas-de-Calais, M. Lalande, qui avait rencontré auparavant M. Jean-Louis Borloo, maire de Valenciennes, l'un des cofondateurs de Génération Ecologie, a juge qu'il n'était pas correct de voir les partis faire partout ailleurs la cour au « petit chaperon vert » et freiner, dans la seule région où les écologistes sont aux commandes, « une présidente qui fait son boulot». «J'ai donné les coups de téléphone que j'ai cru devoir donner», a précise l'ancien ministre, « Ce n'est pas du chantage, mais ce sera aux électeurs de dire s'ils comprennent le blocage de la région », a ajouté M= Voynet. .

La présence, très médiatique, du trio écologiste ne ponvait mieux tomber. Depuis le début de la matinée, ehaeun savait, en effet, que le groupe UPF tenait en réserve plusieurs prétextes pour quitter la séance et faciliter, ainsi, le vote du budget. Le premier concernait les malversations commises au sein de l'Office régional pour la culture et l'éducation per-manente (ORCEP), au sujet des-quelles les noms de plusieurs responsables socialistes de la région ont été avancés (le Monde du 20 février). Mais grâce à un habile amendement des Verts, la motion préalable, présentée par l'UFF pour réclamer, dans cette affaire, « une nouvelle saisine de la chambre régionale des comptes », a été adoptée par l'ensemble de l'assem-blée, à l'exception des élus socianiee, à l'exception des étus socia-listes qui, quelque peu gênés, n'ont pas pris part an vote. Pour éviter tout incident, les responsables nationaux des Verts et de Généra-tion Ecologie se sont abstenus, ensuite, de pénétrer dans les tri-bunes du public.

Au début de l'après-midi, le président du groupe UPF, M. Jacques Legendre (RPR), a done dù se résoudre à invoquer « In pression inacceptable » exercée par des "dirigeants nationaux" sur les élus de sa région, dont certains, a-t-il de sa région, dont certains, a-t-il affirmé, ont été « menacés de représoilles ». « Nous-mèmes, nous n'avons pas à connaire les budgets votés en lle-de-France, en Lorraine nu en Rhôné-Alpes », a-t-il précisé (1), avant de demander le report du vote du budget au 30 mars prochain, dans l'espoir évident qu'à cette date, le maintien annoncé des candidats évologistes. annoncé des candidats écologistes, au second tour des élections législatives, ait pu causer quelques dégâts dans la majorité relative verts-PS. Devant le refus de la pré-

ils ne sauraient s'opposer au projet de hudget présenté par M- Blandin. Davaotage que la pression médiatique exercée par les écologistes ou les appels lancés par des dirigeants de l'opposition soucieux de les ménager, e'est cette menace de division qui a pesé sur l'attitude de la droite. Si celle-ci avait voulu véritablement obtenir le report du vote nu lendemain des législatives, il aurait suffi à ses élus d'être absents, au début de la séance, lors de la vérification du quorum.

Aprés son entrevue nvee M. Lalonde, M. Borloo est parvenu, de son côté, à décider ses amis à changer leur vote négatif de la première lecture en une simple abstention, en invoquant les changements intervenus dans le projet de hudget (dans une proportion, en volume de crédits, de moins de 1 %). Après avoir dénoncé publiquement la esurenchère médiatique » et la «manipulation porisiano-centriste » des écologistes, le président du groupe communiste, M. Yvan Renar, est venu confier en aparté à M- Blandin que, sans l'abstention des quinze elus du PC la droite o'aurait jamais accepté de laisser passer son budget. Et comme s'il était dit que tnut le monde devait trouver des raisons de se satisfaire du dénouement de cette longue partie de bras de fer, M. Carl Lang, porte-parole du Front national, a lui-même estimé qu'après « la capitulation en verte campagne de l'UPF, il n'y a qu'une seule opposition: l'opposition natio-

JEAN-LOUIS SAUX

sidente de modifier l'ordre du jour, les vingt-sept élus de l'UPF ont quitté la saile.

Plusieurs d'eotre eux, notamment les centristes, avaient considéré qu'après l'acceptation, en pre-

Haute Normandie: M. Rufenacht (RPR) obtient l'appui de Génération Ecologie

ROUEN de notre correspondant

Le conseil régional de Haute-Nor-Le conseil régional de Haute-Nor-mandie a adopté, vendredi 26 février, son budget pour 1993, par vingt-cinq voix contre dix-neuf, avec trois abstentions. M. Antinie Rufenacht (RPR), président du conseil régional, qui dispose d'une majorité relative de dix-neuf sièges, a obtens en outre l'appui de trois élus Génération Ecologie, d'un Vert, d'un écologiste non inscrit et du représentant des chasseurs. En revanche, trois autres conseillers Verts ont préféré s'absteair. Le PS (quatorze élus) et le PCF (cinq élus) ont voté «contre»; le Froat national (huit élus) a refusé de prendre part

En décembre dernier, lors d'un premier examen, le hudget avait été rejeté par le vote négatif des groupes PS et Front national, le PCF et les écologistes, dans leur ensemble, ayant ehoisi l'abstention. Finalement, le budget primitif de la Haute-Normandie pour 1993 s'élève à 2,180 milliards de francs, contre 2.191 milliards de francs en 1992. a 2,180 milliards de francs, contre 2,191 milliards de francs en 1992. Le hudget primitif initial s'élevait à 2,170 milliards de francs. Eutre le premier et le second examens, les mitorisations de programme sont passèes de 1,278 milliard de francs à 1,322 milliard de francs.

Pour parvenir à faire adopter son budget, M. Rufenacht avait longue-ment négocié, depuis le début de ment négocie, depuis le devit de l'année, avec les écologistes, qui ont obtenu des apropositions nouvelles en matière d'environnement et de transport ferroviaire et des actions de solidarité tant en crédits de paisment (+10 millions de francs) qu'en autorisations de programme (+44 millions de francs).

Le second examen du budget a Le second examen du budget a été marqué par l'absence du Front national, qui, dès le début de la séance, a quitté la salie en accusant le président de la région de «compramtssinn afin d'omadouer l'extrême gauche écologiste». La ganche, notamment le PCF, a immédiatement répliqué en soupçonnant M. Rufement « de collusion de fait » avec l'extrême droite : débarrasé de cette apposition-lé, le groupe UPF n'avait plus besoin de négocier le n'avait plus besoin de négocier le soutien de la gauche, ni de discuter

ÉTIENNE BANZET

« Le Monde » et WTN (World Television News) présentent

LE JOURNAL DE L'ANNÉE 1992

en cassette vidéo

Tous les faits marquants de l'année 1992, résumés et expliqués en une heure.

Des images-choc du monde entier, accompagnées de brèves onolyses, vous font revivre l'émotion des grands événements et vous donnent une vision complète et ordonnée de l'année que nous venons de vivre.

« Le Journal de l'année » vous emmène de Maostricht à Sarajevo, d'Alger à Mogadiscio, de Washington à Caracas, de Berlin à Soweto. Il vous roconte aussi les grandes et les petites affaires qui ont secoué la France.

Un document qui ollie la rigueur éditariale aux images les plus spectoculoires.

Une production LMK-Images.

BON DE COMMAND	E

one cossene d'une neure : 99 l'11C + 3 l' l' de port.
Total de la commande :
Nom :
Adresse:
Code postal Localité .
Je règle la somme de :

Envoyez ce bon rempli avec votre règlement à : AADDRESS/LEMONDE, BP 390, 75869 Paris Cedex 18

Un ensemble de mesures annoncées par M. Bernard Kouchner

Toutes les personnes contaminées par le virus du sida seront prises en charge à 100 % par la Sécurité sociale

Au cours d'une conférence de presse, M. Bernard Kouchner, ministre de le santé et de l'ection humenitaire, e ennoncé, vendredi 26 février, que le gouvernement avait décide d'« offrir la possibilité d'une prise en cherge à 100 % per la Sécurité sociale à toute personne séropo-sitive pour le VIH». Il e rendu publiquee de nombreuses mesures destinées à sméliorer la sécurité transfusionnelle.

En décidant de prendre en charge à 100 % la totalité des personnes éropositives infectées par le virus du sida, le gouvernement a donc décidé de suivre les recommandations du rapport Dormont dont nous evious révélé le contenu il y a quelques jours (le Monde du 24 février). Il a du même coup renoncé à ne prendre en charge à 100 % que les personnes

séropositives dont le taux de lympho-cytes T4 est inférieur à 500 par mm³, comme cela avait été envisagé dans un premier temps à la suite d'un arbitrage interministériel.

M. Kouchner en a profité pour annoncer une série de mesures destinées à renforcer la prévention et la prise en charge des personnes conta-minées par les virus du sida et de l'hépatite C. Ces mesures concernent six chapitres:

• 1. La sécurité transfusionnelle.

Un décret, publié fin mars, fixera les obligations suivantes : informer le patient de tout ecte transfusionnel; conserver dans le dossier trace de tout acte transfusionnel; obligation pour les établissements de transfu-sion de tenir un registre incluant l'identification du receveur du pro-duit sanguin qu'ils ont délivré. Ainsi, il ne sera plus possible, comme cela arrivait fréquemment par le passé, d'être transfusé à son insu au cours d'une intervention chirurgicale et, du

En outre, de manière à améliorer En outre, de manière à améliorer la sélection des donneurs, les établissements de transfusion sanguine recevront dans quelques semaines une liste de questions type qui devront obligatoirement être posées à chaque donneur, par un médecin, avant rour don. Le choix des lieux de collecte sera revu avec soin. Outre les collectes en prison, dont l'interdiction a été rappelée par un arrêté du été rappelée par un arrêté du 10 février 1993, les lieux de collectes ne permettant pas un entretien de qualité suffisante entre le médecin et le donneur seront abandonnés « sans

Conformément eux avis de l'Agence nationale de recherche sur le sida, de la Commission consultative de transfusion sanguine et du groupe de rétrovirologie de la Société nationale de transfusion sanguine, le gouvernement a enfir décidé de ne pas mettre en place de dépistage de l'antigène P24 dans les dons de sang

mêma coup, d'ignorer un risque comme cela avait été envisagé un éventuel de contamination.

a 2. La définition du sida. Le ministère de la santé a décidé de modifier la définition du side. A la différence du Centre de contrôle des maladies (CDC) d'Arlanta, qui a inclus des critères biologiques (nom-tire de lymphocytes CD4 inférieur à 200, y compris en l'absence de toute pathologie) dans sa nonvelle défini-tion, les autorités sanitaires françaises ont simplement décidé de rajouter à l'ancienne définition trois nouvelles infections opportunistes (la tubercu-lose pulmonaire, les pneumonies réci-divantes et le cancer invasif du col).

divantes et le cancer invasif du col).

Rappelant que les associations de lutte contre le sida sont très partagées sur l'opportunité de définir le sida à partir de eritères biologiques, M. Kouchner a expliqué que ele choix des Etats-Unis de retenir un critère biologique se fonde notamment sur des considérations liées au mode de prise en charger des patients infectés par le virus du sida et qui e ne sont pas transposables en Francer. En outre, M. Kouchner estime qu'en retenant un critère biologique, on aurait e faussé le suiviépidemiologique.

· 3. L'hépatite C. • 3. L'hépatite C.

De la même manière qu'il avait décidé de procéder à la recherche des personnes transfusées susceptibles d'avoir été contaminés à leur insu par le virus du sida (le Mande du 16 décembre 1992), le ministère de la santé a décidé d'asir ainsi pour les transfusés éventuellement contaminées par le virus de l'hépatite C. En conséquence, un dépistage couplé VIH-VHC sera proposé aux personnes ayant été transfusées.

D'autre part, la Sécurité sociale

somes ayant été transfusées.

D'autre part, la Sécurité sociale prendra en charge les techniques d'auto-transfusion pré et per-opératoires. Le test de dépistage du virus de l'hépatine C sera mis à disposition dans les centres de dépistage anonymes et gratuirs. Ce même test de dépistage du VHC sera pris en charge à 100 % en ville. charge à 100 % en ville.

4. Immnanginbailnas at hépatite C.
 M. Kouchner e indiqué que l'at-tention du ministère avait été attirée récemment sur des possibles varia-

tions du procédé de fabrication (type Cohn Oncley) des immunoglobulines. A la suite d'une inspection réalisée en décembre 1992 dans six centres de fractionnement, il est apparu que seuls deux d'entre eux - Pans et Lille - remplissaient les conditions requises. Et ce alors qu'aueune immunoglobuline produite par cette méthode n'a jamas pu être incriminée dans la transmission du VHC.

née dans la transmission du VHC.

Néanmoins, en attendant que les centres de Lyon, Montpellier, Nancy, Strasbourg et Bordeaux se conforment aux nouvelles règles de la fabrication pharmaceutique, le ministre de la santé a décidé de «suspendre la distribution et de rappeler les stocks d'Immunoglobulines de ces centres ». Seule la distribution des immunoglobulines spécifiques concernant la rage, le tétanos, l'hépatite B et les immunoglobulines anti-D ne sera pas suspendue.

. 5. Le facteur VIII antibémonhi-

Dans le cadre des mesures transi-toires de la loi du 4 janvier 1993 relative à la sécurité en matière de transfusion sanguine et de médica-ment, il a été décidé que le facteur VIII anti-hémophilique Monoclate P, fabriqué par la firme Armour, pour-rait, dès à présent, être distribué par les établissements de transfusion san-

guine. Au terme de eette période transitoire, ce produit pourra obtenir une autorisation de mise sur le mar-ché s'il est préparé à partir de «sang éthique» (obtenu à partir de don-neurs bénévoles) ou «si la commis-sion d'experts compétente estime qu'il justifie l'octroi d'une autorisation dérapatoire».

En ce qui concerne le facteur VIII recombinant, l'autorisation de mise sur le marché ne pourra être délivrée que dans les prochaines semaines, après avis de la commission européenne compétente. Dans l'attente de cet avis, l'importation de ce produit (le Recombinate) est autorisée « dès maintenant» en France en vue de sa prescription, Il est en est de même pour l'Hemophil M.

· 6. Le dépistage.

De 80 000 à 180 000 séropositifs

Chaque médecin recevra dans les Chaque médecin recevra dans les prochains jours une lettre de M. Kouchner l'informant des nouvelles obligations concernant le dépistage prénatal et prénuptial du VIH et des recommandations concernant le dépistage du VHC. Les chirurgiens-dentistes seront, pour leur part, également informés des règles d'hygiène à observer pour éviter tout risque de transmission de l'un ou l'aotre de ces deux virus.

Une manière de prendre date

par Franck Nouchi

NON content d'ennoncer una epactaculaire aérie de mesures, destinées en particultar à améliorer la sécurité transfusionnelle et la prise en charge des personnes contaminées per les virus du sida et de l'hépatite C, M. Bemard Kouchner a, d'évidence, voulu prendre date. Estimant que l'on juge une société par l'organisation de son système de santé publique, il rappelle qu'un tel enjeu est, plus que jamais, fonda-

Il s'adresse tout à la fois aux professionnela de la senté, aux pouvoirs publics et aux médias. «De la tentetion du secret à la recherche du spectaculaire, des risques de l'insou-ciance à la précaution inutile, tous les comportements sont possibles», affirme M. Kouchner. Mais, pour lui, la gravité des problèmes de santé publique impose le maintien, en per-

manence, d'un difficile équilibre entre l'efficecité et la rapidité, l'information et la responsabilité. Rappelent quel avelt été son souci de «transparences et da cresponsabilités, il invite son successeur à préserver l'héritage et faire de la France «une démocratie adulte en matière de santá publique».

L'avenir dire si le pessaga de M. Kouchner avenue de Ségur aura eu pour seul effet, moyennent quelques mesures epectaculeires, de sensibiliser l'opinion publique eux grands thèmes de santé publique, ou si, comme il te proctame, ce pessage e créé un mouvement irréversible à la feveur d'importantes mesures structurellas (création du Réseau national de santé public, de l'Agence du médicament et de l'Agence fran-

La gouvernement devrait avoir l'occasion, dàs les prochains jours, de mettre en harmonia ses intentions et ses ectes avec la publication des décrets de la loi Evin relatifs à la lutte contre l'alcoolisme, Saura-t-il paseer outre eux propne de M. Jean-Pierre Soisson, ministre de l'agriculture, qui avait déclaré qu'il refuserait de signer les décrets d'application de la loi Evin, considérant que «ce texte pénalise la viticulture sans gain évident pour la santé publique (le Monde du 18 février)?

Estiment qu' eil y avait un tien de démagogie et d'outrance dans les déclarations de [son] ami Jean-Pierre Soisson», M. Kouchner e ajouté que, de toute façon, de tele propos na changeralent rien à l'affaire. Et il s pris à témoin M. Bérégovoy qui, le 18 février, a'est engagé à rendre publics ces fameux décrets edès la

60 % la proportion de décès. De

cae de elda evaient été déclarés en France depuis le début de l'épidémie. Parmi ces cas, on estime à 1991 à 1992, le taux d'accroissement du nombre de cas a été de 31 % chez les femmes et de 28 % chez lee hommea. Il y e deux ans, un rapport établi par l'Agence nationala de recherche eur le eida avait aitué entre 80 000 et 180 000 le nombre de personnes séropositives vivant en France.

Au 31 décembre 1992, 22 939

D'après la diraction dea hôpitaux, on comptera en 1993

d'hospitalisation affectuées par des patients infectés par le virus du sida joolt une augmentation de 10 % par rapport à 1992). Les trois régions françaises les plus touchées aont l'Ila-de-France il 051 cas par million d'habitants), las Antilles-Guyane evec 1 017 cas et la Provence-Alpes-Côta d'Azur avec 732 cas. Au cours da l'ennée 1992, les teux d'accroissement les plus élevés ont été enregistrés dens las régions Midi-Pyrénées (42 %) et

Antiles-Guyane (39 %).

Malgré les recommandations des experts

Le «poolage» des sérums avant dépistage a continué au CNTS jusqu'en 1989

Une enquête demandée par le ministère de la santé et de l'ection humenitaire montre que, contrairement oux recommandations formulées dès 1987 par un groupe d'experts, plusieurs établissements de transfusion ont. lusqu'à ces dernières ennées, mélangé des sérums (« poolege ») provenant des dona de seng avant de procèder au dépistage de l'infection par le side. Le Centre nationel de la transfusion sanguine (CNTS) e eu recours à une telle pratique jusqu'à la fin de 1989. Une actualisation des règles epplicables par las CTS est à l'étude, s ennoncé, le 26 février, M. Bernard Kouehner, ministre de le santé et de l'action humanitaire.

Le diagnostic des traces de l'infection par le virus du sida se fait par la recherche dans le sang de la présence des enticorns dirigés contre ce virus. Ce dépistage impose une recherche individuelle, le diagnostic étant fait échentillon sanguin par échentillon. Pourtant, des laboratoires ou des centres de transfusion ont, pour des raisons d'économie, pratiqué durant des années la technique du «poolage» des échan-tillons. Une étude du Laboratoire national de la santé (le Monde du 23 février) vient de conclure que de tels procédés sont préjudiciables aux intérêts de la santé publique dans la mesure où ils augmentent le risque de ne pas diagnostiquer comme séropositives des personnes réelle-

La question de la fisbilité du dépistage dans les mélanges s'est posée dès la mise au point des tests. Le 13 juin 1985, le groupe «sida et transfusion» (sous-groupe «marqueurs viraux») de la Société nationala de transfusion sanguina (SNTS) indiquait : «Si un dépistage individuel (...) parait indispensable, ce dépistage a semblé utile à pratiquer

sur les pools de plasma pour tenter de rattraper d'éventuelles erreurs lors du dépistage individuel.» Il s'agissait done d'étudier les possibilités techniques d'établir un second maillage.

Des arguments pouvaient alors plaider en faveur d'un tel procédé, puisqu'il était nécessaire, pour l'utili-sation de ces tests de première géné-ration, de diluer les réactifs. Une publication française fut entièrement consacrée à ce sujet en 1986 (1). Après différentes études, le groupe de spécialistes de la SNTS se pro-nonçait, la 18 décembre 1986, à l'unanimité, «contre la pratique du dépistage par pools », pour des raisons de sécurité. Il était néanmoins décidé de poursuivre une analyse tillons «coquins» (à piège) à quatre

«A l'économie»

Le 24 mars 1987, le groupe confirmait qu'il était «unanime pour ne pas recommander la pratique du dépistage des anticorps anti-HIV sur pools ». Le compte-rendu précisait que, après une eultime vérification de la sensibilité », « une note sur les conclusions du groupe» serait trans-mise à la commission consultative de transfusion sanguine. Rien ne permet d'assirmer que cette note a bien été transmise.

«A mon sens, nous e déclaré le professeur Jean Ducos (CTS de Thu-louse), alors président de la commission consultative, il n'y avait pas à interdire une pratique qul, de toute manière, n'était pas autorisée. Depuis toujours, en matière de dépistage sanguin, les tests doivent être réalisés sur chaque don individuellement. ment. Envisager d'avoir recours au poolage pour des raisons évidentes de rentabilité n'était, dans le meilleur des cas, qu'une ineprie. En fali, la question initiale qui était posée concernait le tiers-monde. Les pays démunis pouvaient-ils trouver dans le poolage des sérums une forme relati-vement efficace de dépistage à l'éco-nomie? Cette hypothèse de travail s'est révélée une grave erreur compte tenu des taux de séropositivité ren-

contrés dans les pays d'andémie. Pour la France, cette hypothèse était, dès le départ, tout à fait intolérable, se Les arguments techniques avancés en 1986 devaient perdre toute valeur avec l'arrivée des tests n'im-

posant plus la dilution des réactifs. L'enquête lancée ou lendemain de l'affaire du laboratoire d'Artois vient de faire apparaître que plusieurs CTS ont continué à mettre en œuvre le poolage des sérums bien après les prises de position du groupe des experts. Le CNTS l'a fait sur l'ensemble de ses dons (200 000 par an) jusqu'au mois de décembre 1989.

On indique aussi, au ministère de la santé, que le CTS de la Réunion a procédé de la même manière jusqu'en 1991-1992. D'autres responsables de CTS expliquent avoir mis en œuvre un tel procédé jusqu'en 1987 « parce que le CNTS le falsait». Une telle attitude soulève deux pro-bièmes : celui des donneurs de sang, à qui un ne pouvait fournir une information totalement fiable sur leur statut sérologique: celui des receveurs car le risque d'infectiosité des produits sanguins dépistés de cette manière n'est pas connu.

Une inspection réalisée par la direction générale de la santé s'efforce, nu travers d'un échantillon-nage de laboratoires privés, de déter-miner la réalité des pratiques mises en œuvre, tandis qu'une enquête sur les conséquences des poolages par les CTS sera confiée au Laboratoire national de la santé.

M. Bereard Kouchner n déclaré, le 26 février, qu'en matière de dépis-tage du sida les pratiques étaient edifférences » entre les centres de transfusion et «les laboratoires privés ou publics qui effectuent deux tests».

« Les règles de dépistage virologiques doivent, dans la mesure du possible, être identiques dans les laboratoires d'analyses et dans les établissemen de santé», a-t-il ajouté.

(1) Cette étude, signée des docteurs El Khoury (Sao-Panto, Brésil). A Muller et D. Richard (CNTS), a été publiée dans la Revue française de transfusion et immuno-hématologie (1986, pr 3).

JUSTICE

Mise en cause pour des visites domiciliaires

L'administration française des douanes est condamnée par la Cour européenne des droits de l'homme

Dans trois arrêts rendus jeudi 25 février, le Cour européenne das droits de l'homme e condamné le Frence pour des infractions commises par l'administration dss douanss sntre 1977 et 1983, La Cour de Strasbourg a accordé 170 000 francs à titre de dédommagement aux requérants qui, soupçonnés d'évasion de capitaux, svalsnt subl dss visites domicilisires accompagnées de saisies de documents. Elle e jugé que les doueniers avaient elnsi violé les droits à la présomption d'innocence et à un procès équitable, ainsi qua le respect de la vie privée et fami-

STRASBOURG

de notra correspondant Enquêtant sur des relations finan-

cières illicites evec «l'étranger», des agents des douanes, assistés d'un officier de police judiciaire, fouillaient le 14 janvier. 1980 le domicile de M. Jean-Gustave Funke, représentant de commerce allemand vivant en France, et y suisiement appoiet de France, et y saisissaient nombre de documents et objets. Ils invitaient, en outre, M. Funke à produire des relevés de comptes bançaires ouverts en dehors du territoire français.

Deux ans plus tard, l'administra-tion obtenuit du tribunal d'instance de Strasbourg une ordonnane, confirmée en appei, prononçant la saisia des biens de M. Funke à concurrence da 100 220 francs pour garantir le paiement des sanctions dousnières. M. Funke décédsit en juillet 1987, avant la fin des pro-cédures nationales (tribunal de police, Cour de cassation, cour d'ap-pel de Colmar). Sa veuve poursuivait l'action devant la juridiction de Strasbourg, saisie en février 1984.

Dans son jugement, la Cour euro-péenne des droits de l'homme a constaté que les douanes ont provo-qué la condamnation de M. Funke

pour obtenir des documents dont avoir la certitude. Faute de pouvoir se les procurer par un autre moyen, l'administration a tenté de contraindre le requérant à fournir lui-même la preuve des infractions supposées. L'arrêt dit : « Les particularités du droit douanier ne sauraient justifier une telle atteinte au droit, pour tout accusé (...), de se taire et de ne point contribuer à sa propre incrimina-

Pour des soupçons comparables et dans les mêmes conditions, les douanes ont perquisitionné, entre janvier 1977 et février 1980, au domicile et aux résidences de M. Paul Crémieux, PDG de société. Une grande quantité de documents était saisie, et le requérant était inculpé en novembre 1982. L'administration consentait toutefois à une transaction, et une ordonnance de non-lieu mettait fin aux poursuites pénales en juin 1987. Mais M. Cré-mieux contestait la régularité et la constitutionnalité des perquisitions et des saisies. Après le rejet de son

pourvoi en cassation en janvier 1985, il se tournait vers la Cour euro-pécane. Cello-ci vient aussi de juger qu'il y 8 cu dans ce cas e immiction dans la vie privée et la correspon-dance ainsi que dans le domicile du

Les juges européens sont parvenus aux mêmes conclusions dans la der-mère affaire qui concerne les époux William Miailhe. En janvier 1983, ceux-ci ont subi des visites domiciisires dans les locaux qu'ils occupaient et qui étaient également le siège du consulat des Philippines. Quinze mille documents ont été saisis, dont scule une partie leur fut restituée. Les requérants, qui vou-laient que la justice française pro-nonce « la muliué des saisies », ont été déboutés à chaque stade de la procé-dure : tribunal d'instance et de grande instance de Paris, cour d'appel et Cour de cassation. Ils auront attendu plus de six ans avant que la requête, déposée en décembre 1986 auprès de la juridiction européenne, aboutisse à un résultat.

MARCEL SCOTTO

hOES aura la responsa

20.00

L'entrée en vigueur du nouveau code de procédure pénale

Six associations de magistrats et de policiers prévoient

lundi le mars, du nouveau code de procédure pénale, six associations et syndicats de magistrats et de policiers affirment que de «graves incertitudes subsistent sur le sens et la portée de certaines des dispositions les plus importantes» de la loi. Ils ajoutent que « des divergences d'application inadmissibles en résulteront, au détri-ment des libertés individuelles et de l'efficacité de l'enquête pénale».

Dans un communiqué diffusé vendredi 26 février, l'Association fran-

(AFMI), l'Association professionnelle des magistrats (APM, droite). l'Union syndicale des magistrats (USM, modérée), le Forum pour la ustice, l'Observatoire des libertés et le Syndicat des commissaires et hauts fonctionnaires de la police pationale affirment qu' « aucun moyen en matériel et en personnel n'a été dégagé dans les juridictions, les services de police et les barreaux», avant de conclure: «Sauf à consentir à ne traiter qu'une infime partie de la delinquance, le blocage de l'institution

un «blocage» de l'institution judiciaire A la veille de l'entrée en vigueur,

caise des megistrats instructeurs judiciaire semble inévitable.»

Le gouvernement français vient de refuser une trentaine de demandea de visa à des imama algériens et égyptiens invités en France pour la période du ramadan. Cette décision a provoqué une vive irritation de M. Dalil Boubakeur, recteur de la Mosquée de Paris, qui s'est adressé directement, vendredi 26 février, eu président de la

Le ramadan, qui e commencé en France lundi 22 février, se manifeste toujours par une sensible élévation de la participation aux prières dans les mosquées et autres lieux de cuite musulmans. Ceux-là font donc traditionnellement appel à des imams de l'étranger, notamment pour certaines fonctions spécialisées comme la scansion coranique (tajwid) ou la récita-tion des prières de la nuit de rama-dan (tarawih). Or, M. Dalil Boubakeur, recteur de la Mosquée de Paris, vient d'être evisé par les ambassadeurs d'Algérie et d'Egypte en France que les demandes de visa temporaire, déposées par vingt-deux imams algériens et une dizaine d'Egyptiens ouprès des représeatations diplomatiques françaises eu Caire et à Alger, evaient été refusées

L'information a été confirmée, vendredi 26 février, par le ministère de l'intérieur. Celui-cl fait valoir qu'en ce qui concerne l'Algérie une mesure identique evait déjà été prise l'an demicr pour le ramadan. En ce qui concerne l'Egypte, M. Paul Qui-lès, ministre de l'intérieur chargé des

Mahjoub, ministre des affaires reli-gieuses en visite en France, que Paris n'accorderait plus d'autorisations de séjour, même à titre temporaire, à des imams égyptiens. Ceux-ci ne cor-respondent pas à un réel besoin, compte tenu de la faiblesse numérique de la communauté égyptienne

M. Mahjouh n'avait pas, semble-t-il, compris le message. De notrveau à Paris en janvier, il avait encore promis à M. Boubakeur de hi envoyer des imams de Puniversité d'El Azhar, comme l'an dernier, où une dizaine d'entre eux étaient venus diriger les prières du ramadan dans des mosquées de Paris, de Lyon, de Saint-Etienne et de Marseille.

Si, explique-t-on en substance en ministère de l'intérieur, nous ouvrons la porte à des contingents d'imams égyptiens, au nom de quoi la fermer à des imams qui voudraient venir d'Arabie saoudite, du Sénégal ou de l'Iran? Le nombre d'imans actuellement en France, estimé à environ un millier, serait suffisant pour répondre aux besoins spirituels de la communauté musulmane, y compris pour la période exceptionnelle de jeune, de pénitence et de prière du ramadan.

Cette positioo est cohérente avec ligne observée depuis 1988 par M. Pierre Joxe, alors ministre de l'intérieur, suivi par ses successeurs, MM. Marchand et Quilès. Elle se résume à favoriser l'émergence d'un islam « à la française», émancipé de ses tutelles étrangères, protégé non sculement d'infiltrations islamistes, mais aussi des querelles d'influence

Danais, souhantant s'inscrire à l'insti-tut islamique de Saint-Léger-de Fougeret (Nièvre), eppartenant à l'Union des organisations islamiques de France (UOIF). De même, un imam proche du FIS algérien a été expulsé l'an dernier de la mosquée

«Intolérance caractérisée »

Cette politique de fermeté est jugée excessive par M. Dahl Bouba-keur, qui fait valoir le déficil d'imams formés et compétents en France. « Un islam français, je suis naturellement pour, mais laissez-nous le temps et donnez-nous les moyens de le préparer», explique le recteur de la Mosquée de Paris. Il vient de rencontrer M. Michel Girand, président du conseil régional d'Ile-de-France, à qui il e demandé de l'aide pour créer un institut supérieur de théologie et d'islamologie.

En attendant, M. Boubakeur se plaint de plus en plus vivement des « brimades » du ministère de l'intérieur à son égard. Il a immédiatement réagi à la décision de refus des visas opposée aux imams égyptiens et algériens par une lettre au prési-dent de la République en date du vendredi 26 février: e A aucun moment, écrit-il, la France, qui entend cultiver l'amitié du monde musulman, n'avait pris de semblables mesures d'intolérance caractérisée. » Il presse le chef de l'Etat de e rappeler les, ministre de l'intérieur chargé des et de pouvoir que se livrent les capide la France, foite d'amitié et cultes, evait déjà signifié, en novemau ministère de l'intérieur la tradition

taires musulmans, informés des étranges mesures prises par M. Qui-lès, ont été surpris, indignés, et risquent de réagir contre les relations de la France en pays musulman».

Ces refus de visas ne sont pas étrangers, en effet, au dossier des relations tumultuenses entre le gouvernement, qui entend que l'islam en France vive enfin de ses propres forces, et une Mosquée de Paris qui, malgré l'élection d'un recteur français il y e un an, entretient tonjours des liens statutaires et financiers evec l'Algérie et de plus en plus formels avec l'Egypte.

M. Quilès avait récemment déclaré « inacceptable que la Mosquée de Paris soit inféodée à une puissance étrangère» (le Monde du 17 décem-bre 1992). Et M. Roland Dumas luimême e déclaré jeudi 18 février, en recevant son homologue algérien à Paris, que « les autorités françaises souhaitent pouvoir disposer d'interlo-cuteurs représentant l'importante religion musulmane pour trouver des solutions aux différends qui peuvent encore exister, notamment s'agissant de l'avenir et du rôle de la Mosquée

Ce conflit, dont l'enjeu est ni plus ni moins l'indépendance de l'islam de France, risque d'être arbitré lors des prochaines élections législatives. Il y e longtemps que, pour sa part, M. Bonbakeur e pris date evec M. Jacques Chirac qui, en tant que maire de Paris, vient de prendre en charge une partie des travaux de rénovation de la Grande Mosquée.

HENRI TINCO

Réfection de la pelouse

La mise au vert du Parc des

Sur la pelouse du Parc des Princes, à Paris, jardiniers et bulldozers out remplece les joueurs. Jusqu'au 12 mars, ils s'attaquent aux parties les plus détériorées : le milieu du terrain et la surface de réparation devant les buts, soit 3 000 m² des 7 500 m² de la surface jnuable. L'herbe e été arrachée et 300 m³ de sable, Irop épais pour que les sane, frop épais pour que les semences puissent s'épanouir, ont été dégagés. Un grain plus fin est épandu. Samedi 27 février, on devait poser les premières plaques du nou-

L'aire de jeu du Parc était devenue une vraie taupinière. A l'origine du désastre, la réfection du Jerrain. en juin 1992, opsès le Jumping de Paris. «Le règlement stipule que l'on refasse enlièrement un stade après une épreuve équestre par mesure d'in-giène, explique Patrice Lafarge, jardi-nier en chef du Parc des Princes. Après les travaux, six semaines Apres les travaux, six semaines auraient été nécessaires pour que l'herbe respire et se fortifie. Mais l'organisation du Tournoi de Paris de football, trois semoines après, a empêché in nature de suivre son cours.» En août dernier, lorsque Canal Plus reprend la concession de

l'exploitation du Parc, l'herbe est dans un piteux état. Jugé trop fin, bourg, le 7 mars. Deux des trois fermer le stade, le PSG risquant alors seur ne parvient pas à prendre racine, victime d'une pluie tenace et des crampons des joueurs, longs de 1,2 à 1,8 centimètres. Impossible d'envisager de jardiner pendant Phiver. La pelouse se languit du printemps et ne tient pas le coup, victime des mêlées et des tacles.

Après le match France-Ecosse, samedi 6 février, son état est déplorable. « Comma si un troupeau d'éléphant était passé dessus», plaisantent les ouvriers. Deux semaines plus tard, lors de la rencontre du championnat de France de première divi-sion PSG-Toulouse, les ballons sont déviés par les mottes de terre.

Les Anglais à la rescousse

e Tout refaire était lo seule solu-tion», estime Lionel Dreksler, direc-teur de la société concessionnaire de l'exploitation du Parc des Princes. Il n fallu débourser 3,5 millions de francs et priver pour quelque temps les footballeurs parisiens de leur jar-din. Ceux-ci devront disputer en Alsace leur trente-deuxième de finale concerts estivaux prévus ont été
annulés. Scul Johnny Hallyday aura
le droit de cité au Parc, le 19 juin.
Le groupe irlandais U2 et Paul
McCatney ont été pués d'aller chercher fortune ailleurs.

Paris accueille aujourd'hui des hôtes britanniques de marque : Steve Tingley, le jardinier en chef du prestigieux stade de Wembley, à Londres, et vingt de ses confrères. Les Anglais disposent des meilleurs moyens pour refaire à neuf m gazon dans les plus brefs délais. Ils sont venus avec une machine unique an monde, capable de poser des plaques d'un mètre carré d'herbe épaisse de 5 centimè-tres. Les nouveaux brins sont fran-

Steve Tingley ne craint que la neige et le gel. Les deux prochaines tranches de travaux sont prévues du 21 mars an 3 avril et du 4 en 17 avril. Il fant faire vite et bien car, entre-temps, quatre matches auront été disputés. Sept nouvelles rencontres sont programmées avant la trêve tres sont programmées avant la trêve estivale, à la mi-juin. Si le gazon n'a pas reverdi à la reprise du championd'être exilé en banlieue.

Depuis sa « mise en service » en

Depuis sa « mise en service » en 1972, l'herbe du Parc des Princes avaif déjà connu de nombreuses infortunes. Il y e dix ans, des plaisantins avaient même suggéré qu'on y installe une moquette synthétique. En reprenant la concession, Canal Plus s'était engagé à consacrer 30 millions de francs sur six ans pour la rénovation des buvettes et des vestiaires. Il entend ratisser large pour rentabiliser l'entretien du stade, qui s'élève à 24 millions de francs en 1992, en organisant plus d'événements non sportifs, comme des concerts.

«A condition de trouver des pro-tections suffishnitas pour le revêtement», note Lionel Dreksler. Pour cela, il compte, encore une fois, sur le savoir-faire britannique. En 1992, lors de quatorze concerts, des milliers d'amateurs ont foulé, sans haurte le cazon de Wembley. A heurts, le gazon de Wembley. A l'exemple de son aîné, le Parc des Princes préférera leurs trépignements aux sabots des chevaux.

BÉNÉDICTE MATHIEU

FOOTBALL: championnat de France Les attaquants

La vingt-septième journée du chempion-mat de France de footbell, disputée ven-dredi 26 février, a été la plus profifique et l'une des plus surprenantes depuis le début de la saison avec trente et un buts manqués et cinq victoires obtenues en déplacement.

en verve

Caen b. "Le Havre.... "Lens et Lille Bordeaux b. Nantes... Valenciennes b. Toulouse... "Metz b. Paris-SG...... Saint-Etienne b. "Lyon..... Sochaux b. Toulon..... *Auxerre b. Montpellier.....

Monaco b. Marseille

Strasbourg b. Names..... Classament : 1. Monaco et Marseille. Classament: 1. Monaco et Marseille, 37 pts; 3. Paris-SG et Bordeaux, 35; 5. Nantes, 34; 6. Saint-Etienne, 31; 7. Strasbourg, 30; 8. Auxerre, 29; 8. Sochaux, 28; 10. Lyon, 27; 11, Metz, 26; 12. Montpellier, 25; 13. Caen et Tou-louse, 24; 15. Lens, 23; 18. Valen-ciennes et Lille, 21; 18. Le Hevre, 20; 19. Winnes, 17; 20. Toulon, 16.

Quand on est considéré comme le « meilleur quotidien

Le Monde ● Dimanche 28 février - Lundi 1^{et} mars 1993

COMMUNICATION

Les difficultés du « meilleur quotidien local »

«Agen sans «le Petit Bleu»

ce serait Paris sans la tour Eiffel!»

local », est-on assuré d'échapper aux difficultés? Voici l'histoire du *Petit Bleu* de Lotet-Garonne, qui a'eat vu décerner ce titra élogieux au terme du troisième Festival des médias locaux qui a regroupé un millier de participants, les 2 et 3 février, à Mame-la-Vallée.

correspondance

Les Agenein sont formels: leur Petit Bleu, c'est une institu-tion I Le Parisien de passage qui fereit une moue mondelne devant ses colonnes d'avis de décès et de petites annoncen, ses petites nouvelles de le vie quotidienne, son tirage de treize mille exemplaires et sen six mile abonnés se mettrait grave-ment le doigt dans l'œil. A l'échelle du terroir, ces informations prosaiques et ces chiffres d'epparence modeste expriment l'ettachement de toute une population à son journal. «C'est le journal du coin»; «le journal de proximité type»; «il s'implique entièrement dens le vie locale ... L'un des conseillers municipaux, M. Alain Four-geeud, élu du PCF, affirme même : « Agen sens le Petit

Bleu, ce serait Paris sans la tour

C'est, à coup sûr, une beile histoire. Elle commence en 1914, eu début de la Grande Guerre, Le directeur de l'Imprimerie moderne, M. Paul Arjo, décide d'éditer deux fois par jour les communiqués officiels du gouvernement pour apporter à see concitoyens, esns délei, chaque après-midi, les nouvelles du front. Il le fait sur une feuille bleue dont personne, très vite, ne peut plus se passer, et qui, très vite, élargira donc non Information à toutee les nouvelles de le cité. Le Petit Bleu

Aujourd'hul, il n'n plus de bleu que son titre, mele il incarne toujours l'identité de ce Lot-et-Garonne écartelé entre deux régionn. l'Aquitaine et Midi-Pyrénées, coincé entre le Périgord et la Gascogne, tiraillé entre Toulouse et Bordeeux. Il reste le fil bleu d'une communauté fortement ancrés dans sa mémoire mais qui ne refuse pas le modernité. La preuve : en 1967, devenu le Petit Bleu de Lot-et-Garonne, il fut l'un des premiers quotidiens françain à être imprimés en offset.

Mais on e beau être le emeil-sant désormeis le matin at devenu, depuis 1982, eprès le rechat de l'Imprimerie moderne par le groupe de la Dépâche du Midi, l'un des fleurons de la familla Baylet, qui e'en sert comme d'un contre-feu face à son rival régional, Sud-Ouest, le Petit Bleu traverse une mauvaise paese. Le direction de la Dépêche du Midi trouve que l'imprimerie moderne n'est plus compétitive et que le Petit Bleu e trop tendance à devenir, compte tenu de son coût de fabrication, un produit de luxe . Elle e bâti un plan de restructuretion prévoyant vingt-cinq licenciements eur un effectif d'une centaine de personnes et uns réduction de la masse saleriale de l'ordre de 8,5 % à 12 %

> Une grève et une démission

Du coup, le Petit Bleu a brusquement viré eu rouge colère. L'intersyndicale CGT-CFDT du et de l'Imprimerie a décienché une grève et les rotetives se sont errêtées entre le 25 janvier et le 1ª février. Les Agenais ont alors eu le privilège d'une édition pirete de quetre peges, tirée à quinze mille exempleirea, dens laquelle len grévistee brosselent de le famille Baylet une série de portraits à l'emporte-pièce. Cette initietive a coûté sa place eu président-directeur général du Petit Bieu, M. Jeen-Marie Héllian, un ancien délégué du Syndicat du Livre, qui s'était teillé une forte réputation en condulsant, à Bordeaux, une longue grave contre Sud-Ouent, en 1972, evant de perticiper eu comité de direction de la République des Pyrénées puis de passer, en quelque sorte, à l'ennemi, en ecceptent de le Dépêche du Midi, en 1982, le présidence de l'imprimerie moderne à Agen.

Officiellement, M. Héllian s'est démis de son mandat a pour raison d'éthique et de santé. » Il a été remplecé par M. Louie Martinez, jusque-là secrétaire générel edministratif de la Dépêche du Midi. Celul-ci e eussitôt réduit à quinze le nombre des licenclemente envleegés et donné dee essurencee de reclaesement. Le Lot-et-Geronne e ainsi retrouvé son Petit Bieu depuis le 2 février, mais le daute s'est ineinué dens le population. Se pourrait-il que le Petit Bleu disparaisse un jour?

Tous les Ageneis veulent conjurar cette inconceveble hypothèee. Certaina reprochent pêle-mêle eu meire, M. Peul Chollet, député apparenté UDF, au président du conseil général, M. Jean François-Poncet, et au premier sacrétaire de la fédération socialiste, M. Glibart Fongaro, de leater « sourds » eux eppels lancés par les salariés du eppeis unces par les salaries du journel; d'eutres estiment que M. Jean-Michel Beylet aurait dû « user de son influence eu gouvernement > pour nortir l'Imprimerie moderne de l'ornière économique et financière. Selon le même conseiller municipal communiste, M., Fourgeeud, eeudelà de l'attachement sentimentel de la ville è cet élément vivant de son patrimoine culturel se pose beaucoup plus pro-fondément, pour elle, la possibi-lité d'exercer de façon plurielle et indépendante son droit d'expression. »

Si la mobilisation est presque générale, c'est tout simplement parce que, rour la première fois depuis noixante-dix-neuf ans, le Petit Bleu semble menacé dens son existence. Cette incertitude donns des bleus à l'ârne de ees lecteurs. Feut-il ejnuter que ceux-ci ont reçu comme un beume le titre honorifique décerné à leur journel par les autres localiers réunis à Marne-

JEAN-JACQUES ROLLAT

Selon le PDG de la Sofirad

Huit candidats seraient prêts à participer à la privatisation de RMC

Dans un entretien accordé à l'hebdomadaire Stratégies du 26 février, le président-directeur général de le Sofired affirme le accordé à se positionner en chef de file se Indépendamment des aspects polinécessité, politique et économique, de la privatisation de Radio Monte-Carlo, filiele à 83 % du groupe d'Etat

« La première résulte de la loi de 1982 qui a abrogé le monopole de l'audiovisuel», estime M. Gérard Ganser, qui poursuit : « Toutes les grandes radios sont adossées à des groupes puissants. Ce n'est plus le cas de RMC depuis les privatisations » d'Europe 1 et de Sud-Radio. M. Ganser se refuse toutefois à

dévoiler les évaluations de RMC qui résultent des audits déjà menés tions dans ou en cours, ainsi que l'identité des Somera».

e Indépendamment des aspects poliliques », M. Ganser « pense que in privatisation n'aura pas lieu avant la fin du mois de mars... pour de simples raisons techniques ». Il faut. en effet, souligne-t-il, « reconfigurer RMC s, car senies soat à vendre les activités de radio commerciales : le programme généraliste RMC, le participation de 51 % dans Nostalgie, celle de 100 % dans la régie GEM. Resteraient propriétés « de la Sofirad et de la principauté de Monaco : l'immeuble de Monte-Carlo, les émetteurs et les participa-tions dans TMC, Technisonor, la

le virus du sida Securité sociale

DÉFENSE

Sur décision du premier ministre

Le CNES aura la responsabilité des programmes spatiaux militaires

Le Centre national d'études spa- le système de communications Syratiales (CNES) sera désormais sous la double tutelle, d'une part, du minis-tère de la recherche et de l'espace (ce qui étail déjà le cas) et, d'autre part, du ministère de la défense (ce qui est nouveau). Le premier minis-tre, M. Pierre Bérégovoy, l'a ennoncé vendredi 26 février. Son projet, précise-t-il dans un communiqué, est d'e associer plus étroite-ment la conduite des activités spatiales civiles et militaires», e A ses missians civiles, ajoute M. Bérégo-voy, le CNES voit s'ajouter la responsabilité des programmes spatiaux militaires, ainsi que des études financées par le ministère de la défense » Cela représente un investissement total de 11 à 12 milliards de francs

Depuis plusieurs années, le CNES était très impliqué dans le programme spatial militaire français. Notamment au travers du programme de satellite d'observation Hélios, dérivé de Spot, en liaison nvec l'Espagne et l'Italie. Son rôle s'était, en revanche, limité au sup-port et à l'expertise techniques pour

cuse, embarqué sur les satellites civils Télécom, dont la maîtrise d'œuvre était assurée par France-Té-lécom. « La synergie entre spatial civil et militaire est évidente. A l'heure où la part de l'espace monte en puissance dans le budget de la défense (NDLR: 3,5 milliards de francs aujourd'hui, 5 à 6 milliards à l'horizon 2000), une clarification des rôles était indispensable », estimet-on au ministère de la recherche et de l'espace.

Au ministère de la défense, oo indique que la délégation générale pour l'armement (DGA) conserve, eo liaison evec l'état-major des armées, le contrôle des parties «sol» et spatiales des systèmes lorsqu'ils soat opérationnels, e'est-à-dire les satellites d'observation et de télécommunications militaires définis avec le CNES. Le statut du CNES devra être modifié sur quelques points. Un autre texte précisera que le comité Delta de coordination (créé en 1991) sera coprésidé par les deux ministres concernés.

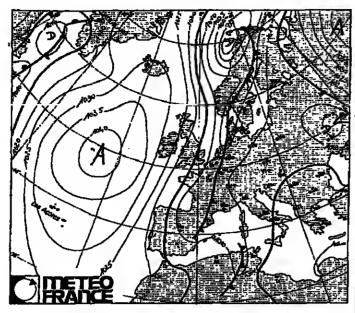
Le CNES se voit donc confier la programmes de défense,

maîtrise d'œuvre des programme militaires, outrefois ettribuée à la DGA. En contrepertie, il est placé sous double tutelle des ministères de la défense d'une part, de la recherche et de l'espace d'autre part.

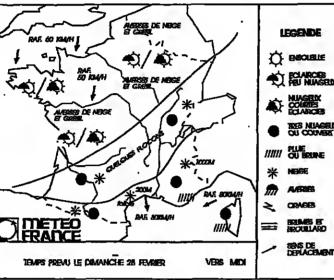
Ces décisions ont été prises au terme d'une année d'intenses discussions, voire de conflits. Face à la DGA, qui souhaitait garder ses prérogatives et qui e le sentiment que les civils ont lancé « une véritable OPA sur la manne budgétaire de l'espace militaire», le CNES était anxieux de se voir confier de nouvelles tâches, surtout après la mise en sommeil du projet de navette Hermès. De la fusée Ariane-5 aux satellites d'observation de la Terre et de surveillance de l'environnement, la majeure partie des programmes spatiaux sont aujourd hui européens. Leur maîtrise d'œuvre échappe donc de plus en plus au CNES pour être assurée par l'Agence spatiale européenne (ESA), dont la structure juridique l'empêche de s'intéresser à des

METEOROLOGIE

SITUATION LE 27 FÉVRIER 1993 A 0 HEURE TUC



PRÉVISIONS POUR LE 28 FÉVRIER 1993



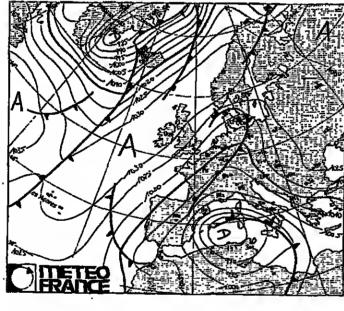
Dimanche, Giboulées et aversus de neign au nord-ouest, Flocona de neige au sud-est. - Sur la moltié sudest du pays, le ciel restera couvert toute le journée avec des précipitations, Des Pyrénées au Massif Central et eu Nord-Est et sur les Alpee du Nord, les neiges resteront éparses. Il neigera au-dessus de 1000 mètres sur lee Alpea du Sud, et eu-dessus de 1400 mètres en Corse. Près du golfe du Lion, puis jusque aur l'est de Midi-Pyrénées en après-midi, des neiges se produiront à plus basse altitude au-dessus de 200 mètres. Sur la Côte-d'Azur

et les côtes varoises, les nueges ne ont que de la pluie. Sur la moitié nord-ouest, le ciel sera plus variable. Les éclaircles elterneront evec des passages nuagueux donnant des giboulées et des avarses de neige.

Les températures seront froides pour la salson. Au lever du jour, il fera le plus souvent entre 0 et -3 degrés dans l'intérieur, entre 0 et 2 degrés sur les côtes bretonnes et l'Aquitaine, jus-qu'à 4 degrés près de la Méditerranée.

L'après-midi, les températures seront le plus souvent comprises entre 0 et 3 degrés dans l'intérieur, entre 4 et 5 degrés près des côtes.

PRÉVISIONS POUR LE 1" MARS 1993 A 0 HEURE TUC



TEMPÉRATURES maxima - minima et tampa observé Valeurs extrimes relevées entre le 27-2-93 la 26-2-1993 à 18 heures TUC et la 27-2-1993 à 6 heures TUC FRANCE STRASBOURG 5 -4 C MADRID 12 4 N				
AJACCIO 10 3 C BLARRITZ 8 4 P BOBDEAUX 10 2 C BOURGES 5 6 C BREST 9 4 N CAEN 6 3 C CLERBOURG 8 3 C CLERBOURG 8 3 C CLERBOURG 6 - 1 DIJON 1 - 2 ERENOBLE 6 - 2 C LILLE 5 1 C LIMOGES 1 - 1 LIMOGES 1 - 4 R	ALGER 12 5 P AMSTERDAM 4 2 N ATRIENS 12 3 N BANGKOK 35 25 N BARCELONE 11 2 P BELIGRADE 0 -10 D BERLIN 3 -5 C BRIXELLES 4 1 P COPENHAGUE 2 - t ' DAKAR 25 18 D GEREYE 4 -4 C ISTANBUL 3 1 N JERUSALEM 22 8 N LE CAIRE 21 12 D LUNDRISS 5 1 D LONDRISS 5 9 N	MADRID 12 4 N MARRAKECH 18 6 N MARRAKECH 18 6 N MERICO 22 11 D MILAN 16 1 C MONTRÉAL -10 - 2t D MOSCOU -4 -0 . MOSCOU 14 12 N MEW-DELHI 19 14 C NEW-DELHI 19 14 C NEW-DELHI 19 14 C NEW-ORK -4 -6 D PALMA 12 0 N PÉRE 2 1 D RODELANSISO 28 22 - ROME 17 13 - SÉVILLE 18 9 D SINGAPOUR 32 24 C SYENEY 32 21 D TOKYO 12 4 C TUNIS 14 5 C VARSOVIE -2 -4 V VENISE 8 6 N VIENNE 3 -10 D		
A B C ciel couvert	D N O ciel ciel crage	P T + neige		

TUC = temps universel coordonné, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver. (Document établi avec le support technique spécial de la Météor

TÉLÉVISION

Les programmes compints de radio et de télévision sont publiés chaque semaina dans notre supplément daté dimanche-lundi.

Signification des symboles : > signalé dans « in Monde radio-télévision » : □ Film à éviter : ■ On peut voir ; ■ Ne pas manquer : a ■ Chef-d'œuvre ou classiqua.

Samedi 27 février

TF 1

20.45 Spectacle: Madonna,

22.30 Côté enfants. 22.35 Téléfilm : Les Yeux de le nuit.

De Jag Mundhra. 0.15 Magazine : Formule sport.

FRANCE 2

20.50 Divertissement: Surprise sur prise. 22.25 Magazine: Ardimat. 23,35 Journal et Météc.

23.55 Magazine : La 25 Heure. URSS : maîtres et élèves. L'éducation dans l'ex-Union soviétique.

FRANCE 3

20.45 ▶ Téléfilm : Condamno au eilence. De Roger Andrieux. 22.15 Journal et Météo. 22.40 Magazine : Strip-tease.

23.30 Série : Monty Python's Flying Circus (rediff.). M 6 20.35 Divertissement:

Tranche de rire. 20.40 Téléfilm : 23.35 Magazine : Salut Menu. La Traversée de l'enfer. De Carl Schultz. 0.20 Continentales Club. Meil-leurs moments de la semaine. 23.10 Série : Clair de lune.

Dimanche 28 février

TF 1

20.40 Cinéma : La Chèvre. Film français de Francis Veber [1981]. 22.20 Magazine: Cine dimencha.

22.30 Cinéme : Le Diable par le queue.
Film fran-cais de Philippe de Broca (1968). 0.10 Journal et Météo

0.20 Magazina: Le Vidéo Club.

FRANCE 2 20,50 Cinéma : Commando.

Film américaln de Mark L. Lester (1885). 22.25 Cinéma :

Meurtres en cascade. Film américain de Jonathan Demme (1879). 0.05 Journal et Météo. 0.20 Magazine ;

Musiques eu cœur. Hommage à Tchaikovski.

FRANCE 3

20 45 Jen : Oues pour un champion. Finale des masters. 22.00 Magazine:

A vos emours. Invitée : Maria Pacôme. 22.45 Journal et Métèo.

IV. Etres habités par

In diable. - V. A donc fait l'objet d'un pas-sage de témoin. Etant

neutre, elle ne frappe pas. – VI. Napoléon, à son plus haut cours.

Vieil egrément. -

VII. Prépoaition.

Conjonation, Œuvre

pour la galerie. Perti-

cipe. - VIII. Avant da

l'ambreaeer, un mili-

taire doit lui jurer fidé-

lité. Phesa eetrele.

Coule en France. -

IX. Disperu subite-ment. Pour réaliser un

tel treveil, il faut en

Prête à rire. Coule en

abattre I Vieux soldat. XIV - X. Fin d'infinitif. XV

France. - XI. II en a étendu plus

d'un. Fecon colombiforme de plumer le dindon. - XII. Son pouvoir

d'éveeion eet stupéfient. Jedie

invoqué. - XIII. Quand il s'étend sur

une couche, ce n'est pas pour y

dormir. Un préalable à la gloire. — XIV. Orientetion. Même dérobée,

une porte l'est rarement. Sorti. Il

eoigneit see représentations. -

XV. Ne peut s'accommoder d'une

réponse de Normand. Symbole.

23.10 Cinéma : Miracle à l'italienne. Film Italien de Nino Manfredi (1970) (v.o.).

CANAL PLUS

CANAL PLUS

Le Dernier Bastion. De Chris Thomson.

avec les Nouveaux.

de la mort.

Film italien
de Ruggero Decideto (1986).

Cinéma : La Voix.

Film français de Pierre Granier-Deferre (1991).

20.30 Téléfilm :

22.30 Divertissement:

ARTE

Samedi soir

23.18 Invités : Stéréo MC'S.

23.25 Cinéma : La Camping

20.40 Documentaire : James Beldwin Today.

Montreux Jazz Festival

22.05 Téléfilm : La Mine. De Loredane Bianconi

23.05 Musique:

20.35 Cinéma : Docteur Norman Bethune. Film franco-sino-canadien Phillip Borsos (1991).

22.25 Flash d'informations. 22.30 Megazine: L'Equipe du dimanche. Football. Boxe.

1.00 Cinéma : Cactus. Film australien de Paul Cox (1986),

ARTE

20.40 ► Soirée thématique : Acteurs à le Comédie-Française 20.45 Théâtre : :

L'Etau et Je rêve (mais peut-être pae), De Luigi Pirandello. 22.00 Documentaire :

Paroles d'ecteurs. De Claude Mouriéras. 22.55 Théâtre à l'étude. Le Barbler de Séville, de Beaumerchais. Mise en scène de Jean-Luc Boutté.

23.55 Documentaire : Trait d'union.

M 6

PROBLÈME Nº 5986

HORIZONTALEMENT

I. Aimer, boire et chanter. Murételn qui découvrit le zinc. - II. Avale tout

cru et assimile facilement. N'e besoin que d'un léger support sa vie durant.

III. Peut e'exécuter en un clin d'œil. Lettre. Les bords de l'Isère. -

XIII

XY

XIII

20.45 Magazine : E = M 6.

22,30 Magazine : Culture pub. 23.00 Cinéma : Les Contes gelents de Jean de La Fontaine. ☐ Film français de José Beneze-raf (1979).

4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15

VERTICALEMENT

1. Sert à exprimer bien des

chosee. Ne porte rien (épelé).-

2. Se laisse facilement dominer.

Perte aèche en milleu liquide .--

3. Prêt è porter. Quelque chose de

révoltant. Modeste bien d'ici-bas. -4. Essence. Mener une vie de galé-rien. Lieu de réunione privéee. -

5. Ce qu'est le sphinx pour l'œdipe quelque peu averti. Tête couronnée.

6. Abattue au point de ne pouvoir

CARNET DU Monde

<u>Décès</u>

 Son épouse,
 Ses enfants,
 Ses petits-enfants, ont la douleur de faire part da décès de

Georges ALLIOT,

Henri BAILLY-GUERCHON,

nous a quittés le 25 février 1993, dans sa soixante-treizième année.

L'inhumation aura lieu dans l'inti-

- Le président, Le conseil confédéral,

ont la douleur de faire part du décès, le 25 février 1993, de leur secrétaire géné-ral,

croix de guerre avec palmes, médaille de la Résistance avec rosette, médaille des évadés,

Un hommage pourra être rendu à sa déponille mortelle nu siège de notre association, 10, rue des Pyramides, Paris-1", le mardi 2 mars, de 10 heures

- L'Office national des enciens

e le regret de faire part du décès de

Henri BAILLY-GUERCHON, administrateur de l'ONAC, membre des commissions nationales

commandeur de la Légion d'honneur grand officier de l'ordre nationel du Mérite, titulaire de la croix de guerre

médaille des évadés combattant volontaire de la Résistance,

Les obsèques auront lieu le mercred 3 mars, dans la plus stricte intimité familiale, suivant la volonté da défunt

Nos abonnés et nos actionnaires, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont près de bien vouloir nous com-muniquer leur numéro de référence.

nt sur le plancher dea vaches après

une envolée au saptième ciel. Met beaucoup de monde sur le sable.

N'est vreiment pee en grende forme. – 9. Cachet final. Morceau de mueique. Point mouese. – 10. Abréviation. Devenue muette à

la suite d'un violent mal de gorge. Initielee d'une femme vénérée. -

11. Anneau. Commune. Ration éco-

nomique. - 12. Vécut dena l'el-

sance. Objectif inaccessible aux pié-

tons. Partit charge, le sac eu dos. – 13. Futuriste. Un peu d'eil. Pôle d'attraction. – 14. Plus il est lourd

et plua îl ellège les misea. Bouffée générale dena un milieu où l'on fume. Agit en protestant. – 15. Se

montre un homma d'actione. A donc fait l'objet d'une reprise.

Solution du problème nº 5985

Horizontalement

I. Défense. – II. Idole. Col. – III. Erin. Al. – IV. Térébrent. – V. Ede. Aria. – VI. Tous. Iris. –

VII. Insolé. No. - VIII. Elire. - IX. le.

Ebène. - X. Empire. Or. - XI. Nu.

Verticalement

Diététicien. – 2. Edredon. Emu.

GUY BROUTY

3. Foireuse. - 4. Eine. Soleil. -

5. Ne. B.A. Libre. - 6. Arriérées. -

7. Ecleir. En. - 8. Nein. Eon. -

Lésine.

9. Plat. Sou. Ré.

le 14 février 1993, dans sa soixante-

Les obsèques ont eu lieu à Dijon, en présence de sa famille et de ses proches

commandeur de la Légion d'honneur grand officier de l'ordre national du Mérite,

Ses enfants vous ievitent à lui dire un duraier adieu, le mardi 2 mars, au 10, rue des Pyramides, Paris-1", à partir de tô heures.

mité le mercredi 3 mars, au cimetière de Trivaux, à Meudon.

Et les unions départementales ratta-chées à la Confédératine nationale des combattants valontaires de la Résis-

M. Henri BAILLY-GUERCHON,

commandeur de la Légion d'honneur, grand officier de l'ordre astional du Mérite,

administrateur de l'Office national des ACVG.

Les obsèques auront lieu ultérieure ment dans la plus stricte intimité.

Ni fleurs ni couronnes.

combattants et victimes de guerre (ONAC)

de la carte du combattant et de la carte du combattant au titre de la Résistance,

evec palmes, médaille de la Résistance evec rosette,

survenu le 25 février 1993.

- M- Alain Bertrand,

Sylvie et Nevzat Ari. ses cofants. Tolga, son petit-fils Et tous ses amis, ont l'immense chagrin de faire part du

décès de

née Françoise Féret, Pascal et Linda Bertrand,

Alain BERTRAND.

survenu le 20 février 1993. Les obsèques ont été célébrées dans

Domaine de la Jasse de Saint-13300 Salon-de-Provence.

- M. Etienne Fuzellier,
M. et M. Raymond Fuzellier
et leurs enfants,
M. et M. Alain Surzur,
leurs enfants et petits-enfants,
M. et M. Michel Fuzellier et leurs enfants, Ses neveux, nièces Sa famille

Et ses amis. ont la douleur de faire part du décès de

Etienne FUZELLIER,

survena le 24 février 1993, dans sa

Le service religieux et l'inhumetion auront lieu le 1" mars, à 16 heures, au Touvet (Isère).

3, avenue de la Porte-de-Montrouge, 75014 Paris. 8, rue Diderot, 37500 Chinon. 36, avenue F.-Carnaud, 13700 Marignane. 33 A, via de Amicis, 20123 Milan.

- Marie Moulinier, son épouse, Florence et Denis Doria, ses enfants, Marie Doria,

sa petite-fille, ont le chagrin d'annoncer le décès du docteur Jean MOULINIER,

survenu le 4 février 1993, dans sa quatre-vingt-quatrième année, à Nice. Cet avis tient lieu de faire-part,

3, cours Saleya, 03600 Nice.

<u>Anniversaires</u> Pour le deuxième anniversaire de

sa mort, souvenez-yous de Michel d'ORNANO. Une messe à sa mémoire sera célé-brée en l'église Saint-Augustin de Deauville, le dimanche 7 mers 1993, à 11 h 30.

- Il y e cinq aus disparaisseit

Daniel SOVIA. Que ceux qui l'ont connu, estimé,

a N'y est-il dans le désert Qu'une seule goutte d'eau qui rêve Dans le désert n'y eût-il

Qu'une graine volante qui reve Aimé Césaire.

Conférences Dix conférences de Sciences Po. -L'institut d'études politiques de Peris organise, du le mars au le avril, un cycle de dix conférences sur la vie poli-

CARNET DU MONDE

40-65-29-94 ou 40-65-29-96 Les avis peuvent être insérés

au siège du journel, 1a. rue Falguière, 7501a Peris Télex : 206 808 F Télécopieur : 45-66-77-13 Tarti de le ligne H.T.

Toutes rubriques naires 90 F Les lignes en capitales grasses sont facturées sur le base de deux lignes. Les lignes en blanc sont obligatoires et facturées. Minimum 10 lignes.

LA GRANGE FLEURIE

COMPOSITIONS FLORALES

MARIAGES - DEUILS Livraisons

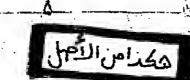
se remettre. Caractère grec. Peut se faire eoit en travaillant, soit dans l'inaction. - 7. Sert en desservant. Tend donc à favoriser la spécula-tion. Forme de « saisir ». - 8. Atter-

cycle de dix conterences sur la vie poli-tique en France, sous la direction de M. Alfred Grosser. Les conférences suront lieu les lundis et jeudis, de 18 heures 30 à 20 heures 30. Rensei-guements et inscription : Sciences-Po Formation, 215, boulevard Saint-Germain, 75007 Paris; tčl. : 45-49-50-98 et



...... 60 F

Place des Touleuses 95000 Cergy Tél. : 30-31-24-11





🍂 la tragédie de

Dominique P.

. .

* *

F

3 3 446 المحاد

47.01

4. 7 E-800

11'4 or 44

A north

 $133 \approx 20\, \text{pg}$

99 d 29.

10.00

14.75a

بهو ذاتوه لا ر

in appe

* ** 3 Fee

in Parage

F-4. 1

- 4 de Wien

- 1 N 2 .

1.00

ં કેર કેટ્ટ કર્યું

The Lawrence

4 14

75,541 (36)

ويقارف الأرادا

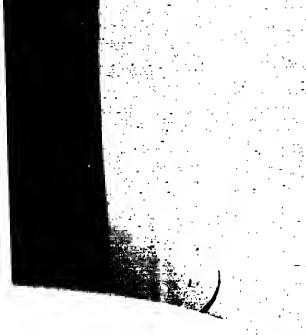
ie i la



QUATUOR MOSAÏQUES

OUI MUSTONEN

ERGEÏ EDELMAN



MINE III Monde

Meurtre par inconscience

Première version d'un chef-d'œuvre : la découverte d'un Goethe sardonique

FAUST à l'Athénée

le planeher forme une courbe qui se creuse au centre et se relève des deux côtés. On pense à un vaisseau ancien sur fond de voile blanche. Mur nu, net, sans aspérité, seule-ment percé d'une étroite porte basse. Dans ce décor abstrait - de Lanrent Peduzzi, - Dominique Pitoiset a créé au Quartz de Brest, où il était en résidence, le Faust de Goethe dans sa première version, appelée Urfaust, qui date de 1772 ou 1773. Après Brest et le Cratère d'Alès, le spectacle vient à l'Athé-née du le mars au 4 avril. L'adaptation française est de Roger Pillaudin, qui a déconvert le texte grâce à Magnus Enzesberger, et l'a traduit par coup de cœur, parce qu'il en a aimé la vivacité corrosive. Pratiquement inconnue, cette version a primitive » est simple. comparée aux deux monuments qui vont suivre. Elle s'inspire directement des spectacles de marionnettes et des mélodrames de foire qui, à l'époque, utilisaient une histoire vraie devenue légende populaire, pour montrer la lutte du hien et du mal. L'adaptation de Roger Pillaudin en vers libres de buit pieds est concrète, finide, à la

Sur toute la largeur de la scène,

fois élégante et tranchante. Au départ, Faust n'est pas un vicitlard nostalgique de la jeunesse. Il ne craint ni Dieu ni Diable. Le pacte arrive à la fin, quand, après avoir supplié Mépbisto de sauver Marguerite, Faust s'en remet tota-lement à lui. Il est dévoré par la boulimie de savoir. Savoir pour posséder et dominer, sinon ça ne sert à rien. Une folie d'enfant qui veux». Me cynique bon enfant, le double épi-curien de Faust. De façon évidente et forte, la lutte entre le bien et le mal se passe dans la tête, dans le corps du héros, incarnation du jeune Goethe.

Le parti pris de Dominique Pitoiset est elair. Depuis son Timon d'Athènes présenté l'an der-nier à l'Athènée déjà, on connaît sa

manière dépouillée, et la rudesse avec laquelle il fonce dans les textes. Ici, il va carrément jusqu'au minimalisme. Pas nn menble, pas une indication de lieu, rien que cet espace comme une toile de peintre sur laquelle viennent s'ancrer les personnages: Faust, Méphisto, Marguerite (Jean-François Sivadier, Hervé Pierre, Nadia Fabrizio). Les autres semblent des manipulateurs faisant intervenir différentes marionnettes pour que s'accom-plisse le destin. Claude Guyonnet passe de Wagner à l'Ecolier, à Valentin, et Chantal Neuwirth de Marthe, à Lisette, à l'Esprit de la

Concentrant l'attention sur le

trio diable-homme-femme, ce parti pris fait ressortir la dureté sardonique de la pièce. Goethe a vingt-trois ans quand il l'ècrit, et ne fait pas de cadeau. Dominique Pitoiset que non plus. Implacablement, les actions s'enchaînent et construisent une blague fatale. Un meurtre par inconscience, pourrait-on dire, car iel, Marguerite n'est pas sauvée. Elle promène ses nattes rouquines, sa robe blanche, sa dégaine de poupée molle, et une naïveté accablante, à l'opposé de Chantal Neuwirth, animalement charnelle. Les deux femmes apparaissent comme les reflets caricaturés du duo Faust-Méphisto, Superbe dno. Jean-François Sivadier a un grand front intelligent, une hargae de puceau maladroit, des remords ambigus. Tout chez lní, d'ailleurs, est ambigu, alors que Méphisto est le « malin », le faux bon gars charmeur, un Nosferatu aimant la plai-santerie, une sorte de Leporello, de Falstaff, de valet serviable et sans scrupule, joyeusement amoral pintôt que diabolique. Hervé Pierre est tout ça, de façon magnifique,

> Théâtre de l'Athénée Louis-Jouvet, 4, Square de l'Opéra, 75009. Paris. Les merdis à 19 heures, du mercredi eu samedi à 20 h 30. Dimanche à 16 heures. Juequ'eu 4 evril. Tél.: 47-42-67-27.

Dominique Pitoiset: la tragédie de l'amour

«Après avoir monté le Misan-thrope et Timon d'Athènes, deux hommes qui fuient au désert, j'aborde le mytbe universel de Faust : dans la société de l'argent, l'accomplissement de soi par l'amour. Les personnages féminins, c'est vrai, sont maltraités. Il s'agit là d'une écriture masculine; mais en même temps, le duo d'hommes incarne le Mal. J'ai souvent pensé à une image de Murnau : deux hommes en voyage descendent sur la ville, demesures comme s'ils atter-rissaient sur une maquette... Quant à Marguerite, elle est un objet de désir totalement fantasmatique. A vingt-trois ans, probablement vierge, Goethe rêve d'une osmose avec la nature et les grandes forces méta-physiques. Il rêve aussi de pouvoir. D'entrée, Faust dit : «sans argent, sans honneurs, aucune gloire à être

MUSIQUE

VEN. 5 MARS 18H QUATUOR MOSAÏQUES HAYDN - SCHUBERT

BEETHOVEN SAM. 6 MARS 18H

OLLI MUSTONEN plano

BARTÓK - BEETHOVEN SCHUMANN

SAM, 13 MARS 18H SERGEÏ EDELMAN plano

> BACH - BEETHOVEN SCHUMANN

2 PL DU CHATELET 42 74 22 77

au monde. ». A vingt-trois ans, Goethe est un jeune bourgeois cyni-

» Le beau rôle est celni de Mephisto, toutes les scènes se ter-minent sur lui. De plus, nous com-prenons mieux son nibilisme que la quête d'absolu de Faust, sa quête d'amour. Il suffit que Méphisto s'éloigne dix secondes et le vollà qui s'amourache d'une jeune fille pure, inconsciente de sa pureté – drôle d'image de la femme. Ce n'est pas la personne de Marguerite qui envoîte Faust, mais l'innocence qu'il voudrait atteindre, s'approprier. L'amour des hommes n'est jamais généreux, c'est une tragédie pour moi. Un point sensible. Nous sommes en perpétuel délit de fuite.

» Mephisto représente la vie, la » Mephisto représente la vie, la sexualité, la part aventureuse de Faust. Il est le révélateur de ses désirs et lui offre les moyens de les accomplir. Comme s'il lui tendait nne arme et lui disait : « Voilà de quoi tuer si tu en as envie. » Ses pouvoirs sont limités. Il est plus débrouillard que magicien, e'est ce qui le rend sympathique. J'avoue mon faible pour lui. mon faible pour lui.

» Avant de commencer les répé-titions à Brest, je suis allé à Berlin. l'ai aussi visité Weimar, petite ville préservée de l'ex-RDA. On se croirait en Autriche, et à dix kilomètres il y a le camp de Buchenwald. Je suis tombé sur un livre de photos, dont deux m'ont marqué. La pre-mière, e'est le théâtre de Weimar, nière, e'est le théâtre de Weimar, mière, e'est le théâtre de Weimar, bombardé, rasé, avec sur la place, devant, les statues de Goethe et de Schiller. Autour, les habitants ont construit une petite baraque en bois et apporté des fleurs, des bougies. Goethe ressemble à un grand frère en bonne santé, il tient par l'épaule un Schüller maladif qui regarde le bout de sa chanssure. La seconde photo est bien plus terrible : les soldats soviétiques forçant les habitants de Weimar à visiter le camp, alors que les charniers sont encore là. Les visages hurlent. Les gens pleurent, se cachent les yeux, veulent partir. Pourtant, ils devaient savoir. Il fandrait mettre les deux photos côte à drait mettre les deux photos cote à orait mettre les deux paotos cote à côte : les deux hommes si dissemblables, la ville bonbonnière et l'horreur. Si Mepbisto est à ce point valorisé, c'est que Faust, génial, faux, bypocrite, m'est foncièrement antipathique.»



Hervé Pierre (Méphisto) et Jean-François Sivadier (Faust)

DANSE

« Casse-Noisette » fêlé

Le Ballet du Rhin a remis Tchaïkovski entre les mains de la troupe des Pilobolus

STRASBOURG

de notre envoyée spéciale C'était trop beau, cette séric de céussites du Ballet du Rhin (la Fille mai gardée, Jason et Médée, Histoires de fémmes...), ça ne pouvait pas durer. Sur le papier, pourtant, l'idée était amusante de confier ce bon vieux. Casse-Noisette — à l'occasion du centenaire de la mort de Tchaikovski - anx faceticux Pilo-bolus, ces étudiants américains dont les encheverrements acrobati-ques insensés nous épatèrent il y a une vingtaine d'années. En fait, il n'y a qu'une « Pilobolus » d'origine dans le trio qui a conçu ce remake: Alison Chase, qui s'est adjoint Alyssa Dodson et Félix

Pas triste non plus de mêler à la partition de Tchaîkovski (exécutée par le Pbilharmonique de Stras-bourg dans la fosse) des extraits de la Nutcrackers Suite, de Dnke Ellington (jouée au milieu du public par l'Orehestre régional de jazz d'Alsace).

Trois chorégraphes, deux orches-tres, une coûteuse débauche de costumes et de décors à transformations souvent plaisants, style Années folles à New-York (Yolande Sonnabend), une troupe

vaillante qui se donne à fond : que manque-t-il done? Une sculc invitée, mais de marque : la danse. Notre auteur tricephale n'a, en ce domaine, pas plus gros qu'une noisette d'invention et ne casse rien. En eherchant hien, on portera a son crédit dans la fête de Noël qui ouvre l'affaire, quelques « portés » rigolos de dames raides comme des piquets ou cambrées en are de cercle. Et l'idée d'avoir emprunié à E. T. A. Hoffmann, inspirateur du livret de Petipa, l'Histoire de lu noix dure, inédite à la scène, donc éveillant un instant l'intérêt.

Oublions, Au Festival de Montpellier en juin prochain, le Ballet du Rhin reprendra le merveilleux Jason et Mèdée et créera deux pièces commandées à Santiago Sempere et Odile Duboc.

SYLVIE DE NUSSAC

► Opéra du Rhin à Strasbourg. les 27 février et 1" mars à 20 h; le 2B février à 15 h. A Colmar, Théâtre municipal, les 4 et 5 mars à 20 h. A Mulhouse,

arts

L'Europe découvre les Sassanides

L'exposition des Musées de Bruxelles décrit magnifiquement la dernière grande civilisation persane avant l'islam

BRUXELLES

de notre envoyé spécial

Depuis des générations, l'imagination occidentale monte et des-cend les escaliers achémenides de Persépolis et vole d'un hube tur-quoise à l'autre au-dessus d'Ispa-han. Elle ne s'est guère arrêtée, en revanche, sur ces Sassanides qui, avant d'être détruits par les missionnaires armés de Mabomet, s'imposèrent au cœur de l'Orient antique, du Turkmenistan à l'Egypte, offrant quatre ultimes siè-cles de grandeur sui generis à la Petse, à l'Iran avant son absorption dans l'univers islamique.

Quelques exemples illustrent la puissance politique et artistique de ce royaume né vers l'an 200 du prêtre zoroastrien Sassan : l'empe-reur romain Valérien mourut captif du Roi des rois tandis qu'nn autre césar, Julien l'Apostat, était tué en le combattant sur le Tigre. Un peu comme si George Bush ou François Mitterrand étaient tombés entre les mains de Khomeiny ou de Saddam

Quant à l'art, sachons que cet édifice si français qu'est Saint-Phiédifice si français qu'est Saint-Phi-libert de Tournus (neuvième siècle) emprante ses voûtes en berceau transversales aux bâtiments sassa-nides. A Ctésiphon, près de Bag-dad, un morceau de la plus haute voûte (26 mètres) de l'Antiquité, élevée sans coffrage, témoigne pour la perfection technique de l'archi-tecture sassanide, qui est à l'image des autres disciplines : glyptique, taxtiles, armes, vaisselle plate, sculptures, monnaies, verrerie, peinture, mossiques, stucs, etc. Ce sant deux négociants protes-

Ce sont deux négociants protes-tants français du dix-septième siè-cle, Tavernier et Chardin, qui redécouvrirent l'art des Sassanides, mais il fandra attendre... 1940 pour que paraisse à Berlin, en alle-mand, sous la plume d'Erdmann,

le Danois Christensen publiait en français, à Copenhague, le travail historique fondamental qu'est l'Iran sous les Sassanides.

Les Musées royaux d'art et d'histoire de Bruxelles ont eu le nez fin. toire de Bruxelles ont eu le nez im, à l'initiative d'un sassanidologue beige, le professeur Louis Vanden-Berghe, d'inaugurer leurs nouvelles sailes par ce sujet « neuf », en y organisant « la plus grande exposition sassanide jamais rèalisée et la première du genre en Europe », selon la constatation de Boris Marebak, du Musée de l'Ermitage à Saint-Bétersbolus préture de nom-Saint-Pétersbourg, prêteur de nom-breux objets dont certains, trouvés jusqu'en Sibérie, n'avaient jamais été vus (la rétrospective persane du Louvre, en 1961-1962, traita les arts sassanides parmi d'autres).

Les cent quatre-vingts pièces exposées à Bruxelles proviennent toutes des collections de sept États toutes des collections de sept États du monde développé (en majorité la Russie et les États-Unis). L'Iran, selon le professeur Vanden-Berghe, a répondu favorablement mais trop tard pour être présent. Quant à l'Irak, « pour des raisons évidentes», nous dit-on, il n'a même pas été sollicité; l'occasion, donc, a été une nonvelle fois perque de dissocier culture et politique.

Un chah inventeur du sens interdit

Aurait conféré à l'exposition un éclat supplémentaire, par exemple, s'il était venu du Musée tran Bas-tan de Téhéran, le portrait gravé sur argent de Khosroës Il Parviz, le dernier monarque sassanide bril-lant, conquerant de l'Egypte et amant de la chrétienne Chirine (« Douce»), liaison nourrissant jusqu'à nos jours l'imaginaire popu-laire iranies.

sassanide. Provenant du Metropolitan Museum of Art de New-York, la tête en argent presque grandeur nature de Sapor II (Chabpour II), un autre éminent chahinchah, titu-laire d'un des plus longs règnes de l'Histoire (309-379) et inventeur du... sens interdit, remplace avan-tageusement Khosroës il; cette tête symbolise excellemment l'accomplissement d'une inventivité artistique exaltant un savoir-vivre porté au plus haut degré de raffinement : toute une civilisation résumée dans les boucles d'une chevelure et une barbe tressée, pétries dans un métal noble.

Même impression d'aehèvement

devant une coupe ovale lobée en or, du sixième siècle, où des doigts savants semblent avoir creusé lo matière en fusion. Une autre coupe en argent doré est couverte, elle. d'arbres et d'animaux en relief. C'est le moment où la création sas-sanide se surcharge à l'excès. Nombre d'assiettes décoratives à dessins de chasse, de guerre ou d'amour ont été mises au jour dans les contrées entourant la Perse, car la diplomatie sassanide utilisait le plat en argent massif comme la France officielle distribue du Sèvres. Plus rare, plus étonnant, est le caftan en soie, doublé d'écurenil, vêtement intact trouvé au Caucase et rappelant les motifs des tissages coptes, au reste contemporains. Le plus beau prêt français aux Musées royaux belges est le «tissu aux fai-sans», (septième siècle). Propriété sans». (septiente siente). Frapriete de l'abbaye de Jouarre (Seine-et-Marne), cette étoffe garance, indigo et jaune, parfaitement conservée, cile aussi, est venue du Levant, il y a mille ans, en guise d'emballage des reliques de saint Prix.

Excepté des thèmes «scabreux» comme les danseuses complète-ment nues, les formes et les sujets

la monographie de base sur cette œuvres réunies apportent une inventés par les Sassanides survicivilisation. Quatre ans plus tard. que. Par exemple à la mosquée du Vendredi, à Ispahan, où triomphe la gigantesque coupole sur plan carré, empruntée aussi blen par les Byzantins que par les Ottomans et que l'on décèle jusque dans la gare Belle Epoque d'Anvers...

C'est en Mésopotamie, à la bataille de Kadissieh, en 634, deux ans seulement après la disparition de Mahomet, bataille rappelée telle une litanie par Saddam Hussein, que les Arabes l'emportèrent sur le Printemps de Khosroë, « le plus vaste tapis du monde », fut découpé en carpettes de prière par les pieux vainqueurs. Aujourd'hui, en Iran, où la robuste conscience nationale forgée

par les Sassanides s'est perpétué cn s'accommodant de l'islamisation, les derniers zoroastriens, les derniers autels du feu et peut-être encore quelques secrètes «tours du silence» où sont exposés aux rapaces les défunts, forment les ultimes et modestes vestiges humains d'un âge splendide, fidèle-ment condensé à Bruxelles. J.-P. PÉRONCEL HUGOZ

S.-F. FERONCE: HUGOZ.

**Splendeurs des Sassanides.

L'empire persa entre Rome et
Chine (224-642) ». Mueées
royaux d'ert et d'histoire, aile
Albert-Elisabeth, Bruxeites. Jusqu'eu 25 avrit. Tous tes jours
sauf lundi de 10 heures à
17 heures. Le mercredi jusqu'à
22 heures. Rensaignements,
tél.: (2) 741-72-02.

Catelogue édité par le Crédit

Catelogue édité par la Crédit communat beige, sous le direction du professeur Vanden-Berghe (300 pages, 225 illustr. 995 francs beiges). Diffusion Exhibitione International, Leuvensesteenweg 18, 3080 Terruren, Beigique

ren, Belgique.
L'agence Orients eur les routes
de le soie, 29, rue des Boutengers, 75005 Parls, tél.: (1)
46.34-29-00, organise, notamment les 13-14 mers et lee
3-4 avril, des waek-enda à,
Bruxelles (2 080 francs par personne) eutour d'une visite de
l'exposition sassanide. exposition sassanide

Le budget de la culture sous la barre des 1 %

Le budget du ministère de la culture pour 1993, voté le 7 novembre 1992, s'élève à 13.79 milliards de francs. C'est-àdire I % du budget de l'Etat, Le vicil objectif socialiste, qui datait des années 70, était enfin atteint. Le collectif hudgétaire (20 milhards de francs à économiser) prèsenté le 10 février vient de faire redescendre ce chiffre au-dessous de la harre symbolique. En effet, 231 millions de francs de crédits sont annulés et 676 millions sont gelés. Gel qui a de grandes chances de se transformer en annulation. Dans la première hypothèse, le budget de la culture ne représente donc plus que 0,98 % de celui de l'Etat, et dans l'autre, 0,93 %.

Reconnaissons cependant que les Trésors du Koweit

ET MÉCÉNAT

ART (SLAMIQUE

à l'Institut du monde arabe

Avec un petit pincement quelque peu morhide, on s'est précipité à l'IMA: s'agirait-il des œuvres d'art « volées Koweit par Saddam?». Non, et d'ailleurs, – pas plus que l'étenduc des dégâts causés au patrimoine bistorique mésopotamien par les bombardements amé-ricains –, on ne connaît la vérité sur les « pillages » artistiques de l'Irak dans l'émirat.

Les pièces d'art musulman du Musée de Koweit actuellement présentées à Paris ne risquent pas, en tout cas, d'avoir été dérobées puis-qu'elles se trouvaient en tournée quelque part entre la Russie et l'Amérique lors de la seconde guerre du golfe Persique. En revanche, on a affaire à des objets Propos recueillis per colerte godard de chetés, souvent fort cher, aux quatre colerte godard de colerte colerte godard de colerte godard de colerte co

entouré de quelques bédouins - ue fut qu'une des grandes banlieues de l'islam, où la création se limitait à un modeste artisanat.

Une fois riches, les Kowestiens, à l'initiative d'un ou deax princes éclairés, se sont mis en tête, comme le sultanat d'Oman ou te sultanat de Brunei, autres miracles du naphte, de réunir « une collection islamique nationale». Après tout, le Koweit est d'islam, et le seul intérêt pédagogique d'une telle entreprise lui enlevait d'emblée tout ridicule. Sans goût du terroit certes, on a néanmoins un panorama « islamo-international » de qualité, un pen hétérochte, un peu froid mais faisant défiler hantes périodes et techniques célèbres, des Abassides de Bagdad (fatalement!) aux Omeyyades d'Andaiousie, de la aux Omeyyades d'Andaiousie, de la dinanderie persane aux céramiques égyptiennes. La série d'ustensiles et de carreaux vernissés de la collection koweitienne nous a paru particulièrement séduisante, avec des

spécimens rares comme ce blason épigraphique rond, en céramique hianc et hieu, du sultan mamelouk Qaitbay, arrachée jadis sans doute à un mur du Caire.

Un objet simplissime attelgnant au grand art. On pourrait en citer d'autres à la même exposition, tel ce pendentif lobé en néphrite opalescente, fabriqué en t637 pour le Grand Moghol des Indes; ou ce tapis de prière ture du seizième siècle, bordeaux et beige, semé de tulleus. S'il ve prette un jour è tulipes. S'il ne reste un jour à Koweit, du mécénat de l'or noir. que cetta centaine d'œnvres, le règne des hydrocarbures, avec ses tueries et ses salissures, nura au moins servi à ce beau rassemblement dans les sables.

J.-P. P.-H.

THÉATRE

AKTÉON-THÉATRE (43-36-74-62). Quelles nouvelles de Maupassant?: 19 h. 9ans titra : 20 h 30. Lettra d'une anconnue: 22 h ANTOINE - SIMONE-6 ERRIAU (42-08-77-71). L'Amour foot : 17 h st 20 h 45, dim. 15 h 30. ARTISTIC-ATHÉVAINS (48-06-36-02). tre coupable, neltre victime : 18 h et

20 h 30. ATELIER (46-06-49-24), Les Passions : 21 h, dm. 15 h 30. BATEAU-THÉATRE LA MARE AU DIA-BLE RIVE GAUCHE (40-48-90-72). Les Voisins: 18 h, Les Voyageurs de carton : 21 h, dim. 17 h, 6ATEAU-THÉATRE OURAGAN (40-51-84-53). Grande salle. Histoires cachéas: 16 h, dim. 17 h. Deux siècles d'amour: 21 h. Petite salle. L'entrée par laquelle on sort: 16 h. Un monde fou: 21 h.

BERRY-ZEGRE (43-67-51-55). Loin ou près de l'écran? : 21 h 30.0im. Les Champêtres de jois : 20h30. 60UFFES PARISIENS (42.96-60-24). Les Monstres sacrés : 17 h 30 et 20 h 30, dim. 15 h 30.

dm. 15 h 30.

CAFÉ DE LA GARE (42-78-52-51). Laurent Violet: 20 h. Le Grephique ds Boscop: 21 h 15.

CARTOUCHERIE-THÉATRE DE LA TEMPÈTE (43-28-38-36). La Tempète: 20 h 30. dim. 16 h. 20 h 30, dim. 16 h. CAVEAU DE LA RÈPUBLIQUE

(42-78-44-45). Etets frères? Et ta scaur... 21 h. dim. 15 h 30. CENTRE CULTUREL DE LA CLEF (43-31-49-27). Sand et Musset: 21 h.
CINQ DIAMANTS (45-80-51-31). La Bal
du lieutenant Helt: 20 h 30, dim. 17 h 30.
C O L L É G E N É ER L A N D A I S
(43-79-81-96). On va faire la cocotte;

20 h 30, dim. 15 h. COMEDIE CAUMARTIN (47-42-43-41).

21 h. COMÉDIE DES CHAMPS-ELYSÉES (47-20-08-24). Vanessa Redgrave ; 17 h 30 et 21 h. dim. 16 h 30. 17 n 30 et 21 n, dun. 10 n 30. COMÉDIE ITAUENNE (43-21-22-22). L'Epouyse prudente : 21 h, dim. 15 h 30. COMEDIE DE PARIS (42-81-00-11). Vol-taire-Rousseau : 16 h et 21 h 30, dim.

15 h. COMÉDIE-FRANÇAISE (40-15-00-15). Le roi e'ernuse : 20 h 30 Orn, La Serva amorosa : 14h. Les Précieuses ridicules l'Impromptu de Verseilles : 20130. CRYPTE SAINTE-AGNES (EGLISE SAINT-EUSTACHE) (46-85-98-41). La

Cantate à trais voix : 18 h, dim. 18 h 30, Les Récits d'un pèlerin russe : 21 h, dim. 16 h. DAUNOU (42-61-69-14). La Canard à DAUNOU (42-61-69-14), La Canard a l'orange : 21 h, dim. 15 h 30.

OECHARGEURS (TLD) (42-36-00-02). Germaine : 21 h, dim. 15 h 46,

OEUX ANES (46-06-10-26). Tomton, pourquoi tu toussee? : 21 h, dim. 15 h 30.

OUNOIS (45-84-72-00).Dim. Au rez-de-baussée d'un petit entrant précieur.

EDOUARO VII SACHA GUITRY (47-42-59-92). Toe: 17 h 30 er 20 h 45, ESPACE ACTEUR (42-62-35-00), Guide

pour étrangers : 20 h 30, dim. 16 h. ESPACE HÉRAULT (43-29-86-51). La Ramasseuse de sarments : 20 h 30. ESPACE JEMMAPES (). Cui est le véritable inspectour Hound?: 19 h, Les Portes du chaos: 21 h, ESPACE MARAIS (48-04-91-55). La

Mariage forcé : 19 h. L'île des esclaves : 16 h. Feu la mère de madame : 20 h. dim. 16 h. La Mouette : 21 h. Danse avec les fous: 23 h, dm. 19 h.Dim. Le Mariage de

Figaro : 16h. ESPACE SAINT-SABIN (47-97-55-20). lphigénie : 20 h, dim. 17 h, ESSAION DE PARIS (42-78-46-42). Kronos et les marionnettes : 15 h. Salle I. Kafka - Auschwitz : 20 h 30, dim. 16 h. FONOATION OEUTSCH-OE-LA-MEURTHE (60-10-55-24). Exercices de style: 16 h 30. Le Malade imaginaire: 20 h 30, dim. 16 h. FONTAINE (48-74-74-40). Le Clan des

veuves : 15 h 30 et 20 h 45. GRAND EDGAR (43-35-32-31). Une filte entre nous : 16 h et 20 h 15. Tout est en ordre : 22 h.

MONTPARNASSE (43-27-66-61). La Chute : 16 h 30. L'Atroce Fin d'un séducteur : 20 h 30. Si tu pars, je te quitte : 22 h 15. GYMNASE MARIE-6ELL (42-46-79-79). Solo: 17 h et 20 h 30.
HÉBERTOT (43-87-23-23). Pygmafion:
16 h 30 et 20 h 45, dim. 15 h.
HUCHETTE (43-26-38-99). La Canterrice
chauve: 19 h 30. La Leçon: 20 h 30.

LA BRUYERE (48-74-76-99). Temps con-tre temps : 20 h 30, dim. 15 h.

«Exposition: Trésors de le Cité interdite, à Chinagora » (demière visite), 10 h 30, mêtro Meisons-Alfort-Ecole-Vétérinaira, à l'smêt de l'autobus 103 (P.-Y. Jaslet).

« Exposition : Is restauration des Noces de Cana de Véronèse », 13 heures, sous la pyramide du Louvre, eu pied du piller centrel (M. Hager).

«Les passages couverts du Sentier où sa réalise la mode féminine. Exc-tisme et dépaysement asseurés a (deuxième parcours), 14 h 30, 3, rue de Palestro (Paris autrelois).

n La Conciergerie, du palais des rois à la prison révolutionnaire s, 14 h 30, 1, quai de l'Hortoge (E. Romann).

«L'Opére-Garnier et son musée ». 14 h 30, en haut des marches exté-

«Le palais de justice en activité», 4 h 30, 8, boulevard du Palais

«Le Crédit Lyonnais et les grande restaurants du boulevard des Italiens au dix-neuvième siècle », 14 h 30, 16, boulevard des Italiens (S. Rojon-Kern).

«Egypte. Comment gouverne is pheraon?», 14 h 30, sortie métro

es, à gauche (Tourisme culturel).

LUNDI 1- MARS

PARIS EN VISITES

LE CARRÈ BLANC (42-81-27-14). Novochrise, Novochnie, Novochnio : 17 h. LE FUNAMBULE THEATRE

(42-23-88-93). Le Horia : Boule de suif : 20 h 30. LE PROLOGUE (45-75-33-15), L'Homme en morceaux : 18 h, Edgar et sa bonne : 20 h 45, dim. 15 h 30. LE RELAIS DU 60IS (40-50-19-56).Dim.

Clovis: 15h30. LUCERNAIRE FORUM (45-44-57-34). La Marelle ; Didescalles ; 20 h. Théâtre noir. La Petit Prince : 16 h 45. L'Escaller ; 20 h. Tout va bien, je vals bien! : 21 h 30. Théâtre rouge. Summer Lightning : 18 h 30, Les Peupllers d'Etretat : 20 h. Magdeleine Leclerc, demier emour de Sede : 21 h 30. MADELEINE (42-65-07-09), Monsieur Klebs st Rozalie : 17 h st 21 h, dim.

MARAIS (42-76-03-53). L'Ecola des MARIS (42-76-03-63). L 2008 des femmes: 21 h. MARIE 8TUART (46-06-17-60). Remords vivants: 16 h. Huis clos: 16 h 30. La Ronde: 22 h.Dim. Marie and Bruce (en anglais): 17h, 20h30. MARIGNY (42-56-04-41). Je ne suis pes un homme facile: 17 h 30 et 21 h, dim.

un nomme facile: 17 h 30 et 21 h, cim. 16 h.

MARIGNY (SALLE POPESCO)
(42-25-20-74), Suite royale: 17 h 30 et 21 h, cim. 15 h.

MATHURINS (42-65-90-00), Les Peimes de M. Schutz: 20 h 30, cim. 15 h.

MICHEL (42-65-35-02), Sexe & jalousie: 16 h et 21 h 16, cim. 16 h 30.

MONTPARNASSE (43-22-77-74), Mortadela: 18 h et 21 h 15, cim. 15 h 30.

MONTPARNASSE (43-22-77-74), Mortadela: 18 h et 21 h 15, cim. 15 h 30.

MONTPARNABBE (PETIT)
(43-22-77-30), La Carpe du duc de Brierne: 21 h, cim. 15 h 30.

MUSÉE COGNACO-JAY (40-27-07-21), L'ile des escleves: 20 h 30, cim. 15 h 30.

NOUVEAUTÉS (47-70-52-76), Les Malheurs d'un PDG: 16 h et 21 h, cim. 15 h. heurs d'un PDG : 16 h et 21 h, dim. 15 h. CEUVRE (48-74-42-52), Roméo et Jean-nette : 17 h et 20 h 45, dim. 15 h.

OLYMPIA (47-42-25-49). Bigard intégral : 20 h 30, dim. 17 h. 20 h 30, dm. 17 h.
PALAIS OES GLACES (GRANDE
SALLE) (42-02-27-17). C'est voue qui
voyezi : 20 h 30.
PALAIS DES GLACES (PETIT SALLE)

(48-03-11-36), Bud dans to t'es vu quand t'as ril : 21 h. PALAIS-ROYAL (42-97-59-61). Une PALAIS-ROYAL (42-97-59-61). Une folie: 20 h 30, dim. 15 h. PASSAGE DU NORD-OUEST (40-21-88-88). The Bust of Jango: 22 h, PAVILLON DU CHAROLAIS (PARC DE LA VILLETTE) (40-03-93-90), Les Filles du 5-10-16 c: 21 h, dim. 17 h, PETIT THÉATRE DE PARIS (48-74-25-37), Quatre pièces en un sote de Seche Guitry: 20 h 30, dim. 15 h 30. P O C H E - M O N T P A R N A S S E (45-48-92-97). Salle I. Vingt-quatre heures de la vie d'une femme: 20 h 46 et 16 h, dim. 15 h,

dim. 15 h,
PORTE SAINT-MARTIN (42-08-00-32).
Knock: 17 h et 20 h 45, dim. 15 h,
POTINIÈRE (42-61-44-16). Ministrel:
17 h et 21 h,
RANELAGH (42-88-64-44). La Surprise
de l'emour: 16 h 30, dim. 20 h 30. Les
mille et une nuits d'Alariel: 22 h 15, dim.
16 h 30.

16 h 30. RENAISSANCE (44-63-05-00). Pétaou-RENAISSANCE (44-53-05-00). Petaou-chnok: 20 h 30. ROSEAU-THÉATRE (42-71-30-20). L'horme qui plantait des arbres: 20 h 30. SAINT-GEORGES (48-78-63-47). Une aspirine pour deux: 17 h 30 et 20 h 45, dim. 15 h.

SENTIER OES HALLES (42-35-37-27). Une bonne voix pour toute: 20 h, SPLENOIO SAINT-MARTIN (42-08-21-93), Gisèle et Robert: 20 h 30. Elle et Dieudomé: 22 h, STUDIO OES CHAMPS-ELYSÉES OES CHAMPS-ELYSÉES

(47-20-08-24). Contre-jour: 20 h 30, dim. THÉATRE 14 - JEAN-MARIE SERREAU THEATRE 14 - JEAN-MARIE SERREAU (45-45-49-77). Le Repos du septième jour ; 20 h 30, dim. 17 h.

THEATRE OE OIX-HEURES (46-06-10-17). Lee Meilleures de Guy Montagné : 20 h 30. Vous allez rire : 22 h.

THEATRE D'EOGAR (42-79-97-97). Il faut que Cléo parte : 20 h 15. Les Sacrés Monstres : 22 h.

THEATRE DE LA MAIN-D'OR BELLE.

Monstres: 22 h.
THÉATRE OE LA MAIN-D'OR BELLEOE-MAI (48-05-57-89). Rendez-vous rue
Wett: 19 h. Arèna. L'Entretien du
solitaire: 20 h 30, dim. 17 h. Belle de Mai.
Au jour le jour: 20 h 30, dim. 17 h.
THÉATRE DE LA MAINATE
(42-08-83-33). Les Zappeurs: 20 h 30,
dim. 16 h 30. Clownenes: 22 h, dim.
20 h 30. 20 h 30. THEATRE MAUSEL-MICHEL GALAGRU 40-44-64-78). Vert pomme : 19 h. Combat evec l'ombre : 20 h 30, dim. 15 h. Didier Follenfant : 22 h. THEATRE MONTORGUEIL (43-07-52-94). Cet étrange animal : 20 h, dim. 15 h.

THÉATRE NATIONAL DE CHAILLOT (47-27-81-15), Salle Gémier, Filumena Marturano: 20 h 30, dim. 15 h. Salle Jean

Pelais-Royel, tsrrs-plein central (i. Hauller).

« Appartements royeux du Louvre et vie quotidlenne de le Cours, 14 h 30. 2, place du Pelsis-Royel, devant ls Louvre des Antiqueiras (Connaissance ds Paris).

«Hôtels et jardins du Marais. Place des Vosges», 14 h 30, sortie métro Saint-Paul (Résurrection du passé). « Les salora Napoléon III de la mai-son-opéra et les hôtels du parc Mon-ceau», 15 hauras, 5, rue du Docteur-Lancereau (D. Bouchard).

«Cités d'artistes et jardins secrets de Montmartre», 16 h 30, au pied du funiculaire (Connaissance d'ici et d'ail-

23, quai de Conti, 14 h 45 : «Ori-gine de la noosphère», par J.-N. Sira-ben (Académie des sciences morales

C. N. M. H., B2, rue Saint-Antoine, 19 heures : « Paysages et erchitec-tures rurales s, par F. Dubost et J. Blanc (Jeunesse et patrimoine).

CONFÉRENCES

(43-66-43-60). Grande salle. Domaine ventre: 20 h 30. Perite salle. Terres mortes:
20 h, dim. 15 h. THEATRE NATIONAL DE L'ODEON
(PETITE SALLE) (44-41-36-36). Les dits
de lumière et d'amour: 16 h 30.
THEATRE DE NESLE (48-34-61-04). Juste le temps de vous embrasser : 19 h. Le Bel Indifférent : 20 h. Retour, retours : 20 h 45.

20 h 45.
THÉATRE DE PARIS (48-74-25-37).
Héritage: 15 h et 20 h 30, dim. 15 h 30.
THÉATRE DU ROND-POINT RENAUDBARRAULT (42-56-80-70). Grande saile.
La Siège de Numance: 20 h 30, dim.
17 h. Petite saile. Rachet: 19 h. dim. 15 h.
THÉATRE SILVIA MONFORT (45-31-10-96). Lundi, huit heures: 20 h 30, dim. 17 h.
TOLLETONIE (49. 97. 92.49). Les Montre

TOURTOUR (48-87-82-48). Les Hérauts noirs: 16 h. Les Petites Femmes de Mau-pessant: 20 h 30. TRISTAN-6ERNARD (45-22-08-40). Marc Jolivet: 21 h.

VARIÉTEB (42-33-09-92). Thé à la menthe ou t'es citron : 17 h 30 et 20 h 45, dm. 16 h.

RÉGION PARISIENNE

ANTONY (THÉATRE FIRMIN-GÉMIER) (46-66-02-74), Les Joueurs ; la Sortie d'un inétire : 21 h, dim. 15 h. AUBERVILLIERS (THÉATRE ÉQUESTRE ZINGARO) (44-59-78-69). Opéra éques-tre : 20 h 30, dim. 17 h 30. BOBIGNY (MAISON OE LA CULTURE) (48-31-11-45). Cabaret Karl Valentin: 20 h, dim. 16 h, Petite salle. Fentaisses Kafta: 22 h, dim. 17 h. BOULOGNE-BILLANCOURT (THÉATRE) (46-03-60-44). Les Précieus 20 h 30, dim. 16 h 30. CERGY-PONTOISE (THÉATRE OES ARTS) (30-30-33-33). Pierre et Jean :

ARTS) (30-30-33-33). Pierre et Jean; 20 h 30, dfm. 16 h. CHATENAY-MALASRY (THÉATRE LA PISCINE) (46-63-45-36). Le Grand Ménage: 20 h 30, dfm. 15 h 30. CHELLES (CENTRE CULTUREL) (42-52-29-10). Un nouveeu monde: 20 h 30, dfm. 17 h 30. ERMONT (THÉATRE PIERRE-FRESNAY) (34-15-09-48). Dfm. Laisse courir, o'est un fantôme; 16 h. LEVALLOIS-PERRET (LE PETIT THÉATRE) (47-48-16-71). L'Epreuve du feu: 20 h 30. NANTERRE (THÉATRE DES AMAN-

NANTERRE (THÉATRE DES AMAN-DIERS) (46-14-70-00), Selle polyvalente. Désir sous les ormes : 20 h 30, NEUILLY-SUR-SEINE (L'ATHLÉTIC) (46-24-03-83). La Naufrage du Titanic 20 h 30.

20 h 30.
SAINT-OENIS (THÉATRE GÉRARD-PHILIPE) (42-43-17-17), Salle Le Terrier, Calderon: 20 h 45.
SAINT-MAUR (THÉATRE RONO-PO(NT-LISERTÉ) (48-89-99-10), Céirméne et le Cardinal: 20 h 45. STAINS (CENTRAL) (48-23-08-71). Le Mot : 21 h.

CINÉMA

LA CINÉMATHÈQUE PALAIS DE CHAILLOT (47-04-24-24)

SAMEDI Histoira permanente du cinéma : Atlantic City (1979, v.o. e.t.f.), de Louis Malle, 16 h 30 ; il était une fois en Amérique (1984, v.o. s.t.f.), de Sergio Leone, 18 h.

DIMANCHE Histoire permanente du cinéma : l'impornt c'es r (1974), de Andrze Zulawski, 16 h 30 ; le Départ (1967), de Jerzy Skolimowski, 19 h ; les Chemins dans la nuit (1979, v.o. s.Lf.), de Krysztof Zanussi, 21 h.

PALAIS DE TOKYO (47-04-24-24)

SAMEDI Autour de Glauber Rocha et du cinéma novo : Os inconfidentes (1972, v.o. s.t.f.), de Joachim Pedro de Andrade, 16 h 30 ; Cancer (1968-1972, v.o. s.t.f.), de Glauber Rocha, 18 h : Toute nudité sera châtiée (1673, v.o. s.t.f.), d'Arneldo Jabor, 21 h.

DIMANCHE Autour de Glauber Rocha et du cinéma novo : Uira, um indio en busca de deus (1973, v.o. s.t.f.), de Gustavo Dahi, 16 h 30 ; la Reine diable (1974, v.o. s.t.f.), d'Antonio Carlos Fontoura, 16 h : Sao Ber nardo (1972, v.o. s.t.f.), de Leon Hirsz-man, 21 h.

CENTRE **GEORGES-POMPIDOU** SALLE GARANCE (42-78-37-29)

SAMEDI SAMEDI
Les Cinémas du Carada: Etra ou ne pas
âtre (1990, v.o. a.t.f.), de John Weldon,
Speeking Parta (1689, v.o. s.t.f.), d'Atom
Egoyan, 14 h 30; Caninabis (1679, v.o.
s.t.f.), de Kaj Pindal, Vidédotrome (1982,
v.o. s.t.f.), de David Cronenberg, 17 h 30;
la Fau? Pas pour les hommest (1671, v.o.
s.t.f.), de Zitatko Grgi, Goin'down the Road
(1676, v.o. a.t.f.), de Don Shebib,
20 h 30.

DIMANCHE DIMANCHE
Les Cinémas du Canada: Ma camière finan-cière (1962, v.o. s.t.f.), de Grand Munro et Gerald Potterton, Winter kept us Warm (1665, v.o. e.t.f.), de David Secter, 14 h 30; Lucretia (1986, v.o. s.t.f.), de Heidi Blomkvist, White Room (1690, v.o. s.t.f.), de Patricia Rozeme, 17 h 30; Pera-cis (1984, v.o. s.t.f.), d'ishu Patel, Roadkii (1689, v.o. e.t.f.), de Bruce McDonald, 20 h 30.

VIDÉOTHÈQUE DE PARIS

2, Grande-Galerie, porte Saint-Eustache Forum des Halles (40-26-34-30)

SAMEDI Avec vue sur la scène : le théâtre à Avec vue sur la seane: le théâtre à l'écran. Les Adaptations: Encyclopédie du chéma français: Jean Cocteau (1679) de Claude-Jean Philippe, les Parents terribles (1948) de Jean Cocteau, 14 h 30; les Adaptations: Méio (1886) d'Alain Resnais, 18 h 30; les Adaptations: 8 ande annonce: les Enfants du paradis (1945) de Marcel Camé, Deburau (1861) de Sacha

Vitar. Les Fausses Confidences : 20 h 30, dim, 15 h.

THEATRE NATIONAL OE LA COLLINE (43-66-43-60), Grande salle. Dorraine ven-Bergerac (1960) de Claude Barma, 2 h 30.

DIMANCHE Avec vue sur la scèrie. Le théâtre à l'écran : Théâtre et histoire : Théâtre et Histoire (1971) de Nat Lilensiein, la Nait du soleil (1668) d'Yves Breuil, 14 h 30; Théâtre et histoire : Bande annonce : le Denier Métro (1980) de François Truffaut, l'Affiche rouge (1976) de Frank Cassenti, 16 h 30 : Théâtre st Histoire (1671) de Nat Lilenstein ; le Demier Métro (1980) de François Truffaut, 18 h 30 ; Théâtre et histoire : Un spectacle populaire : le Bal (1981) de S. Roumette, la Bal (1983) d'Entore Scole, 20 h 30.

LES EXCLUSIVITÉS

LES EXCLUSIVITÉS ABOUT LOVE, TOKYO (Jap., v.o.): Epée de Bois, 5- (43-37-57-47). ABRACADABRA (Fr.-Bel.) : L'Entrepôt, 14 (45-43-41-63). ABSENCE (Fr.-AIL) : Epée de Bois, 5

(43-37-57-47). L'ACCOMPAGNATRICE (Fr.): Elysées Lincoln, 8- (43-59-36-14). AGANTUK LE VISITEUR (Ind., v.o.) : LICON, 6: 173-05-01-17.

AGANTUK LE VISITEUR (Ind., v.o.): Lucemeire, 9: (45-44-57-34).

L'ARBRE, LE MAIRE ET LA MÉDIA-THÉQUE (Fr.): Le Saint-Germein-des-Prés, Salis G. de Besurogard, 6: (42-22-87-23); Les Trois Balzac, 9: (45-61-10-60).

ARIZONA DREAM (A.-Fr., v.o.): Forum Horizon, 1: (45-08-57-57, 36-65-70-83); Les Trois Luxembourg, 6: (46-33-97-77, 38-65-70-43); UGC Oanton, 8: (42-25-10-30, 36-55-70-68); UGC Onton, 8: (42-25-10-30, 36-55-70-68); UGC Opéra, 9: (45-74-95-40, 36-85-70-44); Escurial, 13: (47-07-28-04); v.f.: UGC Montparnessa, 9: (45-74-94-94, 38-65-70-14).

ATTACHE-MOIII (Esp., v.o.): Studio Gelande, 5: (43-54-72-71); Dernfart, 14: (43-21-41-01); Grand Pevois, 15: (45-54-46-85).

(45-54-46-85) LES AVENTURES DE ZAK ET CRYSTA LES AVENTURES DE ZAK ET CRYSTA OANS LA FORET TROPICALE DE FERNE GUILLY (A. v.f.): Geurmont Las Halles, 1= (40-26-12-12); Geurmont Ambessade, 6• (43-58-19-08, 38-86-75-06): Frsnçsis, 6• (47-70-33-88); Geurmont Gobelins (exFauvette), 13- (47-07-55-88); Geurmont Alésia, 14- (36-65-75-14); Bienvanüe Montparnasse, 15- (36-65-70-38); Geurmont Convention, 15- (48-28-42-27); Grand Pavois, 15- (45-54-46-85).

Grand Payors, 15 (45-54-46-85).

BASIC INSTINCT (A., v.o.): Studio Galande, 5 (43-54-72-71): UGC Triomphe, 6 (45-74-93-50, 36-65-70-78); v.f.: UGC Opéra, 9 (45-74-95-40, 36-65-70-44).

BEAU ELYE (5): 14 (5): 15 (5): 15 (5): 15 (5): 15 (5): 15 (6) BEAU FIXE (FL): 14 Juillet Parnasse, 8

(43-26-58-00), BEIGNETS DE TOMATES VERTES (A., BEIGNETS DE TOMATES VERTES (A., v.o.): Cinoches, 8 (46-33-10-82); UGC Triomphe, 8 (45-74-93-50, 36-85-70-76); Grand Pavois, 15 (45-446-85).

LA BELLE ET LA BETE (A., v.f.): Cinoches, 6 (46-33-10-92); UGC Triomphe, 6 (45-74-93-50, 36-85-70-76); Denfett, 14 (43-21-41-01); Grand Pavois, 16 (45-54-46-85); Saint-Lambert, 15 (45-32-91-68).

(45-32-91-68). BHUMIKA (Ind., v.o.) : Epée de Bois, 5-

(43-37-57-47).

BHUMIKA [nd., v.o.]: Ep9e 0e Bots, b⁻¹ (43-37-57-47).

BLADE RUNNER-VERSION INTEGRALE (A., v.o.): Grand Action, 5⁻¹ (43-29-44-40, 36-56-70-63); Les Trois 6elzac, 8⁻¹ (45-61-10-60); Bienvenüe Montparnesse, 15⁻¹ (36-65-70-38).

BOOYGUARD (A., v.o.): Forum Orient Express, 1⁻¹ (42-33-42-26, 36-65-70-67); George V. 6⁻¹ (45-62-41-46; George V. 6⁻¹ (45-62-41-46; George V. 6⁻¹ (45-62-41-46; George V. 6⁻¹ (47-62-41-46; George V. 6⁻¹ (47-68); Paris Ciné I, 10⁻¹ (47-70-21-71); Gaumont Opéra, 8⁻¹ (47-42-56-31, 36-65-70-18); Paris Ciné I, 10⁻¹ (47-70-66-88); Les Montparnos, 14⁻¹ (36-65-70-42); Gaumont Convention, 15⁻¹ (48-28-42-27); Le Gambetta, 20⁻¹ (46-36-10-96, 36-65-71-44).

BRAINDEAO (Néo-zélandeis, v.f.): Rex, 2⁻¹ (42-38-39.3, 36-65-70-23).

C'EST ARRIVÉ PRÈS DE CHEZ VOUS (Bel.): Forum Orient Express, 1⁻¹ (48-28-42-26).

(Bel.): Forum Orient Express, 1-(42-33-42-26, 36-65-70-67); Epée de Bols, 5- (43-37-57-47); George V, 8-(45-62-41-46, 36-65-70-74). CERCLE DE FEU (A.) : La Géode, 19-(40-05-80-00).

(45-62-41-46, 36-65-70-74).
CERCLE DE FEU (A.): La Géode, 19° (40-05-80-00).
CHAPUIN (A.-Brit., v.o.): Forum Horizon, 1° (45-08-57-57, 38-65-70-83); Impérial, 2° (47-42-72-52); UGC Danton, 6° (42-25-10-30, 36-65-70-63); Gaurnont Marignan-Concorde, 8° (43-59-92-82); UGC 6iarritz, 8° (45-62-20-40, 36-65-70-61); Escuriel, 13° (47-07-26-04); Sept Parmassiens, 14° (43-20-32-20); v.l.: Rsx. 2° (42-36-83-93, 36-65-70-23); Paramount Opéra, 8° (47-42-56-31, 36-65-70-18); Les Netion, 12° (43-43-04-67, 36-66-71-33); UGC Lyon Bastille, 12° (43-43-04-67, 36-66-71-33); UGC Lyon Bastille, 12° (43-43-04-67); Commont Alésia, 14° (36-65-75-14); Miramar, 14° (36-65-70-84); UGC Gobelins, 13° (45-61-94-95, 36-65-70-48); UGC Gobelins, 13° (45-61-94-95, 36-65-70-48); UGC Gobelins, 14° (36-65-70-39); Gaumont Convention, 15° (48-28-42-27); Pathé Wepker II, 18° (36-65-70-39); Gaumont Convention, 15° (48-28-42-27); Pathé Wepker II, 18° (36-65-70-39); Gaumont Convention, 5° (42-71-52-36); Epés de Bois, 5° (43-37-57-47).
CHÉRIE J'Al AGRANOI LE BÉBE (A., v.o.): UGC Normandie, 8° (48-63-18-16, 36-56-70-62); v.f.: Forum Orient Express, 1° (42-33-42-26, 36-65-70-67); Rax, 2° (42-38-83-93, 36-65-70-67); Rax, 2° (42-38-83-93, 36-65-70-67); Rax, 2° (42-38-83-93); UGC Montparnasse, 6° (45-74-94-94, 38-65-70-14); Gaumont Marignan-Concorde, 8° (43-59-92-62); UGC Normendie, 8° (43-59-92-62); UGC Montparnasse, 6° (45-74-94-94, 38-65-70-14); Gaumont Marignan-Concorde, 8° (43-59-92-62); UGC Gobelins, 13° (45-61-94-66, 36-56-70-41); Montparnasse, 14° (43-20-12-06); UGC Convention, 15° (48-65-70-41); Montparnasse, 14° (43-65-70-41); Lucernaire, 8° (45-64-65-51).

Berry Zebre, 11 (43-57-51-55); Grand Pavois, 15 (45-54-46-85). LES CONTES SAUVAGES (Fr.) : Elysées Lincoln, 8- (43-59-36-14). COUPABLE D'INNOCENCE (Fr.-Pol., v.o.): Images d'ailleurs, 5- (45-87-18-09): Espace Saint-Michel, 5- (44-07-20-49).

LA CRISE (Fr.): Gsumont Opéra, 2: (47-42-60-33); Gaumont Marignan-Concorda, 9: (43-59-92-82); UGC Brantz, 8: (45-82-20-40, 36-86-70-81); UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59, 36-55-70-64); UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95, 36-65-70-45); Gaumont Alésia, 14- (36-65-75-14); Los Montpar-Alésia, 14-(38-65-76-14); Los Montpar-nos, 14-(36-65-70-42); 14 Juillet Besu-grenelle, 15- (45-76-79-79); Gaumont Convention, 15- (48-28-42-27); UGC Mail-lot, 17- (40-68-00-16, 36-65-70-61); Pathé Clichy, 19- (36-68-20-22); Le Gam-betta, 20- (46-36-10-96, 36-65-71-44). DELICATESSEN (Fr.): Studio Galande, 5-(43-54-72-71); Saint-Lambert, 15-(45-32-81-68).

(45-32-81-68).
DES HOMMES D'HONNEUR (A., v.o.):
Georgs V, 8* (45-62-41-46,
36-65-70-74); v.f.: UGC Montparnasse,
6* (45-74-94-94, 38-65-70-14). LA DEUDA INTERNA (Arg., v.o.) : Latina,

LA DEUDA INTERNA (Arg., v.o.): Latina, 4• (42-78-47-86).

DRACULA (A., v.o.): Forum Orient Express, 1• (42-33-42-26, 36-65-70-67); 14 Juliet Odéon, 6• (43-25-56-83); UGC Normandis, 6• (45-63-16-18, 36-65-70-82); Gaumont Grand Ecran Italia, 13• (45-80-77-00); v.l.: Impérial, 2• (47-42-72-52); Rex. 2• (42-36-83-93, 36-65-70-23); UGC Montpamasse, 6• (45-74-94-94, 38-65-70-14).

(45-74-94-94, 38-65-70-14).
LES ENFANTS VOLÉS (it., v.o.):
Cinoches, 6- (46-33-10-82).
EPOUSES ET CONCUBINES (fr.-Chin., v.o.): Ciné Beaubourg, 3- (42-71-52-36); Lucemaire, 8- (45-44-57-34); Saint-Lambert, 15- (45-32-91-68).
ET AU MILLEU COULÉ UNE RIVIÈRE

ET AU MILIEU COULE UNE RIVIÈRE (A., v.o.): Gaumont Les Halles, 1 « (40-26-12-12): Gaumont Opéra, 2 « (47-42-60-33): UGC Odéon, 6 « (42-25-10-30, 36-65-70-72): Gaumont Champs-Elysées, 8 « (43-59-04-67): Gaumont Grand Ecran Grenelle (ex-Kinopanorama), 15 « (43-08-50-50): v.f. Saint-Lazare-Pasquier, 8 « (43-67-35-43, 36-65-71-89): Gaumont Gobolins (ex-Feuvette), 13 « (47-07-55-88); Gaumont Alésie, 14 « (36-65-76-14): Miramer, 14 « (36-65-70-36); Pethé Clichy, 16 « (36-66-20-22); La Gambatta, 20 « (46-36-10-96, 36-65-71-44). ET LA VIE CONTINUE firanien, v.o.):

ET LA VIE CONTINUE (franien, v.o.) : ET LA VIE CONTINUE (ranen, v.o.): Utopia, 5- (43-26-84-65). LES EXPERTS (A., v.o.): George V, 8- (45-62-41-46, 36-65-70-74). FATALE (Fr.-Brit., v.o.): Cinoches; 6- (46-33-10-82): Geumont Ambessade, 8- (43-59-19-08, 36-86-75-08); Les Monteanos. 14- Ci6-65-70-42).

parnos, 14 (36-65-70-42). FINZAN (mellen, v.o.) : Utopia, 5-(43-26-84-65). PREUD QUITTE LA MAISON (SIL, v.o.) : Reflet Logos II, 5- (43-54-42-34). LES GORILLES OE MONTAGNE (A.) : La

Géode, 19 (40-05-90-00). HENRY V (Brit., v.o.) : Cné Besubourg, 3-(42-71-52-36) ; Oenfert, 14-(43-21-41-01). (43-21-41-01), HÈROS MALGRÉ LUI (A., v.o.) : Gau-mont Les Hailes, 1-(40-26-12-12) ; Gau-mont Opéra, 2- (47-42-60-33) ; Espace Seint-Michel, 5- (44-07-20-49) ; UGC

Seint-Michel, 5: (44-07-20-49); UGC Odéon, 6: (42-25-10-30, 36-65-70-72); Gaumont Ambassade, 8: (43-59-19-08, 36-85-75-06); George V, 6: (45-62-41-46, 36-65-70-74); Le Bastille, 11: (43-07-48-60); Sept Pamassiens, 14: (43-20-32-20); UGC Meilliot, 17: (40-68-00-16, 36-65-70-61); v.f.: Rex. 2: (42-36-83-93, 36-65-70-23); UGC Montpernesse, 6: (45-74-94-84, 36-65-70-14); Paramount Opéra, 8: (47-42-56-31, 36-65-70-18); Les Nation, 12: (43-43-04-67, 36-65-71-33); UGC Lyon Bastille, 12: (43-43-01-69, 36-65-70-84); UGC Gobelins, 13: (45-61-94-66, 36-65-70-45); Mistral, 14: (36-65-70-41); UGC Convention, 15- (45-74-93-40, 38-55-70-47); Pathé Wepler II, 18: (36-68-20-22). HOOK (A., v.f.): Cinoches, 6:

HOOK (A., v.f.) : Cinoches, 6-(46-33-10-82). HORS SAISON (Suis.-Fr.-All.) : Publicis

HORS SAISON (Suis.-Fr.-All.): Publicis Saint-Germain, 6· (42-22-72-80); Bysées Lincoln, 9· (43-59-36-14); Sept Parmaslens, 14· (43-20-32-20).

HYÈNES (sénégatais-Suis.-Fr., v.o.): 14
Juillet Parmasse, 6· (43-26-58-00); Racine Odéon, 6· (43-26-19-68); Les Trois Balzac, 8· (45-61-10-60); 14 Juillet Bastille, 11· (43-57-90-81).

INDOCHINE (Fr.): Forum Horizon, 1-(45-08-57-57, 36-65-70-83); George V, 8- (45-62-41-46, 36-66-70-74); Grand Pavois, 15- (45-64-46-85); Saint-Lambert, 15- (45-32-91-68). INNOCENT BLOOD (A., v.o.) : Gaumont

INNOCENT BLOOD (A., v.o.): Gaumont Les Halles, 1º (40-26 12-12); 14 Julier Odéon, 6º (43-25-59-83); Gaumont Marignan-Concorde, 8º (43-59-92-82); 14 Juliet Bastille, 11º (43-57-90-81); Gaumont Parnasse, 14º (43-35-30-40); 14 Julier Bastille, 11º (45-75-79-78); v.f.: Français, 8º (47-70-33-88); Gaumont Gobeline bia (ex Fauvette bis), 13º (47-07-55-88); Gaumont Alésia, 14º (36-65-76-14); Montparnasse, 14º (43-20-12-06); Pathé Wspier II, 18º (36-88-20-22).

L'INSTINCT DE L'ANGE (Fr.) : Gaumont Ambessede, 6 (43-56-16-06, Ambessede, 36-65-75-08).

JEUX O'ADULTES (A., v.o.): Gaumont Manignan-Concorde, 8: (43:59:92-82); v.f.: Français, 9: (47:70-33-88) JUSTE AVANT L'ORAGE (Fr. Sus.)
Sept Parrassiens, 14 (43-20-32-20).
L 627 (Fr.): Conches, 8 (46-33-10-82).
LES LIAISONS OANGEREUSES (A. v.o.) : Ciné Beaubourg, 3- (42-71-52-36) : Grand Pavols, 15- (45-54-46-85). LIOUBOV (russe, v.o.) : Gaumont Haute-feuille, 6: (46-33-79-38) : La Bastille, 11-(43-07-48-60).

(43-07-48-60).

LUNES OF FIEL (Fr., v.o.): Ciné Beaubourg, 3- (42-71-52-36); Lucernaire, 6- (45-44-57-34).

MAMAN J'AI ENCORE RATÉ L'AVION (A., v.f.): Rex, 2- (42-36-88-93, 38-65-70-23); George V. 6- (46-62-41-46, 36-65-70-74); UGC Gobelins, 13- (45-61-94-95, 36-65-70-45); Saint-ambert, 15- (45-32-91-68).

PARAMEANININIE (Augus, v.o.): Images

Seint-Lambert, 15- (45-32-91-68).

MANGAN(NNIE (Austr., v.o.): Images d'ailleurs, 5- (45-87-6-95); v.f.: 14 Juli-let Parnasse, 9- (43-28-58-00): Le Berry Zèbre, 11- (43-57-61-55).

MARIS ET FEMMES (A., v.o.): Forum Orient Express, 1- (42-33-42-28, 36-85-70-67); Action Ecoles, 5- (43-26-72-07, 38-65-70-64): UGC Triomphe, 6- (48-74-63-50, 36-65-70-76); Sept Parnassiens, 14- (43-20-32-20).

LES MEILLEURES INTENTIONS (danos, v.o.): Epée de Bois, 5- (43-37-57-47).

LES MEILLEURES INTENTIONS (danos, v.o.): Epée de Bois, 5- (43-37-57-47).

MENSONGE (Fr.): Geumont Les Halles,
1- (40-26-12-12); Gratagns, 9- (36-65-70-37); Geumont Ambassade, 8- (43-59-19-08, 36-65-75-08); Saint-Lazer-Pssquier, 6- (43-67-35-43, 38-85-71-66); Françsis, 6- (47-70-33-88); Geumont Gobelins (ex Fauvette), 13- (47-07-55-86); Pathé Wegler II, 18- (36-68-20-22). LES MILLE ET UNE FARCES DE PIF ET

HERCULE (Fr.) : Sept Parmassiens, 14-(43-20-32-20) : Pathé Clichy, 16-36-68-20-22) LES NUITS FAUVES (Fr.) : Ciné Beaubourg. 3- (42-71-52-36); UGC Rotonde, 8- (45-74-94-94, 36-85-70-73); UGC Triomphe, 8- (45-74-63-50, 36-65-70-76).

L')LE OUI MENT (Fr.-Por.) ; Epée de Bois, 5- (43-37-57-47).

5- (43-37-57-47).

ORLANDO (Brit., v.o.): Ciné Beaubourg, 3- (42-71-52-36): Les Trois Lucembourg, 6- (48-33-97-77, 36-65-70-43); Les Montremos, 14- (36-65-70-42).

LES PARADIS PERDUS (Fr.): L'Entrepôt, 14- (45-43-41-63).

PETER'S FRIENDS (Brit., v.o.): Forum Horizon, 1- (45-08-57-57 36-65-70-83); UGC Danton, 8- (45-08-33); UGC Danton, 8- (42-25-10-30, 36-65-70-68); UGC Rotonde, 6- (45-74-94-94, 38-65-70-73); UGC Bletritz, 6- (45-62-20-40, 38-65-70-81); 14- Juillett Bestille, 11- (43-57-90-61); Gaumont Grand Ecran Italle, 13- (45-80-77-00); Mistral, 14- (36-65-70-41); v.f.; UGC Opéra, 8- (45-74-95-40, 38-65-70-44); Gaumont Parnasse, 14- (43-35-30-40); UGC Convention, ...15- (45-74-93-40, 36-65-70-47).

LE PETIT PRINCE A OIT (Fr.): Lucer-

LE PETIT PRINCE A OFT (Fr.) : Lucarnaire, 6 (45-44-57-34). LA PETITE APOCALYPSE (Fr.-it.-Pol.): Gaumont Opéra, 2 (47-42-80-3); George V, 6 (46-62-41-46, 36-65-70-74); 14 Juliet Bastile, 11 (43-57-90-81); Geumont Pamesse, 14 (43-35-30-40); 14 Juliet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79). 100 mg

Ÿ.,

17.4

134-7

. ...

**** 37

25

1.0

- 22

1.

155770

PIÈGE EN HAUTE MER (A., v.o.) : Forum Horizon, 1* (45-08-57-57, 36-65-70-83) ; UGC Odéon, 6* (42-25-10-30, 36-55-70-72) ; UGC Normandie, 9* (45-63-16-16, 36-65-70-82) ; v.f. : Rex lie Grand Rex), 2* (42-36-63-93, 36-65-70-23) ; UGC Montparnasse, 6* (45-74-94-94, 36-65-70-14) ; Paramount Opéra, 9* (47-42-56-31, 36-65-70-16) ; UGC Lyon Bastille, 12* (43-43-01-59, 36-65-70-84) ; UGC Gobelins, 13* (45-61-94-95, 36-65-70-45) ; Mistral, 14* (36-65-70-41) ; Montparnesse, 14* (43-20-12-06) ; UGC Convention, 15-45-74-93-40, 36-65-70-47) ; Pathé Cichy, 18* (36-68-20-22) ; Le Gambetta, 20* (46-36-10-96, 36-65-71-44). PIÈGE EN HAUTE MER (A., v.o.) : Forum

(46-36-10-96, 36-65-71-44).

LES PILLEURS (A., v.o.): Ciné 8eaubourg, 3° (42-71-52-35); UGC Normandie, 8° (45-63-16-16, 36-66-70-82); v.f.: Rex, 2° (42-36-83-93, 36-65-70-23); UGC Montparnasse, 6° (45-74-94-94, 38-65-70-14); Paramount Opéra, 9° (47-42-56-31, 36-65-70-13); UGC Gobelins, 13° (45-61-94-95, 36-65-70-45); Mistrel, 14° (36-65-70-41); Pathé Clichy, 19° (36-68-02-22).

:2

.

300

**..

2.

14

₹1::--.

 $\mathfrak{F}_{2, m_{\alpha}}$

(c)

3.4

ic.

Sec. C.

NOT -

P Pro-

 $i_4|_{M_{m_{\rm c,Tar}}}$

Ting ...

3-11

h Bearing

dae ye.

hų,

dear.

m indir 1.

Organia.

- 14 · · ·

ir-

PROSPERO'S BOOKS (Brit. Hol., v.o.): Ciné Beaubourg, 3- (42-71-52-36); Den-fert, 14- (43-21-41-01). fert, 14^a (43-21-41-01).
OIU JU UNE FEMME CHINOISE (Chin., v.o.): Cind Beaubourg, 3^a (42-71-52-36); La Pagode, 7^a (47-05-12-16); Publicia Champa-Elysdes, 8^a (47-20-76-23).
RESERVOIR DOGS (A. v.o.): Cind Beaubourg, 3^a (42-71-52-36); Utopia; 5^a (43-28-84-65); Club Gaumont (Publicis Martignon), 3^a (42-58-52-76); Grand Pavois, 15^a (45-46-85).
RETOUR A HOWARDS ENO (Brit., v.o.): Studio des Ursulines, 5^a (43-26-19-09); Saint-Lambert, 15^a (45-32-91-68).

LES FILMS NOUVEAUX

A FLEUR DE MER. Film portugais de Joso Cesar Monteiro, v.o. : Latina, 4-(42-78-47-68). MALCOLM X. Film sméricain de

Spike Lee, v.o.: Gaumont Les Halfes, 1- (40-26-12-12); 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-56-83); Gaumont Haute-feuille, 8 (48-33-76-38); Gaumont Marignan-Concords, 6 (43-56-62-82); George V, 8 (45-82-41-46, 36-65-70-74); Max Linder Pano-rama, 8- (48-24-98-88); La Bastille, 11- (43-07-48-60); Gaumont Grand Ecran Italie, 13- (45-80-77-00); Gaumont Grand Ecran Italie, 13- (45-80-77-00); Gaumont Pernaese, 14- (43-35-30-40); 14 Julliet Beaugrenelle, 16- (45-75-79-78); v.f.: Paramount Opéra, 9- (47-42-58-31, 36-85-70-18); Gaumont Alésie, 14- (36-65-76-14); Montpernasse, 14- (43-20-12-06); Pathé Wepler, 18- (36-88-20-22); Le Gambetra, 20- (48-36-10-06); Le Gambetta, 20 (46-36-10-96, 36-65-71-44).

PRAGUE. Film anglo-français de lan Sellar, v.o. : Forum Orient Express. 1- (42-33-42-26, 36-65-70-87). SIMETIERRE 2. Film américain de Mary Lembert, v.o. : Forum Orient Express, 1* (42-33-42-26, 36-65-70-67) ; George V, 8: (45-62-41-48, 36-65-70-74) ; v.f. : UGC Montparnasse, 6- (45-74-94-94, 35-65-70-14); Paramount Opéra, 9- (47-42-56-31, 36-65-70-18); UGC Lyon Bastille, 12- (43-43-01-56, 36-65-70-84); UGC Gobelins, 13- (45-81-64-65, 36-65-70-45); Mistral, 14-(36-65-70-41); Pathé Clichy, 18-(38-68-20-22).

UNE BRÈVE HISTOIRE DU TEMPS. Film anglo-américain d'Errol Morris, v.o. : Ciné Beaubourg, 3- (42-71-52-38); La Pagode, 7- (47-06-12-15); Gaumont Ambassade, 8-(43-59-19-08, 36-65-75-08),



Le Monde • Dimanche 28 fevrier - Lundi 1 mars 1993 13

BILLET

L'Amérique de mieux en mieux

George Bush l'avait prédit, mais c'est son successeur, le président Clinton, qui en tire profit : l'économie américaine se porte de mieux en mieux et, même si elle ne crée pas encore les emplois escomptés, la croissance retrouvée permet aux milieux d'affaires d'examiner avec moins d'appréhension le volat le plus contesté de l'ambitique opération d'assainissement budgétaire entreprise par le président Clinton : l'augmentation des impôts. A la veille de rencontrer ses homologues du G7 à l'occasion de la réunion des ministres des finances des sent pays les plus industrialisés qui se tient à Londres, le secrétaire américain au Trésor, M. Lloyd Bentsen, a pu glisser dans sa serviette le communiqué publié par le département du commerce relatif à la bonne santé du produit intérieur brut (PIB) américain. Les derniers chiffres publiés le 26 février ont dépassé les prévisions les plus optimistes. initialement estimé à 3,8 %, le taux de croissance de l'économie au demier trimestre 1992 e finalement étá fortement révisé en hausse pour atteindre 4,8 % à la fin du mois da décembra, La niveau de l'activité renoue ainsi avec le pourcentage élevé constaté cinq ans plus tôt lorsque le produit intérieur brut eméricain avait augmenté de 5.9 % eu quatrième trimestre 1987. Pour l'ensemble de l'année 1992, la croissance aura atteint 2,1 %, son taux le plus élevé depuis 1988 lorsqua le PIB avait erregistré une hausse annuelle de 3,9 %. L'essentiel de cette progression provient à la fois de la forte augmentation des dépenses de consommation constatée à l'approche des fêtes de fin d'ennée et d'une poussée des exportations finalement trois fois supérieure aux premières estimations. Pour être admises officiellement, ces statistiques feront toutefois l'objet d'une demière révision le 26 mars

Face à ce qui constitue una excellente nouvelle pour l'Aménque et pour ses partenaires économiques, qui guettent l'empleur de la reprise aux Etats-Unis, la Maison Blanche s'est gardée de tout triomphalisme. « C'est un résultat encourageant. Mais beaucoup reste à faire, a'est contenté d'indiquer M. Georga Stephenopoulos, le directeur da la communication du président Clinton. Catte surprenante retenue e une explication. Depuis plusieurs jours, la nouvelle administration e engagé une partie de bras de fer evec le Congrès pour faire adopter l'assentiel du « plan Clinton » et. surtout, le dispositif de mini-relance de l'activité, d'une trentaine de milliards de dollars. annoncé par le président pour l'année fiscale 1993-1994. La Maison Blanche doit continuer à justifier l'utilité de ce « stimulant » alors que la majorité des républicains, rejoints par les ieunes turcs du Parti démocrate nouvellement élus à la Chambre des représentants, veulant le rayer d'un trait de plume au titre de la compression des dépenses, chapitre sur lequel la président a été, à leura yeux, trop timoré. D'où la tentation de l'administration de présenter les excellents résultats du demier trimestre 1992 comme un simple accident de parcours. Mais le

prochain.

D La Slovénie reçoit de la BERD un crédit da 1,5 milliard de francs. - La Slovénie recevra de la BERD (Banque européenne pour la reconstruction et le développement) un crédit de 225 millions d'écus, soit 1,5 milliard de francs. Le président de la BERD, M. Jacques Attali, en visite en Slovénie jeudi 25 fevner, a annoncé que ce crédit serail consacré à l'améliora-

the second second

Congrès na semble pas décidé à

SERGE MARTI

se prêter à la manœuvre.

Un palier provisoire dans la montée du chômage

2 992 600 chômeurs recensés en janvier

Selon les chiffree rendus publics par le ministère du travail le 26 février, le chômage e augmenté au mois de janvier de 0,1 % en donnéea corrigées. Avec 3 900 demandeurs d'emploi supplémentaires, il se situe encore en dessous de la barre des 3 millions, puiaque 2992600 chômeurs ont été recensés. En un an, la hausse est de 4,9 % et de 139 600 chômeurs.

Seion les critères du BIT (Bureau international du travail), le nombre n'a pratiquement pas évolué d'un mois sur l'autre, mais il progresse de 5,2 % en un an pour atteindre les 2 627 000. Par rapport à la population active, le taux de chômage s'élève à 10,5 %, sans changement sur décembre 1992, meis en croissance de 0,5 point sur janvier 1992.

C'est en données brutes que la montée du chômage reste la plus inquiétante, et laisse deviner le suite de la tendance. A l'ANPE, on comptait 3 112 462 inscrits, le record absolu étant une lois de plus dépassé, soit 1,2 % de plus en un mois et 5 % de plus en un an. A ee compte-lå, et avec 36 500 chômenrs supplémentaires en un mois, les résultats de février, qui seront condus fin mars, devraient conduire au franchissement effectif du seuil que l'opinion e déjà en tête...

Quoi qu'il en soit, et bien que M= Martine Aubry, ministre da travail, ait raison de répéter que, en dessous ou en dessus, le chiffre des trois millions ne change rien à la gravité de la situation de l'emploi, le gouvernement socialiste de

M. Pierre Bérégovoy vient de s'évi-ter d'avoir à annoncer le pire. Ce seront d'autres qui devront le faire, en tout état de canse, et qui suront à gérer un marché du travail qui ne cesse de se détériorer. En 1992, les effectifs salariés n'ont-ils pas baissé de 0,9 %, entraînant la perte de 133 000 emplois?

La récession, engagée au dernier trimestre de 1992, avec un recul du PIB (produit intérieur marchand) de 0,5 %, fait envisager un début de l'année 1993 particulièrement difficile. Or on sait qu'une reprise de la croissance, même rapide, ne se traduit que lentement en évolu-tion favorable pour l'emploi.

Rétention et paralysie

Si légère qu'elle puisse paraître, contrairement à ce qui était redouté, la hausse du chômage co janvier n'est en effet pas rassu-rante. Elle s'explique largement par des attitudes de la population potentiellement active et par les comportements méfiants des employeurs. Tout se passe comme si les jeunes, à la recherche d'un premier emploi – dont le nombre d'arrivées nouvelles à l'ANPE e baissé de 5,2 % par rapport à janvier 1992 - avaient décidé de ne pas se manifester, surs qu'ils eraient d'être éconduits.

De même pour les femmes dési-reuses de reprendre une activité et qui ont été 9,2 % de moins à sou-haiter retrouver un travail. Parallèlement, les chefs d'entreprise ont eu moins reconrs eux contrats à durée délerminée oo à l'intérim, parce que le volume d'embauche temporaire a lui aussi diminué dans cette période de basses eaux économiques. En conséquence, ces

deux facteurs d'entrée dans le chômage, qui étaient jusqu'à pré-sent les plus importants, régressent notablement, Respectivement, ces inscriptions-là à l'ANPE reculent de 2,2 % et de 10,6 % en un an. Ce qui reviendrait à dire que la récession a provoqué une rétention dans

un cas, une paralysie dans l'autre.

Si cette explication est la bonne, le palier qui semble atteint ne devrait pas longtemps résister. Du fait des restructurations en cours, le chomage des hommes, dans toutes les catégories d'âge, ne cesse de croître plus vite que celui des femmes. Ce sont les qualifiés, qu'ils soient ouvriers, techniciens. agents de maîtrise et cadres, qui font les frais des plans sociaux. Plus que jamais, le volume des licenciements économiques s'enlle et, avec 56 500 dans le mois, il atteint le niveau de 1988.

Dans le même temps, d'autres signaux alarmants s'allument ou se confirment. Après avoir longtemps progressé, les effectifs de bénéficiaires de dispositifs publics commencent à diminuer, malgré l'explosion des entrées en stages. Les sorties du chômage vers un emploi régressent de 8,3 % en un an et les offres d'emplois enregistrées par l'ANPE en cours de mois baissent sur un an de 14,6 % eu total, de 40 % pour les seuls contrats à durée déterminée.

Même le chômage de longue durée repart, qui s'accroît en un mois de 0,9 % en données corrigées, en dépit de tous les efforts accomplis dans le cadre du programme de M. Bérégovoy. D'allieurs, la durée moyenne d'attente à l'ANPE qui est de 245 jours s'est l'ANPE, qui est de 245 jours, s'est accrue de 22 jours en un an.

ALAIN LEBAUBE

Entrée en vigueur d'un nouvel indice

Les prix à la consommation ont augmenté de 0,4 % en janvier

Les prix à la consommation ont augmenté de 0,4 % en janvier, eoit une hausse da 2,1 % au cours des douze derniers mois, selon le nouvel indice des prix, publié pour la première fois, vendredi 26 février, per l'INSEE. Les craintes de déflation, apperues le mois dernier eprès l'ennonce d'une baisse de 0,1 % des prix en décembre, ne sont pas pour autant epaisées.

Les hausses de prix de l'atimentation (+ 0,9 %), celles des services privés (+ 0,6 %) et des tarifs publics (+ 1,4 %), qui expliquent le rebond de janvier sont, en fait, largement ponetuelles et n'éliminent par les réponses de déflation et pas les risques de déflation, si d'aventure la baisse des produits manufacturés se produisait. Conséquence de la vague de froid de décembre, la flambée des prix de certains produits frais est en certains produits frais est en grande partie responsable du ren-chérissement des produits alimen-taires, tandis que l'augmentation du prix du tabae (12,1 % de hausse, le 18 janvier) et celle de la redevance télévision (+ 4,5 %) sont les causes essentielles de la hausse des services publics.

En revanche, malgré l'augmenta-tion des prix de vente des véhi-cules qui, traditionnellement, intervient en janvier (+ 2,3 %), l'ensemble des produits manufacturés affichent une nouvelle baisse de 0,1 %, due en grande partie au sec-teur de l'habillement et à la stagnalion de la plupart des postes d'équipement ménager.

Dans le contexte de récession qui prévaut en Europe, mieux vaut donc rester prudent. Les risques de déstation subsistent en dépit de la beusse des prix euregistrée en jan-

vier. D'autant plus qu'il convient vier. D'aufant plus qu'il convient aussi de tenir compte de la mise en vigueur, ce mois-ci, d'un nouvel indice des prix à la consommation. L'indice « 296 postes », calcule depuis 1970 par l'INSEE et public jusqu'en décembre dernier, a été rénové, sa couverture élargie et harmonisée selon les normes curo-péennes.

péennes.

Le nouvel indice (1990 = 100) est calculé à partir d'un panier de la ménagère représentatif non plus de la structure des dépenses des seuls « ménages urbains dont le chef est ouvrier ou emploré » mais de celle de « tous lis ménages », sans limitation du champ de la population de référence. Sa nomenclature par produit ayant été rivisée et complétée, il n'est plus composé que de 265 postes, mais il bénéficie d'une médieute réprésentativité par rapport à la consommation effective, du fait notamment d'une meilleure couverture des services (six nouveaux postes ont été créés).

Enfin, le traitement de certains

Enfin, le traitement de certains produits a été modifié : abandon du lissage des séries de produits frais, dont le principal inconve-nient était d'étaler dans le temps des fluetuations saisonnières mportantes; mensualisation des relevés de prix d'un plus grand nombre de postes (les vetements et les toyers), afin d'éviter les à-coups inhérents aux relevés Inmestrels; prise en compte des soldes dans le suivi des prix des vêtements de

Ces changements, bien que d'un feible impact global sur la mesure de l'inflation, ont néanmoins comme effet d'accentuer la sensibilité des résultats mensuels aux mouvements saisonniers. Le diagnostie mensuel n'en est rendu que

VERONIQUE RICHES

La crise de la pêche

Les marins-pêcheurs résolus à poursuivre leur action

Les marins-pêcheurs restent mobi-lisés, malgré l'annonce de prix minima à l'importation et celle d'une minima à l'importanon et cèle d'une ralionge des aides aux familles en détresse (le Monde du 27 février). Des manifestations ont eu lieu, vendredi 26 février, à Vannes (Morbihan) et à Saint-Brieuc (Côtes-d'Armor), et, pour la première fois, des manifestations ont été signalées à Sète (Hérault) et à Hendaye (Pyrénées-Atlantimes). nées-Atlantiques).

nées-Atlantiques).

A l'origine du mouvement de protestation des pêcheurs, organisateur des récentes manifestations à Paris et à Bruxelles, le Comité de survie de la pêche s'est d'elaré «choqué» de n'avoir pas été u ité à se joindre à la réunion de Rennes, au cours de la quelle le secrétaire d'État à la mer a reçu les professionnels et a dénoncé le manque de représentativité de ses interlocuteurs. De nombreux messages de soutien et d'adhésion continuent de lui parvenir, parmi lesquels ceux de ports de la Méditerranée et du Pays basque.

Dans un communiqué rendu

Dans un communiqué rendu publie vendredi 26 février lors de réunions de pêcheurs organisées dans plusieurs ports, dont Douarnenez et

dans un port de pêche». Il propose également une réunion contradictoire, hundi 1º mars, à tous les candidats aux élections législatives du Fruistère, et précise qu'ail invitera à boycotter les absents et à voter blanc en cas d'absence générale». Il apoclle enfin tous les bateaux à reprendre la mer, le personnel restant à terre poursuivant l'action selon d'autres

o Manifestations de producteurs de pommes de terre en Bretagne. Quelque trois cents producteurs de pommes de terre da Morbihan et des Côtes-d'Armor ont déversé, vendredi 26 février, I 800 tonnes de pommes de terre aux différentes entrées de Pontivy (Morbihan). Ce mouvement de protestation contre la mévente des tubercules se déroulait à l'appel de la FDSEA et du CDJA..

Un entretien avec M. Jean-Yves Haberer

« Nous ne sommes pas une banque d'Etat!», nous déclare le président du Crédit Ivonnais

La vente par M. Bernard Tapie de sa participation dans Adidas e déclenché une polémique à l'encontre des entreprises à capiteux publics comme le Crédit lyonnais, les AGF et l'UAP, qui ont eugmenté leur participation dens la firme d'articles de sport. Elles sont notamment eccusées de complaisance à l'égerd d'un ministre en exercice. Le Crédit Ivonnais, dont la filiale, la SDBO, est le banquier de longue date de M. Tapie, e subi les principales critiques. Son président, M. Jean-Yves Haberer, se dit surpris a par l'ampleur de la controverse. Il réfute l'ensemble des accusations visant une opération jugée par lui classique pour une banque.

« Pour quelles raisons le Crédit Ivonnais s'est-il lancé dane l'opération de reprise d'Adidas?

- Tout d'abord, rappelons que M. Tapie étail dans une position intenable qui finissait par autre à la gestion d'Adidas. A la fois

homme d'affaires et membre da gouvernement, et de plus en période électorale, il ne pouvait non faire sans qu'on lui lombe des-sus! Il a décide de mettre fin à sus! Il a decide de mettre fin a cette situation, en chargeant notre filiale, la Société de banque occidentale (SDBO), de trouver un repreneur. Il faut savoir que le Crédit lyonnais, eclui des agences au coin de la rue, n'a pas de relation de etientèle avec M. Tapie. En revanche, celui-ci est un client fidèle et exemplaire de la SDBO denuis est débuts en 1974-1975. depuis ses débuts en 1974-1975.
Par tradition, la SDBO est la banque des professions de justiee, huissiers, administrateurs provisoires et autres liquidateurs d'entreprises en difficulté.

» La SDBO a fait son travail et trouvé un opérateur industriel, en la personne de M. Robert Louis-Dreyfus, ancien président de Saat-ehi et Saatchi. Après avoir fait une évaluation approfondie des comptes d'Adidas et s'être entouré de nombreux conseils, il a consi-deté que le fabricant d'articles de sport était une bonne entreprise. Il a pris 15 % du capital d'Adidas et dispose d'une option pour prendre la majorité. C'est un gestionnaire achané qui va y consacrer la totaachame qui va y consacrer la tota-lité de son temps et même s'instal-

ler en Allemagne à 100 mètres de

» Nos filiales, e'est clair, ont agi
en fonction de leurs intérêts, sans
aueun contact avec les pouvoirs
publics. Ainsi, quand Bernard
Tapie Finance cède des actifs, cette
société se désendene auprès de sa
banque, la SDBO. Par ailleurs
Cliavest, autre filiale spécialisée
dans les investissements industriels
du Crédit lyonnais, avait une participation dans Adidas. Comme les
autres investisseurs, ehacun precipation dans Adidas. Comme les autres investisseurs, ehacun prenant sa décision séparément, Clinvest a augmenté sa participation, car il était convaincu de l'intérêt de voir Adidas dirigé à plein temps par un gestionnaire qui est, en outre, un expert en publicité et en marketing. C'est un atout considérable dans la vente d'articles de sport. Par ailleurs, si Clinvest n'était pas resté, la SDBO aurait été placée dans une position délicate: comment convaincre des cate: comment convaincre des investisseurs de participer n un nouveau tour de table et leur expli-quer qu'une autre filiale du Crédit lyonnais s'en désengage?

 Adidas a été vendu plus cher qu'il n'avait été acheté. Peut-on parier de bonne affaire alors que le prix avait été vive-ment contesté par Pentland, candidat au rachat l'été demier et qu'Adidas affiche des pertes pour 1992?

usages ont été respectés. On a éva-lué les actifs et appliqué un abatte-ment elassique. Croyez-vous que M= Gilberte Beaux, qui, dans l'opération, double sa mise de fonds personnels, aurait accepté use évaluation infondée? Même une évaluation infondée? Même ehose pour Robert Louis-Dreyfus, les Anglo-Saxons et les autres investisseurs institutionnels. Quant à Pentland, il scrait comique d'en faire un oracle! Comme tout ache-teur, il cherchait à faire baisser le prix d'aehat d'autant plus qu'il savail que Bernard Tapie était condamné à vendre.

» Le prix de vente est effectivement plus élevé que le prix d'achat. Mais M. Tapie est un acheteur de talent! C'est d'ailleurs pourquoi, lors de la reprise, il a obtenu aussi faeilement des concours bancaires. Pour ce qui nous concerne, Clinvest compte bien dégager assez vite des plus-va-lues. J'ai d'ailleurs donné instruction de les réaliser le momen venu. En attendant, Adidas est une des rares entreprises allemandes contrôlée aux deux tiers par des Français.

La position du Crédit lyon-nais, banque nationalisée, est tout de même délicate.

- Nous ne sommes pas une ban- Nous ne sommes pas une osuque d'Etat! La seule banque d'Etat! La seule banque d'Etat, e'est la Banque de France! Le Crédit lyonnais est une banque concurrentielle de droit privé, dont l'Etat est actionnaire à 51 %. Les l'État est actionnaire à 51 %. Les fonds qu'il gère ne sont pas des fonds publics, mais des liquidités empruntées sur les marchés. Par ailleurs, additionner des participations de l'UAP, des AGF et du Lyonnais ne rime à rien. Les centres de décision sont autonomes. Il y a même une loi de 1984 qui précise qu'on ne peut additionner leurs participations distinctes pour calculer s'il y a contrôle public. »

Propos recueillia par ERIC LESER et CAROLINE MONNOT

salariai à EDF-GDF. - Les solariés d'EDF et de GDF recevront en mars un complément représentant 0,4 % de la masse salariale annuelle, conformément à l'accord signé par les syndicats CFDT, CFTC et CFE-CGC, prévoyant pour 1992 deux augmentations générales (1,5 % en avril et 1,1 % en octobre) et un dispositif d'intéressement lié à la croissance économique nationale et à l'évolution des ventes d'EDF. Seule l'évolution

M. Clinton plaide pour la liberté du commerce

M. Clinton a profité de son inter-M. Cimion a prome de son inter-eration devant les étudiants de l'American University, à Washington, le 26 février, pour souffier enfin le froid. Dans un discours destiné en priorité à l'Europe et an Japon, le président américain a d'abord récus-les accepts commisses dans les ales erreurs commises dans les années 20 et 30 x, lorsque les Exas-Unis s'étaient repliés sur cus-mêmes, ct il a mis en avant ales succès des années 40 et 50» synonymes de l'ouverture de l'Amérique vers l'exté-neur. Aujourd'hui, a-t-il ajouté, en dépit de toutes les pressions en sens contraire, « nous devons nous prêter au jeu de la concurrence et ne pas nous mettre en position de retruit ».

Ce rappel des principes étant fait, M. Clinton a exposé les cinq idés-forces qui, selon lui, doivent permet-tre à l'Amérique d'asseoir son lea-dership militaire et politique sur une suprématie économique retrouvée. La première condition consiste à appliquer aune nouvelle stratègie économique nationale». Le second principe consiste à faire du commerce international «l'élèment prioritaire de la sécurité (économique) des Eints-Unis», a indique le président, «Nous

continuerons à accueillir les produits et, les investissements étrangers, mais nous tenons à ce que nos propres nous tenons à ce que nos propres produits et nos propres investissements reçoivent les mêmes traltements dans les autres pays, a averti M. Clintoa. Notre politique commerciale fera pur-tie d'un programme économique inté-gré et elle ne sera pas seulement un élément destine à pallier notre absence dans tel ou tel domaine. »

« Maintenant c'est à votre tour»

Au même chapitre, le plus abondamment développé de son interven-tion, M. Clinton a estimé qu'il fallait dépasser le débat entre les politiques depasser le detal entre les politiques commerciales à suivre : multillaté-rales, régionales, hilatérales ou encore unilatérales, edmettant implicitement que les Etais-Unis entendaient bien jouer de toutes ces possibilités. Rappelant qu'il était favorable à «une conclusion rapide et réussie» de l'impresser Pour de des proportiques l'Unigney Round et des négociations de l'Accord sur les tanfs douaniers et le commerce (GATT), il n'a pas caché cependant son intérêt pour des accords régionaux et bilatéraux, mentionnant l'eccord d'union commer-

ciale (ALENA) conclu sous la précédente administration avec le Canada et le Mexique, mais aussi les rela-tions nouvelles qu'il est possible de nouer avec l'Asie et le Pacifique.

Abordant ensuite le troisième principe en forme de vœu, M. Clinton a estimé que les Etats-Unis devaient reprendre l'initiative au sein des grandes instances internationales, Prenant à partie les autres pays industrialisés, le locataire de la Maison Blanche leur a lancé: « Vous nous avez dit, pendant des années, que l'Amérique devait réduire son endettement, améliorer sa productivité, remettre de l'ordre chez elle. améliorer son niveau technologique et celul de l'éducation. Eh bien, nous l'avons fait, pour nous-mêmes mais aussi pour vous. Maintenant, c'est à votre tour, rous, maintenant, Cest a votre tour, en Allemagne, au Japon et dans d'autres pays, de travailler avec nous pour promouvoir une croissance globale.»

Comparativement, les deux derniers points de son programme – le soutien aux pays en voic de déve-loppement et l'encouragement au processus démocratique dans l'ex-URSS - ont été réduits à la portion congrue. M. Clinton s'est bien gardé d'évoquer la forme que pourrait revêtir une aide accrue de l'Occident aux anciennes Républiques socialistes converties à l'économie de marché. Sans doute pour ne pas déflorer un sujet qui figure en bonne place à l'ordre du jour de la réusion du G7

la réunion du G7

— Ce n'est pas un prix de complaisance! On n'a pas voulu offrir

SERGE MARTI

— Ce n'est pas un prix de complaisance! On n'a pas voulu offrir
une plus-value à M. Tapie. Les

de ce dernier paramètre a permis
de décleneher le versement d'un
complément salarial.

REVUE DES VALEURS

SEMAINE DU 22 AU 26 FÉVRIER 1993

PARIS

Méthode Coué

Rien ne va plus. NDICE CAC'40 L'économis franfoncer inexorablement dens la récession, la crise de l'immobilier e

entraîné le pre-

mière vériteble

défeillance d'un établissement financier (le Comptoir des entre-preneure), le protectionnierne reprend force et vigueur outre-At-lentique et le 8ourse de Perie... n'en e cure et continue sa marche en avant. Elle mise à fond sur le scénerin d'une nouvelle baisse des taux en Aliemagne, annoncée - pourquoi pae l - ce week-end lars de la réunion dee ministres des finances et des gouverneurs des banquee centralee du G7 à Londres. «Et si l'Allemagne ne se laisse pas fléchir, le franc français finira per flotter et les teux par baisser», explique un opérateur dont la sérénité étonne.

En tout cas, les valeurs francaises ont encore gagné 2,41 % d'un vendredi à l'eutre et ee retrouvent à leur niveau du 4 iuin 1992, evant le vote des Danois contre le traité de Maastricht. En l'espece de quatre semaines, l'in-dice CAC 40 a progressé de plus de 11,5 % et de 6,78 % depuis

Les mauvaises nouvelles n'ant pourtant pas cessé de e'accumuler tout eu long de le semaine mais n'ont pas semblé avoir réellement d'impact. Ainsi l'annonce, mercredi, d'une baisse de 0.5 %

Diff,

du produit intérieur brut (PIB) mar-chand lors du quatrième trimestre de 1992 – on prévoyait un recul de seulement 0,1 % – n'a pas semblé émouvoir les marchés. Elle ramène pourtant la croissance du PiB marchand l'an dernier à un petit 1,6 %. Il est vrei que les boursiers ne se soucient pas vraiment du passé.

Au présent, la défaillance assez epectaculaire du Comptoir dee entrepreneurs, une institution financière spécialisée dont le président est nommé en conseil des ministres, incapable de faire face à des échéances à court terme, e tout au plus pesé sur un certain nombre de valeurs plus ou moins impliquées dans un plan de sauvetage à venir. La fragilité du sys-tème bancaire français ainsi révélé e laissé les investisseurs de marbre. Paurtant, selon une étude présentée par Interfinances-Expobanquee, une centaine d'éteblissements de crédit sur quatre cents au totel vont enregistrer des pertes en 1992.

La Bourse de Paris e encaissé, toujours sans sourciller, une autre mauvaise nouvelle, cette fois-ci au futur : la révision en baisse par Paribas de sa prévision de croissance pour l'économie française en 1993 de 1,8 % à 1,4 %. Selon les économistes de la banque, il n'y e « pas d'amélioration en vue à court terme ». «La mande interne reste bridée per la montée du chômege, le niveau élevé des taux d'intérêt et les exportations pâtissent du raientissement européen. » Une telle prévieion, si elle

venait à se confirmer, ne manquerait pas d'affecter directement la rentabilité des entreprises. Or les bénéfices, d'un côté, et les taux d'intérêt à long terme (ceux des abligations), de l'eutre, sont les données essentielles qui conditionnent le cours des actione. La sse en 1992 des profits des sociétés cotées est évaluée aujourd'hui à 10 %, elle fait suite à une hausse de 2,5 % en 1991. Compte tenu des difficultés des établissements finenciers et de l'industrie lourde et d'équipement, les enalystes financiers semblent faire preuve d'un grand optimisme quand ile enticipent pour l'année en cours une croissance de plus de 10 % des résultats des entreprises. Un optimisme semblable à celui qui les hebite en matière de taux d'intérêt.

Scénario aléatoire

Per vocation et par nécessité les boursiers sont amenés à anticiper le conjuncture, mais leur volonté de a eccrocher coûte que coûte à un scénerio rose en matière de taux d'intérêt et de reprise de la croissance ressem-ble parfois à le méthode Coué. La Bourse de Paris joue einsi une baisse procheine des teux d'intérêt allemand avec dans son sillage une diminution du loyer de l'argent en France et, à la fin de l'ennée, les prémices d'une reprise de la croissance. Une évo-

Immobilier et foncier

Investissement

et portefeuille

26-2-93

274 346 199,9 57,5

3114 461,6

NC .

26-2-93

37,30 + 320 + 956 + 131,10 + 569 -168 -436,90 + 298 + 398 -296,20 + 257 +

Diff,

159 5,8

10.9

Diff,

39 7,60

10

Pétrole

lution idéale puisque, mécanique-

ment, le cours des actions profiterait à la fois de la baisse des taux, de la diminution des charges financières des entreprises et enfin de la reprise. Un espoir eubitement renforcé par l'ennonce, contre toute ettente, en fin de semaine dernière, d'une baiese de la masse monétaire ellemande M3. Mais ce ecénario eemble très aléatoire.

D'ebord, parce que les différents gestes de la Bundesbank ant jusqu'à eujourd'hai permis seulemant de réduire pour un temps la spéculation contre le franc. Rien n'eesure que cette même spéculation va cesser comme par miracle dans les prochaines semaines ou eprès les élections législatives et que sera possible ainsi une détente du loyer de l'argent en France.

Cette étape franchie, la reprise économique eera sons doute encore longue à se dessiner. L'investissement des entrepriees, moteur économique, est lié avant tout au niveau des taux d'intérêts à long terme et pas à celui du loyer de l'argent au jour le jour. Il e fallu deux ene aux Etats-Unis pour que le beisse des taux se traduise par une reprise. Certes, l'économie eméricaine est plus endettée que l'économie française, mais elle est égelement plus sensible à l'évolution des taux de marché.

Métallurgie, mécanique

Mines d'or, diamants

26-2-93

215 406 1440 329 390 193,90 81,90 292,50 230,90

ÉRIC LESER

Diff.

+ 9,50 + 24 + 8 + 23 kuch. + 21 + 0,80 - 4 - 1,60

166.90 + 4,40

26-2-93 Diff.

Q.50

3,90 1,30 0,16

Diff.

7,90 12,30 1,60 1

Diff.

Diff.

11,80

26-2-93

26-2-93

Transports, loisirs, services

26-2-93

Sicomi ou ex-sicomi

91,50 + 373,30 + 256,60 + 731 -565 + 251,80 +

28,10 + 1,10 85,50 - 7,50

NEW-YORK

Reprise

MONE DOW JOHES semaine dernière par le programme économique du pré-sident Bill Clinton et les perspectives d'augmentation d'impôts, la grande Bourse américaine e

retrouvé un peu d'allant d'un vendredi à l'nutre et l'indice Dow Jones a pratiquement cffacé ses pertes. Le Dow Jones gagnc ainst 48,63 points (1,46 %) d'un ven-dredi à l'autre à 3 370,81 points. Pour autant, la semeine a été

dominée par des arbitrages entre les valeurs et on ne peut pas parier d'enthousiasme. L'activité aura d'ailleurs été plutôt faible tout au long de la semaine. Même la révision en hausse à 4,8 % de l'estimation du département du commerce pour le produit intérieur brut (PIB) américain au quatrième trimestre 1992, contre 3,8 % evancé, en janvier, n'a pas donné vendredi de véritable impulsinn aux valeurs américaines. Mais l'explosion qui e'est prodnite vers midi sous le World Trade Center de New-York a pesé sur l'activité de Wall Street.

«Je crois que le marché est tou-jours en train d'essayer de trouver ses marques (après) les mouvements internes très rapides des deux der-nières semaines», soulignc M. Eric Miller, analyste chez Donaldson, Lufkin and Jenrette, « De nom-breux détenteurs de porteseuilles restent un peu inquiets de la fai-blesse de certains secteurs d'acti-vité», ajoute-t-il . Ainsi, les compa-

Rendue inquiète la gnies aériennes ont continué à perdre du terrain, les analystes et les boursiers craignant toujours que la taxe sur l'énergie proposée par Bill Clinton n'entraîne une sugmentation des coûts et ne raréfic les

> Les investisseurs américains sont restés également sur le réserve à l'approche de la réunion du groupe des sept pays les plus industrialisés (G7) samedi à Londres. Les Etats-Unis se montrent « préoccupés par les taux d'intérêt élevés en Europe» qui ralentissent la croissance dans cette partie du mande, e déclaré jeudi un responsable du Trésor

Indice Dow Jones du 26 février :

3 370,81 (c. 3 32	2,18) .	
	Cours 19 fév.	Cours 26 fév
Alcou ATT Bosing Chees Man. Benk Du Pout de Nerrours Eastman Kodek Exxon Ford General Hectric	71 1/8 53 7/8 33 5/8 30 3/4 47 3/4 50 1/4 64 1/4 46 1/2 82 1/4	70 1/6 55 7/6 34 1/2 31 1/2 48 3/6 53 5/8 45 7/8 84 1/8
General Motors Goodyser 1984 177 Mobil Off Pfizer Schlumberger	38 3/4 66 128 50 1/2 74 3/4 66 54 1/2 58 5/8 62 1/4	37 1/2 67 1/4 54 3/8 75 5/8 67 3/8 58 3/8 68 5/8 62 5/8
UAL Corp. (as-Allegis) Union Carbido United Tech Westinghouse Xerox Corp	113 3/8 16 5/8 44 3/4 13 1/8 83	116 1/8 16 3/4 44 3/4 13 1/2 82 3/4

TOKYO

Sous les 17 000 points

MOICE NIKITES Takyo a perdu du terrain d'un vendredi à l'autre. affectée notamment par la baisse des sneiétés exportetrices, qui ont souf-

fert de la remontée du yen. Au final, l'indice Nikkei des 225 grandes valeurs a perdu 56,68 points, soit 0,33 %, pour terminer à 16 955 36 points Le Nik-kei repasse amsi à nouveau sous la barre des 17 000 points. Une moyenne de 235 millions d'actions ont changé de mains chaque jour, contre 225 millions la semaine précédente.

L'événement mejeur de le semaine pour les boursiers japonais a été monétaire avec la remontée continue du yen par rapport eu dollar. Le billet vert est tombé cette semaiee à un plencher de 116,30 yens, après la réunion à New-York des adjoints des ministres des finances du groupe des sept grands pays industrialisés (G7) et les commentaires du secrétaire américain eu Trésor, M. Llnyd

tion de le devise nipponne. Les investisseurs ont einsi eu toutes les raisons de s'inquiéter des conséquences d'une monnaie trop farte sur les exportations des sociétés jeponeises. Mardi, le gouverneur de la Banque du Jepon (BoJ), M. Yesushi Micnn, e d'eillenrs estimé que la remontée du yen était * trop abrupte *, tout en se déclarant favorable à une apprécia-tion graduelle à moyen et long terme de la devise nipponne, qui aiderait à réduire l'important excedent commercial jeponeis.

Bentsen, en faveur d'une apprécia-

Indices du 26 février : Nikkei 16 953,35 (c. 17 010,03); Topix 1 284,21 points (c. 1 294,06).

Cours 19 fév. 26 fév. 26 fév. 1 230 1 210 1 150 1 170 2 1 350 1 320 2 1 20 1 20 1 20 1 350 1 320 1 350 1 320 1 350 1 320 1 350 1 320 1 350 1 350 1 350 1 350 1 350 1 350 1 350 1 350 1 350 1 350 1 350 1 350			
150 170			
	Aridgestone Zanon Zanon Feji Bacik Feji Bacik Hatsushita Electric Mitsushita Henry Sany Corp.	1 150 1 350 1 770 1 290 1 070 506 4 000	1 170 1 320 1 760 1 330 1 050 506 3 980

LONDRES

Grâce à ICI + 0,98 %

Parté en fin de semaine par la hausse des actions d'Imperial Chemical Industries (ICI) et les espoirs d'une baisse des taux d'intérêt allemands et britanniques, le Stock Exchange a pu s'inscrire en hausse d'un vendredi à l'antre. L'indice Footsie des cent grandes valeurs a einsi gagné 28 points (0,98 %) à 2 868 points.

Il avait pourtant baissé pendant les trois premiers jaurs de la semaine, en raison d'une vague de ventes sur les groupes bancaires et les gronpes de tabae et dans le crainte de lancement d'eugmentations de capital. La tendance s'est inversée jeudi, la Bourse ayant été dopée par le bond des titres d'ICI, qui a confirmé son projet de sépa-ration en deux sociétés indépendantes. Les indicateurs macro-éconamiques, peu nambreux cette semaine, n'ont pas eu de véritable influence sur le marché

val for mir

Indices «FT» 0 valeurs 2 86 leurs 2 208,4 nds d'Etat 96 nes d'or 93,20	dn 26 58 (c. 2 0 (c. 2	840); 30 200,80); 96 32);	
	Cours 19 fév.	Cours 26 fév.	
Bury Bury Bury Bury Bury Bury Bury Bury	6.08 2.65 5.54 4.65 10.68 25.50 11.20 13.15 6.45 5.82 11.43	5.84 2.78 5.59 4.89 10.50 6.88 25.50 12.10 13.80 6.67 5.84 12.22	

FRANCFORT Solide optimisme + 0,41 %

La Bourse de Francfort aurait pu donner le sentiment, en milieu de semaine, d'entamer une phase de consulidation après les fartes hausses enregistrées depuis le début du mois de février, mais il n'en a rien été et l'indice DAX e repris sa marche en avant pour atteindre à nouveau son plus haut niveau de l'année. Cet indice DAX des trente valeurs vedettes, de la cote a einsi terminé vendredi en elôture à 1 684,35 points, en hausse de 0,41 % sur la semaine. En un mois, le DAX aura gagné près de 8 %. Les courtiers attribuent la bonne santé du marché boursier aliemand à l'espoir d'une très prochaine baisse des taux d'intérêt directeurs. L'annonce d'un recul de la masse manetaire M3 de 2,3 % pour le mois de janvier e accru les chances d'une décision de la Bundesbank lars de la réunion de son conseil central de jeudi prochain, estiment les npérateurs. Bien qu'imputable en grande partie à la méthode de calcul, l'évolution de M3 semble mantrer un raientissement «souhaité», e déclaré jeudi le vice-président de la banque centrale, Indice DAX du 26 février : 1 684,35 (c. 1 677,39).

	-,,-	
	Cours 19 nov.	Cours 26 no
AEG BASF Buyer Commerchank Deutscheback Hoechet Kerstadt Manneeman Stemens Volktwegen	174 230,50 280 274 688 274,40 539 258,70 662 278,80	173,5 232,8 273,5 283 702 266 547 252,5 662,5 277,7

<u>Agroalimentaire</u> 26-2-93

	26.2.93	DIM
Assurance	2 S.	
BSN	987 840 3600 3294 407 150 1240	+ 36 - 7 - 90 - 82 + 12.6 + 2.9 + 40
BOUGLERY PERSONNELS	3110	+ 174

Bâtiment et matériaux

	20-2-93	Diff.
Bouygues	638	+ 1
Cimente français	300	+ 5
Colas	915	- 4
Eurotennel	40.8	+ 1.7
Fougerolle	758	+ 38
GTM Entrepose	408	- 2
homob. Phénix	143.9	+ 0.9
Jean Lefebyro	1 101	- 25
Latarge-Coppes	345,9	+ 0,9
Poliet	294	+ 4
Saint-Gobain	539	+ 1
SGE	- 220,8	- 3,5
Spin-Batignostes	383	+ 26

<u>Chimie</u>

	26-2-93	Diff.
Air liquide (L.)	787	+ 11
ELF Sanofi	1 040	+ 11
Gascogne	386	- 3
Institut Mérieux	6 500	- 200
Michelin	191.9	+ 7.6
Plastic Omnium	850	+ 9
Rhidag-Poulenc A	564	+ 1
Rhône-Poulenc CI.	513	- 40
Roussel-Uciat	55B	+ 42
Syntheliabo	1 170	- 60

	26-2-93	L	Diff.
8IC	1099	-	36
Chargeurs	1 288	1-	6,8
Christian Dior	277	١.	19.5
Clarina	588	۱.	10
DMC	318.50	[+	15
EBF	720	l+	20
Essilor	464	(+	6
Groupe André	700	+	30
L'Ordel	1117	+	29
Modinex	99.15	۱.	8,55
Salomon	1640	+	140
SEB	375	+	9
Sids Rossignet	978	+	35
Sommer-Allibert	1 395	+	35
Yves Saint Laurent	768	+	18
Zodiac	1 650	+	21

Crédit et banques

	26-2-93		Diff.
Comp. bancaire BMP C1 Catalem CPR CCF	479 508 1210 285 219 239.80	- + + +	14,50 20 40 10 nc 1.70
CFF	1 055	1-	30
CLF	390,50	۱.	9,90
Crédit lyon. Cl	512	 -	25
Crédit national	1 296	٠	40
Société générale	637	+	8
SOVAC	1175	+	50
UFB Locaball	281	+	ð
UC	485	+	27,50
Via Banque	250	٠	3

Electricité et électronique

	26-2-93	Diff.		
Alcatel-Alethom	649	+ 10		
Alcatel-Cible	477	+ 16		
CSEE	516	+ 2		
Intertechnique	484	+ 9		
indical	652	+ 60		
Legrand	4 437	- 3		
Matra	311	+ 14,70		
Radiotechnique	2 920	1 13,50		
Schneider	705	- 30		
Contract Animalous	- 191	+ 12		
Thorison CSF	163	+ 3,50		
Tubidati Colonia	103	- 1,20		

Distribution

	26-2-93	Diff.
Alsacienne Sup	1 770	+ 128
Bon Marché	528	- 27
Carrelour	2 605	+ 29
Casino	151,50	- 9
Castoragna	549	+ 21
COME	449	+ 2
Compt. Modernes.	1 235	- 30
Demart	3 392	- 8
Docies de France	462	+ 22.20
Guleries Lafayette.	1 650	+ 35
Guilbert SA	1 250	- B
Guyenne Gasc	1 499	+ 39
Pinault Print	679	+ 11
Primegaz	975	+ 16
Promodès	860	+ 6
SCOA	18,05	+ 1.06

VALEURS LE I	LUS ACT		LES PLUS DE COURS	FORT.	ES VARIATIONADAIRES	ONS (RM)
	Nombre de titres	Valeur en cep. (MF)	Valeurs	Housee %	Valours	Baiss %
Alcasel Alurhorn. Sociala Gindrale ELF Aquitaine Philips Prulena A. Suer SIRP JVMH Exer (Giodrale deel	1349 429 874195 1727 195 1094 474 2011 412 553 620 204447 426070 345480 1572 480 569 825	866 788 851 189 832 323 615 411 596 756 533 640 481 036 478 558 407 295 400 056 389 008	Attendage SCOA		Crédit lycomis . Peris. Erz. Pert. Casino-Guich CFF SOR Sed-Est Syntheleto Gle Entreprines UGC Bon Marché	- 10,1 - 6 - 7,2 - 6,1 - 5,2 - 4,7 - 4,5 - 4 - 4 - 3,6 - 3,2

	DE COURS	HEBDO	OMADAIRES	(RM)
WF)	Valeurs	Heusse %	Valeura	Baisse %
88 89 23 11 56 40	Total	+ 19,8 + 15,6 + 13,6 + 13,4 + 12,7		- 10,1 - 6 - 7,2 - 6,1 - 5,2 - 4,7
36 58 95 56 06	BitV	+12.6 +11.9 +11.1 +11	Syntheleho	- 4.5 - 4 - 4 - 3.6
77 56	Salvepar Fochette (l.e)	+ 10.6	Metaleurop	- 28 - 26

Michelle	1624800	328 577 286 956	Fochette (Le)	+ 10,4 Bridge	a Baghin - 2.6
- LE	VOLUME DE	S TRANSAC	TIONS (en mi	illiers de franc	:s)
	19-2-93	22-2-93	23-2-93	24-2-93	25-2-93
RMComptent	3 937 357	3 139 283	2 600 776	2 814 989	2 906 365
R. et obl. Actions	18 338 734 148 165			35 529 018 140 503	23 328 690 151 457
Total	22 424 256	25 217 869	35 577 596	38 484 510	28 386 512
	INC	CER CAC IA	breeff our sweets	-dn	

	IND	ICES CAC (du	fundî au vend	redi)	
	22-2-93	23-2-93	24-2-93	25-2-93	26-2-93
Indice gén	517,10	520,40	515,30	520,20	517,50
inter-caces I	1 959 23	tese 100, 31 o	décembre 198 1 953,39	7)	1 000 74

MATIF Notionnel 10 %. - Cotation en pourcentage du 26 février 1993 Nombre de contrats : 167 484 environ

COLUDO	ÉCHÉANCES						
COURS	MARS 1993	JUIN 1993	SEPT. 1993	DÉC. 1993			
Premier	113,60	115,86	116,22	-			
Demier	114,08	116,32	116,70	_			
Compensation	114,08	116,34	116,70	116,72			

710 182 1295 180 395 299,90 426,90 246 1755 2354 440,10 471,20 47 inch. 2,50 25 2 10 18 21 loch, 18 17,60 6,20 4,30 inch. 40 14 14,90 1 * Coupon 0.70 F. Valeurs à revenu fixe ou indexé

10 % 1978		26-2-93	Diff,
	0,80 % 1978	99,60	- 0,40
	0 % 1979	99,65	Inch.
	0,80 % 1979	160,53	- 0,47
	2NB 3 %	5350	0
	2NB 5000 F.	98,65	+ 0,25
	2NB Seez 5 000 F.	97,55	+ 0,05

400 miles

All the many of

- 20 mg

1.00

. C. Jon

والمراكب

them by the contract of

Ser to the contract Mark Court of the dist

We the Land of the Bear Section of the section

Manager Control of the Park

Car. Y

JODENL

40.00

. Az e

412

1. 4

2. 3.

14.11

. 1944

TERES PREMIÈRES

ن د ا

succès de la C

Sent de Proposition Man for my land And were the contagent on the hean of the day to the first of 110004 Raiet un predictions d'elécage Em Estage Process des disse the East par la Children de montre de Rouge loute de Activitée de Rouge loute de Activitée de Rouge loute de la company de la compan His L 14 10 councils for the controller na prices de provincio de lança Silila. mathes cramment in court the ं ईस्प्रीत Ris maneuvery delateration for the

* tt 13 COLES DE 19 : 9454 11/100 - i h 14.00 O'CON. 14. at 1 44 4

1 5/6 in prage

1 211 1 1 141

A CSB -- Turks

to the charge

273 Way 4.

in the con-

 $q_{41}{}_{1+\tilde{q}_{1}}$

 $\delta(C_{1,p},\underline{q})$

1171061

 $\Gamma_{0,30}=\rho_{\rm eff3}$

 $\mathsf{Is}_{\mathsf{MS}_{\mathsf{T},\mathsf{MS}_{\mathsf{T},\mathsf{MS}_{\mathsf{T},\mathsf{MS}_{\mathsf{T}}}}}$

could calle balancies

Marketon.

gebauffe fit uns CAPAGE *2*% 109 ** +* 4 t

1 4 Praint. differ r Elynur

L.M. in Parkin UNITE

Succès de la CEE sur le marché allemand

Le principal emprunt de cette fiu de février sur le marché international des capitaux a été celui de 2,9 milliards de deutschemarks emis par la Communauté économique européenne pour une durée de sept ans. C'est une réussite totale dont le bénéfice s'étend à tous les participants. L'émetteur a eu l'oc-casion de vérifier combien son cré-dit est apprécié et de montrer qo'il n'a nullement souffert des dissen-sions suseitées par le traité de Maastricht. Il n'y a pas de débiteur au moude qui soit mieux considéré. Comparées aux fonds d'Etat allemands, les conditions qu'il a obtenues sont meilleures que celles qui avaient été réservées à l'Angleterre, il y a quelques mois. Ce point est intéressant, car il permet de trancher une question à laquelle on ne pouvait jusqu'alors répoodre que de façon théorique, Il est désormais prouvé que les investis-seurs ioternatiooaux estiment devantage la signature de la Com-munauté que celle d'un des mem-bres les mieux cotés de l'Europe des Douze.

Pour le bénéficiaire des fonds, l'Italie, l'affaire est de toute première importance. C'est une mar-que de soutien très précieuse qui est fournie à ce pays au moment où il traverse une crise particulièrement grave. Les fonds sont reprêtés au Trésor public de Rome sans qu'aucuoe commission ni dédommagement de quelque sorte de sait prélevé au passage par la Commu-nauté. Il n'en coûte que 6,61 %

Jane Sales History Linday Jan

Contractor of the contractor o

l'an, ce qui est très avantageux. De leur côté, les iovestisseurs et les grands gestionnaires ont l'assu-rance de posséder des titres d'une qualité irréprochable et très facile-ment oégociables. Le rapport sur lequel ils pouvaient tabler ces der-niers jours était de huit polots supérieur à celui des obligations du gouvernement allemand. Au laoce-ment de l'émission, mercredi, cela correspondait à 6,55 %.

D'un noin

La Dresdner Bank, à laquelle avait été confié le secrétariat de l'émis-sion, avait associé à sou entreprise deux établissemeots de tout pre-mier plan, la Caisse des dépôts et CSFB, l'Eurobanque du groupe du Crédit suisse. Uoe telle combinai-tes était un case de proche Ca-Crédit suisse. Uoe telle combinai-soo était uo gage de succès. Ces banques soot réputées pour leur force de placement et, comme elles sont d'origine et de tradition diffé-rentes, elles se sont très bien com-plétées pour atteindre la gamme la plus étendue possible d'investis-seurs. En outre, elles se sont enga-gées à organiser dès le départ un véritable marché, les obligations pouvant être achetées et revendues sans que leur valeur relative, mesu-rée aux fonds d'Etat allemands, oe se modifie de façon importante. se modifie de façon importante.

Enfin, le marché des titres libeilés en marks a lui aussi profité de cette transaction. La Communauté économique européenne o'avait plus émis d'emprunt en marks depois 1986. Soo retour dans de telles cooditions est en fait une recoonaissance officielle de l'extraordinaire développement do compartiment allemand de l'euro-marché et de la place prise aujourd'hni par Francfort dans les affaires financières internationales.

Des ressources en écus pour la France et la Roumanie

Il est intéressant de constater que ce développement du marché que ce developpement du marche allemand n'empêcbe pas que, par ailleurs, se poursuiveot de façon intensive les efforts de promotioo de l'écu. Les institutions euro-péennes et des pays comme l'Italie, la Grande-Bretagne et la France continuent par leur politique d'em-prunts de poser des jalons qu'i devraient permettre à ce marché de se remettre de sa défaillance de l'an passé. La France vient de lancer sur le marché pour 1,7 milliard d'écus de bons du Trésor de cinq ans de durée, par l'iotermédiaire du Crédit commercial de France l'opération a été très bien menée. de Paribas. Cette affaire a bénéfi-

cié d'uo excelient accueil sur le plan international. Le reodement proposé aux investisseurs était au départ de 7,51 %, c'est-à-dire à peu de chose près ce que rapportaient les funds d'Etat de même durée, libellés en francs français. Y enmpris les commissions versées aux banques, le tout revient à 7,57 %. Ce n'est pas très coûteux si oo compte en francs. Il reste que le goovernement allemand, sur soo propre marché, nbtient des ressources de même durée qui ne loi coûtent en marks que 6,44 % l'an.

Une autre transaction en écus

vient d'être conclue de façoo beauenup plus discrète, mais qui n'en témoigne pas moins do sootien officiel apporté à la monnaie composite par les aotorités. La Communauté économique vicot de enotracter un emprunt de 80 millions d'écus et d'une durée de sept ans, dont elle destine le produit à la Roumanie. La transaction a été réalisée avec ooe baoque allemande suivant uoe formule très souple et très économique qui est otilisée fréquemment outre-Rbin, celle des crédits bancaires transférables. La rémunération de ce prêt lépendra de l'évolotion du loyer de l'argent à court terme en écus telle que l'exprime le taux de référence du marché monétaire, le Libor, acquel s'ajortera une certaine marge. Ao programme d'aide financière consenti par la Commo-nauté aux pays de l'Est, quatre transactions de faible taille sont prévues pour ces prochains mois, poor environ 120 millions d'écus au total. Une somme de 60 mil-lions devrait revenir à la Bulgarie, le reste étant destiné aux pays baltes. Les rares pays d'Europe centrale qui ont directement accès an marché des capitaux conceotreut leurs efforts sur les compartiments du deutschemark et du doi-

CHRISTOPHE VETTER

DEVISES ET OR

Records et plongeons

+ 4,8 % de croissance en rythme annuel aux Etats-Unis... et - 2 % en Fraoce: ces jours-ci, ce n'est pas tant le différentiel de taux d'iotérêt entre les Etats-Uois et l'Europe qui frappe, que l'écart de croissance d'un enntinent à l'autre.

Dans ce cootexte, il n'est pas ctoonant que le dollar, qui avait peu varié ees deux dernières semaioes, se soil soudainement orienté à la bausse, dans la foulée de l'annooce d'une hausse du PIB de 4,8 % au quatrième trimestre. En peu de temps, la monnaie amé-ricaine a décollé de la barre de 5,50 francs, terminant la semaine à 5,58 francs et 1,6450 DM. En fiu de semaine, le marché était il est vrai particulièrement ereux, les opérateurs hésitant à prendre de nouvelles positions à la veille de la rencontre, samedi 27 l'évrier à Londres, des ministres des finances du

groupe des Sept. Comme pour précéder une possi-ble déclaration commuoe sur la nécessité de réévaluer le yen, la monnaie nipnoce a accenjué soo mouvement de hausse. Uo scenario qui avait de la tesse. Co accession qui avait de la teté observé dans le passé et qui s'était le plus souvent traduit par un arrêt de l'appréciation uoe fois le communiqué publié. Mais cette fois-ci, le yen a battu tous ses records historiques vis-à-vis de la monnaie américaine, cotant 116,78 yens mardi 23 février. Les responsables japonais ne cachent pas leur inquietude devant la vive progression de leur munopaie, qui risque de déprécier leurs avoirs en devises et surtout de ralentir la croissance des expor-tations de l'Archipel. Après la très vive agitation des séances précédentes, les transactions sur le yen se sont un peu calmées à la veille de la rencontre des Sept. La fin de l'année budgétaire japonaise, dans un mois, promet une nouvelle agitation autour de la parité mark-

Si elle n'a jamais été aussi faible vis a-vis du yen, la monnaie américaioe n'est pas pour autant orien-tée à la baisse vis-à-vis des autres devises. Bien au cootraire. Elle se situe desormais pratiquement au sommet de la fourchette de fluctuations observée ces dernières coura du week-end du 27 ont

que si la Bundesbaok abaisse de nouveau ses taux directeurs lors de sa réunion du 4 mars, le dullar s'en trouvera fortement dopé et pour-rait atteiodre faeilement 1,70 DM. En attendant, entre la forte reprise de l'activité et le bon accueil réservé au programme économique du président Clinton, les éléments de soutien de manquent pas.

Le franc, lui, n'est pas à la fête. pas plos que les aotres moonaies du système monétaire européen. Alurs que le maintieu des taux d'intérêt à trois mois aux alentours de 12 % rappelle chaque jour que la tourmente munétaire u'est pas tout à fait passée, l'annonce d'une ebute plus importante que prévu du PNB français ou quatrième tri-mestre a entraîne un accès de faiblesse de la devise française. Rien de trop grave pour l'instant, puis-que la monoaie allemande a à peine frôlé la barre de 3,40 francs. Mais les autorités mooétaires restent très vigilantes, car elles n'out toujours pas recoostitué leurs réserves de changes et la coojone-ture en Europe, dans le SME ainsi que dans «l'ex-SME», est toujours très compliquée, D'ailleurs, selon certaios opérateors, l'iostitut d'émission s'est manifesté sur le marché co début de semaioc. Le franc souffre, comme à chaque fois, de l'affaiblissement des autres monnaies en Europe.

Un malaise grandissant

Plusieurs autres baoques ceotrales, elles, sont interveoues offi-ciellemeot an cours des dernières séances. Ce fut le cas, à plusieurs reprises, de la Banque d'Espagne. Face aux attaques contre la peseta, accentuées après l'annonce par Madrid du trois milliooième ebômeur, les autorités ont multiplié les déclarations affirmant leur attaebement au SME. Il n'empêche : certains se demandent si l'Espagne pourra éviter une troi-sième dévaluation de sa mounaie, voire une sortie du SME, et la peseta entraîne l'escudo dans sa glissade. Des rumeurs de réunion du comité monétaire européen au

même circulé. Mais la plupart des membres du comité (les nuniéro deux des baoques centrales et les directeurs du Trésor) devaient se truuver à Londres samedi. Et comme l'Espague n'appartient pas au G7, un réaligement depuis la Grande-Bretagne paraissait difficile. Eo fin de semaine, les transaetions sur la peseta se sont un peu calmées, les opérateurs s'effrayant peus-être d'avoir vu les taux à

court terme monter jusqu'à 20 %. La lire italieune et la livre britannique unt également subi de nouvelles mésaventures, tombaot toures deux à de nouveaux planchers historiques vis-à-vis du mark. Daos la péninsule italienne, tout paraît coojugué pour faire trébueber la monnaie : les scandales atteignent chaque jour un peu plus la classe politique et les capitaines d'industrie, alors que la situation économique demeure préoccu-paote. Jeudi, alors que le mark était monté jusqu'à 985 lires, l'agence Moody's a aunoocé une possible révision en baisse de la notation de la dette italienne, estimant qu'il était diffieile de comprendre comment, dans le enntexte politique actuel, la progression des déficits publics pourrait être conte

Le sentiment qui prévaut est celoi d'un malaise mouétaire grandissant, qoi concerne tout autant les membres du SME que l'Italie et la Graode-Bretagne. De fortes variations de taux de change à l'intérieur de la Communaoté ne penvent qu'accroître les divergences écocomiques et envenimer les relations commerciales entre Etats membres, comme l'a souligné jeudi le vice-président de la Bundesbank, M. Haos Tietmeyer. Les propos peu amènes tenus par divers responsables européens à propos de la Grande-Bretagne et de sa livre 2,31 DM, alors que son taux pivot dans le SME était de 2,95 DM) sont là pour en témoigner.

FRANÇOISE LAZARE

MATIÈRES PREMIÈRES

Les oléagineux en pente douce

La France s'opposera par tous les moyens convenus entre les Etats membres d l'opprobation du projet d'accord oléagineux CEE-Etots-Unis», a déclaré cette semano. M, Pierre Bérégovoy. En d'autres termes, le premier ministre français entend utiliser son droit de veto au moment où la Commissioo eoropéenne veut faire avaliser, le 8 mars, le volet oléagioeux du com-promis agricole conclu à Washingtoo nu mois de novembre 1992.

Curicosement, cette menace ioquiète probablement plus les pro-fessionnels français que les Américaios eux-mêmes. De l'avis de la majorité des experts dans un tel cootexte - l'Europe a été condamnée deux fois au GATT sur ce dossier. - cet accord est le « moins mouvais» que pouvaient obtenir les négociateurs européens. « Ce n'est jomais agréable d'être limités, disent-ils notamment, mais mieux vaut être limités en superficie et non en rendement, comme les Améri-cuins le demandaient à l'origine.»

Autre motif de soulagement, le oiveau de production autorisé: permet une productioo d'oléagineux en Europe proche des niveaux atteints par la CEE ces derniéres années. Pour toutes ces raisons, les professionnels, loin d'être confortés par les prises de position de lenrs responsables, craignent au contraire que les manœuvres dilatoires de la

PRODUITS	COURS DU 19-2		
Cuivre h. g. (Loudes)	1 538 (+ 10,50)		
Trois mois	Livres/tonne		
Aluminium (Louises)	1 212 (- 14)		
Trois mois	Dollars/toune		
Nickel (Louiss)	6 080 (~ 205)		
Trois mois	Dollars/tonne		
Secre (Pais)	272,30 (+ 5)		
Mai	Dollars/toone		
Cufé (Lookes)	943 (- 9)		
Murs	Dollars/tonne		
Cacao (New-York)	905 (+ 8)		
Mars	Dollars/tonne		
Blé (Chicago)	372 (+ 6)		
Mars	Cents/boisectu		
Mais (Chicago) Mars	211 (- 1) Cents/boisseau		
Soja (Chicago)	176,30 (- 0,60)		
Mars	Dollars/t. courte		
Pétrole (Londres)	18,85 (+ 0,61)		
Brent avril	Dollars/baril		

compromis que les producteurs américains de soja jugent défavora-bles à leurs intérêts et oc déclen-cheot dans l'administration américaine un processus de représailles commerciales.

Les déclarations officielles animeot quelquefois - pour peu de temps il est vrai - le marché. Rares sont les matières premières qui poursoivent beooftemeot leurs cours, cours en pente douce s'il en est pour les oléagineux, quels qoe soient les remous de l'actualité.

Moscou

insolvable Alors que les prix du colza et du tournesol restaient fermes au mois de janvier – ils avaient même gagné 7 francs du qoiotal au enors de quelques semaines, – ils sont tom-bés à 128 fraocs le quintal ces jours-ci. Conjuguées à la hausse du dollar, les demandes du Japon et du Canada avaient dopé les pre-miers prix de l'année, mais cela n'a mers prix de l'annee, mais ceta n'a pas duré. Les cours ont choté avec le dollar au mois de février. Quant au soja, il vaut 240 dollars la tonne sur le disponible, mais 228 dollars la tonne sur l'éloigné; les opérateurs, bien sur, reculent le plus possible leur décision d'achat. Ce différential de coût a l'archite par les rentiel de coût s'explique par la provenance des grains. L'Amérique du Nord, qui récolte en ce moment, du Nord, qui récôte en ce moment, est moins chère que l'Amérique du Sud, dont la moisson se dérouie entre mars et juillet. « Les effets ravageurs de la récotte sud-américaine sont plus décisifs sur le marché que les gesticulations politiques ou les promesses électorales d'un parti dont lo défaite est annoncée depuis longtemps », affirme abruptement un opérateur.

L'année dernière, le coutineot sud-américain - par ordre d'importance l'Argentioe, le Brésil et le Paraguay – avait récolté 32 300 000 tonues de soja. Cette année, les volumes aeront de 36 millions, soit plus de trois fois la récolte communautaire. Les experts avaient prévu 35 millions de tonnes, ce qui constitue déjà uo

Décidément, les professionnels ne manqueot pas de sujets d'inquié-tude : Moscon, pour des raisous différentes, tombe sur les cours comme une menace. Les Russes ne paient pas et ne semblent pas s'en émouvoir. Les crédits impayés aux Elats-Unis totaliseot maintenant 293 millioos de dollars et aucane solution n'a été envisagée à terme. Toutes les livraisons out été sus-

pendues... et encombreot le marché américain. « La Russie a parfaitement conscience d'être le premier Importoteur, mondiol. assure un opérateur, et que les pays exporta-teurs ont outant besoin d'elle que le contraire. Alors, elle ne se presse pas car elle estime que l'Amérique doit l'oider.» Si tel est le cas, Moscou doit être conforté dans son opmion par la récente annonce de l'USDA (département américain de l'agriculture) qui a déclaré sans ambage que, « si les Russes n'importaient pas plus de soja, le gouvernemen américain devrait verser 600 mil-tions de dollars aux faxmers à titre de versements compensatoires».

Or, dès à présent, grâce aux com mandes effectuées en début d'année, les analystes savent quelle sera la hauteur des besoins russes pour l'accée 1993. Alors que leurs importations de farine de soja s'èlevalent à plus de 3 millions de tonnes en 1992, elles seront, dans le meilleur des cas, de t,8 million de tonoes en 1993. «Il est visible d l'ail mu que les importations russes diminuent de jour en jour et que celo ne les empêche pas de survivien, commente un autre opérateur. La Russie, premier importateur mais insolvable, vit sur ses réserves tandis que la production mondiale d'oléagioeux augmente (225 millions de tuoues, seloo l'USDA, pour la campagne 1992-1993, entre 200 millions de touoes en 1991-1992) et que gonfient les stocks de soja aux Etats-Unis (9 millions de tonnes prévas à ce jour). Un paradoxe qui pesera lungtemps sur les cours.

MARIE DE VARNEY

	Cours 19-2-83	Cours 26-2-93
Pièce truncaise (20 t.)	344	52 900 59 100 335
e Pièce française (10 fc.) Pièce suisse (20 fc.) Pièce fetine (20 fc.) • Pièce tenisfense (20 fc.)	419 340 333 340	401 238 335 236
Sorveria Bisshed I • Demi-contrain	431. 490 320	431 425 310
Pièce de 20 dollers 10 dollers 6 - 5 dollers	2 105 J 110 700	2 130 1 105 700
- 50 peecs - 20 marks - 10 Sories	2 195 494 351 290	1195 495 347 291

COURS MOYENS DE CLOTURE DU 22 AU 26 FÉVRIER 1993

PLACE	Livre	SEU.	Franc français	Franc	D.mark	Franc	Horis	Lire italienne
Londres		1,4225	7,9475	2,1686	2,1393	48,1801	2,6295	2261,0
	•	1.4545	7,850	2,1876	2,3752	6314	2,6763	7261,73
New-York	1,4225	-	17,8957	65,5953	60,8088	2,9525	54,0979	0,00625
MOM- SOUR"	4545		17,5999	66,4894	61,2378	2,5735	54,3478	0.89643
Paris	7,9475	5,5870		366,4808	339,7385	16,4954	302,2451	3,5149
F 819	8.0390	5,5270		367,4867	338,4568	16,4347	380,3804	3,550
Zurich	2,1696	1,5245	27,2866	-	92,7029	4,5010	82,4723	0,9591
	2,1876	1,504	27,3932	-	92,1004	4,4722	81,7391	0.9672
Francier	2,3393	1,5445	29,4344	107,3714		42553	88,9640	1,8346
HE ICHE C.	2,3752	1,6330	23,5334	108,5771	-	4.855	88,7590	1,0502
Bruxelles	48,1801	33,87	6,9623	22,2171	20,5953	-	13,3230	2,1309
DI LUCIONE	48.9145	33,63	6,0947	22,3604	20,5940	-	18,2772	2,1627
	2,6295	1.3485	338,85734	1.21253	112,400	5,45763	-	1,1629443
Amater dans	7,6763	1,5400	337,40798	1,22349	112,6760	5,47131	-	1,1832797
407	226L86	1589,50	284,4997	1012,6369	966,5952	45,92944	859,8864	-
-	2261.75	1555	275,9918	1033,9096	952,2352	46,23848	845,1087	-
	167,71	117,90	2L10256	77,33683	71,69352	3,480%	63,78144	0.074174
Tokyo	173,30		71,57249	79,22207	72,96387	3.54297		0.076624

A Paris, 100 yens étaieus cotés, le vendredi 26 février 1993, 4,73876 Fenntre 4,63869 F le lundi 22 février.

An 2	STÈN Plan 16 .	per:	erien repp	ort à	de ci la pi	nacture us for	OPEEI monne te
2	-	3		No. of London	3	The state of the s	
-1 -	+			+	•	+	12000
3	+	-	+	+	+	+	rs, for More also
5			1	1	1	1	le 17 agotomb
. L	L		1	1	1		Per Per

MARCHÉ MONÉTAIRE ET OBLIGATAIRE

Dans l'attente de la Bundesbank

Autant la Bundesbank avait sur-pris les marebés en annonçant, le 4 février, noe diminution de ses taux directeurs, autant une nou-velle action de ce type est aujour-d'hui anticipée. En dépit de la ten-sion persistante des taux d'intérêt à très enurt terme sur la place de Paris, le MATIF a du enup très fortement progressé, et a terminé la semaine, vendredi, sur un record : le cootrat notionnel échéance mass affichait 114,08 coutre 113,80 huit juurs plus tôt. Sur le marché physique, le rendement de l'OAT à dix

ans a faibli jusqu'à 7,60 %. Certains sont coovaineus que l'institut d'émission allemand agira de nouveau dès la réunion du 4 mars, afin d'opérer à froid et d'éviter d'avoir à réagir aux pressions en cas de nonvelle crise sur les marchés. D'autres estiment que les gouverneurs atteodrout le 18 mars, voire feront patienter les marchés et le gonvernement quelques semaines encore. On peut simplement remarquer qu'en septembre 1992, tout comme en février 1993, les baisses des taux ont été décidées en pleine crise mouétaire, et même, en septembre, en debors de leur tradilinnelle réunioo bimensuelle du jeudi. Tous les opérateurs sont en tout cas convaineus que l'assouplissement du loyer de l'argent outre-Rhin est inéluetable et si cette évolution tarde à se coocrétiser, le marché parisieo risque de perdre sou opti-

L'espoir qui prévaut à l'heure actuelle arrange bien les affaires du Trésor français, qui a profité de l'ambiance euphorique pour lancer un emprunt en écus à cioq ans, qui manquait puur compléter la gamme des instruments français en écus. Après la créatinu, au début de l'ao dernier, d'un emprunl à trente ans le gisement de titres à trente ans, le gisement de titres à cinq ans était prévu dans la foulée. Le refus do peuple danois de rati-fier le référendum de Maastricht, puis la crise monétaire de septem-bre, avaient quelque peu repoussé

Sept lignes en écus

Finalement, l'emprunt à cinq ans a élé émis en fanfare, dans des conditions exceptionnellement bonces, mardi 23 lévrier. Tous les spécialistes en valeur du Trésor étaient associés au syndicat de pla-cement, sons la houlette du Crédit commercial de France et de la ban-que Paribas. Les 2 milliards d'écus (13,2 milliards de francs) de BTAN (boos du Trésor à taux fixe et intérêt) porteot un taux nominal de 7,25 % annuel. Leur rendement

actuariel est ressorti à 7.51 %, des conditions jugées très avantageuses par les investisseurs français et étrangers. L'Etat français dispose désormais de sept lignes en écus, pour des maturités allant de cioq à

treote ans. Il faut espérer que le climat sera aussi bon le 4 mars, lors de lo prochaine adjudicatiuu mensuelle d'OAT (obligations assimilables du Trésor), où au moins 18 milliards de francs seront levés. Sur le mar-ché des émissions primaires, le Crédit national a emprunté 1,5 milliard de francs à 10 ans, à 8 % cominal et 7,97 % actuariel. La semaiue prochaice est attendo un emprunt important du Crédit foucier, compregant probablement un volet domestique et un volet

Aux Etats-Unis et au Japon, la baisse des tnux à long terme se poursuit, et le rendement de l'emprunt phare du Trésor américain, à 30 ans, a cassé la barre de 7 %, terminant la semaine à 6,89 %. Dopé par l'anoouee du discours sur l'état de l'Union prononcé par le président Clinton le 17 janvier, le marché ubligataire américain restera certainement orienté à la hausse tant que le « pian Clinton » aura le vent en poupe.

Le Monde

Politique de grands travaux et aides aux entreprises

Madrid lance un plan de soutien à l'économie de 32 milliards de francs

de notre correspondant

Le conseil des ministres espagnol e adopté, vendredi 26 février, une série de mesures totalisant plus de 32 mil-liards de francs d'aides et de crédits et destinés à relancer l'économie et à et destinés à relancer l'économie et a lutter contre le chômage qui a franchi la barre des trois millions à la fin de l'an demier (20,06 % de la population active). Ce plan de «réactivation» prévoit l'affectation de 300 milliards de pesetas (14 milliards de francs) à des grands travaux – autonures, harrages – dont une grande routes, barrages - dont une grande partie sera financée par les aides de la Communauté européenne, ainsi que l'attribution de 250 milliards de pesetas (11 milliards de francs) aux entreprises qui transformeront les contrats de travail temporaire en emplois fixes. Les demières stastistiques da chomage ont en effet démontré qu'un emploi sur trois (34 %) était temporaire.

Ce plan de relance de l'économie comprend aussi une série de mesures financières de soutien sux petites et moyennes entreprises, et notamment l'ouverture de lignes de crédits sup-plémentaires d'un montant de 160 milliards de pesetas (7 millierds de francs), ainsi que des mesures fiscales

Les négociations

sur le Haut-Karabakh

ont repris à Rome

26 février à Rome, sous l'égide de la CSCE, les négociations entre res-

ponsables erméniens et ezéris sur le sort du Haut-Karabakh, cette enclave peuplée en majorité d'Ar-méniens mais située en Azerbaïd-

jan, le représentant de Bakou à la Commission des droits de l'homme de l'ONU, M, Chakine Alev, a

demendé l'envoi d'experts des

Nations unies pour s'assurer des conditions réservées aux otages et

Le ton très dur employé par M. Aley, qui a comparé les méthodes employées par les Armé-niens « à celles des nozis », laisse

mal augurer des négocietions de Rome. Sur le terrain, en effet, les

combats sont de plus en plus vio-lents, d'eutent plus que les deux perties utilisent meintenant des

ermes lourdes provenant de l'an-

Les Arméniens poursuivent leur offensive dans le nord de l'encleve, que les Azéris tentent de défendre

cienne nrmée soviétique.

aux prisonniers de guerre.

Alors que s'ouvraient, vendredi

MICHEL BOLE-RICHARD Maître de la cuisine française des années 50 et 60

pour favoriser l'investissement. Cet

accent mis sur les petites et

moyennes entreprises pour tenter de

relancer l'économie correspond à

relsnoer l'économie correspond a l'orientation prise lors du sommet européen d'Edimbourg. Le porte-parole du gouvernement, Mª Rosa Condé, a d'ailleurs insisté sur le fait que le paquet de mesures adoptées est a parfaitement compatible avec les objectifs de convergence fixés pour l'Espagne». Mª Condé a fait remarquer que si « le gouvernement assumait pleinement sa responsabilité avec ce plan, les agents socioux ne

avec ce plan, les agents socioux ne pouvaient fint les leurs».

L'opposition et les syndicats ont

qualifié de «décevantes» les mesures décidées. Tandis que le porte-parole du parti populsire (droite), M. Rodrigo Rato, estimait qu'«il fallait absolument changer de politique économique», le secrétaire général

des commissions ouvrières, M. Anto-

des commissions ouvrières, M. Anto-nio Gutièrrez, parlait de a bricolage» et son homologue du cercle des entreprises dénonçait a l'emplâtre, le palliotif». De son côté, le président du gouvernement, M. Felipe Gonza-lez, s souligné qu'il ne fallait pas s'attendre à des résultats immédiats que la cituation de l'emploi

sur la situation de l'emploi.

André Guillot est mort

André Guillot, l'un des premiers chefs à evoir dépoussiéré la grande cuisine classique codifiée per Auguste Escoffier en début du siè-cle, est décédé à l'âge de quatrevingt-cinq ens, s-t-on eppris, ven-dredi 26 février, auprès de ses

En 1952, ce maître de la cuisine française des ennées 50 et 60, réputé pour ses sauces succulentes sans farine ni crème, s'était installe à l'Auberge du Vieux Marly, à Marly-le-Roi (Yveline), dont il fit un restaurant renommé, inventeur du double feuilletage, grand spécie-liste de la préparation du gibier, il avait, avant Jean Delaveyne, jeté les bases de la modernisation de la cuisine, proscrivant notamment les flambages devant le client : « Tout ce qu'on flambe sous le nez des clients n'est que du cirque », répé-tait-IL Retiré depuis le début des snnées 70, André Guillot sveit consigné son ert dans deux ouvrages : la Grande Cuisine bourgeoise (1976) et la Vraie Cuisine

Ancien bras droit de Pierre Botton

M. Marc Bathier a été remis en liberté

de notre bureau régional

M. Philippe Courroye, juge d'instruction à Lyon, chargé du dossier Pierre Botton, a répondu positivement, vendredi 26 février, à la demande de Mª François La Phuong et Yanina Castelli, les avocats de Marc Bathier, qui svaient présenté, quarante-huit heures plus tôt, une demende de mise en tôt, une demende de mise en liberté de leur client, ancien bras droit de l'homme d'affaires lyon-

Le mesure est assortie du ver-sement d'une caution de 500 000 francs (dont 300 000 francs ont été effectivement versés dès vendredi) et d'un contrôle judiciaire strict, qui interdit, notamment, à l'in-culpé d'entrer en contact svec plusieurs personnes mêlées de près ou de loin à l'affaire.

Expertise sur les sommes ponctionnées

M. Bathier, âgé de trente-sept ans, était en prison depuis cent quatre jours. Il avait été interpellé le 12 novembre 1992 en même temps que Pierre Botton et, après trente-six heures de garde à vue, avsit été inculpé d'abus de biens sociaux, banqueroute, feux en écri-ture privée de commerce et de banque et usage. Depuis son incarcéra-tion à la prison Seint-Penl, M. Bethier a été entendn à de nombreuses reprises par M. Cour-roye et confronté en particulier à M. Botton.

Si le premier estime qu'il n'était que l'exécutont » de l'activité médietico-politique de M. Botton, M. Bathier reste, de par ses fonc-

tions - gérant ou PDG de plusieurs des sociétés du groupe, – un per-sonnage central de l'entreprise de malversations découverte à partir de la plainte déposée en mai 1992, et retirée en décembre de la même année, par MM. Gilbert et Denis Boisson, dirigeants de la société Boisson SA. Une entreprise florissante en l'espèce, puisque au début de l'instruction le montant total des détournements commis à des fins diverses se situeit autour de 30 millions de francs.

Après les déclarations des principaux protagonistes et la saisie des éléments comptables – factures, notes d'hôtel et de restaurant, billets d'evions, - une expertise, dont les résultats seront connus dans quelques jours, devrait permettre de chiffrer précisément le montant des sommes ponctionnées sur les différentes sociétés du groupe, spé-cialisées en particulier dans l'agen-cement de pharmacies.

En remettent en liberté cet bomme-clé, le magistrat instructeur donne à penser qu'il est parvenu à boucler l'essentiel du dossier, c'est-à-dire à distinguer les différents degrés de responsabilité.

Si le nombre des personnes incarcérées diminue, sprès la remise en liberté, le 12 février der-nier, de M. Dominique Marchand, directeur de société, et celle de M. Bathier (seul. M. Botton restant détenn), en revanche, la liste des « amis » de l'homme d'effaires eyant bénéficié de ses « largesses » et susceptibles, à ce titre, d'être inculpés de recel d'abus de biens socieux est sans doute loin d'être La polémique autour de l'exposition Matisse

Irina Chtoukine contre le Centre Pompidou

Le référé présenté par inne Chtoukine, le fille du collectionneur russe Serguel Chtoukine, s'est pleidé devant Frençois Ramoff, premier vice-président du tribunsi de Paris, vendredi 26 février (le Monda du 25 février). Me Bernerd Jouanneau, son avocat, e demandé la saisia des 40 000 exemplaires du catalogue publiés par le Cen-tre Pompidou à l'occasion de l'exposition Metisse. En revanche, il a renoncé à réclamer le décrochage des quatorze tablenux ayant feit partie de l'encienne collection Chtoukine.

La détarminetion de me cliente est <u>nntière</u>», e insieté M. Jouanneeu. Chaque fois qu'une œuvre de la collection de son père sera exposée dans un pays qui applique la Déclara-tion des droits de l'homme, et edmet que personne ne peut être privé de ses biens sans une juste et préalable indemnité, elle interviendre devent la justice pour faire plecer les œuvres soue eéquestre. Tant qu'une transaction n'aura pas été trouvée avec les responsables des musées russes, Irina Chtoukine s'estime toujours propriétaire et s'oppose à toute reproduction des œuvres, sans son eccord, même dens un catalogue. Rap-pelons qu'irina Chtoukine souheite que le collection de eon père soit rassemblée dane un lieu unique qui pourrait être le

palaia Troubetskoī, à Moscou où il résidait avant de quitter Moscou, en 1918, et que se collection soit netionalieée per un décret signé de Lénine.

L'evocate du Centre Pompi-dou, Me Denise Gaudel, s'est eppuyée eur ce décret. Elle a estimé qua « rien na parmenair da dire que M~ Chroukine ait des droits d'héritière. (...| Qu'on le regrette ou non, en l'étet ectuel du droit, le propriéteire de l'œuvre, c'est l'Etat russe». C'est égelement l'opinion du substitut Jean-Claude Lautru, selon lequel « le décret de natio-nalisation de 1918 est peut-être naisation de 1918 est peut-atre critiquable, mais il existe». Posi-tion qui implique que l'on peut nationeliser des droits incorpo-rele comme les droits d'auteur. Frençois Remoff rendra son ordonnance vendredi 5 mars.

En ertendant, les directeurs du Musée Pouchkine de Moscou et du Musée de l'Ermitage de Saint-Pétersbourg, M∞ Anto-novna et M. Petrovski, ont recu une essignation des mains d'un huissier, les 25 et 28 février, à l'eéroport de Roissy-Charles-de-Gaulle, quelques minutes evant leur embarquement pour laurs destinetions respectives; ils devront se présenter le 12 mai devant le tribunal de grande instance de Paris, où le demande d'Inne Chtoukine eera débattue

Le ministre français de la coopération en visite officielle au Rwanda et en Ouganda

Le ministre français de la coopétation et du développement, M. Marcel Debarge, était attendu, dimanche 28 février, à Kigali, où il devait gen gontrer le cheñ de l'Eiaz, le genérat Contrer le cheñ de l'Eiaz, le genérat Juvenal Habyarimana, ét le premier ministre du gouvernement de transition, M. Dismas Nsengiyaremye, M. Debarge devrait se rendre, lundi, à Kampala (Ouganda), afin d'évoquer avec le président Yoweri Museveni « la situation qui prévaut dans la règion », a-t-on officiellement indiqué, vendredi, à Paris,

La présence militaire française au Rwanda a été un des principaux sujets de discussion entre les partis de l'opposition, membres du gouver-nement, et le Front patriotique rwan-dais (FPR), réunis, depuis jeudi matin, à Bujumbura (Burundi). Ven-dredi, lors d'une conférence de presse commune, les représentants du Mou-vement démocratique rwandeis

D M. Barre : « Fatilité microcos-

mienae», - M. Raymond Barre, député (epparenté UDC) da Rhône, e déclaré, vendredi 26 février, sur France-Inter, que l'eppel de M. Michel Rocard en

faveur d'un « big bang» politique» est « un exemple parfait de fullité microcosmienne » et « un élément

de tactique électorale (...) porté par lo classe médiotique». « Nous

sommes face à des agitations que l'on croit intellectuelles. Tout cela me paraît assez décadent », a indiqué l'ancien premier ministre, qui a ajouté : « Tout le monde sait que

la recomposition se fera un jour, mois elle se fera oprès l'élection

présidentielle. Tout ce qu'on vo faire ovant, c'est de la cuisine pré-électorale.»

Des patronilles d'inspecteurs municipaux de salubrité et de sécu-

rité sor le butte Montmartre. -

EN BREF

A New-York, un porte-parole de l'ONU a annoncé, vendredi, qu'une « mission de bons offices » serait envoyée, mardi prochain, au Rwanda possibilité d'un éventuel déploiement d'observateurs des Nations unies à la frontière des deux pays. - (AFP, Reu-

(Serbie et Monténégro) de lever le blocus du Danube décrété sprès le refus de la Roumanie de laisser

passer les navires serbes, conformé-

de 33 milliards de francs pour l'automobile. En 1992, la branche automobile

En 1992

Excédent commercial

de plus

e dégagé un excéden commercial de 33,62 millierds de francs. Ce solde, en légère baisse sur celni de 1991 (33,88 milliards de francs), contribue ponr une large part eu solde global du commerce extérieur français (30,6 milliards de francs

Cette diminution de l'excédent commercial en 1992 est due à le détérioration des échanges en metière de véhicule d'occasion. qui, de positive en 1991, devient négative en 1992 (-810 millions de

Hoover retarde les licenciements prévus à Longvic

La procédure de licenciement engagée à l'usine Hoover de Long-vic (Côte-d'Or), dont les activités doivent être transférées en Ecosse, e été suspendue vendredi 26 février en raison d'une irrégularité dans le procédure. L'inspection du travail avait fait observer à la direction de Hoover que le calendrier prévisionnel des six cents licenciements (sur un total de sept cents emplois) n'avait pas été com-muniqué lors de la réunion du comité central d'entreprise, le

Les dirigeants de Hoover ont donc préféré interrompre la procédure et la reprendre à son début. En raison de cette suspension, l'in-tersyndicale e refusé de poursuivre les discussions sur le plan social.

Inventeur de la « machine à suicide »

Le docteur Kevorkian pourrait être poursuivi pour meurtre aux Etats-Unis

tion, par le Congrès de l'Etat du Michigan, d'une loi Interdisant les «suicides assistés», la police e procédé, jeudi 25 février, à Royal-Oak (Michigan), à une perquisition eu domicile du docteur Jeck Kevorklen, un médecin retraité de soixante-quatre ans, inventeur d'una « machine à suicide » (sorte de goutte-à-goutte mécanique de thlopental et de chlorure da potasaium), qui est accusé 'd'avoir eldé quinze malades à se donner la mort au cours des trois demières années.

La perquisition e été effectuée dens le cadre d'une instruction ouverte après la mort, le 15 février, à Roseville, de Hugh Gale, un homme de soixante-dix ans souffrant d'une grave insuffisance cerdiaque. Plusieurs

Quelques heures après l'adop- témoins ont affirmé avoir entendu hurler M. Gale, suppliant le docteur Kevorkian de retirer le masque de monoxyde de cerbone qu'il lui avait appliqué sur le

visage. La loi, votée evec effet immédiat par le Congrès du Michigan, prévoit quatre uns de prieon et une amende de 2 000 dollars pour les contrevenants. La procureur du comté d'Oakland evait déjà inculpé pour meurtre, à trois reprises, le docteur Keyorkinn, mais, à chaque fois, les juges du Michigan avaient conclu à un non-lieu, arguent du fait qu'il n'existeit pas de loi eur la « suicide essisté».

« Cetta fois, M. Kevorkian a clairement franchi la ligne », e déclaré le gouverneur du Michigan, M. John Engler. - (UPI.)

Il y a soixente ens : l'incendie du

ÉTRANGER

L'OTAN confirme son soutien sans perticipation sux parechutages sméricains en Bosnie-Herzégo-Italie: l'industriel Raul Gerdini mis

Madegascar : le professeur Albert Zafy n été proclamé président 4 Les prisonniers politiques mero-cains dénoncent la dégradation de leurs conditions de détention 4 « Loin des eapitales » : les pré-cieuses fleurs de Tasmanie 5

POLITIQUE

L'intervention du président de la Républiqua sur RFO................. 6 Livres politiques, par André Lau-La préparation des élections légis-Le vote des budgets des régions Nord-Pas-de-Calais et Haute-Nor-

SOCIÉTÉ

Toutes les personnes contaminées par le virus du sida seront prises en charge à 100 % par la Sécurité La « poolege » des sérums avent

Invités par le Moaquée de Pana, une trentaine d'imams algériens et égyptiens se voient rafuser leur visa pour le France 9

COMMUNICATION

Les difficultés du Petit Bleu de Lot-

CULTURE

Faust de Goethe au Théâtre de

L'Europe découvre les Sassanides dans les musées de Bruxelles... 11 ÉCONOMIE

2 992 600 chômeurs recensés en Entrée en vigueur d'un nouvel indice des prix à le consommation...... 13 Un entretien svec M. Jean-Yves Haberer, président du Crédit lyon-Revue des valeurs

Crédits, changes et grands mer-

HEURES LOCALES

Petites snnonces rurales Orléans tenté par le tramway
 Ile-de-France : faut-li agrandir
Cergy-Pontoise? L'errivée de
Michel Aoun suscine l'hostilité dens le canton de Crécy-la-Chapelle · Protection de le nature : l'armée prend la défense du rivage

Services

Météorologie Mots croisés

La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Ce numéro comporte un cahier « Heures localas » folioté de 17 à 24 et un cahier Radio-télévision » Le numéro de « Monde »

daté 27 février 1993

a été tiré à 470 965 exemplaires.

MM. Alain Juppé, député sortant (RPR) de la 18 circonscription, et Roger Chinsud, maire (UDF) du 18º arrondissement de Paris, ont annoncé, vendredi 26 février, la mise en place de patrouilles d'ins-pecteurs de la salubrité et de sécu-

rité sur la butte Montmartre, « afin de lutter contre la situation d'insécurité qui s'y développe actuelle-ment ». D'autres inspecteurs de sécurité, qui sont des fonctionnaires municipaux, exerçaient déjà leur mission dans le quartier pié-tonnier de Montorgueil et dans les Halles. Non armés et ne disposant pas des pouvoirs de police, ils doivent feire appel à la police nationale en cas de besoin. Six inspecteurs de sécurité patrouillent sur la Butte depuis le 15 février et, à partir dn 15 mars, leur nombre sera porté à dix-huit personnes.

□ L'ONU demande la levée da blo-cus da Dannbe. – Le Conseil de sécurité de l'ONU a demandé, vendredi 26 février, à la Yougoslavie ment à l'embargo de l'ONU. Dans un communiqué lu par son actuel président, le Marocain Ahmed Snoussi, le Conseil de sécurité « condamne cet acte d'Ingérence délibéré et injustifié dans le trafic fluvial de plusieurs Etats membres des Nations unies». La déclaration rappelle un précédent document du Conseil jugeant, le 10 février der-nier, inacceptable que le nouvelle rétorsion contre les pays appli-quant le résolution de l'ONU sur les sanctions économiques contre Belgrade. - (Reuter.) D Un officier des gardes-frontières

israéliens poignardé par un Palesti-nien. – Un jeune Palestinien de dix-neuf ans, originaire de Cisjordanie occupée, a blessé, vendredi 26 février, de plusieurs conps de couteau dans la nuque, nn officier des gardes-frontières israéliens, près de la porte de Damas, à Jéruilem-Est, a annoncé la police. Le Palestinien a été arrêté. Hospitalisé à Jérusalem, l'officier israélien est hors de danger. - (AFP.) □ LITUANIE: changement da

premier ministre. - Le nouveau président lituanien, M. Algirdas Brazauskas, a désigné, vendredi tre M. Adolfas Slezevicius, un encien communiste de quarante-einq ans reconverti dans les affaires, Il remplace M. Bronislovas Lubys, démissionnaire pour « raisons personnelles ». Secrétaire d'Etat à l'agriculture sous le régime communiste, M. Adolfas Slezevi-cius dirigeait, depuis, une entreprise lituano-norvégienne de produits laitiers et était le représentant de plusieurs sociétés étrangères à Vilnius. - (Reuter, AFP.)

Avec Le Monde sur Minitel

GAGNEZ UN SÉJOUR A L'ILE MAURICE pour deux personnes

36.15 LE MONDE

Tapez JEUX

and the first galage ORLÉANS TEN

PAR LE TRAM the etude of the streets est e is site promise a presentation

1788 SE

The second of the

Section 2. Land 2. A

2 4mm

4 11 45

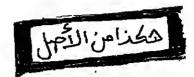
Investors and law

februariet Meg.

مويسه الأناس

一件

A 400 \$ Te trape



Le Monde

• Le Monde ● Dimanche 28 février - Lundi 1ª mars 1993 17

L'île de Molène piégée

Faut-il agrandi

Le nouveau rôle de la DDE Les directions départementales continuent de cons

Vesoul: comme toujours... a ville vit ombre de Peugeon

24

Publications

Propos

PETITES ANNONCES RURALES

La chaîne de télévision Canal + offre, chaque jeudi, la possibilité à de petites communes, en quête de candidats, de présenter des commerces abandonnés

ROS plan sur l'ancienne écurie du beau village de Viens, au pied du mont Ventoux. Ou, plus exacte-ment, sur les ouvriers qui travaillent à sa rénovation, à l'initiative de la municipalité. En septembre 1993, ces murs de pierre seront prêts pour abriter une épiceric, il ne manquera plus qu'un stock de

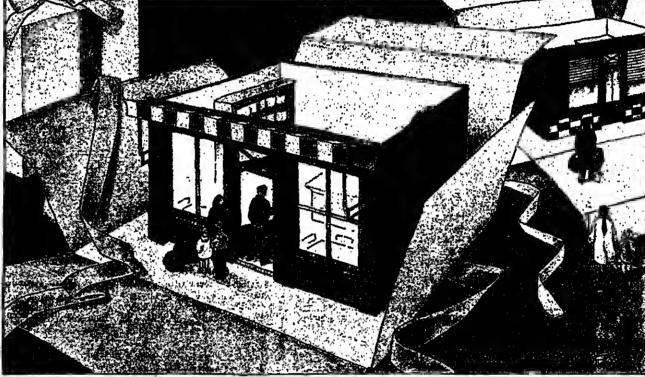
denrées et quelqu'un pour les vendre. Depuis 1981, 4 500 communes de moins de 2 000 habitants ont perdu leur dernier commerce. Alors, comme tous les jeudis, Canal + lance son « SOS campagne » pendant « La grande fsmille », une émission hebdomadaire diffusée en ciair de 12 h 30 à 13 b 30. D'expérience, Martine Mauléon, responsable de cette rubrique, sait que les candidats seront nombreux, le Luberon est plus facile à « "endre» que certaines contrées du centre de la France. Et pourtant, chaque semaine, lorsque sont présentés à l'antenne un ou deux locaux commerciaux situés dans n'importe quelle commune rurale, la mairie est assaillie de demandes. « Cela fait réver les citadins », commente sobrement is journaliste.

Un rôle social

Le café-hôtel-restaurant de village, l'atelier ertisanal ou le « multiple rural », autrement dit le traditionnelle boulangerie-épicerie-tabac-journaux-dépôt de gaz, se révèlent d'autant plus tentants que les loyers en sont modestes. De 2 000 à 2 500 francs dans le Luberon, mais la moyenne est moins élevée. Les propositions de « SOS Campagne » émanent toutes de municipalités qui ont préalablement remis les locaux à neuf. Et leurs offres s'accompagnent souvent d'un logement. Du coup, il arrive que les maires reçoivent des visiteurs des le lendemain metin. « Parfois, des Belges ou des Suisses prennent leur voiture et roulent toute la nuit pour aller se rendre compte sur place », annonce Haby Bourouba, l'assistante de l'équipe.

Selon ses recensements, une semaine après la diffusion de l'annonce, les municipalités ont enregistré entre cent et mille réponses. Le taux de reprise frôlerait les 90 %. Un second bilan est effectué six mois plus tard. Mais cette fois, le taux de reussite est plus difficile à évaluer.

Parfois la greffe a bien pris; là où cinq magasins se faisaient concurrence autrefois, vit convenablement une famille. Bien intégrée, elle joue alors un rôle social déscrimant, s'inquiétant par exemple, lorsou'une vieille habituée n'est pas venue



chercher son lait. La concurrence de l'hypermarché se révèle très relative lorsque la première boulangerie se trouve à 15 kilomètres en voiture et que le village héberge des personnes âgées. D'autres fois, la vocation des nouveaux épiciers a duré sculement jusqu'aux premiers froids de l'hiver. Des instituteurs, des cheuffeurs d'autocars, des chômeurs de toutes origines professionnelles ont ainsi succombé aux

charmes de la vie à la campagne.
Les collaborateurs de « SOS campagne » s'interdisent pourtant de se mêler de la sélection. « Il est cuisinier à Paris, elle est serveuse. Ils vivent en grande banlieue et n'ont pas les moyens nécessaires d'acquérir une affaire. » Tel est le portraittype des candidats a priori plutôt bien placés pour obtenir le magasin convoité, sur-tout s'ils ont des enfants. Le conseil municipal voit alors, dans leur arrivée, une aubaine pour son école, menacée de fermeture faute d'élèves. Une famille de trois enfants est moins susceptible de se décider

sur un coup de tête. « Notre propos n'est pas de prôner un retour à la terre utopique, insiste Martine Mauléon. Nous voulons simplement montrer qu'il reste là un gisement d'emplois inexplotté. » Le maintien des services de proximité en zone rurale en renfort du traitement du chômage urbain, la journaliste y croit. Le ministère du commerce et de l'artisanat aussi, puisqu'il regroupe depuis peu les offres municipales de cette nature sur un serveur Minitel (3615

Voilà cinq ans que cute femme dirige cette rabrique de petites annonces d'un genre nouveau. Son sujet la passionne, elle a'enflamme aisément. « Cela me choque que l'on baisse les bras si vite. La plupart des aides vont aux aericulteurs, alors au'il existe la possibilité de créer ou de conserver des emplois sans avoir besoin d'investir beaucoup!» Martine Mauléon assure n'avoir eu aucune difficulté à persuader les responsables de la chaîne de contribuer à la lutte contre la désertification des campagnes. Finalement, les maires se sont montrés les plus sceptiques. Ce n'est pas faute de les avoir contactés.

L'équipe a écrit plusieurs fois aux 32 324 communes. Au début, la plupart des élus, découragés, ne pensaient pas à rénover les écoles vides, les presbytères, les

commerces fermés depuis le départ à la retraite de leurs derniers gérants. Ils ne parvenaient pas à imaginer que leurs locaux disponibles pouvaient trouver preneurs par l'étonnant pouvoir d'une chaîne de télévision. Et par l'indispensable volonté des municipalités. Anjourd'hui encore, même après le tournage, les plus pessimistes ont du mal à croire que les mages de leur bourg vont réellement être diffusées. Ces incrédules sont généralement pris de court par les appels téléphoniques qui commencent avant même la fin

de l'émission. Une fois par mois, la séquence s'étoffe. Des reportages et des invités font découvrir aux téléspectateurs le terroir concerné. Ce jeudi-là, une agricultrice, un producteur de meinns amoureux de la flore sauvage et un éleveur de chiens truffiers sont venus sur le plateau de Canal+ parler de leur Luberon. Celui des villages reculés à la morte saison, avec ses presseurs d'olives, ses chasseurs et ses mar-chés. Pas de la Haute-Provence de carte postale pour estivants aisés.

Martine Valo

Orpheline

NE ville est en deuil. Rouen n'a plus de maire. Locataire du vaste immeuble de pierres blanches de la place du Général-de-Gaulle depuis près d'un quart de siècle, Jean Lecanuet n'est plus. Le créateur de le première voie piétonne de France, le rue du Gros Horloge, leisse sa ville orpheline.

L'ancien candidat à la présidence de la République, l'an-clan ministre, le centriste défenseur de l'Europe éteit ettaché è le capitale de la région de Heute-Normandie. Pour elle, il avait mené nombre de combats politiques et éco-nomiques, il eimait ses rues è colombages, sas églises, sa scène lyrique, il révait de déveconnements future dans les quartiers ouest ou eur l'encienne zone portuaire. M une bourgeoisie locale qui ne l'avait jamais vraiment accepté, le petit prof de philosophie s'est battu jusqu'au bout pour le reyonnement d'une egglomération riche de son passé et fière de ne pas cacher ses faiblesses dans une société où chaque ville a'auto-proclame « surdouée ».

Plus par méfiance que par goût du pouvoir personnel, Jean Lecanuet e dirigé seul. Ses tentatives pour Introniser un dauphin se sont soldées par des échecs. Avocats ou chefs d'entreprise, les postulants ont connu des phases de séduction, rapidement suivies de rejet. Jean Lecanuet s'était identifié à sa ville eu point de ne pas imaginer que l'un de ses amis politiques puisse lui succéder, quitte à repousser la candidature de Michèle Barzach ou les prétentions d'un envoyé spécial de l'UDF.

Rouen est orphelina d'un homme qu'elle respectant sans trop l'aimer. Une situation qui guette d'eutres métropolas bercées par l'habitude et l'omniprésence d'un maire devenu, eu fil des ans, un nom qui s'identifie à celul d'une ville. Le gouvernement de la cité implique aussi que l'on pense aux lendemains, car le via des hommes politiquee n'est pas

Serge Bolloch

CENTRE

ORLÉANS TENTE PAR LE TRAMWAY

Une étude de faisabilité est en cours pour créer un transport urbain en site propre dont le premier tronçon pourrait être prêt fin 1997

LORS que la fréquentation des transports urbains marque le pas en province, Selon cette première étude. selon des études récentes (le Monde daté 20-21 décembre 1992), après une période de dèveloppement quasi constant depuis vingt ans, l'idée d'un transport en l'agglomération oriéanaise.

tion multiple (SIVOM, regrou- 43 % se trouvent dans la situation pant dix-buit communes de l'ag- inverse), et le fleuve crée une couglomération), qui avaient pure, un goulet d'étranglement commandé en 1990 une première pour la circulation dans une ville étude à un bureau spécialisé, la dont le parc euromobile e cru SOFRETU, après avoir pris quatre fois plus vite que la popu-connaissance de ses conclusions, lation depuis 1976.

l'agglomération, malgré sa faible densité, a connu entre 1980 et 1990 une croissance de 9,4 %, ce qui est e tout à fait exceptionnel ». Les emplois se trouvent concensite propre fait son chemin dans très eu nord de la Loire (8 % des actifs résidant au nord du fleuve Les élus du Syndicat à voca- travaillent eu snd, tandis que

L'actuel réseau de transports en commun, la SEMTAO, possède un bon niveau d'offres et une situatinn financière qualifiée de « très saine », avec une fiscalité propre « très limitée » (de l'ordre de 15 francs par habitant, la valeur moyenne des autres agglomérations étant de 100 francs par habitant selon la SOFRETU).

Augmentation du nombre des voitures, allongement des déplacements, engorgement du centre et des franchissements de la Loire: voila ce qui attend les Orléanais, si cette dynamique « naturelle » se poursuit, estime la SOFRETU. e Cette évolution prévisible légi-

time l'étude de l'opportunité d'un transport en commun en site propre pour l'agglomération », conclut-elle à l'adresse des élus.

L'état des lieux, assez favorable, dressé par la SOFRETU, propose deux axes, dessinant une croix. Un axe nord-sud de Fleury-lès-Aubrais à La Source, où se trouve l'université. Et un axe estouest an nord de la Loire de Saint-Jean-de-Braye à Saint-Jeande-la-Ruelle. C'est surtout sur l'axe nord-sud, qui comprend le franchissement de la Loire, que les élus ont commencé leur réflexion. La SOFRETU propose deux scénarios.

Le premier prévoit un tracé passant par la place du Martroi, centre névralgique de la cité, franchissant le pont Royal, puis traversant le quartier Saint-Marceau et la commune d'Olivet avant de rejoindre La Source.

> de notre correspondant à Orléans Régis Guyotat

> > Lire le suita page 19



HORS SÉRIE

ANNÉE 1992 : LES CLÉS DE L'INFO

Retrouvez toutes les « clés de l'info » 1992, regroupées en un seul numéro, et complétées d'une chronologie et d'un index. Vous disposerez ainsi d'une collection complète des clés et des repères indispensables pour comprendre les grands événements de 'actualité.

En vente dans tous les kiosques - 20 F

PROTECTION DE LA NATURE

L'ARMÉE PREND LA DÉFENSE DU RIVAGE

Le ministère de la défense cède une partie de ses terrains côtiers au Conservatoire du littoral

et l'Eglise, l'un des plus groa propriétaires funciers de France. L'équivalent d'un département français environ. Beaucoup de ces terrains se trouvent en des lieux considérés naguère comme stratégiques pour la défense du territoire, ce qui n'est evidemment plus le cas aujourd'hui. Lorsqu'il a'agit par exemple des forts des Alpes, d'accès très difficile et pratiquement inutilisables, l'armée ne sait trop qu'en faire.

Mais les terraina situés en bord de mer, en revanche, susci-tent d'immenses convoitisea. C'est pourquoi, afin de ne pas aliéner le patrimoine public, le ministère de la défense s'est engagé, mercredi 17 février, à ne pas céder le moindre pouce de terrain côtier sans le proposer d'abord au Conservatoire du lit-

L'armée a toujours été bonne fille avec le Conservatoire du littoral, auquel elle a progressivement transféré, par l'entremise de la municipalité de Rochefort (Charente-Maritime), le superbe édifice de la Corderie royale et ses formes de rodoub. La Corderie remise à neuf est même devenue le siège du Conservatoire, ainsi que celui de la Ligue pour la protection des oiseaux (LPO). D'emblée, dnnc, un des plus beaux fleurona du patrimoine militaire a été dévolu à la protection de la

A quelques encablures de la, elle a aussi cédé les 13 hectares du fort Liedot de l'île d'Aix, que le Conservatoire a racheté en juin 1990 avec une quarantaine d'hectares civits. Ce fart, construit sur ordre de Napoléon mais achevé en 1834, est le seul de ce type qui soit parvenu pres-que intact jusqu'à nous. Ses abords, aménagés par un régiment du train de La Rochelle, en font un site privilégié pour le tourisme doux, car on n'y accède qu'en bateau.

Deux sémaphores et des batteries

La même année, l'armée s'est également cffacée de l'île de Tatihou (29 hectares), en face de Saint-Vaast-la-Hougue (Maoche). L'ensemble des bâtiments, et notamment la fameuse tour Vauban, ont été restaurés pour abriter un musée

d'histoire militaire (tout de même!) et les espaces naturels sont aménagés pour l'accueil du

Sur le littoral méditerranéen, en 1991, l'armée a cédé au Pare national de Port-Cros plusieurs bâtiments et le fort Sainte-Agathe. L'année suivante, par une action conjuinte du Conservatoire et de la municipalité de Marseille, elle a cédé l'archipel de Riou, soit 156 hectares très convnités, juste en face de la cité phocéenne. Les ornithologues peuvent aujourd'hui y admirer à loisir des oiseaux rares en France, comme te puffin cendré, le puffin des Anglais et le pétrel des tempêtes. Enfin, le dernier terrain militaire cèdé au Conservatoire du littoral est un espace de dunes couvrant près de 200 hectares sur la commune de Biville, dans la Manche. Là aussi, botanistes et ornitholngues pnurront s'en donner à cœur joie sur une plage autrefois labourée par les chenillettes et les obus.

Au total, le ministère de la défense a ainsi vendu près de 300 bectares en einq ans au Conservatoire. Cinq oouveaux sites sont eo cours de cession : le aémaphore de Kerpenhir à

Les schémas directeurs ont la même importance dans le

métropole française de 10.5

millions d'habitants et dans la

région du Grand Caire, qui

regroupe 13 millions d'Egyp-

tiens. Si l'Ile-de-France est dans

l'attente de nouvelles proposi-

tions des services de l'Etat pour

les grandes lignes de son amé-

Locmariaquer et la batterie de Kernevest à Saint-Philibert, dans le Morbihan; la batterie de Toulbroc'h à Locmaria-Plouzane (Finistère); le sémaphore de l'île du pilier à Noirmoutiers (Veodée) et un ouvrage au Cros-de Castes à Roquebrune-Cap-Martin (Alpes-Maritimes). Le tout vendu pour moins de 6 millions de francs, une misère si l'oo pense aux opérations immobilières qu'aurait pu réaliser le ministère de la défense s'il avait décidé de rentabiliser égoïstement son patrimoine. Sept autres sites, d'une valeur de 40 millioos selon l'estimation des Damaines, sont en cours de

années un ministre vert », a dit le président du Conservatoire, Guy Lengagne, en signant la nouvelle cooveotioo avec le ministre de la défense. « Vous allez me faire rougir », coupa Pierre Joxe, avouant tout de même que « c'est un lourd sacrisice de ne pas monnayer ce patrimoine au prix du marché». L'armée cooacrve cependant l'essentiel de son patrimoine littoral, avec environ cion cents emprises côtières. C'est plus que le Conservatoire lui-même, qui

oégociation. «J'ui découvert au fil des

> ne possède qu'un peu plua de personnel du Conservatoire, qui trois cents sites, répartis sur trente-cinq départementa, soit un total de 40 000 hectares sur plus de 500 kilomètres de littoral. Une gestion lourde à assumer pour le Conservatoire et les collectivités locales qui ont en charge ce patrimoine. Bon prince, le ministre de la défense va done « prêter » des appelés du cootingent pour renforcer le

ne compte que quarante agents, soit en moyenne un homme pour 1 000 hectares! Les missions de l'armée, décidément, se diversifient. Après les « ensques bleus » de l'aide humanitaire, voici venu le temps des « casques verts» de la défense du patrimoine naturel.

Roger Cans

Port-Cros

COOPÉRATION

LES EXPÉRIENCES **DE METROPOLIS**

Cette association permet aux techniciens de se confronter à d'autres réalités

de la région lle-de-France étaient présents au Caire au mois de février. Ils accompagnatent Michel Giraud (RPR), le président du conseil régional, venu dons la capitale égyptienne diriger le conseil d'administration de Metropolis, l'association mondiale des grandes métropoles, dont il est également le président. Certains de ces techniciens assurent une partie de la gestion de cette organisation ercée en 1985 à l'initiative du président d'Ilede-France et des responsables de la communauté urbaine de

D'autres participent directement aux travaux de l'association, qui regroupe aujourd'hui une cinquantaine de metropoles. C'est ainsi que l'Institut d'aménagement et d'urbanisme de l'Ile-de-France (IAURIF), le bureau de planification urbaine de la région, joue un rôle important dans deux des quatre groupes charges de préparer le prochain congrès de Metropolis qui aura licu au mois de septembre à Montreal sur le thème «Citoyen et développement durable », choisi après le Sommet de la Terre réuni à Rio-de-Janeiro en juin 1992. Ses techniciens coordonnent les travaux sur les transports et prèsenteront deux rapports à Mnn-tréal : l'un sur l'utilisation des emprises ferroviaires pour la desserte urbaine des grandes métropoles, l'autre sur les réseaux de voirie souterraine en

miticu urbain dense. Malgré un métro, construit par des Français, la capitale égyptienne est lain d'être un modèle en matière de transports, avec des autoroutes aériennes qui déchirent le tissu urbain. L'expérience du Caire

DANS NOTRE PROCHAIN NUMERO

NE douzaine de respon- témoigne de la manière forte, sables de l'aménagement sans graod respect pour l'environnement et l'habitat existant. Mais elle a cependant réussi à légérement améliorer la circulation dans une ville vouée à

> Maleré son aspect anarchique, la grande métropole égyptienne est l'objet d'opérations d'aménagement dans les quartiers les plus difficiles. Celles-ci ont permis aux représentants de l'Ile-de-France, qui participent au groupe de travail sur « Développement et solidarité », d'en-richir leur propre expérience. Christine Lelevrier, sociologue à l'IAURIF, rappelle ainsi : En Egypte, comme dons tous les pays en voie de développement, nous avons pu observer que lo recherche de solutions aux problèmes des quortiers dégrodés posse par une large porticipotion des hobitonts. C'est une lecon que nous tirons pour faire foce oux dissicultés de nos banlieues. 🔻

Consultants francais

sphérique.»

Pour Ruth Ferry, directrice de l'Observatoire régional de la santé d'Ile-de-France et coresponsable du groupe Environnement urbain et santé dans l'association Metropolis, les problèmes sont comparables au Nord et au Sud : « L'épidémie de tuberculose sévit avec lo mëme ompleur o New-York qu'à Bamako. Nous avions réalisé en lle-de-Fronce une étude qui montrait les liens entre lu pollution atmosphérique et les problèmes de santé. Nous apporterons oux pays du Sud, et à l'Egypte en particulier, l'aide technique qu'ils demandent pour inettre ou point des réseoux de mesure de lo pollution otmo-

nagement jusqu'en 2015, le développement du Caire est conduit depuis une dizzine d'années selon les orientations d'un schéma directeur. Celui-ci est le fruit d'une véritable collaboration entre la région lle-de-France et les autorités égyp-Une coopération qui date

de 1981, lorsque le ministère d'inextricables encombrements. égyptien du développement décidait de faire appel à un groupement de consultants français, dont l'IAURIF. pour préparer un sehéma directeur pour la région du Grand Caire. La capitale égyptienne attirait alors plus de 2 000 personnes par jour, et les terres agricoles de la vallée du Nil étaient menacées par l'urbanisation sauvage. Les autorités égyptiennes

ont souhaité conserver une assistance technique française pour la mise en œuvre de deux des projets les plus importants du schéma directeur de 1983 : l'autoroute périphérique du Caire et l'implantation de villes nouvelles dans le désert.

Cette conpération a été financée gráce à un protocole commercial entre les gouvernements des deux pays jusqu'en 1985. Depuis cette date, un véritable partenariat s'est engagé entre la région lie-de-France et les autorités chargées de l'aménagement du Grand Caire, oui avaient participé à la création de l'association Metropolis. Marcel Belliot, directeur projet Grand Caire pnur l'IAURIF, est instalté dans la eapitale égyptienne : « Nous sensibilisons les gouverneurs locaux à la nécessité d'élaborer des plans d'urbanisme à l'image de nos POS. La moitié de la ville s'est en esset développée sans permis de construire. »

Michel Giraud tient cependant à rappeler que si l'association Metropolis a pour but de participer à « l'échange d'idées, lo recherche de solutions et lo promotion du développement des plus grandes agglomérations urbaines du monde où doit vivre 60 % de l'humonité en l'on 2000, elle n'o pas vocation à définir un modèle.

> de notre envoyé spécial au Caire Christophe de Chenay

BLOC-NOTES

AGENDA

Intercommunalité en zonas rurales. - Quel est l'impact de la loi du 6 février 1992 sur l'administration territoriale dans les zones rurales? Comment les habitants des campagnes peuvent-ils participer, en tant que citoyens, à la construction de l'intercommusalité? Et comment l'Etal contribue-t-il à cette nouvelle dynamique territoriale? Telles sont les queslions à l'ordre du jour du colloque «Intercommunalité et développement rural», organisé par le ministère de l'agriculture, jeudi 4 mars au Parc des

Renseignaments au (16-1)

Travail à distance an lla-de-France. - L'ordinateur a changé la vie. Trop, direct certains, qui y voient une des raisons du chômage. Et pourtant, l'informatique et les nouvelles technologies de communication pourraient permettre la création de nouveaux emplois. C'est ce qu'nn appelle le travail à distance. Le Comité pour l'aménagement des temps de travail et de loisirs dans la région lle-de-France (CATRAL) a décidé d'y consacrer un colloque, jeudi 4 mars. Les enjeux, l'intérêt pour le développement économique de la région fle-de-France, les conséquences sur l'aménagement du territoire, ainsi que les expériences étrangères seront au centre de cette

► Ranseignaments au CATRAL, 16 boulevard Raspa8, 75007 Paris. Tel.: (16-1) 40-43-84-88.

Décentralisation et élections. -L'Association des anciens Sciences-Pn organise un diner-débat public, le mardi 16 mars. Thème de la soirée : « L'Erat et la décentralisation : bilan et perspectives à l'approche des élections», avec Pierre Oelaporte, ancien président d'EDF, Alain Hoeffel (Union centriste), président du conseil général du Bas-Rhin, Alain Lancelot, directeur de l'Institut d'études politiques de Paris, et Robert Lion, inspecteur géné-

Reneaignamants auprès de 8ertin, tél: (16-1)

Restauration municipale. - L'Association nationale des directeurs de la restauration municipale (ANDRM) tiendra son prochain congrès à Lorien (Morbikan), jeudi 10 et vendredi 11 juin. L'ANDRM est présidée par André Nizard, ancien directeur de la restauration municipale d'Etampes (Essonne). Elle regroupe environ 300 functionnaires chargés du suivi de la restauration municipale et «milite» pour la gestinn eo régie de ce service

Ranealgnements au [16] 98-70-63-05.

TEXTES

Consultation des électeurs. -- Le Journal officiel a publié, le 19 février, un décret « relatif à l'organisation de la consultation des électeurs par le conseil municipal». Ce texte précise la loi sur l'administration territoriale de la République du 6 février 1992, qui autorise la coosultation des électeurs sur les affaires relevant de la compétence de la commune. Uo dossier d'informatioo sur l'objet de la consultation est mis à la disposition du public, à la mairie. Il doit contenir la délibération qui a décidé de la consultation, ainsi que les observations formulées par les conseillers municipaux.

CONCOURS

Communication. - Pour son einquième grand prix, CAP'COM, le forum de la communication des institutions, des collectivités locales et des établissements publics, change les règles du jeu. Cette année les candidats doivent choisir les thèmes dans lesquels ils souhaitent présenter leurs actions de communication : social, éconamie, environnement, culture, « grandes causes ». Les villes, départements, régions et établissements publics intéressés doivent s'inscrira avant le vendredi 26 mars. Les années précédentes, toutes catégories confondues, c'est la Bretagne qui a été le plus souvent primée. Le palmarès 1993 sera proclamé lors du prochain CAP'COM, qui a lieu à Lynn, du mercredi 12 an dredi 14 mai.

▶ Ranseignamente au (16) 78-62-33-62.

PUBLICATIONS Bilan énergétique des com-

munes. - La direction générale des collectivités locales (DGCL) et l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME) viennent de publier un Bilan énergétique du patrimoine et des services des communes. Les commuoes soot des consommateurs d'énergie : elles doiveot éclairer et chauffer leurs bâtiments publics (établissements d'enseignement primaire, piscines, gymnases, complexes sportifs, établisse-ments administratifs et socioculturels). Elles doivent aussi faire fonctionner les services destinés à la population : éclairage des rues, incinération des ordures ménagères, alimentation en cau, assa nissement, carburant des véhicules Pour l'année 1990, leur consommation

a été de 4 700 kilotonnes équivalent en pètrole, au lieu de 4 940 en 1985, ce qui représente une diminution d'environ 5 %, due aux travaux de maîtrise de l'énergie entrepris depuis 1982. Les dépenses de carburant se sont élevées à 12 millioos de francs, au lieu de 12.1 millinns cinq ans plus tot, soit 215 francs par habitant au lieu de 220 francs. Rapportées aux économies de consommatino, les dépenses d'énergie auraient donc subi une augmentation, imputable à la part croissante de l'électricité dans la répartition des carburants. Plus coûteuse, celle-ci représente 32 % de la consommation énergétique, mais 56 % de la dépense. ▶ 87 p., gratuit, DGCL, 1 bis, place

des Saussaies, 75008 Pans, ou AOEME, 27, rua Louie-Vicat;

PROPOS

INNOVATION

«Le service public local est mieux reconnu par les citoyens. Grâca à la dynamiqua de la décentralisation, il démontre ses capacités de réponsa aux besoins de performance et d'innovation. Les fonctionnaires territoriaux sont pour beaucoup dans cette évolution. ». Michel Delafosse

directeur de la Caisse des dépôts des Pays da la Loire, la Gazette du 22 févriar.

E DESEQUILIBRE

«En Europe, la France est le première au hit-parade du déséquilibre entre la région capitale et l'espace provincial. La plus grande confusion a est installée entre la décentralisation at l'aménagement du territoire. Jean-Pierre Raffarin (UDF).

président de la région Poitou-Charentes,

SOLIDARITE

Les stations de sports d'hiver, petites ou moyennes, permettent de maintenir una population locale en montagne. On a aidé les agriculteurs avec l'impôt sécheresse et on a trouvé des plans de reconversion pour les fermeturea de la sidérurgie ou des mines. Il ast logique de trouver aujourd'hui des solutions permettant le maintien des populations en montagne. Gérard Morand (UDF)

maire de Megèva président de l'Association des maires de stations da sports d'hiver, le Quotidien du maire, du 24 février

Outio

HONE-ALPES

4--

at provide

SUG

11 - 15 Get eterit e To the same

77.04

- Applicates

Letting

x 1 1-4

· VOIS

et tra

CENTRE

Le Monde L'ÉCONOMIE

BRETAGNE

L'ÎLE DE MOLÈNE PIÉGÉE PAR L'INTERCOMMUNALITÉ

Au large du Finistère, des insulaires souhaitent bénéficier des avantages de la loi, sans perdre leurs privilèges

U large du Conquet, en mer d'Iroise, au centre d'un archipel disposé cutre le passage du Fromveur et la chaussée des Pierres noires, à quelques encablures d'Ouessant,

émerge la petite île de Molène. Les parages maritimes eu large du Finistère n'oot pas la réputation d'être très fréquentables, comme le rappelle le dictoo : « Qui voit Molène, voit so

Un accident est gravé dans les mémoires : eo 1896, un navire britannique, le Drumond-Castle, s'est fracassé sur les rocbers eo plein brouillard. Toutes les embercations de l'île furent mises à l'eau, meis, à l'exception de deux survivants, les sauveteurs ne purent ramener que des dépouilles, auxquelles ils donnèrent, dans leur petit cimetière, une sépulture.

En reconnaissance de cet hooneur fait eux morts, la reine Victoria offrit aux Moléoeis un calice, un carillon ponr l'église et une citerne pour les provisions d'eau de pluie, car l'île o'a pas de quoi s'abreuver en soussol. Ces témoignages de la gratitude royale existeot toujours à Molène. Dans le «cimetière des Anglais » contiouent de reposer les marins infortunés du Dru-

Les Molénais o'ont pas été seulement l'objet de faveurs victoriennes. Ils doivent aussi à Colbert de les avoir exonérés de toute servitude envers la royauté française. Et depuis ce temps-là, la République n'ayant pas voulo abolir le privilège, ils ne paient pas d'impôts locaux (1). Le célèbre ministre de Louis XIV aveit tenn à remercier ainsi une population qui fournissait les pilotes pour les vaisseaux royeux entrant au port de Brest, à une époque où sur ce rocher, co pleine mer, oo criait famioe.

Frais supplémentaires

Molène n'est pas deveoue pour autant un petit Luxembourg de le fiscalité locale. Cette exonération est ressentie comme une compensation aux frais supplémentaires entraînés par la vie insulaire qui essaie de se maintenir evec deux cent soixant-dix habitants l'hiver et six ceots l'été. Dix petrons pêcheurs, quelques marins de commerce, des retraités forment la popule-tion d'uoe petite terre où subsistent une épicerie, un débit de tabac, mais aussi une école privée accueillant quinze enfaots et uo collège où soot scolarisés

quinze jeunes. La liaison mari-

time quotidicooc avec le conti-

cent permet quelques services et

la visite d'un médecin deux ven-

dredis par mois. Aujourd'hui, cette dispeose d'impôt e un étrange cootrecoup. Elle paralyse l'eotrée de l'île dens la commuoeuté de communes du pays d'froise, créée à la fin de l'année 1992. qui épouse les cootours du canton de Saiot-Renen et ceux du SIVOM auquel clie est eubstituée. Cette commuoauté est la première à s'être créée dans le

Localement, la coopération mercommunale étalt efficace. Les compétences de l'ancien SIVOM n'ont cessé de s'étendre au fil des années, dépassant le simple stade da ramassage des

ordures ménagères. Le syndicat a investi dans un centre technique, un centre de secours, un programme de déchetterie. Il s'est par ailleurs engagé dans la voie du tourisme en donnant naissance à un pays d'Iroise deveou l'entité fédérative de cette région de vingt-cinq mille hebitaots, située à l'ouest de

Miser sur le tourisme

Les élus insulaires et le maire, Marcel Masson, ont tout de suite demandé à en devenir membres. L'île faisait partie du SIVOM mais o'y avait qu'une participation restreiote : 2 338 francs. Pour Molène, une communauté de communes, e'est une meilleure amerre avec le continent. D'autant qu'elle a pu epprécier les evantages de l'intercommunalité en recevant du SIVOM uoe aide pour la création d'uo musée dont l'histoire du Drumond Castle constitue le noyau et pour la signalétique composée de paoneaux uniformisés avec ceux des autres

communes d'Iroise. « Le syndicot nous a également rendu des services pour l'informatisation des listes électoroles, la mission locale de l'emploi, l'ochot groupé de pouselles roulantes », souligno-t-on

à la mairie. Si la communeuté de communes o'est pas en mesure d'accucillir Molène, c'est perce qu'elle va avoir, aux termes de la loi, sa fiscalité propre. Elle votera ses taxes qui s'epplique-ront à chaque foyer fiscal, ce qui reviendra à créer un impôt local

dans la petite île. Or les Molénais ne voient pas pourquoi leur situation changerait. L'assemblée municipale insulaire a d'ailleurs pris, le 14 septembre 1992, uoc deliberation réaffirmant son désir d'être membre de la communauté, mais en demandant « de maintenir les avontages acquis, qui sont au demeurant légitimes en raison du surcout de la vie sur les îles ».

Cette particularité juridique été soumise an ministère de l'intérieur. Molène est prête à continuer comme avant en versant sa participation, prise sur son budget, alimenté par la dotation globale de fooctionne-ment (DGF) et des aides spécifiques doonées au coup par coup.

L'Etat pourrait peut-être prendre eo ebarge la fraction d'imposition, propose pour sa part Louis Caradec, maire de Plougonvelin, président de la communanté de communes. Car le pays d'Iroise oe veut pas lacher son île. La jeuoe communauté de communes mise sur le tourisme. Moléne et son archipel, c'est, de ce point de vue, un bel atout. D'eutaot que, avec Ouessant, elle fait partic du patrimoioe mondial de

> de notre correspondant à Brest Gabriel Simon

(1) L'île de Sein bénéficie des mêmes avantages.

général du secteur à but non

ALSACE

Déchets allemands toujours indésirables

Le tribunal administratif de Streabourg a décidé de euspandra le traitement des ordures ménagèrea elle-mandes dans l'usine d'incinération de la capitale alsacienne. Les juges ont prononcé la sursis à exécution de la déciaion du préfet du Bas-Rhin, qui autorisait l'importation de 3 000 tonnes mansuelles de déchets de l'Ortenaukrels, centon allemand voisin, treitéea par l'usine strasbourgeoiae (le Monde daté 30-31 août

Le jugement estime que l'usine fonctionne dane des conditions non conformes à l'arrêté qui l'autorise : «Le surcroît de pollution engendré par l'incinération de déchets ménagers supplémentaires serait préjudicieble à la santé publique et justifie catte sus-

L'associetion Alsace-Neture, euteur du recours contre la décision du préfet, se félicite de ce sursis. Elle espère une ennulation totala de catte Importation, qu'ella estima illegele, l'Allemegne n'ayant pes ratifié la convention da Bâle sur le contrôla des mouvaments transfrontaliers da déchets dangereux at leur élimination; la mêma taxta impose à le France, qui l'a ratifié en mei 1992, da gérar las déchets importés de façon « écologiquemant rationnella ».

BOURGOGNE

Dijon en fleurs

La capitale de la Bourgogna doit accueillit du 21 eu 22 mars, et pour la cinquième fois, Florissimo, le premiar Salon européen de plantes et de fleurs exotiques des cinq

La parc des axpositions de Dijon, ville dont Robert Poujade (RPR) est maire, organise tous les trois ans cette manifestation. 3 millions de francs supplémentaires viennent d'être investis efin da doubler la surface d'exposition, qui passe de 12500 à plue de 20 000 m², où des reconstitutions florales et paysagères en provenance de 20 pays et de 28 villes françaises seront présentées au grand public. Plusieurs réunions profession nelles sont également prévues, notamment, le 12 mars, un colloque international sur l'horticulture ornemantale.

Dans l'enceinte même de l'exposition florale doh avoir liau la première édition du salon Révence, entièrement consacré au tourisme et eux vacancea exotiques.

HAUTE-NORMANDIE

Des Britanniques aident

le commerce dieppois

«La Menche pour 1 livre sterling»: ce slogan a séduit des centaines de Britanniques qui ont affectué le voyage ler-retour Newhaven-Dieppe le 19 février. L'opération, organisée à l'initiative de journaux d'outre-Manche et d'une compagnie maritime, permettait aux touristes de découvrir le port haut-normand, ses plagee de galets... et surtout ses magasins.

Les Britanniques aont en effet très intérnagés per les produits exposés dans les rayons des petits et grands com-merces. D'autant que depuis le 1ª janvier, les liminea eux importatione ont été levées mais que las différences de taxes subsistent.

Des bouteilles d'alcool at des caisses de bière ont donc pris la direction de le grande île, pour le plus grand pleisir de consommataurs qui découvrent les avantages de l'Europe, et des commerçants diappoia, heureux de « doubler le chiffre d'affaires de leur rayon boissons s.

RHONE-ALPES

UN DÉPARTEMENT Partie CONTROLE L'ACTION SOCIALE

Le conseil général du Rhône tente de maîtriser l'évolution des dépenses

■N période de croissance, on n'est pas trop regardant. Mois à l'heure des restrictions, il faut aborder les difficultés dans un esprit nouveau. » Pour Micbel Mercier (UDF-CDS), président du conseil général du Rhône, le politique sociale ne doit pas échapper à la règle imposée, pour la première fois co 1993, par la diminution du budget du département, pessé de 5,055 milliards à 4,854 milliards

de francs. Sur le 1.7 milliard de francs du chapitre de l'action sociale. environ 920 millions soot affectés à la couverture obligatoire des prix de journée des établissements sanitaires d'aide à l'eofance, d'accucil des personnes agées et des handicapés. Dans le Rhône, ces centres sont, pour le plupart, gérés par un important réseau de trois cent einquante

associations réunies au sein de l'Union régionale interfédérale des organismes privés sanitaires et sociaux (URIOPS), qui, très rapidement, s'est inquiétée des conséquences évectuelles d'unc diminution unilaterale de 10 % Cette situation e ebouti à la modification de la règle d'attribution automatique des crédits pratiquée jusqu'alors.

et transparence»

Dès cette année, le conseil général s'est engagé à verser ses subvections par meosnalités, non plus à chaque établissement, mais aux associations gestionosires, sur la base d'une dotation globale révisée en permenence. « Nous nous sommes inspirés du système des hopitaux, en y ajoutant une pro-

cédure d'évaluation trimes-

Pour Pierre Jamet, directeur général des services, l'aventage est évident. Outre la «souplesse de trésorerie», cette « mensualisation» doit exclure des budgets les provisions de frais financiers correspondant aux babituels retards de versement de la collectivité. Elle va aussi obliger chaque association à présenter un budget « de vérité et de transparence», iocluant les besoios en personnel, les capacités de fonds propres, les amortissements ainsi que la programmetion des investissements, à court

et à moyen terme. « Préoccupé par la dérive des couis, notamment de personnel» (1), le département est bien décidé à « remettre de l'ordre » dans un secteur qui révèle d'importantes disparités. Le prix de joornée pratiqué par

deux établissements de handicapés, apparemment identiques, peut aiosi verier de 500 à 1 300 francs. Certaioes associailus importantes bénéficient d'une dotetion dépassant 5 millions de fraces par mois - sont par ailleurs suspectées de mener un train de vie hors de saison avec les

cootraiotes du temps... Même s'it n'est pas exempt de suspicion, l'accord signé, lundi 8 février, entre le conseil géoéral et l'URIOPS est présenté comme un axe de travail nécessitant encore d'importants approfondissements.

Tutelle et clarification budgétaire

Pour des associations, «l'optimisation de la gestion » - en clair, ta réduction attendue des eoûts - n'offre pas une marge inficie, dans la mesure où les frais de personnels constituent 80 % des charges. On eraint eussi que les petites structures résistent difficilement à l'exereice d'une «tutelle» déguisée sous couvert de clarification

budgétaire. Pour Michel Mercier, ce risque est a priori exclu, dens la mesure où le dépertement a reconnu la mission d'intérêt

lucratif. Comme le président de l'URIOPS, celui du conseil général paric de « coresponsabilife » a propos d'un accord « exemplaire». Dans un secteur complexe - « c'est une véritable poudrière », admet Pierre Jamet, - les structures privées et le département espèrent surtout que cette « révision nécessaire » permettra de mieux prendre en compte les besoins nouveaux, ootamment en faveur « des exclus du système social, marginalisés par la crise économi-

que » Mais, pour avoir choisi de réduire, de manière arithmétique, le budget elloué eux associations d'insertion du RMI, le eonseil géoéral a provoque de vives réactions. Ainsi adoptées pour le secteur sanitaire, les bases de cette nouvelle « politique contractuelle » devraient être étendues à l'eosemble du secteur social, pour prouver que la rigueur n'est pas sculement budgétaire.

de notre bureau de Lyon Michel Delberghe

(1) Les négociations d'avenants à la coovention collective nationale des personoels ont abouti à des ajustements salarioux prévoyant une augmentation située entre 7 % et 12 %.

CENTRE ORLEANS TENTE **PAR LE TRAMWAY**

Suite de la page 17

Longue de 24 km, cette liene desservirait soixante stations (environ cent mille personnes), avec des rames espacées de trois minutes, pour un coût de 2,9 milliards de francs

Le second scénario envisage un tracé qui emprunterait les mails est, puis le pont Thinat, avant de rejoindre La Source par des zones peu urbanisées : il transportcrait moins d'usagers (quatre-vingt-dix mille), mais serait moins coûteux (2,4 milliards de francs 1991).

Les élns finalement auraient à choisir, car, bien entendu, Il ne serait pas question de réaliser les deux, entre une ligne nordsud, irriguent le centre, jouant les omnibus jusqu'à La Source, ou une ligne conduisant plus rapidement à ce quartier universitaire construit dans les ennées 60, qui e besoin d'être « reinséré » dans la ville. Enfin pour la ligne est-ouest, dont la faisabilité apparaît moins pro- faudrait aussi que l'Etat finance

blématique, le tracé dans sa partie est pourrait utiliser une por-

tion d'emprise ferroviaire. La SOFRETU dispose de plusieurs mois pour afficer ses études techniques et financières, evant que les élus ne passent aux premières décisions, fin 1993, comme le souhaite Jeao-Pierre Lapaire (PS), maire de St Jean-de-Brayc et président de la SEMTAO, qui est le responsable de ce projet délicat.

« Une ligne, ou un tronçon de ligne, ce pourrait être le cadeau de Noël 1997 des Orléanois», lance M. Lapaire, qui estime le financement du projet « tout à fait supportable », la part revenant à l'agglomération pouvant être couverte selon lui par les seules recettes provenant du « versement transport » des

entreprises. « Certains disent qu'il y a une crise du sinancement du transport collectif, que le versement des entreprises diminue. C'est faux à Orléans, mais il

plus les opérations d'investissement. Si les transports en commun subissent en ce moment un coup d'arrêt, c'est parce qu'ils sont moins efficaces. Mais ne rien faire serait encore plus suicidaire », ajoute M. Lapaire.

Fin 1993, les élus devraient débattre également du schéma directeur de l'agglomération. Pour les partisans du tramway, la réalisation d'un transport en site propre serait un élément fort de restructuration d'une agglomération qui a grandi démesurément, avalant l'espace sans une réflexion trés fortc. Parmi les villes françaises, Orléans possède une des agglomérations les plus étendues, et dooc la moins dense, par rapport à sa population. « Nous avons consommé deux fois plus d'espace en vingt ans qu'en deux

mille ans v. souligne M. Lapaire. Les responsables devront songer à informer les Orléanais, qui jusqu'ici ignorent beaucoup de ce projet de tramway, alors que les études sont délà bien engagées. Toutefois, un groupe de réflexion créé à l'initiative de particuliers, le GROTAO, semble bien décidé à ce que le projet ne reste pas entre les mains d'une minorité d'initiés, et que la copulation soit informée des scénarios esquissés.

Régis Guyotat

Quand le Monde et la SNCF unissent leurs efforts. Paris se rapproche de Tours et Poitiers



Avec des trains plus rapides, plus nombreux, vous serez plus vite au fait de l'actualité.

Vous trouverez le Monde le soir même de sa parution en vente à :

TOURS et POITIERS

Le Monde

ENVIRONNEMENT

Le retour des véhicules électriques

Bien que la capitale n'eit pas été retenue parmi les vingtdeux communes qui, evec l'aide de l'Etat, vont expérimenter des véhicules électriquee (le Monde daté 29-30 novembra 1992), Jecquee Chirac ne laisse pee pesser l'occaeion de prouver se bonna valonté écologique. Cent querante engine électriques vont e'ejnuter, d'ici à 1995, aux trente et une cemionnettee et bennee à ordure municipale déjà mues per cette énergie. Surcoût ennoncé : vingt-clnq millione

de francs. On eera encora loin des sept cant cinquente bennee et des centaines de fourgons à livrer la glace qui, evant le dernière guerre, rouleient à l'électricité dens Paris. Mais cette fois le municipalité veut eller plus loin et préparer l'errivée sur le marché des voitures perticulières. Une douzaine de bornee permettent de recherger leur accus sont déjà en place dans cartains perkings. D'autres vont être installées. On songe même à en planter le long des trottoirs, bien que la commis-sion du mobilier urbain fasse la

Cet effort ne serait payant que si les performences des eccumulateurs, une heure de charge pour une heure d'utilisation, s'emélioraient enfin. On ettend ce progràs-là depuis trente ans à Peris comme ail-

FÊTE

Vignes en ville

La capitale, où jadis on produisait ebondance de vin, se sou-vient de son passé. Après tout, elle est à la même latitude que la Champagne et son climet intra-muros s'apparente à celul du Val-de-Loire. A côté des vignes municipales situées à Montmartre, dans le parc Georges-Brassens, sur les pentes de Belleville et au pied du Trocadéro - on dénombre plus de deux cents treilles dans des jardins privés et sur des balcons bien exposés. A l'initiative de Jacques Melac,

un Aveyronneis moustachu comme un Gaulois, une association s'est créée : les Vignerons de Paris, dont le siège est 42, rue Léon-Frot, dans le onzième errondissement. Comme chaque année, ces

viticulteurs urbains vont mettre leur vin en bouteilles, 500 litres, le samedi 6 mars, sur un trottoir de Charonne. dans le anzième errondissement. Une fête de village qui met le quartier de bonne humeur. Détail encare plus inattendu : il paraît que le vin

LOISIRS

Le Muséum contre vents et marées

Le vénérable Muséum d'histoire neturelle nevigue dans le brouillerd. En pleine réorgenisetion, il est ectuellement sans statut, sane règlement inténeur, sans canseil d'edministretion et sans conseil scientifique. A son tuteur traditionnel, le ministère de l'éducation nacionale et de le cultura, s'est ejouté un second, le minietàre de l'environnement. Ces tracae edministretifs n'empêchent pas le Muséum de poursuivre sa cure de rajeunissement, en menant des travaux, notemment dens le Grande Galerie, à la ménagerie et eu zoo de Vincennes. Des expositions temporeires, comme celle consacrée en ce moment eux dikosauras, ettirent les foules.

Au mois de juin, trois journées vont marquer le deuxième centeneire de l'institution. Le public aura eccès gratuitement à la ménagerie, à certains des vingt laboratoires et, espàrat-on, à la Grande Galerie en fin de chantier, à la bibliothèque et même à la très secrèta zoothè que, qui est le coffre-fort souterrain où le Muséum conserve see inestimables collections.

AMÉNAGEMENT

LE COMPROMIS **DE RICHARD-LENOIR**

Dans l'est de la capitale, une nouvelle promenade au milieu des voitures va être dessinée

des Champs-Elysées se poursuit, un nouveeu ehantier vient de s'ouvrir dans Paris. Il s'agit eette fois de réhabiliter le bouleverd Richerd-Lenoir qui, sur 1 800 métres de la Bestille à la rue du Feubourg-du-Temple, traverse, irrigue et sère le onziéme arrondissement, le plus densément peuplé de la

Cette artère de 50 mètres de lerge doit ses dimensions exceptionnelles au canel Seint-Mertin qu'elle reçouvre. La voie d'eau joignant la Seine au canal de l'Ourcq fut ouverte en 1826. Le préfet Heussmann jugea qu'entre le centre et l'est de Peris, elle formeit un fossé gênent pour le circulation et dengereux en cas de soulévement populaire. Il le fit recouvrir en 1859. On donna au bnulevard ainsi créé le nom de deux industriels français, François Richard et Joseph Lenoir, qui, su début du dix-neuvième siècle, introduisirent en France

filer le coton. Les anciens quais sont devenus des couloirs de circu-lation et sur le terre-plein central ne restent que des orifices permettant l'aération et l'éclairage du canal sous-jeceot. Ces cônes de lumière jalonnant l'obscure navigetion des beteaux-promenades font d'eilleurs l'enchentement de leurs

passagers. Vers 1960, le bnulevard Richard-Lenoir, comme le bassin de l'Arsenel et le cenel Saint-Martin qui le prolongent à ses deux extrémités, excita l'imaginetion des ingénieurs des ponts et chaussées. Fort sérieusement, ils envisegèrent d'utiliser la longue trouée pour y lancer une autoroute urbaine trenchant Paris selon l'axe nord-sud. Ce délirc-le eu moins e été évité.

Restent donc aujaurd'hui deux rubans d'asphalte où pas-sent selon les tronçons 10 000 à 14 000 vébicules par jour

LORS que le rénovation une machine britannique à caminns et autres véhicules de livraison. Le long des trottoirs, mille voitures stationoeot, sans compter celles qui sont en double-file. Entre les deux, le terre-plein, planté de 750 pletanes et sophoras, recoit des merchés forains, des clubs de boulistes, les rares usagers de meigres jardins et, bien entendu, des voitures vontouses. Que faire de cette bande de 30 mètres de large aiosi prise en sandwich?

> Même vacarme et même pollution

Oo y réflécbit depuis trois ens. La première idée fut de démolir les voûtes et de feire réapparaître le canal. Toutes les municipalités redécouvrent les etouts que représentent les plens d'eau urbains. Quend elles les ont occultés, elles revent de les recanquerir. Nentes, par exemple, a songé un instant à retrouver le cours dont une forte proportion de de l'Erdre. Sous les pavés, la

arrondissement le canal Saint-Martin cût transfiguré le quartier entièrement voué eux acti-vités utilitaires. « Impossible », trencbérent les techniciens. « Et ruineux », ajoutèrent les financiers. «Dommage», dit aujourd'hui Alain Devaquet, le maire (RPR) de l'arrondissement.

On s'est donc rabattu sur un compromis. Scul le mail eentral va être réaménagé. Comme pour donner la nostalgic des caux, l'équipe des erchitectes et peysegistes. David Mangin et Jecqueline Osty, a conçu uoe sorta de coulée verte légèrement en contre-bes des cheussées, sinuant entre des massifs de plantations, équipée de baocs, de kiosques et de jeux pour enfents. De plece en place, les bouches d'aéretion du canel seront assorties de fontaines, comme l'aveit initielement prévu Houssmann, entourées de bambous, de fougères et de mousses, le tout humidifié par

des dispasitifs de brumisation. L'éclairage sera assuré per des réverbères Secood Empire, et les trottoirs delles de graoit et de merbre. Deux rues traversières sont effacées, quetre autres rétrécies. Les jardins pessent de 7 500 à 17 500 mètres carrés. Boulistes et marchands forains bénéficieront d'espaces amélioriés. Au totol, le devis initial se monte à 150 millions de francs, pour deux

plage! Rendre au onzième ans de travaux. Comme tout compromis, celui de Richerd-Lonoir reste boiteux. Sur les voies latérales, stationnement et circulation garderont tous leurs droits. Même vacarme, même pollution de l'air, mêmes risques pour accèder au mail central.

Les anciens, les mères de famille, les bambins et les promeneurs appréciaront. En outre, les nouveaux jardlos, qui n'occupent finnlement que le tiers de l'espace total vaste de 5,5 hectares, seront fermés le soir. Dens la journée, la longue promenade sera coupée par quetre passerelles pour piétons surélevées et bordées, on ne sait trop pourquoi, de ram-berdes. Pour remonter Richerd-Lenoir, it feudra figurer parmi l'élite des champions d'une nouvelle épreuve à creer, le 1 800 mètres haies!

li reste, malgré tout, que les piétons du onzième - il paraît qu'ils ont été coosultés et que certaines de leurs susgestions ont été prises cn compte - profitcront du réaménagement du boulevard. Ils obtiendront peut-être une gestion intelligente de l'espace réhebilité : par exemple la fermeture du bouleverd à le circulation les dimanches et jours fériés. Sinoo, le compromis Richard-Lenoir risque de rester une de ces bonnes intentions dont l'enfor est pavé.

Marc Ambroise-Rendu

MOBILIER URBAIN

LES ARTISTES **DU CANDÉLABRE**

La Ville Lumière va remplacer ses lampadaires disgracieux

UARANTE des deux cents modéles de candé-UARANTE des deux réceptacles à ordures, panneaux labres et d'appliques murales qui écleirent les rues de Paris vont progressivement disperaître. Ils deteot, pour la plupart, des années 30-60, période considérée comme particulièrement indigente dans le domaine du mobilier urbain.

Ainsi en e décidé le commission municipale qui, depuis quelques années, veille à l'esthétique des multiples objets jaloonant les trottoirs. Au cours de la même séance - elle eo tient trois par ao. - la commission e agréé une douzeine de nouveeux modèles, mieux dessinés. Permi ceux-ci, l'un au moins ne sera qu'une reprise. Il s'egit d'un lampadaire conçu jadis par l'erchitecte Mellet-Stevens, dont certeios exemplaires illuminent encore l'avenue du Président-Wilson, eotre l'Alme et le Trocadéro. Sa fabrication, qui eveit été interrompue faute de commande, va donc être relancée.

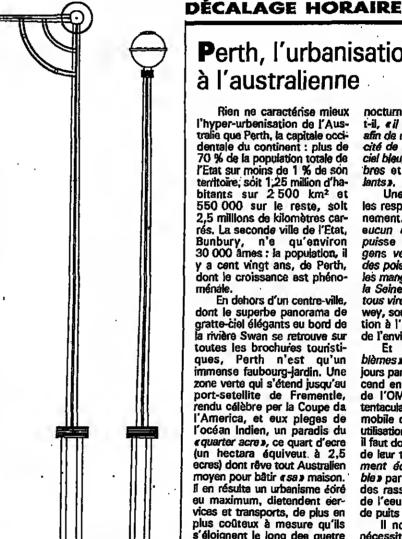
Le nettoyege du paysage parisien a commencé. Ce sere une œuvre de longue heleine. On ne dénombre pas mains de 80 000 points d'échirage. Compte tenu de leur longévité certains assurent leur service depuis 1850 - il faudra plusieurs décennies pour les remplacer. Même souei pour les bancs, poteaux indicateurs,

divers, arrêt de bus, etc. L'objectif de la commission est double. D'une part, réteblir une harmooie entre les lignes du mobilier de la rue et celles de l'architecture du quertier environnant. Oo veut en finlr avec les méchants «tuyaux de poèle» en eluminium plentés de manière incongrue sur un bouleverd heussmannien. D'autre part les membres de la commission souheitent que les promeneurs retrouvent pertout un style « parisien » caractérisé par des teintes brunes ou vertes et

des formes madelées.

Pour y parvenir, le catalogue de modéles agréés dans lequel piochent les responsables de la voirie et de l'urbanisme ne suffit plus. Il convient d'abord de le débarrasser de ce qui n'est pas digne d'y figurer. C'est ce qui vient d'être eotrepris par la commission au chapitre des éléments d'écleirage. Puis on sollicitera les créateurs, arcbitectes et designers, qui négligent trop souvent l'art du mobilier urbain. que certains considérent comme mineur et indigne de leur imaginetion. Il s'egit pourtant du décor quotidien de millions de citedins. Paris a résolu de redonner vie à cette discipline si importante pour le cadre de vie.

M. A.-R.



Le lampadaire conçu par Mallet-Stevens en 1936. Sa fabrication va être relancée.

Perth, l'urbanisation à l'australienne

l'hyper-urbenisation de l'Australia que Perth, la capitale occidentale du continent : plus de 70 % de la population totale de l'Etat sur moins de 1 % de son territoire, soit 1,25 million d'habitants sur 2500 km² et 550 000 sur le reste, solt 2,5 millions de kilomètres carrés. La seconde ville de l'Etat, Bunbury, n'e qu'environ 30 000 âmes : la population, il y a cent vingt ans, de Perth, dont le croissance est phéno-

En dehors d'un centre-ville, dont le superbe panorama de gratte-ciel élégants eu bord de la rivière Swan se retrouve sur toutes les brochures touristiques. Perth n'est qu'un immense faubourg-jardin. Une zone verte qui s'étend jusqu'au port-setellite de Frementle, rendu célèbre per la Coupe da l'America, et eux pleges de l'océan Indien, un paradis du « quarter acre», ce quart d'ecre (un hectara équiveut à 2,5 ecres) dont rêve tout Australien moyen pour bătir «sa» maison. Il en résulta un urbanisme éoré eu maximum, dietendent eervices et transports, de plus en plus coûteux à mesure qu'ils s'éloignent le long des quetre axes de développement. Ce qui inquiète planificateurs et polio-

Resserrer la densité

D'où une politique incitative lencée per le gouverne-ment traveilliste local de Cermen Lawrence en faveur d'un «habitat de moyenne densité». Il ne e'egit pas de HLM, meis de conveincra environ 20 % des futurs propriétaires qu'une meison plus petite sur un tarrain moins grend serait plue économique, maie non moins egréeble à vivre. Reeserrer quelque peu le densité urbeine (10,B habitants à l'hectare) ren-

tabiliseralt les services publics. « Perth ne sera jamais Pra-gue, avec ses rues bordées de monuments et de magasins». explique John Forbes, directeur de le plenification. Meie eu moins feudrait-il qua la métropole ee rapproche plus de Los Angelee que de Denver ou de Phœnix pour l'utilisation de voitures privées par foyer. Autre Initiative, redévelopper un centre-ville où traveillent 85 000 personnes le jour meis où ne vivent plus que 5 600 irréductibles dens une eorte de désert

Rien ne caractérise mieux nocturne, Cependent, ejoute-per-urbenisation de l'Ausafin de ne pas perdre le spécifi-cité de Perth, ses plages, son ciel bleu, sa rivière bordée d'arbres et ses buildings étince-

Une antienne reprise par les responsables de l'environnement. «A Perth, il n'y e eucun endroit d'où l'on ne puisse voir des erbres. Les gens veulent pouvoir pêcher des poissons dans la Swan, et les manger. Si elle était comme la Seine à Paris, nous serions tous virés », essura John Ottawey, sous-directeur de la pollu tion à l'Agence de protection

de l'environnement. Et d'aligner les « probièrnes » de sa métropole : six jours par an où la pollution descend en dessous des normes de l'OMS; une urbanisation tentaculaire; une pollution automobile due à une trop grande utilisation des véhicules privés. il faut donc rapprocher les gens de leur travail, un « développement économiquement gérable » par l'utilisation rationnelle des rassources, en particulier de l'eeu, dont 50 % provient de puits ertésiens.

Il nous perle eussi de le nécessité du respect par les industriee de strictes normes entipollution, ce que, selon lui, elles font sans difficulté; du traitement des déchets, qui devraient, d'ici à l'en 2 000, êtra recyclés à 50 %. Tout cela, le plus eouvent « sans que l'on ait besoin de recourir à des sanctions, car les gens eiment leur environnement et entendent le préserver».

ľ'nο

@0000.418

1000

Perth, comme les quatre eutres mátropoles euetraliennes, présente décormais une cerectéristique qui peut attirer les ecciétés de servicee internationales : la décision de privatiser une lerge partie des services publics. Comme peutêtre ces ecciétée françaisee implentées de l'eutre côté du cononent, à Sydney, CGE ou Lyonneise des eaux, qui viennent d'y remporter les eppels d'offres pour l'adduction d'eau. «La privatisation, c'est la seule solution, et elle va faire boule de neige», affirme Doug Dean, le patron de Colley Onyx, filiale australianne de la CGEA spécialisée dens le traitement des décheta industriels. La mode court jusqu'eux antipodes...

> de notre envoyé spécial Patrice de Beer



politique etrangère REVUE TRIMESTRIELLE PUBLIEE PAR L'INSTITUT FRANÇAIS DES RELATIONS INTERNATIONALES

Directeur de la publication : Thierry de Montbrial L'Allemagne après l'unité

Numéro spécial consacré au bilan d'un an d'unité telle qu'elle a été vécue en Allemagne et perçue en Europe.

Analyses documentées, commentaires d'experts permettent de mieux comprendre les difficultés que créent les retrouvailles entre l'Est et l'Ouest de l'Allemagne et les problèmes qu'entraine la . réalisation d'un édifice européen commun aux deux moitiés de notre continent.

nº 4/91 - 98 F

En vente en librairie ou par correspondance a Armand Colin BP 22-41353 VINEUIL Tél. (16) 54-43-89-94

SEINE-ET-MARN UN GENERA ENCOMBRA

· --.:

• • . :

1. 72

. 5 a

. .

Le Monde ● Dimanche 28 février - Lundi 1 mars 1993 21

FAUT-IL AGRANDIR CERGY-PONTOISE?

Le projet d'extension de la ville nouvelle provoque l'opposition d'élus et d'une partie de la population

ES élus et la population de le ville nouvelle et des communes alentour sont mohilisés cootre l'éventuel débordement de Cergy-Pontoise. Le projet de schéme directeur pour la région Ile-de-France (SDRIF) e ainsi ramené les élus du Val-d'Oise plusieurs années en arrière, au moment même de la construction de la ville nouvelle, à la fin des années 60. Ce o'est pas la récente remise en cause du schéma directeur qui mettra uo terme à ce débat.

Les élus réclament, en effet, la modification ou même l'ebandon pur et simple de « ces objectifs de développement en toche d'huile de Cergy-Pontoise». seloo les termes de Jeao-Phi-lippe Lachenaud (UDF), président du conseil général du Vald'Oise. Ils ont recu le soutien. très iotéressé, des quelque quatre-vingts communes du Vexin qui ressenteot cette éventuelle extension comme une menace pesant sur un antre projet beaucoup plus evancé : celui du parc naturel régionel du Vexio fran-

INFO ACTUAL HORAIRE

eovisage l'aménagement de l 410 hectares supplémentaires. S'il devait se réaliser en l'état, 300 hectares de terres agricoles disparaîtraient sous le béton des aménageurs. Et ce oe serait pas moins de quatre communes qui se retrouveraient annexées à la ville nouvelle : Ennery, au nordest, Boissy-l'Aillerie, eu nordouest, Pierrelaye, eu sud, et Sagy, à l'ouest. Les trois premières villes eppartenaient déjà à Cergy-Pontoise au moment de sa création, mais evaient profité de la loi de décentralisation de 1983 pour hriser les chaînes qui les reliaient à elle. Quant à Sagy - où l'opposition des habitants est sans doute la plus détermioée -, elle oe compte aujourd'hoi que 1 100 hebitaots, répartis autour de quatre hameaux typiquement ruraux : Faillancourt, Le Grand-Mesnil. Le Petit-Mesnil et Cherdron-

Aujourd'hui, Cergy-Pon-toise compte un peu plus de 180 000 habitants pour environ 75 000 emplois, 710 000 m2 de

En falt, le schéma directeur hureanx et 563 000 logements construits. En 2015, le schéma directeur prévoit 50 000 hehi-tants supplémentaires, taodis qu'une programmatinn locale élehorée jusqu'en 1995 prévoit quelque 1 500 logements supplémenteires par an, 2 000 emplois, 25 hectares de parc d'ectivités et entre 20 000 et 40 000 m2 de bureaux. Une programmetion déjà revue à la baisse et que le conjoncture écooomique actuelle risque fort de bouleverser.

La cohérence de l'agglomération

Avec une prévision de 150 000 m2 de bureeux, 2 500 logements et environ 5 000 m² de commerces, le futur quartier de Cergy-le-Heut, qui devrait également accueillir en mai 1994 le troisième gare RER de l'egglomération, fait eujourd'hui figure de véritable gageure. Il s'agit pourtant d'une a pièce maîtresse », selon les termes de Gilles de Beauregard,

directeur de le communication à l'établissement public d'eménegement de la ville nouvelle

Mais à toute chose malheur est bon : c'est cette impossibilité conjoncturelle de prévoir l'evenir immédiat de Cergy-Pontnise qui est devenue le meilleur argument des opposants à son extension. «Achevons la ville avant de penser à l'étendre», suggère Alaio Richard (PS), président du Syndicat d'agglomération nouvelle de Cergy-Pontoise (SAN). En effet, il reste dans le périmètre de la ville 1 000 hectares de surfece urbenisable, dont 480 pour les logements et

520 pour les zones d'activités. Dominique Gillot (PS), conseiller général de Cergy-Sud, lors de le séance an conseil général portant sur le SDRIF, e repris à son compte le délibération du SAN qui « demande la limitation des extensions urbaines envisagées dans le pro-jet de schéma » et s'oppose à « l'urbanisatinn au nord-ouest de l'agglomérotion nouvelle, qui empiéterait sur le poysage ngricole et naturel du Vexin». Une position très nette mais pas toujours facile à défendre lnrsqu'on ne souhaite pas trop égratigner le projet de schéma directeur.

« Il est impossible d'occueillir, à l'horizon 2015, 50 000 nnuveoux hobitonts, expliquet-on au SAN. Un chiffre de 30 000 paroît être le maximum compatible avec la qualité de vie urbaine de Cergy-Pontoise. » Un chiffre repris par Gérard Claudel

(div. d.), maire d'Ennery. « On compte 30 habitants à l'hectare. I 000 hectares à urbaniser, cela equivaut à 30 000 habitants. On

ne peut pas faire plus. »

Jacky Leser (PC), maire de Bezons, ajoute, lui. à ce concert de protestatioos un autre élément : « Il faut que la ville nou-velle cesse de donner l'illusion qu'elle va se développer économiquement alors qu'elle n'est bien souvent que le simple point de chute d'activités et d'entplais transferés. » Une critique mal acceptée par l'EPA. Si Philippe Hugon, directeur du développement économique, reconnaît evec Alain Richard qu'il est préférable d'ebord de « terminer » la ville nouvelle, il n'empêche que, pour lui, « lo cohèrence de l'agglomèrotion passe par son

développement ».
Jusqu'en 1995, ce dernier est prévn dans les limites du périmètre. Mels après? « Il fout penser à loger la deuxième génération des Cergypontins qui ont grandi ici et veulent continuer à y vivre une fois maries.» Il y a eussi que les oombreux équipements publics qui ont été construits ainsi que leur fonctionnement ont coûté et coutent encore fort cher. La solution est peut-être d'en faire profiter les communes alentour. même au prix de leur indépendance. Des paroles de technocrates qui risqueot fort de ne pas être bien comprises sur le

Jacqueline Meillon

SEINE-ET-MARNE

ENCOMBRANT

L'arrivée de Michel Aoun suscite l'hostilité dans le canton de Crécy-la-Chapelle.

gleciale qui souffle sur le plateau de Brie Inciterait plutôt les Seine-et-Marneis à se barricader. A la Heute-Maison, un village de 205 habitants isolé nu milieu des champs, dans le canton de Crécy-la-Chepelle, ils sont pourtaot une vingteine é braver le nuit pour tenir réunion à la mairie-école. Il n'est question oi de POS, ni d'assainissement, mais de la présence d'un hôte jugé encombrant : le géoérel Micbel Aouo, ex-premier ministre libanais, réfugié en France depuis eoût 1991, instellé à la Haute-Meison depuis le 15 février.

En quittant sa résidence marseillaise pour la propriété de Seine-ct-Merne de Joseph Diwan, un ami libanais. Michel Aoun vouleit se rapprocher de ses filles, étudiantes à Peris, ainsi que de le communauté libanaise de la région parisienne. Ni lui ni son hôte n'avaient imegioé que sa présence provoquerait de tels mouvements d'hostilité. Voilà déjà un mois qu'une banderole est tendue entre deux erbres, en face de l'église, evec pour tout message : « Non à lo venue du général Aoun. »

Trop de policiers

Tendis que les entrepreneurs se relayaient dens la ferme du château pour y installer les systèmes de sécurité sous la surveillance des CRS, de nouveaux pannes ux fleurissaient de part et d'eutre de la route dépertementele qui traverse le village, et les réunions publiques se succédaient. C'est l'école, située à moins de 200 mètres de la propriété, qui focalisait les angoisses des habitants : « Nous ne voulons pas du général Aoun, déclarait une mère d'élève. Il ne s'agit pas d'un réfuglé quelconque mais d'un personnage à risques. Nous avons peur des prises d'otages, dont nos enfants pourraient être les victimes.»

Depuis lors, les motifs de la colère se sont déplacés et l'on évoque pêle-mêle la lumière des projecteurs illuminent l'entrée du château, les eboiements des chiens au momeot de le relève des CRS ou encore les ellées et venues des visiteurs libanais du

UNDI 22 février, la bise ont le sentiment d'avoir été pri-gleciale qui souffle sur le vés d'une parcelle de leur territoire et déconcent la politique du fait eccompli. « Les policiers et les autorités préfectorales nous ont d'abord fait croire que le général viendrait peut-être, mais que ce n'était pas sûr. Le jour de son orrivée, le maire lui-même n'était au courant de rien. »

La présence de CRS dens uo département où de combreux élus se plaignent de l'insuffisance des effectifs policiers est peradoxalement ressentie comme une gêne : « On ne peut plus promener son chien nu bavarder à proximité de la grille

demande une pièce d'identité. Il y a deux jours, des malfaiteurs ont tenté de voler la voiture de mon voisin. Croyez-vous que les CRS se soient monifestés? » Du côté des pouvoirs

sans qu'un policier nous

publics, on tente d'epaiser ces inquiétudes. Michel Aoun est en France en situatioo régulière; il est donc libre de choisir son lieu de résidence, explique le souspréfet qui ajoute : «La propriété est isolée, à l'entrée du village; je crois qu'il faut faire lo part des risques réels et des fantasmes : le dispositif policier mis en place est interne au château, les voisins se rendront vite compte que la présence du général ne dérange pas leurs habitudes. »

Pourtent, dimaoche 21 février, la tension est montée lorsque les leaders du mouvement de protestation ont découvert que leurs panneaux avaient été arrachés durant la ouit, « par des omis Ilbanais du général, affirmait l'un des plus détermioés. S'ils continuent de venir nous narguer, cela se terminera

mal ». Dans l'après-midi, on a manié le carron et la bombe de neinture, avec des slogans cette fois curieusement rédigés en anglais: «Aoun out», ou encore « Aoun go home. »

Autant de réactions out lais sent le moire, Jecques Lebecque, sans voix. Plusieurs de ses administrés reproehent d'ailleurs à cet agriculteur son manque de détermination, comme s'ils profitaient de l'occasion pour régler d'anciennes querelies. Lors de la dernière réunion

publique, il fellut le calme et l'aulorité du conseiller général, Michel Houel (RPR), pour modérer certaines erdeurs : «M. Aoun est là pour des raisuns de politique internationale qui nous échappent. J'ajnuteroi qu'il s'agit d'un homme respectable, au contraire de certains personnages que la France a déjà accueillis nu continue d'accueillis. Je compte d'ailleurs écrire ou général paur lui sauhaiter la bienvenue dans notre région. Le préfet de Seine-et-

Marne a promis de nous recevoir le 14 mars pour mesurer les éventuelles nuisances que vous opporte cette présence. Si cette entrevue ne se traduisait par nucune mesure concrète, il seroit

Quent à Michel Aoun, retranché dans le propriélé de son ami, il compte également sur le temps pour tamener la peix dens le village. « Je comprends les reactions de ces hobitants qui sont des gens de bonne foi, nous confie-t-il au cours d'un entretieo téléphonique. Mois je crois qu'ils comprendront rapidement que le donger ne concerne que mo personne. Lo maison est isolèe et je ne circule pas dans le village. Je considère en outre que ces réactions d'hostilité unt été surmédiotisées. L'ai sur mon hureou une trentaine de lettres d'hobitonts de la Haute-Maison qui ont écrit pour me témoigner leur sympathie et me souhoiter la bienvenue, mats personne n'en parle. »

budget total de 5 millions de

Roland Puig

LES TELEVISIONS **MANQUENT DE FONDS**

L'attraction de Paris rend difficile la rentabilité des chaînes locales

pour les amoureux du câhle à Boulogoe-Billencourt (Hauts-de-Seine) : le télévision locale BB Com (Boulogne-Billanconrt communication) a diffusé ses dernières images dimanche. Créée en 1988 et directe-

ment rattachée au service commnoication de la mairie, l'association BB Com fait les frais des mesures d'économie décidées par e municipalité. De 4,5 millions de francs en 1991, la subvention de la ville est tombée à 2 millions en 1992 (avec suspension d'antenne pendant cinq mois et réduction des effectifs de mnitié). Pour 1993, le maire, Paul Graziani (RPR), e simplement fait savoir qu'il n'evait pas l'intention de remettre le mein eu portefeuille, sinco pour éponger déficit de 1992

(290 000 francs). L'investissement aura sans doute été jugé disproportionné au regard du faible taux de pénétration du câble à Boulogne (6 000 foyers ebon-nés sur 100 000 habitants)... Quant au câblo-opérateur, la Lyonnaise communication, qui diffusait les émissions par décrochage sur Paris Première, il ne sera sans doute pas fâché de ne genéral. Surtout, les riverains I plus avoir à apporter ses subsides

ATALE Seint-Velentio (1 000 000 de francs par eo).

pour les amoureux du câble Triste bilan pour une télévision concue comme na hulletin municipal eo vidéo, qui n'evait de toutes façons pas vocation à faire de l'information : la nnuvelle grille (février 1992) faisait même l'impasse sur le journal local. Sport, santé, environnement, culture à Boulogne... alterneient donc chaque soir à 19 heures selon les magazines, rediffusés en boucle le lendemaio matin de 7 h 30 à midi.

La faillite de BB Com Husire les difficultés inhérentes à l'implantation durable des chaînes locales en Ile-de-France. Généralement très merqués en province, l'ideotité culturelle et le sentiment d'appartenance propres à une région, qui constituent le terreau de toute chaîne locale, epparaissent fortement émoussés en banlieue parisienne. Sans parler de la « proximité de Paris, lieu de magnétisme extraordinaire», comme dit Jean-Michel Leguennec, délégué général de l'Association des villes cablées. L'Ile-de-France, qui ne compte plus que deux chaînes locales câblées, apparaît donc «à la traine » par rapport aux quinze télévisions de ce type qui

émettent dans l'Hexagone. Partensire du même câblo-

opérateur, utilisant le même mode de diffusinn (décrocbage sur Paris Première avec rediffusion le lendemain matin), l'association Yvelioes Première est néanmnins mieux lotie que sa consœur des Heuts-de-Seine, oe serait-ce que perce qu'elle compte 16 000 abonnés dans sa zone de diffusion.

Emanation du Syndicat

Audience confidentielle

intercommunal pour le développement de la communication (SIDECOM), Yvelines Première regroupe 42 communes autour de Michel Péricard (RPR), maire de Saint-Germaio-eo-Laye. Un bassin de population qui lui permet de goûter au gâteau publici-teire et eu spansnring (300,000 francs eu total eo 1992). Mais surtout, Yvelines Première bénéficie de sources de financement diversifiées : I million de francs de la Lyonnaise Communication, 2 millions de fraces des enmmunes et 450 000 francs du conseil général. Au total, un hudget de 4 millions pour produire un journal local de dix minutes agrémenté chaque soir d'une page spéciale (« Bonsoir Monsieur le maire »,

sports, entreprises...) Seule chaîne locale « de plein exercice » en Ile-de-France, Télessonne, depuis seplembre 1989, fait figure de pionnière. Diffusée sur Bièvres, Chilly-Mazarin, Igny, Massy, Palaiseau ct Les Ulis (oord de l'Essoone) par Fraoce Telecom Cable (par décrochage sur la mosaïque du câhle). Télessonne est financée à 90 % par l'opérateur (pour un

francs), le reste provenant de subventions allouées par le syndicat intercommunal, en échange de la programmation de films pédagogiques aux heures scolaires. Avec uo secteur de 130 000 hebitants dont 6 000 foyers câblés, le taux de pénétration du câble, comme à Boulogne, apparaît insuffisant pour engranger des recettes publicitaires (à peine 30 000 francs

l'an dernier). Forte de trois Bétacam et d'une dizaine de saleriés, dont cinq jnurnelistes, Télessonne joue la carte du professionnalisme et de la proximité. Chaque soir à 19 h 45, un jnurnal local de dix minutes, « Quoi d'neuf?» suivi d'un magazine d'un quart d'heure (sport, culture, « cluh de le presse »...). Et pour confronter les expériences, Télessonne vient de lancer, avec cinq eutres télévisions locales (dont Lille et Marseille), « Vie », premier magazine mensuel «interlocal» réalisé en commun.

A l'heure du « village planétaire», l'informetion de proximité, « composante fundomen-tale de la démocratie » selon les propos de Jean-Noël Jeannney lors du Festival des médias Incaux de Morne-la-Vellée, se réduit comme peau de chagrin sur le câble d'lie-de France. Le coût élevé des investissements. la confidentialité de l'eudience et la quasi-absence de recettes publicitaires font reculer nombre de bailleurs de fonds. Pourtant, comme à Sartrouville, plusieurs projets de chaînes locales existent en régioo parisienne, L'evenir dira s'ils sont économiquemeot viables.

" "ippe Baverel

ESSONNE

Quatre communes s'accordent pour gérer le logement social

La ville nouvelle d'Evry (Essonne) vient de se doter d'un protocole d'occupation du patrimoine social (POPS). Le document a été signé entre l'Etat, les quatre communes de l'egglomération (Bondoufle, Cnurcouronnes. Evry et Lisses), le Syndicat d'agglomération nouvelle (SAN), le conseil général, la Caisse d'al-locations familieles et trente-cinq bailleurs, tant publics que privés. C'est le premier document intercommunal, conclu en lie-de-France, après la loi de 1991, sur le droit au logement, Le POPS e pour nhjectif de répondre à la demande de logement des exclus du patrimoine social. Si la ville nouvelle d'Evry se caractérise par la prépondérance de l'habitat social (10 178 logements), le parc étant récent, les loyers flirtent souvent avec le maximum des plafonds HLM, et le taux de rotation baisse réqulièrement. Dès la première année de mise en place du POPS, les signateires entendent réserver un dixième du flux annuel de rotation (estimé à 1 132 logements) aux méneges à faibles ressources. Des mesures dolvent permettre de freiner la concentration des familles mono-parentales dans certains secteurs et de mieux répartir l'accueil des populations étran-

INSTITUTIONS

Services de l'Etat et conseillers sur mini-annuaires

lis se présentent sous forme de petits dépliants serrés entre deux couvertures aimantées et vont vite devenir indispensables aux élus, décideurs économiques et responsables d'essociations de la région capitale. Ce sont les annuaires édités par la préfecture et le conseil économique et social de la région d'Ile-de-France. Ils permettent de retrouver, de façon synthétique, des données essentielles sur la région et sur le fonctionnement des institutinns. lle snnt dispnnibles eu 29 rue Barbet-de-Jouy,

CHOMAGE

Contrats emploisolidarité en augmentation

ils sont 19 000 chômeurs de longue durée à avoir bénéficié d'un contrat emploi-solidarité en lie-de-France entre le 1º ianvier et le 30 novembre 1992. Un chiffre importent puisqu'il est trois fois supérieur à celui de l'ennée précédente durant la même période. Des données fournies par Christian Sautter, préfet de la région lle-de-France, à l'issue d'une réunion de la cellule chargée de suivre l'exécutinn du progremme « 900 000 chômeurs de lon-

INFORMATIQUE

Carte à puce multiservice à Issy-les-Moulineaux

La commune d'Issy-les-Moulineaux edopte à son tour le monétique paur le paiement des services municipaux. La municipalité vient de signer evec les sociétés Innovatron et IBM France un accord de partenariat qui va permettre, dans un premier temps, dans deux écoles de la ville, le paiement par carte de la cantine, des centres de loisirs, de la garderie et de l'étude.

Appelée Puci, cette carte offre la particularité d'enregistrer des inscriptions de manière centralisée en mairie, ou décentralisée dans les bureaux d'associetions ou de sociétés d'économie mixte. L'usage de cette carte personnalisée, gratuite et fonctionnant sur le principe du prépaiement sara progressivement étendu à l'ensemble des activités proposées per la commune,

and product of

CENTRE

La musique d'Europe centrale à Chinon

Joueur de hautbois et passionné da musiqua baroqua, Eric Baude est parvenu, apràs trois ens d'efforts, à obtanir l'ouvartura an novambra 1992 d'una médiathàque à Chinon (Indreat-Loire). Auparavant, ce spécialiste da musiqua tchèqua avait séjourné huit mola à Pragua, durant leaquals il avait réuni 3 000 partitiona, 300 disquas compacts, 500 diaquaa vinyle at una bibliographia en plusieurs

Las objectifs da catte médiathèqua sont la diffusion da la musique d'Europa cantrala, la participation à daa mani-festations culturalles, l'inventaira das fonds français, tchèque at slovaqua, la transcription da manuscrits at la formation da profea-aeura apécialiséa. « Cela peut aussi atre l'occasion da promouvoir lae fabricanta d'instruments da musiqua da la région Cantra », précise Eric Baude. Pour cette entreprise, le musicien, qui dinge par eilleurs l'Ensemble Philidor, a recu das financaments de la villa de Chinon, du département, dea ministères da la culture et des affaires étran-

PICARDIE Les grandes villes

iouent la complémentarité

Après avoir signé une charte da coopération avec Daniel La Meur (PC), maire de Saint-Quentin (Aisna), et Jacquea Becq (PS), maire d'Abbeville (Somma), Gilles de Robian (UOF), maira d'Amiens, a passé samedi 20 févriar un accord de coopération evec Welter Amsellam (PS), maire de Beeuveis (Oise). La capitale régionale et le chaf-lieu du département, qui se veulent désormais « plus complémantairas que concurrents », se promettent à laur tour alde et essistance dans ies domaines des transports, de l'anseignement supériaur, de l'économie, de le cultura, du tourisme, de l'urbanism et de tout ce qui concerne la

gestion da la santé. Graca au résaau de villes qui sa mat en place dans la région Picardie, les élus des grandes agglomérations entendant prandre auxmemas an mein l'aménagement da leur région.

RHONE-ALPES

L'accord des écologistes pour une station de ski

Pour la première fois dans l'histoira de l'aménagement das Alpas, una asacciation da protection de la natura participara à la conception at à la réalisation d'une station de ski. Signé la 19 févriar à Chambéry, en présenca da Michal Barniar (RPR), prési-dant du consail général de la Savoia, un protocole d'accord lie désormais la communa savoyarde da Sainta-Foy-Tarentaise (650 habitants) at la fédération Rhône-Alpas da protection de la nature (FRAPNA). Il concema l'aménagement d'una station de 82 500 mètres cerréa at 11 ramontéas mécaniques sur la aite da Bon-Consail, au pied du massif du Ruitor, où l'urbanisation d'una première tranche de 30 000 mètras carrés (environ 2 000 lits) a déjà été autoriséa par le Comité des unitéa touriatiquas nouvellas (UTN). Sainta-Foy, officiellament ouverta durant l'hiver 1990,

ne compte aujourd'hui que

trois téléaiagas at una can-

teine de lits maie la com-

muna a déjà invaati plus de

100 millions da frencs. La

signeture de ce protocole

met fin à un conflit qui oppo-

seit depuis dix ans cette

communa aux aaaociations

da protection de le neture.

LE NOUVEAU RÔLE DE LA DDE

Frustrées par la décentralisation les directions départementales de l'équipement continuent de conseiller les élus

sation, les communes dotées de plans d'occupa-tion des sols (POS) sont seules compétentes en matière d'urbaoisme. Pourtant, la majorité des maires se tournent, comme par le passé, vers les directions départementales de l'équipement (DDE) pour modifier ou réviser leur POS, aménager des bordures de trottoir ou une rue piétonne. Mais ils le font spontanément et non plus parce qu'ils y sont forces!

Les élus entretiennent le plus souvent de bona rapports avec leur DDE. Si ce n'est avec le directeur départemental de l'équipement lui-même, grand commis de l'Etat et comme tel regardé parfois avec méfiance, du moins avec «son» ingénieur subdivi-sionnaire. C'est vers lui qu'ils se tournent quotidiennement pour élaguer les arbres, refaire un revêtement de chaussée ou améoager un rond-point. Lcs 101 DDE ont un domaine réservé : celui de l'entretien et de la construction des routes et ouvrages d'art, qui représentent 70 % de leur activité. En ce qui concerne les 35 000 kilomètres de routes nationales, rien n'a changé. Préparer les marchés, programmer les travaux, mettre co place la signalisation, entretenir les voies et accotements, assurer la viabilité hivernale et la sécurité des usagers, tout cela entre toujours dans leurs missions. Pour les 340 000 kilomètres

décentralisation a quelque peu modifié les habitudes de travail. Unc partie des agents - ceux qui étaient chargés des études, des acquisitions fonciéres, de l'ingénierie routière - sont en effet passés sous l'autorité du conseil général. Ils oot changé de lieu de travail : la majorité des départchommes les exerçant, au siège du département.

« Les élus ont craint que la methode de la mise à disposition prises privées. ne leur permette pas d'avoir la resnaissait la loi, notamment en matière de pragrammation rou-

Chaussées, chargé de l'inspection générale des régions Alsace-Lorraine et Champagne-Ardenne.

La décentralisation a placé, pour la première fois de leur histoire, les DDE en situation de concurrence. Les conseils généraux sont libres de passer avec elles une convention et les maires de préférer s'adresser au secteur privé. Avec le temps, cette décision a eu pour effet de dynamiser les équipes et de les rendre plus performantes. Les DDE doivent en cffet justifier le coût de leurs

La force des subdivisionnaires

à leur nombre

Dans les années 1982-1985, le moral des troupes était au plus bas. «La décentralisation a été globalement un seisme moral: on o explique soudain aux gens qu'ils faisaient mal leur métier, qu'ils empéchaient l'élu d'exercer son pouvair, qu'ils étaient illégitimes dans le domaine de la prospective et de l'amenagement », explique Patrick Gandil, sous-directeur des services de la décentralisation au ministère de l'équipement. Certains technicieos o'hésitaieot pas de routes départementales, la alors à parler de «casse du service public» et le prestigieux corps des ingénicurs des Ponts evait du vague à l'âme.

«Les élèments les plus brillants sont partis, car il n'y ovait plus de grands dossiers à traiter, les sinancements d'Etot s'étant taris e. estime Christophe Bayle, architecte-urbaniste. Attirés par ments ont souhaité transférer ce des rémuoérations plus élevées, type de compétences, et les certaios ingéoieurs oot préféré aller travailler pour des grandes villes, des sociétés d'économie mixte, plus raremeot des cotre-

Si les jeunes logénieurs des ponsabilité entière que leur recon- Travaux publics de l'Etat (TPE), dès leur sortic d'école, ont, dans

epuis les lois de décentrali- ingénieur général des Ponts et décentralisation, leurs aînés oot coostate Pierre Mayet, vice-présiparfois eu plus de mal à s'adapter dent du conseil général des Ponts aux nouvelles règles : «A l'époque où les DDE régnaient en maîtres, quelques subdivisionnaires ovaient mêmes, 145 confient cette instrucnaire à Meaux. Agé de trente-quatre ans, il juge passionnent d'âtre ans, il juge passionnant d'être «à l'écoute des maires et des inter-

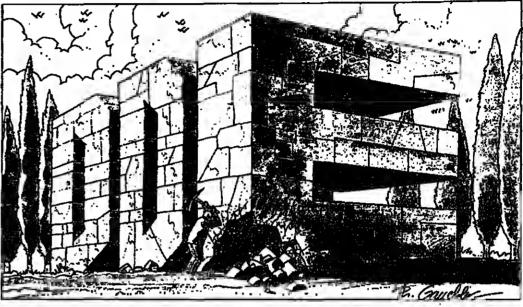
locuteurs concernés par un projet». Les subdivisions assument un rôle majeur dans le domaine de l'assistance technique à la gestion communale, du conseil en ingéct Chaussées au ministère de l'équipement. « Sur les 13 388 communes compétentes, bureau des documents d'urbanisme, des autorisations d'occupa-

tion du sol et de la publicité du ministère de l'équipement. Sans doute les petites communes n'ont pas toujours les

voquer un malaise au sein même des DDE. « Les agents ainsi mis à disposition des élus ont mul supporte de travailler pour deux patrons - la commune (pour le compte de laquelle l'action était menée) et l'Etut (tutelle hièrarchique) - aux intérêts parjois contra-dictoires », confic Catherine Bergcal, directeur du bureau d'application du droit des sols à la DDE du Val-de-Mame.

Certains d'entre eux ont eu du mai à se situer, ayant l'impression d'être « les scribouillards des maires », de ne plus disposer d'aucun pouvoir, hormia celui de signalor une irrégularité faisant courir à l'élu le risque d'un recours contentieux.

Les instructeurs de permis sont en effet chargés de « dire le droit», un autre service de la DDE étant chargé de contrôler la légalité des actes et de signaler tout manquement grave au préfet! Beaucoup ont souffert de ne



nierie et de la maîtrise d'œuvre : «On fait appel a nous car on est la mémoire - on a tout fait sur une commune, on sait où passent les, tuyaux - mais aussi parce les tuyaux – mais aussi parce que 207 villes de phis de 20,000 qu'on sait décoder les messages, et habitants, doitées de services. qu'on a une présence quasi natu-

La force des «subdi» tient à leur combre : on en compte 1 300 réparties sur tout le territoire, à pas jugé utile de se doter de strucraisoo d'une douzaine par département, chacune d'entre elles étant active pour deux ou trois cantons, un seul s'il est très urbanisé. «95 % des maires qui pour · tuite, des services de l'équipement placés à la tête des subdivisions raient instruire eux-mêmes leurs permis de construire confient

de l'application du droit des sols qui exige un suivi de la jurisprudence. Mais il est plus surprenant techniques étoffés (comme Aixen-Provence, Bourges, Laon, Trappes, Valence, Vichy, Rambouillet ou Saint-Nazaire) n'aient tures adaptées à leurs nouvelles compéteoces. Il est vrai que la possibilité de pouvoir bénéficier de la « mise à dispositioo », gra-

moyens de salarier un spécialiste

Cette possibilité, prévue par

ne les y encourage pas.

plus signer les décisions, mêmo quand les élus leur reconnaissaient une réelle compétence juridique et technique et se mon-

traient disposés à les écouter; La « mise à disposition » a. suscité également une certaine confusion dans l'esprit du public. «Le particulier qui est reçu dans une subdivision pour un dossier instruit sous l'autorité d'un maire ne comprend pas toujours que la DDE puisse revenir sur un accord donné, dans la mesure où elle assure aussi - paur le compte de l'Etat - la gestion de la volrie nationale, et attribue les financements aidés du logement », insiste

L'ingénierie publique coûte moins cher

Si les DDE aimeraient bien se dégager des missions d'application du droit des sols, elles ne dédaigocot pas de réaliser. comme conducteurs d'opérations, certains travaux, facturés cette fois aux maires : aménagements de places ou de rues piétoones, bordures de trottoir ou stations d'épuration. Ce qui chagrine architectes et urbanistes libéraux. prompts à critiquer la qualité de leurs interventions et à dénoncer cette « concurrence déloyale ». L'ingénierie publique coûte beaucoup moins cher que l'ingénierie

La décentralisation a eu des offets pervers : «L'Etat a laissé tomber le potentiel de matière grise dont il disposait dans ses services extérieurs et n'a pas renouvelé ses cadres. Or, dans un département qui ne compte qu'un réseau de villes moyennes, les communes n'ont pas la possibilité financière de mettre en place leurs équipes propres», constate Gilles Choquer, directeur de la nouvelle agence d'urbanisme d'Oise-la-Val-

Relancer la planification a'imposerait, les logiques « supracommunales» ayant été quelque peu négligées au profit d'intérêts strictement communaux. Des directives d'aménagement du territoire permettraient de coordonner la mosaïque des POS et de définir les grandes options. Reste à convaincre les maires que, loin de vouloir exercer le pouvoir à leur place, l'Etat peut être un véritable

Carine Lenfant-Valère

L'exemple de la Seine-et-Marne

Oépartement où doivent être réalisées d'importantes Infrastructuras routiàras et ferroviaires, la Saina-et-Mama compte 1 250 agents dans sa diraction départementale de l'équipament (DDE). « Six cants travaillent dans la domaine des routas at des infrastructures, 220 dana celui de l'habitat at da la construction. 300 [an équivalant temps plain] pour la compte du département», précise la DDE, Jaan-Marc Denizon, ingénieur des Ponts at Chaus-

L'organisation da catta DDE est tarritoriala. Le sièga, à Malun, ragroupa différants aervices fonctionnals: anvironnamant et réglamantation da l'urbanisma, dévaloppa-mant urbain et logement, constructions publiques, notamment. Service construc-taur de différents ministères (intérieur, justice, jaunessa at sports at santé), la DDE de la Saina-et-Marna a réalisé un hôtel de polica, la sous-pré-fecture da Meaux, la cité judiciaire da Melun et différents établissaments hospitaliers.

Las bureaux d'étudas sont répartis entre 4 arrondisaemants (Eat, Nord, Ouast at Sud) situés à Provins, Masux,

Melun et Fontainebleau.

Chacune des 19 subdivisions compte 21 agents, plecés sous l'autorité d'un ingéniaur TPE, et ast responsable da projats touchent aux routaa, à l'assainissamant ou aux équipements publice, C'est aussi dans les « aubdi » que sont gérées las procéduras d'application du droit

Sur les 514 communes saina-at-marnaiaas, 155 na disposent pas encore de POS. « Sur les 359 communes compétentas en matière d'urbanisme, 29 seulement ont totalement rapris l'instruction de leurs permis da construira. 126 assumant catta mission partiellement at 145 sa tournant vars le DDE qui leur apporta une assistance technique, précisa Jean-Marc Danizon ; pour les dossiers les plus pointus, la « subdi » n'hésite pas à faire appel au

La ODE participe à l'élaboration des documenta d'urbanisme et aux réflaxions techniquas pilotées par la direction régionala da l'équipament (DRE) de l'Ile-da-Franca, elle est aussi associée aux travaux das 21 syndicats intercommunaux d'étudas et da program-mation chargés d'élaborar ou da révisar les achémas directaure locaux.

« On leur e foumi des élémants de prospective sur las évolutions démographiquas da leurs communes. Nous disons ce qui nous paraît souhaitabla, mais nous n'imposone rian. » Jean-Marc Danizon est formal : «La DDE est plus indépendante à l'égard des élus qu'un buraau d'études privé : on na nous fera jamais dire quelque chose que nous na croyons pas ou qui nous paraît contraira aux

Le statut particulier de Paris

original de Paris, à la fois commune et département, la direction da l'urbanisma at des actions de l'Etat (DUAE) est une direction un peu particulière», axplique Georges Crepey, son directeur, ingénieur en chef des Ponts et Chaussées. Rattachéa à la préfacture de Paris, la DUAE comprand deux sous-directiona : les affaires économiques, d'una part, at l'urbaniame, le logament et l'équipement, de l'autre.

Première originalité pour-tant, cetta DDE très spéciale n'a aucuna responsabilité technique dans la domaina de la voirie -« toutes les routes sont municipales », - ella ne sa charga ni de « service hivemal » ni da signalisation, « du ressort exclu-sif de la préfecture de police ».

Il antre dans lea compétences da l'Etat d'axercer un droit da regard sur laa docu-ments d'urbanisme : «Un projet de révision du POS de Paris, en 1989, e été ennulé par le préfet, la coefficient d'occupation des sols (COS) ayant été dépassé. » La DUAE demande à être associéa à l'élaboration de cas documanta loraqu'ila concernent des opérations jugées stratégiques : «Les ZAC sont d'initiative communala; mais, lors des plans d'aménagament da zones (PAZ), noue pouvons émattre des souhaits, notifier des servitudes. » Bizarremant, la ZAC Seina-Riva geuche, opération de 130 hectares dans l'est de le capitale, qui engage l'avenir de cette dernière pour les trente ans à venir, ne samble pas avoir sus-

« Compte tanu du statut cité une grande curiosité l « On dispose de peu de moyens comparés à ceux da la villa, reconnect Daniel Anthoons, responsabla du bureau de l'urbanisme (30 parsonnes), mais cela nous donna une légèreté, une vision plus globale. »

«Lorsque l'Etat souhaite réaliser un équipement public, et que celui-ci est an contradic-tion avec la POS, la procédure dita du programme d'intérêt général (PIG) permet d'obliger la Ville à modifier son POS. Si elle ne le fait pas, c'est l'Etat qui conduit la procédure », précise encore Georges Crepey. La DUAE instruit sea pro-

pres parmis, c'est-à-dire ceux qui concernant les chantiars da l'État, la Bibliothèque de France par exempla, at conduit les opérations da niveau départemantal pour le compte du ministère de la justice (tribunaux d'instance at da commarce). Elle contrôla la légalité das actes da la Villa. Le sarvica application du droit des aola, qui occupe 50 personnes, axamina las permia da construire ou de démolir, maia auasi les autorisations de transformation de logements en bureaux.

La DUAE gère les financements du logamant social - cen 1992, 2200 prêts locatifs aidés (PLA), 144 prêts locatifs d'insertion (PLA-I) at 2 112 preta locetifs à occupetion sociale (PALULOS) » – sinsi que les aubventions da l'ANAH (Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat, 143 millions de francs).

A 40 4

一種物

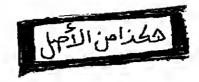
4 - 3 - 44

F-95.00

l. Departe



A DDE



• Le Monde • Dimanche 28 février - Lundi 1* mars 1993 23

MEURES LOCALES

REGARDS

LIVRES

L'ILE-DE-FRANCE **A LA LOUPE**

ATLAS DES FRANCILIENS (T. 2),

Edité par l'IAURIF et l'INSEE. En vente à IAURIF-DNTC. Service diffusion, 251. rue de Vaugirard 75882 Paris Cedex 12 160 p., 400 F.

RES d'uo Francilien sur deux babitait eo 1990 uo logement différent de celui qu'il occupait en 1982. Quatre millions d'entre eux sont des nouveaux venus dans lenr eommune. C'est dire que les élus d'Ile-de-France ont des excuses s'ils ne connaissent pas parfaitement leurs administrés.

C'est à eux que s'adresse en premier lieu cette formidable somme d'ioformations que constitue le tome II de l'Atlas des Franciliens, qui vient d'être édité conjointement par l'Institut d'aménagement et d'urbanisme de la région Ile-de-France (IAURIF) et l'Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE). Le premier tome, paru à l'automne 1991, présentait les chif-fres de population et de logements extraits d'une première analyse du recensement de 1990 (le Monde daté 8-9 décembre 1991).

Ce deuxième tome est beaucoup plus ambitleux puisqu'il constitue une étude très détaillée, ca 7 chapitres et 175 cartes, des singularités de la première région de France, tant sur la qualité des logements, la structure de sa popu-lation, l'emploi et l'activité économique, que sur les modes de

Recrute

vie de ses habitaots. Ces chiffres provieonent de l'aoalyse systématique d'uo bulletio sur quatre parmi ceux qui ont été rassemblés par les 1 281 mairies de la région en 1990.

Les chiffres permettent de confirmer l'amélioration globale de la qualité de la vie. Ainsi, en 15 ans, le confort des logements a considérablement augmenté (9 % sont inconforta-bles contre 28 %) et l'espace babitable est devenu plus important en raisoo à la fois de la constructioo d'appartements et de maisons plus vastes, ainsi que de la dimioution moyenne du combre d'enfants par famille.

En effet, les phénomènes de société ioterfèrent sans cesse dans les ootations statistiques. Les femmes franciliennes font anjourd'hui plus d'enfants que les provinciales (183 enfants en moyeooe pour 100 femmes contre 178 dans la Fraoce métropolitaine), mais elles ont souvent fait ce choix plus tard (34 % après 30 ans, contre 24 %

Une région qui attire

La fécondité est plus forte dans les villes nouvelles, où les maternités ont quelquefois des difficultés à répondre à la demaode. Mais le nombre de persoones vivaot seules a'est considérablement accru ces desnières années, et 1 enfant sur 8

vit avec uo seul de ses parents. L'Ile-de-France apparaît à travers les chiffres comme une zone active et dynamique. Elle

reste à l'écart du phénomène de vinces fraoçaises (11,5 %). Les vicillissement général de la provinciaux sont 259 000 à y vicillissement général de la population française puisque c'est la région où l'on compte le moins de personnes âgées et le plus de personnes eo âge de travailler. Avec la fécondité, l'espérance de vie y est cependant un témoignage d'une qualité de vie souvent contestée. On y vit légèrement plus vieux que la moyenne des Français (espérance de vie de 77 aos contre 76,6 poor la France métropolitaine), et eocore plus vieux dans les départements des Yvelines et de l'Essonne (78 ans eo moyenne). La région attire depuis

10 ans de nouveaux babitants et en voit moins la fuir. Le déficit migratoire avec la province s'atténue progressivement : il a baissé de 40 % depuis 1982. Les régions du Nord-Est et les graodes villes voient encore nombre de leurs habitants gagner la capitale alors que les Franciliens continuent à s'iostaller dans les régions Centre et Provence-Alpes-Côte d'Azur. En revanche, la Bretagne et les pays de la Loire attirent beaucoup moins les Franciliens qu'il y a unc dizaine d'anoées.

On savait déjà que l'Ile-de-France est une région riche. Les Fraociliens, qui représentent le quart des contribuables français imposables, paient le tiers des sommes collectées dans le pays. 38 % des cadres supérieurs français vivent en lle-de-France, particulièrement à l'ouest et au sud-ouest de Paris. Il y a cependaot trois fois plus de cadres supérieurs dans la capitale qu'en Scine-Saint-Deois, et le potentiel fiscal important de la région se trouve exclusivement dans sa partie ouest. En matière d'emplois, l'Ile-de-France reste eo tête pour les créations en valeur 1re de nombreuses photos et de absolue; eo revanche, elle dessins, parvient à faire revivre arrive en sixième position pour les coutumes du passé, les pratile taux de eroissance annuel

travailler sans y habiter. La majorité d'eotre eux foot chaque jour le trajet depuis leur lieu de résidence, en général situé daos les franges les plus proches des autres régions du Bassin parisien. L'Ile-de-France attire toujours autant les étrangers : 4 sur 10 de ceux qui vivent en France aont installés essentiellement au nord de la région et le long de la Seioe. Malgré ses problèmes, la régioo-capitale conserve tout son pouvoir d'attraction.

MOLINA Collection « Encyclopèdies régionales», èd. Christine Bonneton, 17. avenue Théophile-Gautier. 75016 Paris.

300 p., 280 F.

Destination l'abbaye de Fonlevraud, les coteaux du Layon, les troglodytes des enviroos de Saumur, le ebâteau d'Angers et les maooirs rusli-ques du roi René au bord de la Loire. Cet ouvrage s'adresse aux amoureux de l'Anjou et à ceux qui soubaitcot découvrir ce pays au patrimoine riche.

Depuis les invasions bretonnes jusqu'aux conquêres des ducs d'Anjou, son histoire ne l'a pas moins été, avant de se fondre dans le régime commun à l'ensemble des provinces fran-

Le terroir et le folklore local sont présentés avec mioutie par les différents auteurs de cette eocyclopédie régionale, au risque d'apparaître parfois un peu long.

Pour le reste, ce livre, illusques des «désenvoûteurs», la moyco. Le taux de chômage musique, les danses, et surtout dans la région y est inférieur les jeux, doot les Angevins (8,6 %) à la moyenne des pro- forent de grands amateurs.

COURRIER

Querelle de services

J'ai bu du petit lait en lisant votre article du supplément « Heures locates» (le Monde date 7-8 février). Les choses de la vie font, en effet. que depuis le début de janvier j'ai eu, pour des amis, à connaître les affres, ou les joies et délices, selon l'angle où l'on se place, bien sûr, de la navrante réalité de ce qui est appelé « le contrôle de légalité ». l'ai été ahuri car, pour une très modeste affaire - la construction de deux villas, - j'ai eu la manifestation éclatante de la dégradation de l'administration, de la notion de l'intérêt

Du temps où il fallait reconstruire le pays, il me semble que les services se tiraient moins dans les pattes, se comprenaient mieux et s'aidaient. généralement, pour aplanir les difficultés entre cux et vis-à-vis des sinistris. Depuis, la suspicion, naturelle à tous les fonctionnaires et à toutes les administrations, semble-t-il, s'est développée, et le contrôle a posteriori, même sur des choses modestes, « le contrôle de lègalité », est exercé par uo service. voire une partie d'uo service à l'encontre d'autres services, et semble ainsi avoir été créé pour empoisonner l'autre... Et que dire de l'application

général et du service public.

abusive, selon moi, depuis quelque temps, de la loi dite «littoral» du 3 janvier 1986, grace à laquelle les juristes, jusqu'au niveau le plus élevé, la Cour do cassation, s'en donnent à cœur joie d'aoalyser, disséquer, « couper les cheveux en quinze dans le sens de la longueur... » et procèdent sur les POS à des revirements importants de la jurisprudence (par exemple la circulaire numéro 92-67, relative aux

effets de l'annulation ou de la déclaration d'illégalité d'un plan d'occupation des sols révisé, et qui, en l'occurrence. en est, je crois, à sa sixième «mouture»). Je ne saurais donc assez vous encourager à persévèrer!

GUSTAVE VERGELIN

Des tombes comme mobilier urbain

J'ai lu avec beaucoup d'intérêt (le Monde daté du 7-8 février) l'article de Cécile Maitlard sur la « saturation » de nos eimetières car je préfère savoir à quoi m'en tenir et meme, finalement, reporter peut-être à un peu plus tard le moment de savoir où je mettrai les pieds devant.

L'idée même qu'on ait pu offrir, parfois, aux défunts un hébergement gratuit sur cinq ans me laisse imaginer toute une grivèlerie possible. Des saiot Lazare de mauvaise foi qui n'hésitent surement pas à ressusciter à temps pour aller recommencer ailleurs. Et qu'on crie donc enfin la vérité sur ces coocessions sans limite dans le temps - dans le dehors du temps, plutôt - où tant de rentiers de situation excipent avec culot de leur prétendu état de défunt éternel.

Les cimetières considérés par la journaliste comme d'éventuels « équipements de quartier ». pourquoi pas? La tombe en mobilier urbain, le Styx en réseau d'adduction intercommunal, nos POS optimisant la Parquo en gardienne de parking... Que surmonterait une école. Avec une caserne à l'entre-étage. Ou un lieu de plein emploi. On sait bien que la vie, malgré certaines accélérations, n'est qu'une lente dégringolade.

GILLES-DANIEL PERCET Pans REPRODUCTION INTERDITE

OFFRES D'EMPLOIS

Le ministère du Travail, de l'Emploi, et de la Formation professionnelle

pour sa direction de l'animation de la recherche des études et des statistiques

UN CHARGE D'ETUDES SUR LA NÉGOCIATION SALARIALE

suivi de la negociation salariale de branche; réalisation d'études sur les sylèmes de fixation des salaires dans la CEE; conception, animation et suivi de recherches sur les mécanismes de negocia-

tion des salaires. Economiste ou sociologue capable de travailler dans un cadre pluridisciplinaire. Une expérience d'analyse comparative internationale serait appréciée. Counaissance de l'anglais et si possible de l'allemand. Esprit de synthèse et facilité de rédaction. Profit:

lettre manuscrite + CV à l'adresse suivante : Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle. SES, à l'attention de T. Controt, pièce 3210 B. 1, place Funtency 757350 Paris 07 SP

poste à pourvoir immédialement, statut de contractuel ou détachement

ASSOCIATION HUMANITAIRE

RESPONSABLES DE PROGRAMME

Vous avez : • une formation supérieure (bec + 4)
• des qualités de gestionnaire
• le sans des relations humaines
• une expérience de l'expatriation.

capable d'euronomie et de dynemisme
bilingue anglais (l'espegnol est un plus).

Nous vous confierons, dens un PVD, un programme intégré de développement dont la finalité est la scolarisation et l'éducation.

Envoyez CV, lettre manuscrite et prétentions sous réf. RP à :

EUROPACT 44, rue de la Paroisse, 78000 VERSAILLES

Le Département de l'Ariège recherche

un Directeur du Comité Départemental du Tourisme

Missions

Garaot de la démarche qualité, il sera chargé avec l'appui d'une équipe comprenant des responsables de oroduction, promotion, communication, centre de ressources et uoe centrale de réservations :

- Supervisio de la production et de la promotio touristique;

Coordination des acteurs départemantaux du tourisme et relations publiques;
 Gestion de la structure et du projet de développement du Comité.

Profil de poste

35 ans minimum. Formation supérieure (bac + 4). Expérience prouvée du management, marketing, ingéniene de projet. Des compéteores touristiques seraient appréciées.

Conditions de recrutement

Les candidatures manuscrites accompagnées d'un CV détaillé et d'une photo devront être adressées à

Monsieur Augustio BONREPAUX Président du Comité Départemental du Tourisme Hôtel du département - BP 143 09004 FOIX CEDEX - Tél.: 61-02-09-11

CONSEIL GÉNÉRAL DE LA CHARENTE

LE CONSEIL GENERAL

RECRUTE UN SOUS-DIRECTEUR CHARGÉ DE LA CULTURE ET DES SPORTS (Direction de l'Innonvation et des Finances)

Le Conseil Général a décidé de regrouper dans une sous-direction l'ensemble de ses moyens humains dans les domaines de la culture et du sport pour renforcer la dynamique et la cohésion de ses interventions.

PROFIL DU CANDIDAT

- Un intétêt réel pour les activités culturelles
- Une grande disponibilité,
- Capacité à mobiliser une équipe autour des projets culturels du Département (lecture, musique, danse, théâtre, patrimoine, soutien aux équipements et organismes culturels et sportifs),
- Une forte motivation pour développer le partenariat avec tous les acteurs départementaux.

STATUT.

Cadre A expérimenté, Niveau minimum : Bac + 3. Encadrement de plusieurs services et coordination des partenaires.

> Les candidatures devront parvenir à M. le Président du Conseil général 31, boulevard Emile-Roux, BP 1404 - 16017 ANGOULEME Cedex **AVANT LE 15 MARS 1993**

VESOUL

Comme toujours...

Vesoul! raice que secondes de valse-musette ont tracé sa renommée. Parce que, sans doute, de Vierzon à Hnnfleur, de la gare Saint-Lazare à Hamhourg, Anvers et ses faubourgs, nn y a vu sa sœur et bien sûr sa mère. Comme toujours. "T'as voulu voir Vesoul, et on a ru Vesoul. » La première légende veut que Jacques Brel, en avinn, atterrit précipitamment un soir de 1967 sur de l'herbe à mnuton : durant sa halte nocturne, le chanteur se serait ennuyé à mnurir dans les rues déseries. La seconde veut que, au contraire, satisfait d'un passage en 1960, il ait promis une chanson à Dominique, la serveuse de La Bonne Auberge, sur la nationale 19.

Vesoui n'a jamais accroché aux stonstans et à l'accordéon qui nnt fait son nnm sur le vinvl. La ville a toujours fui les regards, les attentinns. Au siècle dernier, le conseil municipal ne veut pas du chemin de fer, trop sale. En 1870, il refuse la gross industrie, trop «ouvrière». La Société alsacienne veut s'y implanter? Et c'est Belfart qui hérite du géant de la construc-

tion ferroviaire, Alsthom.
A 351 kilomètres de Paris, 158 de Nancy, 105 de Dijnn, 64 de Belfort et 47 dc Besançon, Vesoul est à l'image de la Haute-Sanne: « aux confins de tout », selnn l'expressinn de son maire, Loïc Niepceron (PS). La «hautepatate» - en raison de ses cuitures - est franc-comtoise, mais elle a la tète en Lorraine (vers Luxeuil) et un bras en Bour-

gogne (par Gray). A farce de vivre caché, le département, moins peuplé qu'un arrondissement de Paris. morcelé en 546 communes, est passé à côté de tout. Pas un seul kilomètre d'autoroute. 10 kilomètres à peine de routes à deux fois deux voies... Heureusement, le rapide Paris-Bâle cède encore à Vesoul deux minutes d'arrêt, cinq fois par jour, dans les deux sens. Mais cela va-t-il durer? Le TGV Rhin-Rhône devrait passer à l'horizon 2000 « quelque part entre Vesoul et Besançon».

Petite préfecture, Vesoul a toujours vu passer les trains. En 1939, se souvient Jeannette, coiffeuse retraitée de quatrevingt-quatre ans, s'en sont allés les « petits » soldats du 11º chasseur à cheval, « qui rythmaient la

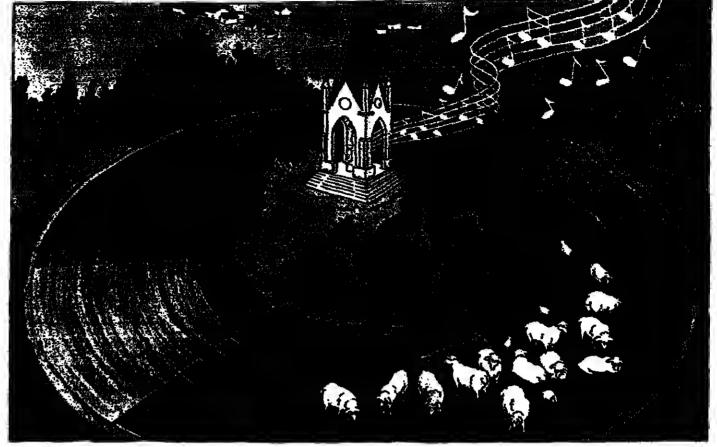
H! Vnus avez voulu vnir vie au san du clairon ». Au Vesoul! Parce que cent- milieu du siècle, le dépôt des milieu du siècle, le dépôt des machines à vapeur s'est envoié. En 1953, la plus importante de ses rares usines, construction de

matériel agricole, a fait faillite. Sans soldats ni locos, sans industrie, que serait donc devenue Vesoul, sans Peugeot? Implantée depuis 1953, l'industrie étendard s'y est solidement ancrée en 1973. Peugent couvre aujnurd'hui 145 hectares sur trois communes et fnurnit du travail à 2 800 salariés. Le «lion» a développé un centre de pièces détachées (une valeur sûre en temps de crise), une unité de production de pièces exportées vers les usines d'assemblage de l'étranger, un centre équipementier. Dans lc district, deux salariés du secteur industriel sur trois travaillent chez Peugeot.

Une ville de fonctionnaires à l'ombre de Peugeot

Ville de functionnaires et de commercants. Vesoul vit ainsi. à l'ambre de Peugeot, lovée autour de la colline de la Motte, qui la surplombe à 379 mètres. Vesoul est reconnaissante : la cité, épargnée par le chniéra, y a dressé en 1857 une chapelle visible en tous points de la cité. Au sud, abrité des vents bivernaux, s'étend la vieille ville, le centre bistorique, ravagé jadis par les épidémies de peste, balayé par les guerres jusqu'à l'annexion, en 1678, de la Franche-Comté au royaume de France, Inutile donc de chercher de trop vieilles pierres. Les plus agées remontent au seizième siècle. Les bâtisses y sont hautes, lourdes, comtoises en somme, comme les armoires et les borloges qu'elles abritent. Le palais de justice, où deux affaires d'assises sur trois concernent les mœurs, en est nn bel exemple.

En contrebas se déploient le quartier de la gare et les anciennes casernes. A l'Est, audelà de la nationale 19, les lotissements des Rêpes et du Montmarin, qui rappellent l'explosion démographique des années 50 et 60. La moitié de la population s'y concentre aujnurd'hui... et 38 % des demandeurs d'emploi.



On y trouve au sous-sol d'un des immeubles un Resto du cœur animé par un «empêcheur de tourner en rond», Guy Batlogg, ancien conseiller général, chauffeur-livreur la nuit, âme au grand cœur le jour. Aujourd'hui, la ville glisse à l'ouest, vers la zone du lac, créé artificiellement

en 1976. Mais voilà. « Petite ville bourgeoise tranquille qui veut rester tranquille », selon le mot de l'bistorien Guy Michel, Vesoul est aujourd'bui agitée . « Vesoul, c'est Dallas-sur-Durgeon », lance en riant une commerçante ; « On se croirait un jour de la foire Sainte-Catherine, quand la ville est en émoi. » Car du passage à niveau qui barre la ville à la place Pierre-Rennet (ancien maire), où la campagne se donne rendez-yous tous les jeudis, jours de marché, on ne parle que de cela : de la vie municipale qui s'est arrêtée net, le 5 novembre dernier, pour une sambre histoire d'eau. «Ah! vous avez voulu voir Vesoul... »

En 1989, Loïc Niepceron, conseiller général quadragénaire, avait ravi à la surprise générale le fief de Pierre Chantelai (UDF-PR), successeur d'Edgar Faure à la présidence de la région Franche-Comté. Depuis, la vie coulait bon train avec son flot de nouveautés : le réseau de bus, qui sillonne le district, le lycée des Haberges, le nnuveau gymnase, un restaurant scolaire.

une crèche... Le conseil général, présidé par Christian Bergelin (RPR), y mettait aussi du sien, à sa manière, finançant un institut universitaire de technologie, unc

école de gestinn.

Alors la ville rajeunit
(10 000 scolaires accueillis chaque jour), devient étudiante (1 000 élèves dans le supérieur), se cultive. A Vesoul, le Thév' -Théâtre Edwige-Fcuillère - n'en finit pas de faire le plein, 21 000 entrées en 1992 grâce à une programmation de choix. Capharnaum, une association d'étudiants, s'est même lancée dans la productinn de concerts rock, brisant le silence d'une ville qui s'endort imperturbablement à 19 beures, à la tombée des rideaux de fer,

La rénovation du centre-ville est remise en cause

Et patatras. Deux dossiers viennent chahuter le train-train quotidien. Le premier concerne la rénnvation du centre-ville. S'appuyant sur une étude menée par la chambre de commerce et d'industrie de Gray-Vesoui, la commune constate que le cœur historique ne correspond plus au centre commercial de la ville. Loic Niepceron, en toute logique, veut donc « redonner un cœur à la ville».

Vieux projet, la rénovation porte sur la réhabilitation d'un îlot insalubre de terrains vagues et de bâtiments délabrés. L'îlot Ravatin (du nom du magasin qui habillait Vesoul de la communinn solennelle aux enterrements) doit dans l'esprit de ses promoteurs, métamorphoser le cœur de la ville : de 120 à 150 logements comprenant 80 % de locatifs, une crèche, des logements paur personnes âgées dépendantes, des espaces piétonniers, unc finitaine, des commerces, une grande surface, des bureaux... Mais comment payer? Le mnntage financier, plaide le maire, ancien chargé de mission au Trésor, qui connaît a priorl les chiffres, est simple : il passe par la créatinn d'une société d'éconnmie mixte, qui commercialisera le tout : 51 % pour la ville, 35 % pour le grnupe Dumez, qui a été choisi pour la mise en œuvre, le reste étant financé par divers nrganismes

financiers. Le principe en est acquis par décision municipale en juin 1992. Reste qu'il faut à la ville, pour financer sa part, trouver au moins 50 millions : or « la pression fiscale, dons le district, a déjà augmenté de 25 % pour les entreprises », prévient Jacques Merle, président du centre Peugeot de Vesoul et président de la chambre de commerce et d'industrie de Gray-Vesoul : « Il ne faudrait pas abuser!»

Alors intervient le deuxième dossier, qui met le feu aux poudres. Celui-ci, un peu technique. porte sur l'affermage de l'eau, actuellement gérée en régie par la municipalité. A priori déconnecté du premier - c'est du mnins ce qu'affirme Loïe Niepceron, - le dossier «affermage» résulte avant tout, toujours selon le maire, de la nécessité de moderniser l'usine et le réseau qui alimente la ville en eau pota-

Mais la municipalité ferait d'une pierre deux coups : en modernisant techniquement la production d'eau et, surtout, en confiant à un fermier la gestion de l'eau, moyennant finances, bien sur : 35 millions de francs sur quatre ans, de quoi payer... la part communale du centre-

Jusque-là, rien ne serait franchement étonnant, si certains conseillers n'avaient eu le sentiment que le dossier avait été bouclé à marche forcée. C'est le nom du «fermier» qui, en fait, a joué le rôle de détonateur. Car la Lyonnaise des eaux a déjà été choisie par le maire. Or la Lyonnaise, souligne-t-on, est alliée au groupe Dumez... qui a déjà été choisi pour les travaux du centre-ville. Simple coîncidence? Les conseillers, y compris dans la majorité, tiquent. «Pourquoi la Lyonnaise?» «Et a-t-on réellement besoin d'affermer l'eau?» Le 4 novembre, la direction départementale de la concurrence et des prix fait part au maire de sa réserve sur le bien-fondé de l'affermage pro-

Cependant, d'autres font les comptes, jaugent la hausse prévisible du prix de l'eau, le coût des emprunts destinés à financer la nouvelle usine. Certains conseillers se le redisent et préviennent : ils n'iront pas plus inin. La décision, le 5 novembre, tombe comme un couperet : 16 pour, 16 contre, 1 bulletin blanc, Le maire, désavnué, disparaît quelques jours. Le Crédit agricole se retire du tour de table.

L'afformage rejeté, c'est le «cœur de ville» qui est remis en cause. A droite, le projet est jugé « mégalomanioque ». Le ton monte au sein même de la majorité. Des adjnints dissidents dénnacent l'« autoritarisme » et les « méthodes » du maire. Lorsque les organisations syndicales font part, en commission technique paritaire, en octobre, de leur désapprobation du projet d'affermage de l'eau, le bulletin municipal fait part en décembre...

d'un agrement. Chahuté par les sions, Loïc Niepceron avoue wavoir été peut-être un peu trop rapide et trop ambitieux pour la ville ». Car c'est ainsi, on ne hrusque pas Vesoul, Sinon gare aux commérages. On glose vite ici sur la réussite des uns et l'ambition des autres. Mickael Azouz, l'ancien a petit dur de la place de l'Eglise» devenu maître chocolatier, se souvient de son installation. Vitrines cassées à deux reprises. Comme le propriétaire de l'Hôtel du Nord, Jean-Michel Turin, dont les deux Ferrari rouges (« Mon image de morque!*) font dans une conversation vesulienne autant parler d'elles que le « cœur de ville ».

«On ne changera pas Vesoul en un jour », prévient en souriant Gbislaine Gouby, la directrice du Thév', qui connaît son public : « Inutile, par exemple, de programmer un spectacle le dimonche. » Vesoul dine cn famille. Viando rôtie, truite au bleu ou cancoillote et patates. Ici, on aime la simplicité et les bonnes confitures. On n'aime nas le ramdam. C'est donc en chuchotant qu'on attend le prochain conseil, en mars, et le vote du hudget. Sûr qu'on se dira alars, franchement, les choses.

A Vcsoul, un chat est un chat. La rue qui borde l'arrière du palais de justice s'appelle tout naturellement « la rue de derrière le palais » !

de notre envoyé spécial Jean-Michel Dumay

Prochain article: BASTIA

Les mouches du sorcier

A six ans, une simple canne en bambou, un gros fil de couturière et une épingle de nourrice ont scellé la vie d'Henri Brisson. Admiré ou islousé par ses pairs. la esorciar de Vesoul » est un fabuleux pêcheur à la mouche, dont la silhouette de félin hante les eeux cristallines des rivières comtoises : la Loue, l'Ognon ou la Doubs. A soixante-neuf ans. Henri Brisson est de ceux qui alimentent lea légendes. De Suisse, de Hollande ou d'Amérique, on vient chercher son il. son avis ou simplement un récit, tant la verbe du pêcheur tient de la verve balzacienne.

Quand if n'est pas au grand air, Hanri Brisson se niche dans une échoppe de la rue de Breuil : chasse et pêche au rez-dechaussée, farces et attrapes à l'étage. Son univers, on s'en doute, est peuplé de cannes, de plumes et de plombs, de bouchons multicolores, de leurres multiformes. Mais les conne seurs ne s'y trompent guère. De l'étal du sorcier, ils n'ont d'yeux que pour les mouches.

Cet amoureux fou de la nature, poète at chantre des paysages et des cascades, a inventé dans les années 50 la mouche anon figuratives. «Mon rêve était d'épurer la ligne : un fil de soie, une plume et un hame con, explique e il. Alors l'ai tout , coqs de la région de Shanger, simplifié » Plutôt que de plagfel plumés des les arindes 50. Une la réalité, d'imiter les mouches, mine d'or pour confectionner le esorciere opte pour la esuggestions. C'est le volume et la couleur seuls qui désormals doi vent « suggérer la mouche » l'éphémère et ses alles dres sées, la frigane en forme de toit, ou la perilde aux alles planes.

Amoureux des ombres

De trois « hackies », ces plumes de cou de coq dont on use exclusivement pour faire des mouches artificielles, il obtient le « french tricolore », la premièrenée des « suggestives ». D'une barbule jaillit la « peute», la « vilaine» en patois, effectivement pas belle à voir. De l'une des douze plumes située sur la glande uropigienne des canards (celle qui graisse les plumes), il obtient les bien nommés « culs de canarda.

Mais, le nec plus ultre de la mouche, c'est la « sauvage », née d'une plume unique trouvée voici plusieurs poignées d'années dans un vieux fonds de commerce d'un magasin de la rue. Saint-Denis, à Paris. Le « sorcier » a alors mis la main sur un

mine d'or pour confectionner des mouches très disphases pour pêcheur averti. Chaque année, avec l'aide de trais ouvrières, Heari Brisson produit près de quatre vingt mille mouches, qu'on lui commende par fax de France et d'ailleurs.

sac rempli de ce duvet de vieux

Pour le a sorcier », la pêche à la mouche est une ocvertire sur le monde. ¿A la mouche stiche

dir it, on a une vue păriphărique que ne propue pas le pâche ec coup, où le régard est ligé sur le bouchon. Il faut être sioux. Approcher en silanca. Etre et parfaite symbiose avec la nature Volr les truites et ne pas être viu Puis lancer le fouet: Un gesté enveloppé, arachnéen, fin et

Philosophe at poets, d sorcier » conjure toujours le sort. Il rappelle sa maladie pui monaire d'après guerre. L'amor-reux des ombres et de la lumière saft qu'il peut toujours compter sur le temps. Son proverbe, il l'emprinte aux Assyriers : el es deux ne retranchent jamais de la vie qu'ils accordent aux hommes les houres passées à la pêche.»

Chiffres B. Résultate des sitentions (native author for 19 author (1909)

Linter general (Réposition 2015 1902 152 (1919) 25 due (22)

PS 1 may det sic div up 1 8000|

Linter stocks (Egenéral, SEFER et 1 3 807 4/7 807 6) Brilling

Linter stocks (Egenéral, SEFER et 1 3 807 4/7 807 6) Brilling

Linter stocks (Egenéral, SEFER et 1 3 807 4/7 807 6) Brilling

Linter stocks (Egenéral, SEFER et 1 3 807 4/7 807 6) Brilling

Linter stocks (Egenéral)

Linter stocks (Egenéral

Dans la série « Cités », le Monde e déjà publié : Arras (daté 15-16 novembre 1992) ; Saint-Malo (daté 22-23 novembre) ; Macon (daté 29-30 novembre) ; Perpignan (daté 6-7 décembre) ; Rochelle (daté 13-14 décembre) ; Rodez (daté 20-21 décembre) ; Lisieux (daté 27-28 décembre) ; Valenciennes (daté 3-4 janvier 1993) ; Aurillac (10-11 janvier) ; Troyes (17-18 janvier) ; Tulie (24-25 Janvier); Blois (31 janvier-1" février); Albertville (7-8 février); Angers (14-15 février) et Périgueux (21-22 février).

J. M. Dy

